NOUVELLE BIBLIOTHÈQUE ÉCONOMIQUE
DIRIGÉE PAR FRANÇOIS SIMIAND

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

L'ÉVOLUTION DES BESOINS DANS LES CLASSES OUVRIÈRES

PAR

MAURICE HALBWACHS
Correspondant de l'Institut
Professeur à l'Université de Strasbourg

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1933

Tous droits de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays

AVANT-PROPOS

Est-il possible de connaître quels sont les besoins des familles ouvrières, dans un pays, et à une époque ou durant une période ? Qu'on examine ce qu'ils dépensent : les dépenses nous donnent certainement une idée suffisante des biens que recherchent ces ménages, et elles nous apprennent aussi, lorsqu'on les distingue en plusieurs catégories, quel est l'ordre de leurs préférences. Or, depuis le milieu du XIXe siècle, il s'est constitué une branche nouvelle d'enquêtes économiques et statistiques, qui visent à recueillir des budgets de familles, c'est-à-dire à déterminer l'état effectif et détaillé des revenus et des dépenses, dans des groupes de ménages surtout ouvriers.

Ces enquêtes se sont multipliées depuis la guerre. On en trouvera une liste étendue, et cependant incomplète, dans un ouvrage publié en 1932 par l'Office de Statistique du Reich, où sont rassemblés les résultats de l'une des plus récentes, de la dernière qui fut organisée en Allemagne. Les pays et continents les plus divers y figurent : République Argentine, Belgique, Bulgarie, Chine, Danemark, Esthonie, Finlande, Hollande, Indes, Japon, Norvège, Pologne, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Hongrie. Il faudrait y ajouter encore les États-Unis, le Canada, la Nouvelle-Zélande. En ces dernières années, aux Conférences des statisticiens du Travail convoquées par le Bureau International du Travail à Genève, la question de la méthode à suivre dans ce genre d'enquêtes n'a point cessé d'être à l'ordre du jour.

Ajoutez qu'en raison des mouvements de prix, si prononcés et si rapides dans tous les grands pays industriels depuis près de vingt ans, et afin de mieux en observer et prévoir les répercussions sur les salaires et leur pouvoir d'achat, on a apporté de plus en plus de zèle au calcul

du coût de la vie. Or, comme il sera expliqué dans notre premier chapitre, entre le coût de la vie et les dépenses effectives, qui, sans doute, ne se confondent pas, il y a cependant d'étroits rapports. Aussi est-ce en vue d'obtenir une base suffisante, non plus arbitraire, mais prise dans le réel, pour le calcul des indices du coût de la vie, que, dans beaucoup de pays, on a recueilli tant de budgets de ménages.

Cependant, le nombre croissant de ces enquêtes n'était pas une raison suffisante pour que nous pussions nous attendre à en tirer des résultats d'un intérêt général vraiment nouveaux. Il y a vingt ans, nous avions étudié en détail, dans un livre maintenant épuisé, celle qui fut faite par l'Office de Statistique impérial allemand en 1907-1908, parce qu'elle nous paraissait à la fois assez étendue, et plus complète, plus sûre aussi que toutes les autres[1]. On n'a pas fait mieux, depuis, dans les autres pays. Mais voici que le même Office vient de publier les résultats d'une enquête nouvelle, bien plus étendue encore, plus précise, mieux élaborée, qui, pensons-nous, marque un progrès considérable sur la précédente.

On peut supposer que le Professeur Wagemann, qui était alors à la fois Président de l'Office de Statistique du Reich, et Directeur de l' « Institut für Konjunkturforschung », s'est inspiré, dans cette enquête, de ses conceptions originales sur la prévision des crises. A la différence des statisticiens de Harvard, l'Institut allemand ne s'en tient pas à observer de façon suivie, et à représenter par quelques systèmes de courbes les variations du cours des actions, des prix, du taux de l'escompte, etc., mais s'efforce de pénétrer plus profondément dans la structure de l'organisme industriel, de mesurer aussi les mouvements de la production, des stocks, des débouchés, et même de la consommation, c'est-à-dire d'utiliser, en vue de ses prévisions, un plus grand nombre de « baromètres économiques »[2]. L'enquête allemande par budgets de ménages a été conduite dans le même esprit. C'est l'application la plus remarquable faite jusqu'à ce jour de la méthode d'observation

1. Voir notre livre : *La classe ouvrière et les niveaux de vie. Recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines.* Travaux de l'Année sociologique. Paris, Alcan, 1913. — La plus grande partie du livre II, p. 136 à 380, est consacrée à cette enquête allemande.

2. Voir : E. Wagemann, *Introduction à la théorie du mouvement des affaires.* Nouvelle Bibliothèque économique. Paris, Alcan, 1932.

« intensive » en ce domaine. On verra, dans notre deuxième chapitre, tout ce qu'elle nous apprend sur le jeu complexe des besoins, dans la classe des ouvriers d'industrie.

Mais elle ne porte que sur une année. On conçoit d'ailleurs qu'il est difficile de répéter une enquête aussi étendue et approfondie à intervalles assez rapprochés. Bien plus. L'Office de Statistique du Reich a renoncé, en raison même du perfectionnement de ses méthodes, à établir une comparaison entre les résultats d'aujourd'hui et d'il y a vingt ans. C'est dire que de telles données, qui nous renseignent admirablement sur un état, ne nous permettaient pas d'étudier une évolution.

Heureusement, nous n'étions pas, ici et à ce moment (comme nous l'aurions été, à cet égard, avant la guerre), dans une impasse. Aux États-Unis, en effet, nous trouvions quatre ou cinq enquêtes par budgets de ménages qui jalonnent la période 1895-1930, faites par les agents de la même administration, suivant des méthodes peu modifiées de l'une à l'autre, si bien que, pour la première fois, il nous était possible de suivre sur une période étendue le mouvement des dépenses des ménages ouvriers, dans ses rapports avec les variations des salaires et des prix.

Il est vrai que la méthode appliquée en Amérique pour l'établissement des budgets de ménages n'est plus la même qu'en Allemagne, et paraît bien moins exacte. On ne s'appuie plus sur les comptes de dépenses tenus jour par jour par les familles. Mais des enquêteurs vont leur poser des questions, et inscrivent les réponses qui portent sur des périodes assez longues. Nous ne voulons pas reprendre ici la discussion que nous avons faite autrefois de ces procédés. Disons seulement que la comparaison dans le temps de données même inexactes (à condition qu'elles ne soient pas arbitraires), et qui reposent en partie sur des évaluations, doit nous révéler cependant les gros changements qui se sont produits dans les budgets, si, d'une période à l'autre, les enquêteurs ont procédé de même, c'est-à-dire s'il y a toutes raisons de penser que le degré d'exactitude (ou d'inexactitude) des réponses n'a pas changé.

Au reste, dans la dernière enquête américaine (la moins étendue), on nous dit qu'on avait établi un questionnaire contenant 480 articles, qu'on a utilisé les factures ou autres références en possession du ménage, etc. Dans les

précédentes, le grand nombre des cas atteints est une garantie que les erreurs doivent, dans une large mesure, se compenser. L'essentiel est que, dans la période considérée, les changements dans les dépenses sont assez nets pour n'avoir pu échapper à une observation même imparfaite. Si nous avons été plus exigeant et plus exclusif il y a vingt ans, c'est que nous abordions d'autres problèmes (ceux-là mêmes que nous reprendrons sur les données de la nouvelle enquête allemande), et que nous devions mettre en lumière des différences moins sensibles.

Ces données américaines se rapportent toutes à la phase longue d'expansion qui commence aux environs de 1895 et semble être parvenue à son terme en 1930. On exprimait récemment, aux États-Unis, le vœu que le Gouvernement fédéral organisât une nouvelle enquête par budgets de ménages « au moment où les conditions commerciales seront meilleures, et quand l'activité industrielle aura repris un cours normal[1] ». Mais n'est-ce pas au contraire dès maintenant, c'est-à-dire en phase de resserrement, qu'il nous intéresserait de connaître comment se transforment les dépenses et comment évoluent les besoins, puisque, sur le comportement des ménages en de telles phases, nous n'avons pratiquement, jusqu'ici, pas de données ?[2]. Plus généralement, s'il est vrai que la vie économique se développe par phases alternées, et de longue durée, d'expansion et de resserrement, quant au mouvement non seulement des prix, mais du salaire et d'autres éléments encore, n'y aurait-il pas là un cadre tout indiqué pour suivre les variations des dépenses, et reconnaître si elles obéissent à un tel rythme ? M. Simiand s'en était avisé, et l'avait essayé[3].

En France, et bien que Le Play puisse en être considéré comme l'inventeur, on a fort peu pratiqué la méthode des budgets de ménages. Mais n'était-il pas possible d'y suivre, sur une durée de près d'un siècle, année par année, les

1. Dublin and Berridge. *The need for a new survey of family budgets and buying habits*, analysé dans *Monthly Labor Review*, vol. 33, november 1931.

2. Voir cependant l'enquête de 1891 en Belgique, que M. Gottschalk a rapprochée tout dernièrement des deux autres faites dans le même pays en 1853 et 1929. Nous en parlons ci-dessous, p. 72.

3. Dans son *Cours d'économie politique*, cité plus bas, chapitre III. Sur la distinction des phases, voir, du même auteur, outre son grand ouvrage sur le salaire, également cité plus bas : *Les fluctuations économiques à longue période et la crise mondiale*, 133 p. in-12, Paris, Alcan, 1932, et aussi notre article: *Une théorie expérimentale du salaire*, Revue Philosophique, novembre-décembre 1932, p. 321-363.

quantités de certaines denrées consommées par tête, et de déterminer ainsi la variation des dépenses, tout au moins des quantités achetées en moyenne, suivant qu'on se trouve en phase de prix élevés, ou de bas prix ? C'est, à vrai dire, le seul moyen dont nous disposions d'étudier l'évolution des besoins à travers une période très étendue, et en même temps de façon continue.

Notre quatrième chapitre, dans lequel nous avons appliqué cette méthode pour quelques denrées importantes et significatives, n'est qu'une ébauche très incomplète de ce que pourrait être une telle recherche, surtout si, en même temps que les quantités, on observait le mouvement des prix. Des enquêtes par budgets de familles ne pourront sans doute être jamais faites qu'à intervalles. Rapprochées des données sur la consommation annuelle par tête, elles permettraient du moins, au moyen d'interpolations prudentes, de déterminer avec un degré d'approximation suffisant comment se transforment les dépenses et de suivre leur évolution année par année.

Les remarques qui précèdent étaient nécessaires pour préciser dans quelles limites nous avons pu réaliser le dessein, apparemment ambitieux, qu'annonce la première partie de notre titre. Quant à la seconde, elle étonnera peut-être ceux qui se rappelleront que, dans notre livre précédent, nous insistions sur l'unité de la classe ouvrière. Il n'y a point là de contradiction. Mais nous avons tenu à indiquer ainsi que, dans l'ouvrage actuel, l'étude portait successivement sur des groupes qu'on désigne, d'ordinaire, du nom d'ouvriers allemands, d'ouvriers anglais, ou d'ouvriers français. Nous n'avons pas recherché à nouveau si les habitudes de dépense, dans la classe ouvrière, varient suivant les métiers, les industries, les branches d'industries, non plus que suivant les régions. Nous n'avons point fait, d'ailleurs, de comparaisons internationales.

Si, dans notre conclusion, nous parlons cependant des ouvriers en général, c'est que, dans ces évolutions distinctes, nous avons reconnu des trait communs. Certes, de ces traits, ceux-ci ou ceux-là sont plus apparents, et ont été mieux mis en relief, dans tel pays que dans les autres. Il peut paraître alors illégitime d'en constituer un tableau d'ensemble qui s'appliquerait à tous. La politique des hauts salaires n'a-t-elle point, par exemple, créé aux

États-Unis des conditions anormales qu'on ne retrouverait pas ailleurs, si bien que la transformation des dépenses dans le groupe des ménages ouvriers, aux États-Unis, serait un phénomène unique en son genre, et qui ne se reproduira pas ? C'est possible. Mais il est possible aussi que ces différences tiennent simplement à une diversité des conditions économiques normales, entre autres à ce que, dans les divers pays considérés, la classe ouvrière n'est pas parvenue à la même étape de son évolution. Si le facteur national joue ici un rôle, encore faudrait-il l'établir. Jusque-là nous sommes en droit de nous en tenir à ce que l'observation nous révèle sur le plan économique.

Nous reconnaissons d'ailleurs que, dans nos conclusions générales, il y a une part d'hypothèse, ou, si l'on veut, de reconstruction. En pouvait-il être autrement, alors que les données dont nous disposons sont encore si peu sûres, si incomplètes, si fragmentaires ? L'essentiel est que ces hypothèses s'accordent avec tout ce que nous connaissons actuellement, et, surtout, qu'elles soient vérifiables, c'est-à-dire qu'elles puissent, à l'avenir, être confirmées ou infirmées par de nouvelles observations. Nous ne croyons pas avoir été au delà.

Nous ne croyons pas non plus (et nous devons adresser ce dernier mot à ceux qui ont gardé le souvenir de notre livre précédent, ou qui voudront bien s'y reporter), nous ne croyons pas que nos conclusions actuelles infirment la théorie de la classe ouvrière que nous présentions autrefois. Sur un point essentiel, nous pouvons constater qu'elles la confirment. Mais il est vrai qu'elles la complètent, en ce qu'elles nous laissent entrevoir, pour les besoins collectifs de ces groupes, des possibilités nouvelles de développement.

C'est que, dans notre premier ouvrage, nous n'avions envisagé, et, faute de données sur leur évolution antérieure, nous ne pouvions envisager les besoins des ouvriers, tels qu'ils s'expriment dans leurs dépenses, que dans leurs rapports avec les conditions de travail communes à toute leur classe, et qui la distinguent des autres de façon à la fois nette et durable. C'est l'influence du genre de travail sur le genre ou le niveau de vie que nous nous étions alors proposé d'étudier, et c'est de ce point de vue seulement qu'était formulée notre théorie. Mais il ne nous échappait pas que ce n'était là qu'un aspect de la question. Car, les

conditions techniques et économiques du travail demeurant inchangées (au moins pour l'essentiel), il est possible que le montant des revenus, et leur pouvoir d'achat, augmentent (ou, inversement, diminuent), et aussi, en même temps, et peut-être sous l'action des mêmes causes, que la nature et la quantité des objets mis en vente ou des services offerts à la clientèle ouvrière se transforment. Comment les besoins des ouvriers n'en seraient-ils pas modifiés ?

La vie des ménages ouvriers, plus précisément la part de cette vie que ne remplit ou n'absorbe pas (les deux expressions ou les deux métaphores reviennent au même), mais disons : que n'immobilise pas le travail à l'usine, s'écoule dans un milieu économique et social d'où leur viennent bien des sollicitations, les unes anciennes et familières, les autres nouvelles. D'autre part, le niveau des revenus ouvriers se déplace, et suivant qu'il est plus ou moins haut, suivant, aussi, que ses déplacements sont plus ou moins brusques, tout se passe comme lorsque l'atmosphère change, que la pression se fait plus ou moins lourde : ici, le champ où peuvent se développer leurs besoins se trouve soudain élargi, ou se resserre. Il y a là tout un ensemble de forces qui s'imposent au groupe ouvrier, mais qui le débordent et le dépassent, et qui ne résultent point, apparemment, de ce qu'il est, ni de la fonction qu'il exerce. On ne les découvrirait point en lui, et on ne pourrait les prévoir, en partant du tableau qu'il nous offre à un seul moment de son évolution. Il faut, pour en reconnaître précisément la nature et l'intensité, les suivre assez longtemps, les voir changer d'une époque à l'autre, et observer, dans le même temps, comment les dépenses se transforment, dans le plan général de leur répartitions ou quant à leurs particularités et dans le détail. Ces force, sont certainement collectives, et, dans la mesure où les groupes des ouvriers d'industrie en sont modifiés, on peut dire que leurs besoins tendent à se transformer dans le sens même où évolue la société.

Ici, il ne s'agit donc pas surtout d'une sorte de mise au point de notre travail antérieur. Nous reprenons contact, d'abord, avec la classe ouvrière allemande, que nous avions prise pour objet de cette première étude, et, de celle-ci, nous précisons et confirmons les résultats. Mais l'essentiel pour nous est, cependant, d'aller chercher plus loin, dans l'espace et dans le temps, ou dans le temps seulement,

aux États-Unis depuis trente ou trente-cinq ans, dans notre pays sur une durée d'un siècle, des éléments d'information pour passer à une autre étude, à l'étude d'un autre aspect de la réalité qui nous intéresse. Nous essaierons de déterminer, en effet, quelle influence exercent sur les habitudes de consommation et de dépense, dans les classes ouvrières les plus évoluées, non plus les conditions de leur travail, mais les variations des salaires et des prix, la diversité croissante des produits et services, et, en tous ces facteurs et à travers eux, les conditions nouvelles de la vie sociale : problème complémentaire du précédent, et qui, à la différence de celui-ci, ne pouvait être posé et abordé que sur la base de données successives.

CHAPITRE PREMIER

LE COUT DE LA VIE ET LES BUDGETS DE MÉNAGES

1. — Indices du coût de la vie et consommations effectives

Que représente exactement l'« indice du coût de la vie », que la Statistique générale de la France calcule chaque mois, comme le font à présent les services statistiques de la plupart des grands pays industriels ? Rappelons d'abord comment il est établi. Une liste d'objets de consommation, bien définis en qualité et quantité, en est le point de départ et la base. On a cherché, en la dressant, à se rapprocher autant que possible de ce qu'un ménage, un ménage ouvrier de préférence, doit acheter, au moins de quelques-unes des denrées qu'il doit se procurer pour se nourrir; si possible, on y fait entrer d'autres denrées de consommation de pratique courante. L'essentiel est que l'on arrête cette liste pour une période plus ou moins longue : c'est une constante. Alors il sera aisé, au moyen des prix de détail tels qu'on les connaît ou qu'on peut les déterminer, de calculer, chaque trimestre ou chaque mois, quel est le montant de la dépense ainsi définie[1].

Quel est, maintenant, l'objet de ces calculs, et que signifie le « coût de la vie » ainsi entendu ? Dans un rapport présenté à la *XVIIe session de l'Institut international de Statistique* (1927-28), M. Huber, le Directeur de la Statistique générale de la France, disait : il s'agit essentiellement de « suivre les variations du pouvoir d'achat de la monnaie en ce qui concerne l'ensemble des biens et services nécessaires pour assurer un certain genre de vie ». Pour

1. Voir, dans le *Bulletin de la Statistique générale de la France et du Service d'observation des prix*, quelles directives sont données à cet égard aux Commissions d'études relatives au coût de la vie : « Il leur a été recommandé de prendre pour base de calcul le budget ordinaire d'une famille ouvrière de 4 personnes, et d'appliquer aux quantités *fixes* des divers objets de consommation entrant dans ce budget, les prix unitaires *variables* observés aux époques successives, de manière que l'indice représente la dépense d'une famille maintenant constant son genre de vie. » — Le même *Bulletin* reproduit, chaque mois, les indices du coût de la vie dans 12 pays autres que la France.

que ces variations aient un sens précis, elles doivent être calculées d'après une *unité de dépense* qui ne change pas, c'est-à-dire en supposant que les objets achetés demeurent les mêmes, en qualité et en quantité. C'est pourquoi on part d'un budget-type, déterminé soit par enquête directe sur les conditions d'existence des familles ouvrières, soit autrement. Mais, ajoute aussitôt M. Huber, « l'emploi d'un budget-type unique et fixe n'est pleinement admissible que pour des familles dont les habitudes d'existence et de consommation ne s'écartent pas trop de ce qu'il définit : par exemple, pour des ouvriers de même profession dans une région limitée et pendant une durée assez courte pour que les habitudes n'aient pas sensiblement changé. Mais il est hors de doute que, dans les comparaisons internationales, l'invariabilité du budget-type est une fiction en complet désaccord avec les faits. »

Il ne faut demander à une expression statistique que ce qu'elle peut nous donner, que ce que veulent atteindre ceux qui la calculent. L'indice du coût de la vie nous apprend quelle influence exercent, sur un genre de vie supposé identique, les variations des prix de détail. Il ne prétend point nous révéler les variations du genre de vie lui-même. Celui-ci ne demeure pas immobile. Bien plus, sous l'influence ou à l'occasion des changements de prix, il est probable que les ouvriers, comme d'ailleurs tous les hommes d'autres professions, modifient leurs achats, les suspendent, les retardent, ou même les suppriment, c'est-à-dire que les qualités et les quantités des biens achetés ne sont pas les mêmes aux diverses époques, peut-être même aux diverses années successives. Il se peut que, d'une période à l'autre, la répartition des dépenses change plus qu'on ne croit. L'indice du prix de la vie ne prétend pas nous apprendre comment varient les besoins, puisqu'il suppose qu'ils ne varient pas. Cette supposition, d'ailleurs, comment pourrait-on s'en passer, puisqu'on doit nous apprendre quel coût il faut payer pour satisfaire *les mêmes* besoins, quand les prix ont changé ?

Ceci posé, on essaiera cependant de ne point choisir de façon trop arbitraire le genre de vie qu'on supposera fixe à travers le temps. Puisqu'on se propose d'indiquer comment varie le pouvoir d'achat du salaire, on s'attachera non pas à des marchandises quelconques, mais à celles qui sont effectivement achetées, et suivant l'importance qu'elles ont en fait dans le budget d'une famille, pendant la période considérée. Or le moyen qui paraît nous permettre le mieux d'atteindre les achats réellement pratiqués, dans un groupe d'ouvriers, d'employés, etc., c'est la constatation directe de leurs dépenses et de leur genre de vie par la méthode des budgets de

familles. On s'appuiera donc sur de telles enquêtes, quand ce sera possible. Mais il suffira de prendre ainsi contact avec la réalité, et d'observer directement quel est le genre de vie réel des ouvriers ou des autres hommes, à intervalles, c'est-à-dire quand on aura toutes raisons de penser qu'il s'est notablement modifié. Il faudra, en d'autres termes, satisfaire à deux conditions opposées : que le genre de vie dont on part corresponde à peu près aux habitudes des ménages réels; et que, cependant, au moins sur une période assez longue, il ne change pas.

Feuilletons un volume tout récent, publié par le *Social Research Council* de New-York, intitulé : *Comparaisons internationales entre les salaires*[1]. Nous y verrons comment on a satisfait tant bien que mal, dans six grands pays industriels, à ces deux conditions. Comment y a-t-on résolu le difficile problème qui consiste à fixer les quantités des divers produits qui sont censés entrer dans la dépense ? C'est ce qu'on appelle la « pondération » des indices, le « weighting ».

Au Canada, où l'on calcule trois indices du coût de la vie, on ne s'appuie pas sur une enquête par budgets de ménages. Mais, tandis que le *Department of Labour* procède par simple évaluation, le *Dominion Bureau of Statistics* part de la consommation moyenne par tête pour tout le pays. L'indice de la nourriture comprend, en effet, 45 items, et leur « poids », ou leur importance relative, est fixé « d'après le chiffre global de la production nationale pour chacun d'eux ». Mais ce calcul n'a porté que sur l'année 1926 : c'est le genre de vie ainsi déterminé à cette date dont on a continué à calculer le coût dans les années qui ont suivi.

En France, avant la guerre, on avait pris comme type « un genre de consommation analogue à celui du charpentier parisien étudié en 1856 par M. Focillon, et du charpentier observé en 1890 par M. du Maroussem. Outre vingt produits alimentaires, il comprenait certaines quantités (également constantes) de pétrole, de charbon de bois et de charbon de terre[2].

A la veille de la guerre, une Commission réunie au Ministère du Travail décidait d'organiser une enquête sur les revenus et les dépenses des ouvriers et employés. On interrogeait verbalement

1. *International wage comparisons. Documents arising out of conferences held at the International Labour Office in Jan. 1929 and May 1930, convened by the Social Science Research Council of New York.* Manchester, University Press, 1932, 262 p., in-8°.

2. Voir : *Statistique générale de la France. Salaires et coût de l'existence à diverses époques jusqu'en 1910.* Paris, 1911, p. 52 sq. On a calculé aussi le coût de la vie de 1875 à 1910, en déduisant les quantités moyennes de denrées alimentaires consommées par une famille de quatre personnes d'une enquête faite en 1907 auprès de 800 familles ouvrières de Paris. *Ibid.*, p. 57 sq.

ceux-ci, et on remplissait des questionnaires : méthode un peu expéditive, qui suppose qu'on opère sur une base très large, comme les Américains qui n'hésitent pas à visiter et soumettre à des interrogations de ce genre 5.000, 10.000 et jusqu'à 25.000 familles. On s'en était tenu à douze ou quatorze cents ouvriers, deux cents à deux cent cinquante employés. Faite en 1913-14, l'enquête fut interrompue par la guerre. On en a publié les résultats en 1919[1]. Ils paraissent d'une exactitude assez discutable.

Il y a une dizaine d'années fut créée, par décret, une *Commission centrale d'études en vue de déterminer le coût de la vie*[2]. Des commissions régionales et locales qui y étaient rattachées avaient mis en marche des enquêtes par questionnaires. Mais on s'est avisé récemment que, de tout ce travail et de ces tentatives très dispersées, il ne sortait à peu près rien. Les budgets-types choisis par les commissions pour servir de base au calcul des dépenses paraissaient extrêmement variables d'une région à l'autre[3]. Ce qui ne rendait pas plus aisée la détermination de l'indice, c'est que, dans beaucoup de conventions collectives entre syndicats patronaux et ouvriers, on s'était entendu pour fixer le salaire d'après le coût de la vie, ou dans un certain rapport avec lui. Dès lors, quand l'indice montait trop vite, les patrons déclaraient qu'il était mal calculé; dans le cas inverse, les ouvriers, à leur tour, protestaient. Si les variations barométriques exerçaient une semblable influence sur les intérêts matériels des hommes, il est probable que, sur le choix des baromètres de différents types, s'engageraient aussi des débats indéfinis.

La Commission qui représente le service d'observation des prix a décidé maintenant d'uniformiser les types de budgets de ménages pour toute la France[4]. Si l'on organisait à cette occasion une enquête directe, même réduite à un petit nombre de familles, ce serait le moyen de s'assurer que le genre de vie dont on calcule le coût ne s'écarte pas trop de la réalité.

En Allemagne, l'indice est calculé, depuis 1925 (après la reconstruction monétaire), sur les données de l'enquête par budgets de

1. Voir notre article : *Revenus et dépenses de ménages de travailleurs. Une enquête officielle d'avant-guerre.* Revue d'économie politique, janvier-février 1921.

2. V. *Bulletin de la Statistique générale*, janvier 1922, p. 156.

3. Jusqu'ici « la Commission centrale a estimé qu'il n'était pas désirable de ramener les budgets de base à un type unique pour toute la France en raison des divergences qui existent dans les habitudes régionales. Chaque commission a donc établi son budget-type régional qui sert de base au calcul de l'indice du coût de la vie dans la région. » *Bulletin de la Statistique générale*, octobre-décembre 1929, p. 62.

4. Voici quels sont les poids adoptés pour les divers groupes de dépenses : nourriture, 60 p. 100; vêtement, 15 p. 100; chauffage et éclairage, 5 p. 100; loyer, 12 p. 100; divers, 8 p. 100. Cette répartition est purement théorique.

familles de 1907[1]; mais une nouvelle enquête (dont nous parlerons ci-dessous) a été faite en 1927-1928, et l'on a modifié en conséquence la proportion des divers achats dont la somme représente le coût de la vie. Dans ces conditions, il vaudrait mieux, sans doute, recalculer l'indice, pour les années qui précèdent l'enquête (depuis 1925), d'après ces nouveaux résultats.

En Italie, l'indice national est calculé, depuis 1927, à l'aide des indices régionaux pour 50 villes. Mais on se contente d'une « estimation de la consommation hebdomadaire d'une famille ouvrière comprenant deux adultes et trois enfants de moins de dix ans ». Ainsi, comme en France, et à la différence de l'Allemagne, on part d'une estimation, et non d'une constatation.

En Angleterre, on nous dit que les poids (ou coefficients) utilisés pour calculer l'indice de la nourriture correspondent à la dépense moyenne de 1.944 familles ouvrières dont les budgets ont été recueillis par le *Board of Trade* en 1904. Cette enquête, il est vrai, a été bien rapide; elle ne portait que sur une semaine; et les résultats en paraissaient bien contestables. Cependant, comme il s'agit non point d'atteindre exactement le genre de vie à une époque, mais de fixer un budget-type, on peut admettre qu'une reconnaissance même approximative des dépenses à un moment de la période considérée peut suffire. Pour l'habillement, par exemple, on s'en tient aux articles « qui étaient achetés le plus ordinairement par les classes ouvrières avant la guerre ». Ainsi, l'indice du coût de la vie en Angleterre ne représente guère, nous dit-on, que « le mouvement général des prix quant aux sortes de vêtements le meilleur marché » : renseignement limité, mais qui, comme tel, garde toute sa valeur.

Aux États-Unis, enfin, considérons les deux principaux indices, l'un établi par l'*U. S. Bureau of Labor Statistics*, l'autre par le *National Industrial Conference Board.* Les « poids », c'est-à-dire les proportions attribuées à chaque dépense, sont déterminés, pour le premier, d'après une enquête par budgets de ménages faite en 1917-19; pour le second, d'après une enquête plus ancienne de 1901-1903. N'attribuons point aux statisticiens d'Amérique la croyance que, dans leur pays qui se transforme si vite, où rien n'est plus en défaveur et ne paraît de plus mauvais goût que l'immobilité, depuis douze années, peut-être trente, les besoins se soient standardisés pour un temps indéfini. Ce qu'ils voulaient, c'est reconnaître comment a varié le prix d'un genre de vie supposé invariable.

1. Voir, sur cette enquête, notre livre : *La classe ouvrière et les niveaux de vie, etc.*, Paris, 1912, et aussi : Dugé de Bernonville, *Budgets de familles en divers pays*, Bulletin de la Statistique générale, avril 1914.

Ils ont choisi à cet effet un ensemble de dépenses effectivement constatées à un moment donné. Mais ils n'ont jamais admis que ces dépenses, supposées fixes, le soient demeurées en réalité.

Récemment, c'est-à-dire depuis une dizaine d'années, on a essayé de comparer le coût de la vie, ou le pouvoir d'achat du salaire, dans différents pays. Jusqu'ici nous supposions un genre de vie qui demeure le même dans un même pays, et nous cherchions quel en est le coût et le prix à différentes époques. Il était naturel de se poser cette question, puisque, dans une même pays, durant une période même assez longue, on peut supposer que les habitudes et les besoins ne changent pas sensiblement. Mais il y a des types de vie différents dans les divers pays, à Berlin et à Rome, à Paris et à Chicago, à Berlin et à Paris. Pour comparer le pouvoir d'achat du salaire à Londres et à Berlin, par exemple, on a eu l'idée de calculer ce que coûterait le type de vie de Londres à Londres, mais aussi à Berlin, et le type de vie de Berlin à Berlin, et aussi à Londres. Tel est le problème que s'était posé le *Bureau International du Travail* dès juillet 1924, à la suite des enquêtes entreprises en 1923 par le Ministère britannique du Travail « sur le niveau relatif des salaires réels dans diverses professions et dans un certain nombre de grandes villes[1] ».

Des méthodes du même genre ont été appliquées depuis, par le B. I. T. également, à la demande du grand industriel américain Ford. Celui-ci désirait « adopter une politique d'assimilation des conditions d'emploi de ses ouvriers d'Europe à celles de Detroit, aux États-Unis ». Le B. I. T. s'est donc efforcé de calculer combien dépenserait un ouvrier européen, si son niveau de vie général était à peu près équivalent à celui de son collègue de Detroit : il s'agissait de quatorze villes : Berlin, Francfort, Copenhague, Stockholm, Helsingfors, Paris, Marseille, Anvers, Rotterdam, Manchester, Cork, Varsovie, Barcelone et Stamboul. On avait pris, comme base, une enquête par budgets de ménages, faite à Detroit même, dont nous aurons à reparler[2].

De telles comparaisons se heurteront toujours à une grosse difficulté. C'est que les habitudes de consommation et de vie ne sont pas les mêmes dans ces divers pays. Or il faudrait qu'elles fussent à peu près identiques, pour qu'on pût déterminer, ce qui est l'objet

1. Voir : *Revue internationale du travail*, vol. X, n° 4, octobre 1924, p. 662 sq., et aussi : vol. XXIV, n° 1, juillet 1931 : *La quatrième Conférence internationale des statisticiens du travail.*

2. *Contribution à l'étude de la comparaison internationale du coût de la vie. Enquête sur le coût de la vie de certains groupes ouvriers à Detroit (Etats-Unis) et dans quatorze villes européennes.* B. I. T. Etudes et documents. Série N (Statistique), n° 17, VII-262 p. in-8°, Genève, 1932.

d'un indice du coût de la vie, quelle est l'influence de la diversité des prix, et d'elle seule, sur les dépenses. Il est vrai que tel n'était pas peut-être exactement l'objet des enquêteurs du B. I. T. On nous dit : « La présente enquête a pour objet de déterminer la somme qu'un ouvrier devrait dépenser, pour s'assurer un niveau de vie équivalent à celui d'une catégorie donnée de salariés aux États-Unis. » Par « niveau de vie » nous entendrons d'ailleurs la même chose que « niveau de confort », c'est-à-dire « la somme des satisfactions ou utilités économiques qu'une famille retire de la consommation des biens et services que son revenu lui permet d'obtenir pendant une certaine période ». On ajoute que « des individus vivant dans des pays différents et conformément à des coutumes et traditions différentes seront en mesure d'obtenir la même somme de satisfactions (c'est-à-dire le même niveau de vie) en répartissant leurs dépenses différemment entre les divers articles et services ». — Il s'agit donc de comparer dans divers pays la dépense nécessaire, non pas pour tels articles de consommation bien définis en qualité et quantité, et les mêmes partout, mais pour obtenir « la même somme totale de satisfaction[1] ». Ici, il faut bien le dire, la notion du coût de la vie, telle que nous l'avons défini, s'altère quelque peu.

Voyons cependant comment on s'y est pris, pour déterminer dans divers pays ce que nous pouvons appeler le coût d'un même niveau de vie. Quant aux denrées alimentaires, on avait constitué des « paniers de provisions » de composition différente, correspondant aux habitudes de consommation de cinq groupes de pays. Les indices étaient calculés, pour chaque ville successivement, en prenant pour base chacun de ces paniers distincts. Or, sans doute, « plus les habitudes de consommation de différents pays sont analogues, plus les comparaisons ont des chances de donner des résultats sérieux. Ainsi, entre les ouvriers du nord de la France et de la Belgique... Entre la France et l'Allemagne elles auront vraisemblablement moins de valeur, et moins encore entre la France et la Russie. Entre la France et la Chine, elles perdraient toute utilité[2]. »

Dans l'enquête faite à la demande de Ford, on nous dit que, pour le vêtement et le logement, il a été très difficile de trouver, en Europe, des termes de comparaison répondant aux conditions américaines. On avait envoyé des caisses contenant des échantillons des étoffes et tissus courants en Amérique : mais souvent rien d'ana-

1. *Ibid.*, p. 7-8.
2. *La quatrième Conférence internationale des statisticiens du travail, loc. cit.* Voir aussi : Michel Huber, *La comparaison internationale des salaires réels, loc. cit.*, p. 704 sq.

logue ne se rencontrait dans les magasins des villes européennes. Quant au logement-type des ouvriers américains (quatre ou cinq pièces, salle de bain, etc.), il a fallu, dans les villes européennes, leur substituer parfois des appartements habités par des familles d'une classe sociale plus élevée[1].

A propos de ce genre de comparaisons, M. Simiand remarquait plaisamment que cela revenait, dans une étude sur ce que coûtent les animaux de trait, à « calculer ce que coûterait en Laponie un éléphant de l'Inde, s'il vivait en Laponie comme un éléphant vit dans l'Inde, ou ce que coûterait dans l'Inde un renne, s'il vivait dans l'Inde comme un renne vit en Laponie[2] ».

Mais revenons à l'indice du coût de la vie. Il nous renseigne, nous l'avons dit, sur l'influence qu'exercent sur le coût d'un ensemble de denrées et services identiques les différences et les variations des prix de détail. Sur la composition de ces ensembles, sur la proportion, par rapport à la dépense totale, des dépenses partielles, c'est-à-dire sur l'importance et l'intensité relative des divers besoins, en des lieux différents à une même époque, en un même lieu à des époques différentes, il ne nous apprend rien.

Or les besoins qui déterminent ces dépenses varient. Bien entendu ils ne sont pas les mêmes suivant que le ménage est plus ou moins grand, suivant que les parents sont plus ou moins âgés, suivant que le revenu est plus ou moins élevé. Comment une seule donnée numérique, un indice unique, exprimerait-il une telle diversité de conditions ? Nous savons aussi que, d'un milieu national à un autre, les habitudes de vie et de consommation ne peuvent point facilement se comparer. « Les races de taille élevée ont des besoins alimentaires supérieurs. Le climat chaud détermine, toutes choses égales d'ailleurs, de moindres besoins alimentaires. Les différences à cet égard peuvent provenir aussi des habitudes auxquelles l'organisme est adapté, de telle façon qu'elles se présentent parfois comme des caractéristiques raciales. A parité de température et de taille, il y a des populations qui consomment beaucoup moins que d'autres. Tout le monde a entendu parler de la sobriété des Japonais[3]. »

Plus généralement, dans chaque pays, le niveau des dépenses

1. *Contribution à l'étude de la comparaison internationale du coût de la vie, op. cit.*, p. 18 à 21 (sur le logement), p. 22 à 24 (sur l'habillement), et aussi p. 34-35; voir aussi p. 43 (difficulté de trouver à Berlin et Francfort-s.-Mein l'analogue de deux types de logements ouvriers américains), p. 89 et 121 (différence entre les vêtements américains, français et anglais), chap. 74 (essai de comparaison entre les frais de logement d'une famille ouvrière à Detroit et à Stockholm).

2. SIMIAND, *Cours d'économie politique.* Paris. Ed. Domat-Montchrestien, 3e année, 1929-1930, p. 288.

3. Michel HUBER, *loc. cit.*, p. 706.

pour chaque classe économique est fixé par l'opinion, suivant des critères qui varient d'un pays à l'autre. Si, par exemple, les ouvriers européens qui émigrent en Amérique ne deviennent pas tout de suite aussi exigeants que les travailleurs nés aux États-Unis, c'est qu'ils restent d'abord quelque temps en contact avec les petits groupes où se rassemblent des hommes de même nation, et continuent à subir leur influence. Ils n'éprouvent de nouveaux besoins et ne réclament qu'ils soient satisfaits que lorsqu'ils ont pris racine dans des milieux américains et à mesure qu'ils se sont identifiés avec eux. Si les émigrés de la première génération se plient difficilement aux habitudes américaines à cet égard, c'est que, pour certains d'entre eux, les Italiens par exemple, le contraste est trop marqué entre le niveau de vie des ouvriers dans leur pays d'origine, et les conditions de vie des travailleurs industriels aux États-Unis. Comme chaque groupe social tend à uniformiser et à conformer à un même type les besoins de tous ses membres, il arrive qu'on passe ainsi sans transition d'un genre de vie national à un autre tout différent[1].

Il n'en est pas tout à fait de même lorsque, dans un même pays, on suit, par exemple, l'évolution des dépenses ouvrières dans le temps, d'une période à l'autre. D'une année à l'autre, en effet, il semble qu'il n'y ait pas grand changement, et que, dans la classe la plus nombreuse, et dans le même groupe national, on se nourrisse, on s'habille et on se loge dans les mêmes conditions. Pourtant, supposons qu'un ouvrier anglais de 1880 à 1890 soit transporté brusquement, par quelque « machine à descendre le temps », en l'année 1932, restant d'ailleurs à Manchester ou à Londres : croit-on qu'il n'aurait aucun effort d'adaptation à accomplir, et qu'alors que tout changeait, seul le plan des dépenses serait demeuré immobile ?

« J'ai vu à Paris, écrivait Levasseur, dans la première partie du règne de Louis-Philippe, des ouvriers bijoutiers déjeuner sur le coin de l'établi avec du pain, quatre sous de charcuterie, deux sous de pommes de terre frites et quelquefois un demi-setier de vin; à la fin de l'Empire ils dépensaient une trentaine de sous dans une crèmerie et prenaient leur café[2]. »

Ce n'est pas seulement la nourriture, mais l'habillement, le logement, qui se sont transformés très vite. Au reste, pour ces trois chapitres essentiels du budget ouvrier, la rapidité du changement a été inégale. Il y a eu, pour tel ou tel, à certaines époques,

1. Voir notre étude : *Chicago, expérience ethnique.* Annales d'histoire économique et sociale, janvier 1932.

2. Levasseur. *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France de 1789 à 1870,* 2e éd., t. II, p. 896.

des arrêts, des retours. Que de besoins nouveaux, d'ailleurs! L'ouvrier d'aujourd'hui fait sa cuisine sur un fourneau à gaz; il s'éclaire souvent à l'électricité; il paie des cotisations à son syndicat, et des primes d'assurances à des organisations publiques ou privées; lui, sa femme, ses enfants, vont au cinéma; ils achètent non seulement un journal quotidien, mais des illustrés; on les voit même au bord de la mer en été. Sans doute, du second Empire jusqu'à présent il s'est écoulé plus d'un demi-siècle. Mais nous savons bien que, depuis vingt ou trente ans, le rythme de la vie économique et des transformations sociales s'est précipité. Un type d'existence, un mode de répartition des dépenses n'est plus *up to date* après quelques années. Comment en serait-il autrement, puisque des circonstances bien définies, et dont nous savons qu'elles obéissent à d'incessantes fluctuations, modifient non seulement les revenus, mais les prix, les qualités, les quantités des objets mis en vente et, par suite, les possibilités de dépense, et les besoins eux-mêmes, dans les ménages ouvriers ?

Ainsi, lorsqu'on a calculé le coût d'un genre de vie supposé uniforme, ou, comme on dit encore, d'une « dépense unitaire », une autre étude s'impose : il faut examiner comment, en fait, varie le genre de vie, comment varient les dépenses, non seulement dans leur montant total, mais dans leurs parties et leurs grandes divisions. Or le seul moyen que nous ayons de suivre ainsi dans le temps l'évolution des divers besoins, de chacun pris à part, et de chacun relativement aux autres, c'est de recueillir un nombre suffisant de budgets de familles, ou budgets de ménages, soit qu'ils aient été dressés et tenus par les enquêtés eux-mêmes, soit qu'ils soient établis ou reconstitués d'après les réponses de ceux-ci à un questionnaire. Il ne s'agit plus, comme pour le calcul du coût de la vie, de reconnaître en gros et approximativement, et à intervalles d'ailleurs assez éloignés, quel est le genre de vie prédominant dans une classe ou un groupe économique, afin de disposer d'un point de repère pris dans le réel. C'est la réalité elle-même qu'on se propose maintenant d'atteindre et de suivre, dans sa complexité et ses fluctuations; non plus, cette fois, de façon approximative, et à un ou quelques moments, mais par une observation aussi précise et continue qu'il sera possible.

2. — Les enseignements que l'économie politique peut tirer des enquêtes sur les budgets de ménages

Lorsque les revenus sont constitués, et qu'ils se trouvent disponibles pour un ménage, que deviennent-ils ? Une part de leur

montant, celle qui n'est pas employée à des achats de biens consommables, retourne dans les entreprises d'industrie ou de commerce d'où elle est venue, sous forme de placements, ou bien est mise en dépôt dans les banques et les caisses d'épargne, ou, simplement, est « mise de côté » : part considérable pour les hauts revenus, réduite certainement dans la catégorie des petits fonctionnaires, des employés, et surtout dans la classe ouvrière. L'autre ne fait pas retour directement dans le circuit de la circulation économique. Elle est employée à satisfaire les besoins du ménage dans son ensemble, et de chacun de ses membres. Est-ce pour cette raison que l'économie politique, trop souvent, s'en désintéresse ? Plus exactement, elle ne s'intéresse pas à la façon dont ce montant monétaire est distribué entre les différents emplois consomptifs. Il semble que, pour elle, les ménages représentent, dans les sociétés d'aujourd'hui, des groupes fermés au seuil desquels s'arrête la vie proprement économique. Le courant monétaire les traverse, et l'essentiel est qu'ils rendent à la circulation générale, sous forme d'argent payé aux commerçants, aux entreprises, ou à l'État, tout ce qu'ils en ont reçu sous forme de traitements, appointements et salaires. Quant au degré de satisfaction que cet argent apporte aux divers besoins, quant aux besoins eux-mêmes, à leur espèce, à leurs rapports, à leurs transformations, il semble qu'on puisse sans inconvénient les ignorer. Nous pourrions citer plus d'un ouvrage d'économistes contemporains réputés, sur les crises de surproduction, sur les variations des prix, où il n'est tenu aucun compte de la répartition des dépenses, et de la façon dont elle varie d'une période à l'autre, dans les familles de la classe ouvrière, ou, simplement, de la population nationale. Ce n'est pas à l'intérieur des ménages, en effet, qu'on peut étudier la production, et la répartition du produit collectif, mais dans l'industrie, le commerce, sur les marchés, dans les banques : c'est là que se forment les prix, que circulent les valeurs, et que se déroulent les grands mouvements économiques.

Pourtant, cette distinction entre l'économie collective, et les économies privées que seraient les ménages, est toute relative, puisque c'est bien à l'intérieur de ceux-ci que se forment les décisions d'achat. Dans un article publié récemment par un grand quotidien, nous trouvons ceci : « Le niveau des prix est déterminé par la somme que l'ensemble des consommateurs peut ou veut consacrer à ses achats. Pendant la crise, une partie des consommateurs, notamment les chômeurs complets ou partiels, ont vu leurs ressources diminuer plus que les prix. Pour eux la vie chère est une réalité. Nombreux, en revanche, sont ceux dont les ressources n'ont

pas diminué ou qui tout au moins gardent les mêmes disponibilités pour les articles courants qui rentrent dans ce qu'on appelle le coût de la vie. Cependant, par une sorte de conjuration inconsciente, ils jugent les prix trop élevés et réduisent leurs achats. La vie chère est la personnification des divers motifs qui poussent les acheteurs à s'abstenir. » Nous ne nous demanderons pas si la responsabilité de la crise retombe, en effet, sur les consommateurs et nous sommes loin d'ailleurs d'en être persuadé. Mais il est bien évident que, puisque les consommateurs représentent la demande, ce sont leurs motifs, c'est l'intensité de leurs besoins qui expliquent qu'on achète ou qu'on n'achète pas, qu'on achète plus ou moins. Comment atteindre ces besoins, comment les mesurer, comment reconnaître jusqu'à quel point ils sont compressibles, ou extensibles, et quel est leur degré d'élasticité, si l'on ne peut déterminer de quelle manière l'augmentation ou la diminution des prix, et aussi des revenus, modifie l'emploi que les ménages font de leurs ressources ? Comment prévoir de telles réactions, qui ont une portée économique certaine, si ce n'est au moyen de données qui nous apprennent de quelle façon, dans telles ou telles circonstances, se modifie l'aménagement des dépenses ?

Ainsi, les achats au détail, quant aux quantités et quant aux prix, s'expliquent en une large mesure par les habitudes de dépense et la transformation de ces habitudes dans la clientèle. Puisqu'à cette occasion les ménages entrent en rapports avec les marchands, il faut bien tenir compte des dispositions non seulement des vendeurs, mais des acheteurs. A ce point de vue, pour l'étude de la formation des prix, et aussi de l'espèce et des quantités de produits vendus, il est essentiel de connaître ce que sont les besoins des acheteurs, c'est-à-dire des ménages, et comment ils varient.

Ces besoins se règlent sans doute, en partie, sur les prix. Mais ils dépendent aussi, quant aux satisfactions qu'on leur apporte, des ressources disponibles, c'est-à-dire du revenu; dans le cas des ouvriers, du montant du salaire (et de ce qui s'y ajoute). Quel est le rapport entre le salaire et la dépense ? On dira qu'ils se recouvrent presque exactement, puisque, sauf exception, on ne peut dépenser que ce qu'on gagne. C'est exact, si on s'en tient aux quantités monétaires globales : total du revenu, — et total des dépenses. Mais est-ce le salaire qui se règle alors sur la dépense, ou la dépense sur le salaire ? Il serait sans doute très inexact de supposer qu'entre les deux termes la correspondance s'établit d'une façon tout automatique, et, par exemple, que, si le salaire diminue, c'est sur toutes les dépenses que la réduction porte, en proportion de l'importance de chacune. On peut imaginer d'autres méthodes; par exemple,

que la réduction s'exerce suivant telle ou telle progression, d'après la nature de la dépense, et, encore, suivant des progressions différentes sur diverses dépenses d'après le montant du revenu, ou d'après la grandeur de la famille, ou d'après l'un combiné avec l'autre. Mais il se pourrait aussi que les faits soient encore plus complexes, et qu'il ne suffise pas de connaître quel est le revenu d'un ménage, et de combien de membres adultes, de combien d'enfants il est composé pour prévoir à peu près comment ses dépenses se répartiront. En tout cas, dans un groupe donné, affecté par un changement de salaire, par un abaissement de son gain, ou par une hausse des prix de détail, il y a peut-être des dépenses qui se prêtent à certaines restrictions (ou extensions), et d'autres, non. On ne saura exactement quel est l'effet d'un abaissement ou d'un accroissement de salaires que quand on pourra suivre les répercussions de tels mouvements dans l'économie des ménages.

On classe en général les dépenses, dans les enquêtes, en quelques grandes catégories : dépense pour la nourriture, pour le vêtement, pour le logement, et, enfin, autres dépenses (santé, distractions, culture, et tout ce qui n'a pas trouvé place sous les autres rubriques). A cela il n'y a pas seulement des raisons de commodité : mais il semble bien que ces catégories ont une signification définie pour les ménages qui fixent l'emploi de leur revenu, et que les dépenses correspondantes ne sont pas distinguées et groupées ainsi au hasard ou arbitrairement. M. Simiand a proposé d'appeler : *train de vie* les divers types de répartition du revenu entre ces grandes catégories de dépenses, exprimés en montants monétaires (par exemple : telle proportion du montant total du revenu consacré à la nourriture, telle autre au vêtement, etc.). Mais, derrière ces sommes d'argent, nous pouvons atteindre et il importe de connaître l'espèce et la quantité des biens et des services qu'elles achètent, c'est-à-dire ce que nous appellerons désormais le *genre de vie* des ménages[1]. Une même somme consacrée à la nourriture, ou au vêtement, peut en effet se distribuer entre des articles bien différents, suivant les ménages, ou, pour une même catégorie de ménages, suivant l'époque où on les observe. Supposons que, le montant monétaire d'une dépense ne changeant point, les prix changent : il est très possible, il est même vraisemblable, que ni la nourriture, ni le vêtement, ni le logement même (du moins si, dans ce dernier cas, on envisage une période assez longue) ne resteront ce qu'ils étaient autrefois, que tel genre de consommation va se resserrer, et tel

1. Simiand, *Cours d'économie politique*, 3e année (1929-1930), p. 280. Voir aussi, du même auteur : *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie.* Paris, Alcan, 1932. T. II, p. 404 et 410.

autre s'accroître. Dans les statistiques du commerce extérieur, on indique séparément, mais à la fois, les prix, et les quantités (ou les poids) des marchandises : c'est l'aspect produits, à côté de l'aspect valeurs. De même ici, à la liste des sommes dépensées, il est utile et même indispensable de joindre le tableau des consommations dans leur nature, dans leur « consistance physique ».

Ce n'est point là, comme on pourrait le croire, sortir de l'économique. Certes, les observations et calculs qu'on rencontre fréquemment dans les enquêtes de ce genre sur le nombre de calories, et d'éléments chimiques de diverses sortes, que représente tel aliment ou tel type d'alimentation, ou, encore, sur le cubage d'air des pièces occupées par un ménage, sur le degré de l'« entassement », peuvent intéresser le médecin, l'hygiéniste, le philanthrope. L'économiste n'a pas à s'en occuper. Aussi n'est-ce pas de ce point de vue que nous envisageons en eux-mêmes les produits et les services. Si nous étudions les dépenses, c'est que nous voulons atteindre les tendances consommatrices telles qu'elles se présentent à une époque donnée, et aussi dans leur évolution. Or elles sont étroitement liées aux objets de consommation. Nous avons dit que l'économie politique ne pouvait se désintéresser des besoins, d'où résultent les dépenses, besoins qui d'ailleurs ne sont pas seulement ni peut-être surtout des réactions organiques, mais qui sont modifiés, développés, quelquefois créés de toutes pièces par l'opinion. A quel besoin organique répond l'achat d'une automobile, de bas de soie, et même dans la dépense faite pour la nourriture, quelle part revient aux nécessités du corps, et aux représentations sociales de notre milieu ? C'est de la direction dans laquelle ces besoins évoluent, c'est de leur degré d'intensité à chaque moment que résulte le volume des achats. Mais c'est la quantité d'objets de chaque qualité qu'on achète, qui en donne l'idée la plus claire et la plus directe. Ces articles d'ailleurs sont aux étalages, derrière les vitrines des magasins. Ils sont annoncés par la réclame. Si l'attention de l'économiste se porte sur le prix, ce prix est celui d'un objet, et s'il est tel, c'est qu'à l'objet l'opinion attribue telle valeur. Ne craignons donc pas de nous engager, avec ceux qui ont mis en train ce genre d'enquêtes, dans des recherches minutieuses sur l'espèce et le poids des aliments, la nature des objets d'habillement, et de faire bien des inventaires : nous sommes dans un monde d'objets physiques, mais puisqu'ils ont une valeur, et qu'ils représentent une dépense, ce sont aussi des objets économiques.

Nous pourrions ajouter que la nature et l'espèce des biens méritent de retenir notre attention, non seulement parce qu'ils ont

été achetés, et qu'ils expriment les dispositions des acheteurs, mais aussi parce qu'ils résultent de l'emploi du revenu, et nous permettent d'en mesurer le niveau. Non que le montant du salaire en argent ne soit pas, ici, la réalité économique essentielle. M. Simiand nous paraît avoir établi avec beaucoup de force que, quand les ouvriers réclament une augmentation ou s'opposent à une réduction de leur salaire, c'est sur le montant monétaire de leur revenu, de leur revenu habituel ou de celui qu'ils réclament, plutôt que sur les biens qu'il permet ou qu'il permettrait d'acquérir, que se porte leur attention[1]. Mais, une fois le salaire fixé, tout n'est pas dit. Tournant le dos au marché du travail, les voici qui parcourent les marchés des biens, biens de consommation de toute nature, y compris les logements. Dans les classes à hauts revenus, nous savons qu'avec un même montant de ressources on peut adopter des genres de vie très différents. Mais il en est de même des ouvriers. Comment emploieront-ils leurs revenus ? Quels besoins vont-ils satisfaire, dans quel ordre, à quel degré, sous quelle forme ? De quelles restrictions seront-ils capables ? A quels objets s'attacheront-ils surtout ? A ceux qui leur sont familiers ? A d'autres, nouveaux, ou qui ne sont accessibles que depuis peu de temps aux hommes de leur situation ? Aux produits qui apportent surtout des satisfactions de bien-être matériel, ou à ceux qui classent un homme parmi d'autres hommes, un ménage parmi d'autres ménages ? Au même titre que les objets, en effet, les hommes aussi, leur existence et leur activité ont un prix qui se fixe d'après l'espèce et la quantité des biens dont, non seulement le montant de leurs revenus, mais aussi leurs habitudes récentes ou anciennes, et aussi l'intensité plus ou moins grande de leurs besoins, les rend capables de disposer. C'est sur tout cela, c'est donc sur plusieurs aspects les plus importants de la réalité proprement économique que l'étude des budgets de familles peut nous renseigner.

1. *Livre cité*, tome I, p. 156 sq., tome II, p. 390 et 411 sq. Voir aussi notre article : *Une théorie expérimentale du salaire*, Revue Philosophique, novembre-décembre 1932, p. 357 sq.

CHAPITRE II

LES DÉPENSES DANS LEUR RAPPORT AVEC LA SITUATION SOCIALE, LE REVENU ET LE NOMBRE DES ENFANTS

1. — La répartition des dépenses. Comment il faut rectifier les lois d'Engel.

Entrons directement dans l'examen de la question classique qui se pose, depuis qu'elles sont pratiquées, dans toutes les enquêtes par budgets de ménage. Comment les dépenses se répartissent-elles ? Suivant le niveau du revenu, et, aussi, suivant la composition des ménages (c'est-à-dire le nombre, le sexe et l'âge des membres qu'il comprend) ?

On sait que Ernst Engel, statisticien allemand, qui avait étudié de façon assez détaillée des ensembles de budgets de famille recueillis en Belgique vers 1853 et vers 1891, a formulé dès cette première date plusieurs propositions que nous prendrons comme point de départ de notre examen[1]. Mais nous voulons rappeler d'abord qu'à l'occasion d'une grande enquête par budgets de ménages, faite en 1907 par l'Office impérial allemand de Statistique, nous avions eu déjà l'occasion de confronter ces formules d'Engel avec les faits, et, sur certains points, de les rectifier[2]. Cette enquête était alors, et est restée jusqu'après la dernière guerre, la plus importante qui ait été encore effectuée sur les revenus et les dépenses à toutes les époques et dans divers pays. Ce n'est pas qu'aux États-Unis, par exemple, on n'ait atteint un plus grand nombre de ménages, mais par des méthodes plus rapides,

1. Ernst Engel, *Die vorherrschenden Gewerbszweige in den Gerichtsämtern mit Beziehung auf die Produktions und Konsumtionsverhältnisse des Königreichs Sachsen* (Zeitschrift des statistischen Büros des Königl. Sächs. Ministeriums des Innern, Nr 8 und 9, p. 169, 1857). Voir également ci-dessous p. 19, note 1.

2. Maurice Halbwachs : *La classe ouvrière et les niveaux de vie. Recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines.* Travaux de l'Année sociologique. Paris, Alcan, 1913, 495 p. in-8°.

par interrogations verbales ou réponses immédiates à un questionnaire assez limité : méthodes extensives, qui permettent en effet d'aller vite, mais en surface, tandis que les statisticiens allemands travaillent sur des budgets annuels qui ont été réellement tenus, jour par jour, par les enquêtés. Or il était déjà remarquable que, d'une part 218 employés de la classe moyenne et instituteurs, d'autre part 522 ouvriers, et, au total, 852 ménages se soient consacrés une année, gratuitement ou presque, à cette tâche. Mais voici que, vingt ans après exactement, en 1927-28 (mars 1927 à février 1928), ce même Office de Statistique du Reich a organisé, sur les mêmes bases et par la même méthode, une enquête encore plus étendue[1]. Elle a porté sur 2.036 familles (au lieu de 852). D'autre part, tandis qu'en 1907 on s'en était tenu aux familles ouvrières de niveau social modeste, cette fois il s'agit d'ouvriers de tous revenus[2]. Enfin, bien plus qu'en 1907, l'enquête s'est étendue aux employés (546 familles), et aux fonctionnaires (498 familles), si bien qu'il a été possible de consacrer autant de tableaux distincts à ces trois catégories. Ajoutons que tous ces budgets ont été également tenus jour par jour pendant toute une année, et que chacun des ménages ayant reçu 20 marks de l'Office de Statistique central, plus, en moyenne, 20 marks de la ville où il se trouvait (56 villes), le coût total de l'enquête a été de plus de 80.000 Reichsmarks (près d'un demi-million de francs). Nous sommes ici en présence d'un matériel statistique qui paraît bien de premier ordre. Comment n'en profiterions-nous pas pour rechercher d'abord si nos observations générales, faites sur les données de 1907, y trouvent ou non confirmation ?

Sans nous arrêter aux nombreux changements techniques introduits dans la nouvelle enquête, il en est un que nous devons signaler, parce qu'il est à la fois important, et critiquable : important parce qu'il a conduit à doubler tous les tableaux, pour indiquer les dépenses non seulement par ménage, mais par unité; critiquable, pour les raisons que nous allons indiquer.

C'est une difficulté classique, dans ce genre d'enquêtes, que de choisir une unité de mesure adéquate pour le nombre des membres du ménage, en tenant compte du sexe et de l'âge[3]. En général,

1. *Die Lebenshaltung von 2.000 Arbeiter-, Angestellten- und Beamtenhaushaltungen-Erhebungen von Wirtschaftsrechnungen im Deutschen Reich vom Jahre 1927-28.* Teil I, Gesamtergebnisse. Teil II, Einzelhaushaltungen. Einzelschriften zur Statistik des Deutschen Reichs, n° 22[1]. Berlin, 1932, 2 vol. gr. in-8°, 238 p. et 180 p.

2. Sur 896 ouvriers on en compte 86 qui ont un salaire inférieur à 2.500 marks et 84 qui gagnent plus de 4.300 marks.

3. Sur cette question, voir : *Les méthodes d'enquête sur les budgets familiaux.* B. I. T. Études et documents. Série N (Statistiques), n° 9, Genève, 1926, p. 47 à 56, — et, dans l'en-

une fois choisie, cette unité s'applique à toutes les dépenses, c'est-à-dire que, si tel ménage est considéré comme égal à 5 unités, c'est par 5 qu'on divisera aussi bien la dépense logement que la dépense nourriture, pour écarter l'influence qu'exerce la grandeur inégale des ménages. L'Office de Statistique s'est inspiré, dans sa nouvelle enquête, de l'idée, juste à certains égards, que l'âge ne joue pas le même rôle, qu'il s'agisse de la nourriture ou de l'ensemble des autres dépenses. Un enfant de cinq ans, par exemple, n'oblige pas à augmenter les dépenses pour le logement, pour le vêtement, pour les impôts, pour les distractions, dans le même rapport que les frais pour l'alimentation. On a donc choisi des unités différentes pour la nourriture, et pour les autres dépenses; un enfant de moins de neuf ans sera toujours compté pour moitié, quand il s'agira de l'alimentation; mais il ne comptera que pour 0,30 (et un enfant de moins de 5 ans pour 0,20) s'il s'agit des autres dépenses[1].

On dira peut-être : voici une singulière famille, représentée par un individu qui a un très gros estomac, mais qui couche dans un très petit lit, et porte des vêtements étriqués. Plus exactement, et avec plus de justice aussi, reconnaissons qu'en effet une famille qui a un ou deux enfants de plus dépensera plus, aussi, pour la nourriture, mais ne changera pas de logement, et qu'en ce sens la méthode appliquée par l'Office de Statistique allemand n'est point sans quelque fondement. Il nous paraît dangereux, cependant, de réduire ainsi un ménage en unités abstraites auxquelles ne correspond aucune réalité définie dans la pensée de la famille elle-même. Mieux vaudrait signaler les dépenses par ménage, et, en même temps, indiquer de façon simple et assez précise quelle est la composition ou la grandeur moyenne de la famille, dans le groupe considéré. Autrement l'on risque d'ailleurs de fausser les proportions : il est certain qu'en réduisant ainsi l'importance des enfants, quand il s'agit d'une dépense telle que le loyer de l'habitation, si on calcule ce loyer par personne, ou la proportion du loyer à la dépense totale pour chaque personne-unité, on évalue trop haut ce loyer ou cette proportion (puisqu'on a divisé le loyer de toute la famille par un plus petit nombre d'unités que la nourriture). Après tout, si la famille ouvrière ne tient pas plus grand compte des enfants, quand elle choisit son logement ou quand elle y reste, il n'y a là peut-être rien de « normal », mais

quête allemande, *op. cit.*, p. 11, un tableau comparatif de 17 méthodes différentes appliquées dans diverses enquêtes depuis 1889.

1. *Die Lebenshaltung*, etc., p. 12.

une attitude, entre d'autres possibles, une disposition à économiser sur le logement que le statisticien devrait s'efforcer de bien mettre en lumière, au lieu de la masquer en rapportant cette dépense à une famille artificiellement réduite. C'est pourquoi, tout en nous appuyant sur les tableaux établis par personne-unité, nous examinerons aussi ceux qui sont établis par ménage. Il y aurait à cela un inconvénient, si la grandeur des familles variait énormément et irrégulièrement. Mais, en fait, on compte une moyenne inférieure à deux enfants par ménage (dont 9 sur 10 ont moins de quinze ans) : leur nombre augmente très régulièrement avec le revenu : pour les ouvriers, de 1,6 à 2,9; pour les employés, de 1,2 à 1,9; pour les fonctionnaires, de 1,1 à 2,7. Ce ne sont pas des variations très considérables, et il suffira de retenir que la grandeur de la famille augmente toujours avec son revenu. C'est un genre d'approximation dont nous pouvons nous contenter en ce moment.

Revenons aux lois d'Engel. Il écrivait, en 1857 : « Plus le revenu est faible, plus est grande la proportion de la dépense totale qui doit être consacrée à la *nourriture*[1]. » Il ajoutait, en 1882, qu'en même temps que la proportion de la dépense-nourriture augmentait, la nourriture elle-même devenait plus médiocre, à mesure qu'on passait à des revenus plus faibles, — c'est-à-dire que la dépense absolue pour la nourriture diminuait[2].

Tenons-nous aux ménages ouvriers atteints par l'enquête allemande : ce sont les plus nombreux, et il vaut mieux nous attacher à un groupe représentant une même classe sociale, et qui a chance d'être relativement homogène. Reproduisons, d'après les tableaux des dépenses des ouvriers (*Die Lebenshaltung*, etc., p. 86-90), *la proportion de la dépense pour la nourriture à la dépense totale* supposée égale à 100, suivant les catégories de revenus, par ménage, et par personne-unité. Calculons aussi en nombres relatifs le montant (en valeur absolue) de cette dépense par personne-unité (100 = le montant de la dépense-nourriture dans le groupe des plus bas revenus)[3].

1. Engel (Ernst). Voir ci-dessus, p. 16, note 1. Et aussi : *Die Lebenskosten belgischer Arbeiter-Familien früher und jetzt. Bulletin de l'Institut international de Statistique*, t. IX, 1re livraison, Rome, 1895, 124 p. Voir aussi notre livre déjà cité, *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, p. 284.

2. Engel (Ernst). *Das Rechnungsbuch der Hausfrau und seine Bedeutung im Wirtschaftsleben der Nation. Volkswirtschaftliche Zeitfragen*, Heft 24, p. 39, Berlin, 1882.

3. Les catégories de revenus par ménage, et par personne-unité, ne se correspondent pas exactement. En tout cas, dans ce tableau et ceux qui suivent, les catégories sont rangées suivant l'ordre croissant des revenus (de haut en bas) : par ménage : moins de 2.500 marks; de 2.500 à 3.000; de 3.000 à 3.600; de 3.600 à 4.300; 4.300 et plus; par personne-unité : moins de 800 marks; de 800 à 1.000; de 1.000 à 1.200; de 1.200 à 1.500; 1.500 et plus.

Dépense pour la nourriture et la boisson.

	En % de la dépense totale		Montant par personne-unité
	Par ménage	Par personne-unité	Nombres relatifs
Revenus les plus bas.....	47,9	46,4	100
— —	47,3	44,8	122
— —	45,6	41,8	138
— —	44,5	40	160
Revenus les plus hauts.....	41,5	36,9	197
Moyenne générale.....	45,3	41,2	144

Des revenus les plus bas aux plus élevés, la proportion de la dépense pour la nourriture diminue de 100 à 87 par ménage, de 100 à 79,5 par personne-unité. Comme la grandeur des ménages augmente avec les revenus, il est naturel que cette réduction paraisse ralentie quand on la calcule par ménage, les ménages plus grands tendant à dépenser plus pour la nourriture. Au reste elle n'est pas très régulière : plus forte ou plus faible, suivant qu'on passe de la première catégorie à la seconde, de la seconde à la troisième, etc. — Néanmoins on peut dire qu'en gros c'est une confirmation de la proposition d'Engel : « La proportion de la dépense pour la nourriture décroît, à mesure que le revenu augmente. » Ajoutons qu'elle décroît encore, par ménage, alors même que le grandeur du ménage augmente.

Reportons-nous maintenant aux nombres de la dernière colonne, qui indiquent comment varie le montant absolu de la dépense pour la nourriture par personne-unité. Ici encore, la seconde partie de la proposition d'Engel se vérifie. La dépense absolue pour la nourriture augmente avec le revenu, assez régulièrement : les rapports d'augmentation d'une catégorie à l'autre sont en effet : 22 pour 100; 13 pour 100; 16 pour 100; 22 pour 100. Calculons la moyenne de ces rapports : nous trouvons 18 pour 100. D'autre part la moyenne du taux de diminution (d'une catégorie de revenus à l'autre) est, pour la proportion de cette dépense par personne-unité, de 5,7 pour 100. Le montant absolu de la dépense pour la nourriture augmente donc plus vite, quand on monte dans l'échelle des revenus, que ne diminue la proportion de cette dépense par rapport à la dépense totale. — Qu'on ne nous reproche point de pousser jusqu'à ce degré de précision : c'est en effet la première fois que nous disposons, à cet égard, de données aussi complètes et aussi sûres.

On pourrait résumer ainsi ce qui précède : « Dans la classe

ouvrière, à mesure que le revenu augmente, la proportion de la dépense pour la nourriture diminue, d'environ 13 pour 100 par ménage, d'environ 20 pour 100 par personne-unité, des plus bas aux plus hauts revenus, et la dépense absolue pour la nourriture augmente, d'environ 97 pour 100 des plus bas aux plus hauts revenus, abstraction faite de la grandeur de la famille. » La proportion diminue d'un septième à un cinquième, le montant double presque. La diminution de la proportion de la dépense pour la nourriture est, en somme, assez faible; l'augmentation de cette dépense, en valeur absolue, est, au contraire, considérable. A l'approximation un peu grosse d'Engel nous substituons ainsi une formule numérique précise.

La seconde proposition d'Engel est la suivante : « La proportion de la dépense pour le *vêtement* reste approximativement la même, quel que soit le revenu. » — Nous avions trouvé, au contraire, d'après les données de 1907, que cette proportion, malgré quelques irrégularités, augmentait d'ensemble, avec le revenu. Reproduisons d'après l'enquête présente la proportion de cette dépense, et les nombres relatifs correspondant à son montant absolu.

Dépense pour le vêtement et le linge.

	En % de la dépense totale		Montant par personne-unité Nombres relatifs
	Par ménage	Par personne-unité	
Revenus les plus bas.....	10,4	13,6	100
— —	11,6	13,4	122
— —	12,7	14	138
— —	13,4	12,9	160
Revenus les plus hauts.....	14,6	13	197
Moyenne générale.....	12,7	13,3	154

L'augmentation par ménage est très nette et très régulière : remplaçons les proportions par des nombres relatifs, en appelant 100 celle qui correspond aux plus bas revenus. Nous trouvons : 100; 111; 122; 129; 135. Elle est aussi très régulière. Il n'en est plus de même par personne-unité : voici les nombres relatifs qui correspondent aux proportions de la deuxième colonne : 100; 98,5; 103; 94,5; 95,5. Est-il exact cependant que si la proportion de cette dépense augmente, par ménage, avec le montant du revenu, c'est qu'en même temps aussi la grandeur de la famille augmente ? D'une série de tableaux où l'on indique cette dépense suivant le nombre des enfants, il résulte bien qu'elle augmente,

dans une même catégorie de revenus, avec la grandeur de la famille[1]. Mais nous avons dit que le mode de calcul des personnes-unités abaisse artificiellement cette dépense pour les catégories de ménages qui ont le plus d'enfants, et qui, en même temps, ont le revenu le plus élevé.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas exact que la proportion de cett dépense reste approximativement la même. Voici comment on peut s'en assurer. Calculons, pour cette dépense, les taux d'augmentation ou de diminution d'une catégorie à l'autre, pour 100. Calculons ensuite les écarts entre ces taux et leur moyenne, et faisons la somme de ces écarts. Faisons la même opération pour la nourriture. Nous trouvons que la somme des écarts est :

1° Par ménage, pour la nourriture : 14,5; pour le vêtement : 31.

2° Par personne-unité, pour la nourriture : 6,5; pour le vêtement : 34,5.

Ainsi, quelque méthode qu'on emploie, on trouve que la proportion de la dépense pour le vêtement varie beaucoup plus que la proportion de la dépense pour la nourriture, contrairement à ce que pensait Engel.

Quant au montant absolu de la dépense pour le vêtement, et bien que, calculée par personne-unité, elle nous paraisse artificiellement réduite pour les ménages de revenus élevés (et qui comptent un plus grand nombre d'enfants), on voit qu'il augmente bien plus vite que le montant de la dépense absolue pour la nourriture. Les rapports d'augmentation, d'une catégorie à l'autre, sont : 24 pour 100; 38 pour 100; 12 pour 100; 39 pour 100. L'augmentation est irrégulière; mais elle est, en moyenne, de 28 pour 100 (au lieu de 18 pour 100 pour la nourriture).

Nous conclurons « que la proportion de la dépense pour le vêtement a plutôt tendance à augmenter, avec des arrêts et des retours, et que son montant absolu augmente nettement plus que la dépense absolue pour la nourriture, à mesure que le revenu augmente ».

La troisième proposition d'Engel porte sur la proportion des dépenses pour *le logement*, *le combustible* et *l'éclairage*, qui resteraient l'une et l'autre constantes pour toutes les catégories de revenus. Tenons-nous-en au logement. Dans l'enquête de 1907, nous exprimions le regret qu'on ait réuni en un même article les dépenses loyer et mobilier (y compris réparations, entretien, etc.)[2].

1. *Die Lebenshaltung*, etc., p. 105-108. On distingue trois catégories de revenus. Mais il est très possible que dans chacune d'elles le revenu augmente en même temps que le nombre des enfants. Il n'est guère possible de dissocier ici l'influence du revenu et du nombre des enfants.

2. *La classe ouvrière*, etc., p. 166.

Il importe, en effet, que la dépense pour le loyer soit indiquée séparément, car le chiffre du loyer est, avec le chiffre du salaire, une de ces données définies, que l'individu et le ménage se représentent le plus clairement et le plus constamment, et qui servent le mieux à mesurer leur niveau social. Dans l'enquête actuelle, on a distingué le loyer des dépenses d'installation et d'entretien (y compris le mobilier). Reproduisons, dans la même forme que pour les autres, les données relatives à cette dépense.

Dépense pour le loyer.

	En % de la dépense totale		Montant par personne-unité Nombres relatifs
	Par ménage	Par personne-unité	
Revenus les plus bas.....	11,9	11,5	100
— —	10,6	11,6	128
— —	10,2	11,2	149
— —	9,4	10,6	172
Revenus les plus hauts.....	8,8	9,7	208
Moyenne générale.....	10,0	10,8	155

Calculée par ménage, ou par personne-unité, on peut bien dire que cette proportion diminue nettement des plus bas aux plus hauts revenus : de 100 à 74 par ménage; de 100 à 84 par personne-unité. Cette diminution est plus forte que pour la nourriture. Elle est d'ailleurs irrégulière : soit, par ménage, d'une catégorie à l'autre, de 11 pour 100; de 4 pour 100; de 7,5 pour 100; de 6,5 pour 100. En tout cas ces résultats ne s'accordent pas avec la troisième proposition d'Engel : la proportion de cette dépense ne demeure pas constante.

Cela ressort encore plus nettement du petit tableau suivant qui indique ces proportions par personne-unité, par catégorie de revenus et nombre d'enfants en combinaison :

Proportion de la dépense pour le loyer par personne-unité.

Revenu	Nombre d'enfants 0	1	2	3	4 et plus
Moins de 3.000 marks.....	10,4	11,8	12	12,1	11
De 3.000 à 3.600.....	10,3	10,3	11,4	12,1	10,9
Plus de 3.600	8,7	9,9	10	11,2	11,9

A mesure qu'on suit les proportions de haut en bas, on les voit diminuer tandis que le revenu augmente : il n'y a qu'une exception

(le dernier nombre en bas, à droite). On remarque aussi que, d'ensemble, elles augmentent avec le nombre des enfants, sauf une exception. Mais il faut rappeler que le mode de calcul de la personne-unité nous a paru augmenter artificiellement, pour les ménages qui ont le plus d'enfants, la valeur de cette proportion.

Tout cela, nous l'avions entrevu autrefois, bien qu'en 1907 on n'ait pas distingué le loyer des dépenses d'entretien et d'installation[1]. Nous disions que la dépense logement diminue dans l'ensemble, à mesure que le revenu augmente. Nous savions d'ailleurs que, dès 1870, d'après une enquête faite à Berlin sur le rapport entre le revenu et le loyer, le statisticien allemand Schwabe avait reconnu que « plus on est pauvre, plus est grande la part de son revenu qu'on doit consacrer à son loyer[2] ». On peut préciser la proposition de Schwabe : calculée par personne-unité, la proportion de la dépense pour le logement diminue, des plus bas aux plus hauts revenus, un peu moins que pour la nourriture (de 100 à 84 au lieu de 100 à 80). Calculée par ménage (ce qui nous paraît plus exact ici, d'autant plus que le nombre des enfants augmente avec le revenu), elle diminue nettement plus (de 100 à 74 au lieu de 100 à 87). Ainsi, à mesure que son revenu augmente, l'ouvrier réduit la proportion de sa dépense qu'il consacre à la nourriture, mais il réduit au moins autant, et peut-être davantage, celle qu'il consacre à son logement. Ces résultats sont peut-être inattendus, mais on ne peut guère les discuter.

Quant au montant absolu de la dépense pour le logement, nous l'avons calculé en nombres relatifs; reproduisons en regard les mêmes nombres calculés pour la nourriture, en passant des catégories de revenus les plus bas (= 100) aux plus élevés :

Logement	100	128	149	172	208
Nourriture	100	122	138	160	197

Ainsi, l'augmentation est un peu plus grande pour le logement. Mais on pourrait dire aussi, partant des revenus les plus élevés, qu'à mesure que le revenu baisse, le montant absolu de la dépense diminue plus vite pour le logement que pour la nourriture.

Si, comme dans l'enquête de 1907, nous ajoutons au loyer toutes les dépenses d'ameublement et d'entretien du logement (achats et réparations de meubles, ustensiles de cuisine, nettoyage des

1. *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, p. 287.
2. H. Schwabe. *Das Verhältnis von Miete und Einkommen in Berlin. Gemeinde-Kalender und Städtisches Jahrbuch für 1868*, hgg. vom Statistischen Büro der Stadt Berlin, p. 264 sq., Berlin, 1870.

pièces, etc.), nous trouvons des proportions assez différentes : par ménage, la proportion passe de 15 pour 100 (plus bas revenus) à 13,8; à 13,8, encore; à 13,5; et à 14,1 (plus hauts revenus); et, par personne-unité, de 14,1 à 14,9; à 14,8; à 15,3; et à 15,4. C'est que la proportion des dépenses d'ameublement et d'entretien augmente nettement avec le revenu : de plus de 70 pour 100, calculée par ménage, des plus bas aux plus hauts revenus, et de 120 pour 100, calculée par personne-unité, — tandis que, comme nous venons de le montrer, la proportion de la dépense pour le loyer diminue. Si l'on ajoute ces deux dépenses, qui varient en sens différent, il est clair qu'on n'aperçoit les variations ni de l'une ni de l'autre. Mais, même alors, la proportion trouvée n'est point constante, comme le croyait Engel.

Engel disait, enfin : « Plus le revenu est élevé, plus est grande la proportion des *dépenses diverses.* » — Ne comprenons dans ces dépenses ni le mobilier (installation, entretien) ni le chauffage et l'éclairage. Tenons-nous-en aux rubriques : soins du corps, santé, culture, distractions, voyages et sports, transports, et, enfin, le reste (assurances, associations, impôts, charité, dons, etc.), qui est groupé sous le nom : autres dépenses (au sens étroit). Tous ces nombres ont été calculés par nous.

Dépenses diverses.

	En % de la dépense totale		Montant par personne-unité Nombres relatifs
	Par ménage	Par personne-unité	
Revenus les plus bas.....	22,4	19,7	100
— —	23,3	21,3	138
— —	25,8	23,3	183
— —	25,1	25,4	234
Revenus les plus hauts.....	27	27,4	347
Moyenne générale.....	24,5	26,6	204

La proportion augmente, calculée par ménage, de 100 à 120, et, calculée par personne-unité, de 100 à 139, soit de 20 à 40 pour 100. On pourrait ajouter cette précision à la formule d'Engel, qui se vérifie. Remarquons aussi que le taux d'accroissement d'une catégorie à l'autre, par personne-unité, est sensiblement invariable : 8 pour 100; 10 pour 100; 8 pour 100; 8 pour 100. Cependant, on peut se demander si c'est bien en rapport avec le revenu, ou avec la grandeur de la famille, que la proportion des dépenses diverses s'élève, étant donné que, dans cette enquête, revenu et nombre des enfants augmentent en même temps. Tirons, d'autres tableaux,

les chiffres de cette proportion par personne-unité, pour 3 catégories de revenus, suivant le nombre des enfants[1]. Reproduisons-les :

Proportion des dépenses diverses par personne-unité.

Revenu	Nombre d'enfants 0	1	2	3	4 et plus
Moins de 3.000 marks.....	26,7	23,9	22,3	20,1	20,1
De 3.000 à 3.600.....	26,5	27,3	24,5	21,1	20
Plus de 3.600.....	28,3	26,7	26,5	24,9	20,1

Ce petit tableau est riche d'enseignements. D'abord, si nous calculons de bas en haut la variation des plus bas aux plus hauts revenus, en avançant vers la droite, c'est-à-dire en passant à des ménages de plus en plus grands, on trouve que la proportion des dépenses diverses augmente fort peu avec le revenu quand il n'y a pas d'enfants, augmente plus avec le revenu à mesure qu'il y a plus d'enfants, exception faite pour la dernière colonne (ménages de 4 enfants et plus), où cette proportion n'augmente plus avec le revenu. Voici les augmentations de haut en bas, pour les colonnes successives : 6 pour 100; 12 pour 100; 18 pour 100; 24 pour 100 (jusqu'ici, le taux augmente très régulièrement, suivant une progression arithmétique); et, enfin, 0 pour 100. Ainsi, l'augmentation des dépenses diverses avec le revenu, signalée par Engel, est d'autant plus grande qu'il s'agit de ménages plus grands — jusqu'à 3 enfants inclusivement.

Mais, d'autre part, si l'on suit maintenant les lignes de gauche à droite, on constate que, pour un même revenu, la proportion des « autres dépenses » diminue, sans aucune exception, à mesure que le nombre des enfants augmente, et que cette diminution est bien plus rapide pour les bas revenus que pour les revenus plus élevés, — du moins si l'on s'arrête à 3 enfants inclusivement. Les ouvriers qui ont un faible salaire doivent, lorsqu'ils ont des enfants, restreindre, plus que les autres ménages, cette part de la dépense.

Quant au montant absolu des dépenses diverses (nombres relatifs de la 3e colonne dans le tableau p. 25), il augmente dans le rapport de 100 à 347, par personne-unité, de la première à la dernière catégorie. Alors que, des plus bas aux plus hauts revenus, le prix du logement et le prix de la nourriture doublent, on voit que le coût des dépenses diverses fait plus que tripler, augmente de deux fois et demi sa valeur.

1. *Die Lebenshaltung* etc., p. 105 sq. Tous ces nombres ont été calculés par nous.

2. — Ouvriers, employés et fonctionnaires. Limitation de la dépense pour le loyer dans la classe ouvrière.

Il reste à rechercher si les mêmes variations s'observent dans les budgets d'employés et de fonctionnaires, et, plus généralement, à comparer la répartition des dépenses chez eux, et chez les ouvriers. Tenons-nous-en, d'abord, aux employés. Sur les données de 1907, il était bien difficile de tenter une telle étude, puisque le nombre de budgets d'employés (ou, plutôt, d'employés et de fonctionnaires) était très réduit. D'autre part, il s'agissait de ménages de revenus nettement plus élevés que les salaires des ouvriers étudiés, qui étaient des ouvriers à bas salaire. Cette fois, l'enquête a porté sur un beaucoup plus grand nombre d'employés, en même temps que sur des ouvriers de toutes catégories de salaire. Le rapport moyen des gains des employés et fonctionnaires aux revenus des ouvriers était, en 1907, de 174 à 100. Il est, dans l'enquête actuelle, de 142 à 100. Il y a un nombre important de ménages des deux classes dont les revenus sont de même niveau. La comparaison peut donc être faite maintenant dans de bien meilleures conditions. Sans doute, la grandeur des ménages n'est pas la même : 3,6 têtes par ménage pour les employés, 4,2 pour les ouvriers. Mais nous pouvons utiliser ici les dépenses par personne-unité, nous rappelant toutefois que ce procédé de calcul, en réduisant artificiellement le nombre des enfants, tend à augmenter les dépenses pour tous les articles autres que la nourriture. Nos résultats, établis, comme on le verra, dans les conditions les plus défavorables pour notre démonstration, n'en seront que plus probants.

Dans le tableau I de la page 29, nous avons reproduit, en les rapprochant, les chiffres qui indiquent la proportion des quatre grandes catégories de dépenses, pour les ouvriers et les employés (1re partie du tableau), pour les employés et fonctionnaires (2e partie). Les catégories de revenus sont les mêmes pour les ouvriers et les employés, sauf les deux exceptions suivantes : dans la 1re catégorie (moins de 1.000 marks) nous ne retenons que les ouvriers dont les revenus sont compris entre 800 et 1.000 marks par personne-unité (on compte 102 ménages qui ont un revenu inférieur à cette limite). Dans la dernière catégorie (de 1.500 à 1.800), nous retenons tous les ouvriers dont les revenus (par personne-unité) sont supérieurs à 1.500 marks. Les deux premières catégories ne comprennent respectivement que 25 et 57 ménages d'employés (contre 215 et 240 d'ouvriers); mais, dans les deux suivantes, on compte 122 et 129 ménages d'employés (contre 214

et 125 d'ouvriers). Les deux catégories de revenus supérieurs que nous écartons (de 1.800 à 2.200 marks et plus de 2.200), parce que nous ne pourrions y répartir des ménages d'ouvriers, comprennent respectivement 124 et 109 familles d'employés.

1° *Dépense pour la nourriture et la boisson.* — La proportion de cette dépense diminue dans les deux classes (ouvriers et employés) exactement dans le même rapport : de 100 à 82. Elle continue d'ailleurs à décroître chez les employés, pour les revenus plus élevés : 1.800 à 2.200 : 31,5; plus de 2.200 : 25,6, c'est-à-dire beaucoup plus vite, avec une vitesse presque double. — Mais, surtout, remarquons que cette proportion est très inférieure, dans l'ensemble, pour les employés à ce qu'elle apparaît pour les ouvriers : inférieure, en moyenne, de 8,5 pour 100.

2° *Dépense pour le vêtement et le linge.* — Cette fois, contrairement à ce qui nous semblait se vérifier pour les ouvriers, elle baisse, parmi les employés, de façon continue, et elle continue à baisser pour les deux catégories de revenus plus élevés : 13,1 et 12, soit, au total, de 100 à 83, beaucoup moins cependant que la proportion de la dépense pour la nourriture, qui, dans ces six échelons, s'abaisse de 100 à 63. — En moyenne, elle est la même dans les deux classes. dans le rapport : 100 pour les ouvriers, 102 pour les employés.

3° *Dépense pour le loyer.* — Ici, nous nous permettons de demander un effort d'attention au lecteur. La modération de la dépense pour le logement, plus exactement pour le loyer, nous a toujours paru un trait essentiel de la condition ouvrière. Nous avions cru le constater, sur les données imparfaites de 1907. Sur ce point, Charles Gide, dans un compte rendu qu'il publiait de notre livre : *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, etc., formulait les plus expresses réserves[1]. « La proportion des revenus affectée au loyer, disait-il, est-elle plus considérable dans la classe des employés et des bourgeois que dans la classe ouvrière, et suit-elle mieux l'accroissement du revenu ? Je ne le crois pas. » Comme nous l'avons indiqué, l'enquête allemande de 1907 ne distinguait pas, mais fondait en une seule donnée, le loyer et les dépenses d'ameublement et d'entretien. D'autre part, elle ne s'étendait qu'à un nombre très restreint d'employés et fontionnaires, si bien qu'il était bien difficile de comparer les budgets des deux classes. L'enquête actuelle nous présente distinctement la dépense pour le loyer. Elle a porté sur des ouvriers de tous revenus, et sur un bien plus grand nombre d'employés. Il est donc possible, maintenant, et il importe de voir si nous ne nous sommes pas trompé.

1. *Revue d'économie politique.* 20, 8, 1913, p. 532.

TABLEAU I

Enquête allemande. 1927-1928

Dépenses par personne-unité : ouvriers, employés, fonctionnaires (en % de la dépense totale)[1].

Revenu par personne-unité	Nombre de ménages		Nourriture et boisson		Vêtements, Linge, etc.		Loyer		Dépenses diverses	
	d'ouvriers	d'employés	Ouvriers	Employés	Ouvriers	Employés	Ouvriers	Employés	Ouvriers	Employés
Moins de 1.000 marks.	215	25	44,8	40,8	13,4	14,5	11,6	13,7	21,3	22,4
De 1.000 à 1.200....	240	57	41,8	39,2	14	13,8	11,2	12,9	23,3	23,7
De 1.200 à 1.500....	214	102	40	36	12,9	13	10,6	13,1	25,4	27
De 1.500 à 1.800....	125	129	36,9	33,5	13	13,6	9,7	11,9	27,4	29,4
Moyenne générale..	896	546	41,2	31,4	13,3	12,9	10,8	12,1	24,2	30,7

	Nombre de ménages									
	d'employés	de fonction.	Employés	Fonction.	Employés	Fonction.	Employés	Fonction.	Employés	Fonction.
De 1.000 à 1.200....	57	56	39,2	39,5	13,8	16,4	12,9	12,9	23,7	18,9
De 1.200 à 1.500....	102	108	36	37,6	13	16,2	13,1	13,1	27	20,6
De 1.500 à 1.800....	129	85	33,5	34	13,6	15,2	11,9	12,7	29,4	24,7
De 1.800 à 2.200....	124	91	31,5	30,5	13,1	14,3	11,9	13	30,2	27,6
De 2.200 à 2.600....	109	61	25,6	27	12	14,3	11,8	11,9	35,2	31,6
Moyenne générale..	546	498	31,4	29,9	12,9	14,3	12,1	12,5	30,7	29,1

1. Les données ci-dessus sont tirées des tableaux qui occupent les p. 89-90 et 136-139 de l'enquête allemande. Les nombres des deux dernières colonnes (dépenses diverses ou autres dépenses) ont été calculés par nous, en retranchant du total des dépenses non alimentaires (sonstige Lebensbedürfnisse insgesamt) les dépenses pour l'entretien et l'ameublement, le loyer, le chauffage et l'éclairage, l'habillement et le linge).

La proportion de la dépense pour le loyer diminue, à mesure que le revenu augmente, bien qu'avec des irrégularités, pour les employés comme pour les ouvriers, mais moins : de 100 à 87 pour ceux-là, de 100 à 83,5 pour ceux-ci. Ajoutons que, pour les deux catégories de revenus plus élevés (omises dans le tableau), pour les employés, elle demeure constante : 11,9; 11,8. Cette proportion: 11,9, semble bien le minimum auquel elle descend. — Or, si nous considérons maintenant les ouvriers, le maximum de ladite proportion, qui se trouve dans la catégorie des salaires les plus bas, est inférieure à ce minimum des employés. D'une manière générale, et à nous en tenir au tableau ci-dessus, la proportion de la dépense pour le loyer est, en moyenne, inférieure de plus de 15 %, pour les ouvriers, à ce qu'elle est pour les employés. Ajoutons que, si nous comparons, non plus la proportion de cette dépense, mais son montant total dans les deux classes, il est inférieur de 16 pour 100, pour les ouvriers, à ce qu'il est pour les employés.

Rappelons que la proportion de la dépense nourriture était supérieure de 8 pour 100 pour les ouvriers à ce qu'elle était pour les employés. La proportion de la dépense pour le vêtement apparaissait la même ici et là. Seule la dépense pour le loyer est inférieure (de 16 pour 100) pour les ouvriers à ce qu'elle est pour les employés. Elle est inférieure, dans toutes les catégories, c'est-à-dire à égalité de revenu, chez ceux-là, à ce qu'elle est chez ceux-ci. Ce résultat est d'autant mieux établi que le procédé de calcul (par personne-unité) augmente artificiellement la dépense pour le logement dans les ménages qui ont le plus d'enfants, c'est-à-dire dans les ménages ouvriers. Si nous calculions par ménage, nous trouverions que cette proportion diminue, en moyenne, d'une classe à l'autre, de 21,5 pour 100. C'est entre ces deux chiffres, 21,5 pour 100 et 16 pour 100 en moins, que se fixerait le taux de diminution moyenne de la dépense pour le logement, quand on passe des employés aux ouvriers. Il peut donc être considéré comme bien établi qu'à tous les degrés de revenu, et pour des ménages de même grandeur, les ouvriers dépensent nettement moins que les employés pour leur logement.

Les enquêtes par budgets de ménages sur les employés sont trop rares ou trop limitées pour qu'on puisse établir qu'il en est de même dans d'autres pays ou à d'autres époques. Nous signalerons cependant, pour l'Amérique, la plus récente, parce qu'elle paraît infirmer nos résultats[1]. Elle a été faite en 1929-1930 par le *Bureau of*

1. Voir le tableau où sont comparées ces données dans notre article : *Les budgets de familles ouvrières aux États-Unis*, Bulletin de la Statistique générale de la France, avril-juin 1931, p. 426.

Labor Statistics, d'accord avec le *Personnel Classification Board*, sur 506 familles d'employés fédéraux dans cinq grandes villes des États-Unis. Nous en avons rapproché une autre enquête, organisée sur l'initiative de Ford dans la ville de Detroit, en 1930, soit 100 budgets d'ouvriers dans cette ville. Nous trouvions que la dépense pour le loyer était de 19,6 pour 100 pour les employés fédéraux, et de 22,6 pour 100, c'est-à-dire nettement plus forte, pour les ouvriers de Detroit. Cependant le revenu moyen des employés était supérieur de près de moitié au revenu des ouvriers. Cela s'explique-t-il par la situation particulière de l'Amérique ? Ou parce que les ouvriers dont il s'agit atteignent un niveau de salaire très élevé, et représentent comme un cas exceptionnel et extrême dans l'histoire ou l'évolution de leur classe ? Faut-il admettre encore qu'à partir d'un certain niveau de revenu, les employés, non seulement n'augmentent plus (comme nous l'avons vu dans l'enquête allemande), mais réduisent la proportion de leur dépense pour le loyer ? Toutes ces causes jouent peut-être. Et l'on ne peut d'ailleurs tirer une conclusion ferme d'une comparaison entre des catégories de ménages de revenu moyen si différent. Mais, surtout, dans une période où les loyers sont très inégaux d'une région à l'autre, il est dangereux de comparer ce genre de dépense d'une ville à l'autre. Or nous avons constaté que, dès 1918-19, les loyers étaient bien plus élevés en moyenne à Detroit qu'à New-York, Baltimore, Boston, Chicago, La Nouvelle-Orléans, où résidaient les employés fédéraux (de 25 pour 100 plus qu'à New-York et qu'à Chicago, de près de 50 pour 100 plus qu'à Baltimore et Boston, de 72 pour 100 plus qu'à La Nouvelle-Orléans). Il n'y a aucune raison pour que cette situation relative ait changé en 1929-30. C'est ce qui fait qu'une telle comparaison, faite entre des conditions si différentes, n'a guère de portée.

Comparons maintenant, toujours aux États-Unis, les résultats de deux autres enquêtes un peu antérieures : l'une, qui a porté sur des employés de banque (mariés) à New-York City en 1920[1] ; l'autre, la grande enquête du Bureau of Labor Statistics, en 1918-19, sur plus de 12.000 familles d'ouvriers (ou d'employés inférieurs). D'après M. Lynd[2], « la proportion de la dépense pour le loyer est bien plus élevée dans les deux catégories de revenus inférieurs des employés de banque que dans les familles ouvrières de même revenu. Pour chaque niveau de revenu, elle est plus élevée parmi les employés de banque », ce qui est d'autant plus remar-

1. *U. S. Federal Reserve Board. Adjusting salaries of bank employees to meet changes in the cost of living. Federal Reserve Bulletin*, December 1920, vol. VI, p. 1293-5.
2. *Recent Social Trends*, 1933, tome II, p. 894.

quable que, en revanche, la proportion des dépenses diverses, à ces mêmes niveaux, est moins élevée parmi ceux-ci que dans les ménages ouvriers. C'est l'indice que les employés de banque doivent réduire les autres dépenses, pour payer le loyer qui correspond à leur classe.

On peut tirer la même conclusion d'une étude sur les loyers payés par des chefs de famille « in salaried positions » (ce qui doit s'entendre : rétribués comme employés) à Pittsburgh[1]. La proportion de la dépense pour le loyer est plus forte, dans les catégories de revenus inférieurs, et, bien qu'elle diminue pour les revenus plus élevés, elle reste à un niveau plus élevé que dans des ménages ouvriers comparables[1].

4° *Dépenses diverses.* — Revenons à l'enquête allemande, et voyons quelle est, toujours par personne-unité, la proportion des « autres dépenses », ou dépenses diverses, dans les deux classes. Rappelons que, dans ces dépenses diverses, nous ne comprenons ni le chauffage et l'éclairage, ni le mobilier, les ustensiles domestiques, l'entretien du logement (ni, naturellement, la nourriture et les boissons, y compris le tabac, ni le loyer, ni l'habillement). D'après le tableau ci-dessus, la proportion des « autres dépenses » augmente à peine un peu plus dans les ménages d'employés que dans les ménages d'ouvriers. En moyenne, elle n'est que de 5 à 6 pour 100 plus élevée pour les employés. L'augmentation n'est même que de 3 à 4 pour 100, pour le montant absolu de ces dépenses. C'est un trait à retenir.

En résumé, la différence essentielle entre les budgets des deux classes est que la dépense pour la nourriture est moindre chez les employés, et la dépense pour le loyer plus réduite chez les ouvriers. Pour le vêtement, comme pour le reste, à égalité de revenu (et à grandeur égale des familles), ils dépensent en moyenne à peu près autant (il s'agit, bien entendu, de la proportion de ces dépenses à la dépense totale).

Dans la seconde partie du tableau I, nous avons reproduit les chiffres qui indiquent la proportion des quatre catégories de dépenses les plus importantes, pour les employés, et pour les fonctionnaires, suivant le revenu. Les catégories de revenus sont les mêmes pour les deux groupes, à une exception près : sous la rubrique : 2.200 marks à 2.600 (par personne-unité), nous comprenons tous les employés d'un revenu supérieur à 2.200. Nous éliminons les catégories : de 2.600 marks à 3.600, et de 3.600 et plus

1. *Pittsburgh Business Review*, University of Pittsburgh, Bureau of Business Research, March 28, 1931.

(respectivement 33 et 45 ménages de fonctionnaires), parce qu'elles ne figurent pas dans le tableau des budgets d'employés. Nous écartons aussi la catégorie inférieure (1.000 marks et au-dessous), qui ne comprend, pour les fonctionnaires, qu'un trop petit nombre de cas.

Dans les budgets des ménages appartenant à ces deux groupes ou classes professionnelles, nous retrouverions, à quelques irrégularités près, les mêmes proportions de dépenses pour la nourriture, et aussi pour le logement. Mais il n'en est pas de même du vêtement. C'est là un fait assez curieux et nouveau, qu'on pouvait prévoir sans doute, mais qu'on n'avait pas jusqu'ici mesuré, et mis aussi nettement en lumière. La proportion de la dépense pour le vêtement (au sens large) diminue dans le même rapport, à mesure qu'augmente le revenu, soit de 100 à 87, qu'on la suive dans l'une ou l'autre des deux classes, — mais à travers bien des irrégularités, avec des résistances, des arrêts (parmi les fonctionnaires, dans les deux premières et dans les deux dernières catégories), et des remontées (parmi les employés, de la première à la deuxième). Cela est plus évident encore pour les fonctionnaires, si l'on observe que, pour deux catégories de revenus plus élevés, que nous avons supprimées, il faudrait inscrire au-dessous les deux proportions nettement plus faibles : 12,1, et 11,8. Comparons maintenant les valeurs des deux séries : nous trouvons que quand on passe des fonctionnaires aux employés, à égalité de revenus, la proportion de la dépense pour le vêtement baisse en moyenne de 100 à 85,5, de près de 15 pour 100. L'excédent de cette dépense s'impute presque uniquement sur les « autres dépenses ». Calculons en effet la moyenne des proportions de ces « dépenses diverses », pour les deux. Nous trouvons : 24,6 pour 100 pour les fonctionnaires, 29 pour 100 pour les employés, soit, des premiers aux seconds, une augmentation de 13 pour 100. — Remarquons d'ailleurs que cette limitation des « autres dépenses », parmi les fonctionnaires, porte presque exclusivement sur les assurances, les cotisations aux sociétés, et aussi les dépenses de transport. Déjà, dans l'enquête de 1907, voici quelle était la proportion des dépenses pour le vêtement, parmi les catégories suivantes : ouvriers à salaires bas : de 10,6 à 12 pour 100; employés de l'industrie et du commerce; 12,7 pour 100; fonctionnaires inférieurs : 13,9 pour 100; fonctionnaires moyens : 14,2 pour 100; Lehrer (ce qui ne correspond pas exactement à instituteurs) : 14,8 pour 100. — L'enquête de 1901 sur les instituteurs en France est difficilement comparable à celles-ci, surtout parce que, beaucoup d'instituteurs étant logés, la dépense pour le loyer est en moyenne très faible. Toutefois, ils dépensent

beaucoup plus que les fonctionnaires allemands pour la nourriture : la proportion des deux dépenses réunies : nourriture et logement, est nettement plus forte pour les Français que pour les Allemands. Or, en moyenne, chez les instituteurs français, la proportion relevée de la dépense pour le vêtement est de 16 pour 100, c'est-à-dire du même ordre de grandeur que pour les fonctionnaires allemands petits et moyens en 1927.

Ainsi les ouvriers dépensent plus pour leur nourriture, et moins pour le loyer, que les employés; et ceux-ci dépensent à peu près autant que les ouvriers, mais nettement moins que les fonctionnaires, pour leur vêtement, à peu près autant que les ouvriers, mais plus que les fonctionnaires, pour le reste, — à égalité de revenu, et dans des ménages de même grandeur. C'est la première fois qu'il est possible, autrement que sur quelques impressions et quelques exemples, de mettre ainsi en évidence la différence du train de vie, ou du niveau de vie, dans ces trois classes.

3. — Espèces et quantités des aliments (ouvriers, employés et fonctionnaires).

Toutes ces dépenses pourraient être maintenant étudiées dans le détail, et l'enquête allemande de 1927 les a décomposées en effet. De nombreux tableaux, qui représentent un gros travail d'élaboration, indiquent par ménage, et aussi par personne-unité, tous les articles entre lesquels elles se distribuent, leur coût, leur espèce et leur quantité. Cherchons simplement par quels traits le genre de vie qui s'en dégage diffère, et dans quelle mesure il diffère, pour les deux classes qui comprennent (sans distinction de revenu, maintenant) l'ensemble des ouvriers, et des employés. Comment vivent-ils, et d'abord comment se nourrissent-ils ?

Tenons-nous-en à ce qu'est la dépense pour la nourriture par personne-unité. Ce qui nous frappe à premier examen, c'est qu'elle se répartit entre les divers articles, en gros, à peu près de la même manière. Les habitudes d'alimentation tendent à s'uniformiser, et bien que, dans l'ensemble, les ouvriers gagnent moins que les employés, nous avons vu qu'ils dépensent plus pour la nourriture. Cependant, nous savons aussi que la dépense absolue, même pour la nourriture, augmente avec le revenu, bien qu'elle diminue en proportion : en fait, elle augmente d'un quart, quand on passe des ouvriers aux employés, de 430 marks à 517. Considérons les quantités sur 15 articles, nous en trouvons 10 dont les employés consomment plus (en quantité). Mais l'augmentation est très faible

pour le sucre, le lait, et la viande (moins de 4 pour 100 pour la viande, moins pour les deux autres denrées). Elle est plus forte pour les légumes et le fromage (de 10 et 12 pour 100), plus forte encore pour le poisson et les œufs (17 et 18 pour 100). Elle est bien plus grande pour les fruits (39 pour 100) et le beurre (97 pour 100). Au total les employés consomment à peine plus de viande et de lait, beaucoup plus de beurre, et utilisent beaucoup moins de graisse de toute nature : ils mangent un peu moins de pain et de pommes de terre, et, par contre, un peu plus de légumes et nettement plus de fruits. Beurre, fruits, œufs, poisson, fromage, légumes, voilà, suivant l'ordre décroissant, les articles dont ils consomment des quantités plus grandes que les ouvriers. Ils mangent aussi moitié plus de chocolat, boivent moins de bière (diminution d'un sixième), mais plus de vin (augmentation d'un tiers), et d'alcool (augmentation de moitié). Toutes ces denrées, qui figurent en plus grande abondance sur la table des employés, nous savons d'ailleurs que, quelle qu'en soit la valeur alimentaire, on les recherche et les apprécie plus que celles qui, chez les ouvriers, en tiennent lieu, et qu'elles sont d'ailleurs plus dispendieuses.

Nous n'avons pas reproduit les proportions des dépenses correspondantes, mais le montant de ces dépenses. Les proportions ici n'ont pas une signification très nette, puisque, au total, et en moyenne, les employés dépensent plus que les ouvriers pour la nourriture, en montant absolu. Par contre, nous reproduisons le montant absolu de ces dépenses, par personne-unité. Sauf pour la graisse, les farineux, les pommes de terre, et l'huile, il est toujours plus élevé chez les employés que chez les ouvriers. C'est surtout pour le beurre, les fruits, le chocolat, que cette différence est marquée. Mais, surtout, nous avons divisé, pour chaque denrée, le montant de la dépense par la quantité, et trouvé ainsi quels étaient les prix payés, par les ménages des deux classes, pour une quantité unitaire d'une denrée dont on nous indique l'espèce, mais non la qualité. Celle-ci ressort de la comparaison de ces prix. De cette façon, nous établissons de façon plus précise le budget-consommation, quant aux quantités et qualités, c'est-à-dire le genre de vie au sens étroit, tel que nous l'avons défini.

Il apparaît que pour toutes les denrées, sauf le beurre, les pommes de terre et le sucre, les ménages d'employés paient des prix unitaires plus élevés que les ouvriers. La différence est surtout sensible, quant au café, au thé, au cacao (38 pour 100 de plus), au poisson, aux fruits, au chocolat (20 pour 100 en plus), aux légumes (18 pour 100), au pain (14 pour 100), à la viande (10 pour 100), au fromage et aux œufs (8 pour 100). Nous avons vu qu'ils consom-

maient (en quantité), avec plus de beurre (dont le prix est le même pour les deux classes), plus de fruits, d'œufs, de poisson, de fromage, de légumes, de chocolat; il faut ajouter qu'ils en consomment des qualités ou espèces meilleures, c'est-à-dire qui coûtent plus cher à l'unité. De même, s'ils consomment (en quantité) un peu moins de pain et de viande que les ouvriers, leurs préférences vont à des qualités ou espèces plus recherchées de ces marchandises, puisque le montant des dépenses qu'ils y consacrent est plus élevé.

TABLEAU II

Quantité, coût, et prix des principales denrées consommées d'après l'enquête allemande, en 1927-1928.

(Par personne-unité, et par an[1].)

	Ménages d'ouvriers			Ménages d'employés			
						Prix de l'unité	
	Quantité en kilogr.	Dépense en R. M.	Prix de l'unité	Quantité en kilogr.	Dépense en R. M.	en R. M.	en valeur relative (2)
	1	2	3	4	5	6	7
Lait (litres).....	150	45,75	0,30	154,9	48,96	0,31	103
Beurre.....	5,9	24,46	4,10	11,6	47,66	4,10	100
Fromage.....	4,8	10,24	2,12	5,4	12,36	2,29	108
Œufs (pièces)....	152	18,75	0,12	179	23,15	0,13	108
Graisse.....	14,2	25,06	1,76	10,4	19,55	1,88	107
Viande.....	46,3	110,51	2,40	48,3	126,84	2,63	110
Poisson.....	6,6	6,67	1,00	7,7	9,21	1,20	120
Pain.....	112,2	66,93	0,59	105,5	70,77	0,67	114
Farineux.....	24,5	17,63	0,72	21,2	16,03	0,76	106
Pommes de terre.	153,6	20,36	0,13	143	19,08	0,13	100
Légumes.....	39,9	17,93	0,45	43,9	23,20	0,53	118
Fruits.....	31	17,89	0,56	43,1	28,77	0,67	120
Sucre.....	16,6	11,78	0,71	16,9	12,16	0,72	101
Café, thé, cacao..	5,1	14,77	2,90	4,9	19,70	4,00	138
Chocolat.....	1,3	4,57	3,27	1,9	7,56	3,95	120
Huile.....	2,1	3,26	1,55	1,9	3,12	1,65	106

1. Les nombres des colonnes 1 et 2, 4 et 5, sont extraits des tableaux de l'enquête allemande, p. 89 sq. et 136 sq. Ceux des colonnes 3 et 6 ont été calculés par nous, en divisant les nombres des colonnes 2 et 5 respectivement par ceux des colonnes 1 et 4.

2. Nombres relatifs, par rapport au prix de l'unité dans les ménages ouvriers, qu'on suppose égal à 100.

Nous pouvons aller plus loin. Deux de ces rubriques, la viande et le pain, représentent une grosse part de la dépense pour la nourriture : respectivement 25,7 et 15,5 pour 100, pour les ouvriers, 24,5 et 13,7 pour les employés. Nous savons déjà, d'après les prix unitaires de ces denrées, qu'elles comportent des espèces et des qualités assez diverses. Dans l'enquête allemande, on a groupé dans la catégorie : viande, 15 espèces différentes, et distingué aussi trois espèces de pain ou produits de boulangerie (Backwaren). Reproduisons d'abord la répartition de la dépense pour la viande (au sens large) entre ces diverses espèces, pour les trois classes professionnelles distinguées toujours *par personne-unité.*

Répartition en % de la dépense totale pour la viande.

	Ouvriers	Employés	Fonctionnaires
Bœuf	13,8	15,4	15,6
Porc	16,5	15	15,4
Veau	3,6	5,7	6,0
Mouton	1,4	1,9	1,8
Cheval	0,1	0,0	0,0
Viande hachée	4,8	5,1	5,1
Volaille	1,8	3,3	3,1
Gibier	0,3	0,7	0,8
Autres viandes fraîches	3,4	3,5	3,6
Viande frigorifiée	6	2,9	2,4
Os	0,7	0,5	0,5
Lard	7,4	5,6	5,5
Jambon	2,8	4,2	4,6
Saucisse	34,6	33,4	32,7
Autres	2,8	2,8	2,9
TOTAL	100	100	100

Ainsi, employés et fonctionnaires, si on les compare aux ouvriers, achètent nettement plus de bœuf (12 pour 100 de plus), de veau (60 pour 100 de plus), un peu plus de mouton, de viande hachée, près de deux fois autant de volaille, plus de deux fois autant de gibier, nettement plus de jambon (58 pour 100 de plus). En revanche, ils dépensent moins, proportionnellement, en viande de porc, saucisses (Würste et Aufschnitte), lard et surtout en viande frigorifiée (moins que la moitié). Ne parlons point de la viande de cheval, dont bien peu d'ouvriers achètent de faibles quantités, mais qui ne figure dans aucun budget des deux autres classes. Remarquons d'ailleurs que, distinguant les diverses catégories de revenus, dans la classe ouvrière par exemple, nous trouverons que, des plus bas aux plus hauts revenus, la dépense en viande de bœuf augmente de 25 pour 100 (en proportion), tandis que la dépense en

viande de porc diminue de 15 pour 100, et que, dans le même intervalle des revenus, l'augmentation est de 27 pour 100 pour le veau, de 135 pour 100 pour le jambon, de 65 pour 100 pour la volaille, et la diminution, de 24 pour 100 pour le lard, de 5 pour 100 seulement pour les « Würste » et « Aufschnitte », mais de 44 pour 100 pour la viande frigorifiée : lesdites augmentations et diminutions, surtout la dernière, marquant d'ailleurs une régularité remarquable, sans arrêts ni retours en arrière.

On ferait d'ailleurs les mêmes observations, si l'on suivait cette répartition, dans les ménages d'employés et de fonctionnaires, d'une catégorie de revenus à l'autre (voir, dans l'enquête allemande, les trois petits tableaux p. 22, 37 et 49). Sans doute, un certain nombre de ces différences paraîtront minimes. Ou bien l'on dira, au contraire, qu'elles étaient attendues, et qu'il n'était pas besoin de les calculer si laborieusement. Cependant, qu'elles apparaissent, et se confirment les unes les autres, dans une société où les habitudes alimentaires s'uniformisent si rapidement, ce n'est pas un résultat négligeable. Il en résulte que les distinctions de classe, si effacées soient-elles, résistent cependant et subsistent même dans ce domaine. Quant à l'objection : « On pouvait s'y attendre », elle ne nous empêchera point de préférer des constatations numériques précises à des prévisions vagues, et d'ailleurs beaucoup moins assurées et couvrant une partie des faits beaucoup moindre qu'on ne se l'imagine.

Voici maintenant comment se décompose, dans les budgets de ces trois classes, la dépense pour le pain et les produits de boulangerie.

Répartition en % de la dépense totale pour le pain et les produits de boulangerie.

	Ouvr.	Empl.	Fonct.
Pain de seigle, pain gris, pain noir.....	57,1	44,7	48,5
Pain blanc, petits pains de froment.....	24,8	28,3	27,5
Autres produits de boulangerie.....	18,1	27	24

La différence est assez nette entre les ouvriers, qui consomment plus de pain de seigle et de pain noir, et nettement moins de pain blanc, et d'autres produits de boulangerie. Mais nous aurons à examiner encore d'un autre point de vue le détail de la dépense pour le pain.

Nous avons fait, dans ce qui précède (depuis le début de ce chapitre), abstraction de la différence des revenus, et nous en sommes tenu aux distinctions de classe. Comme le revenu moyen

est plus élevé parmi les employés et les fonctionnaires que parmi les ouvriers, on peut se demander si c'est parce qu'ouvriers, ou parce que titulaires de revenus inférieurs, que ceux-ci achètent des qualités ou espèces un peu inférieures de viande et de pain. Mais retenons par exemple, dans les trois classes, la catégorie de revenus : de 1.200 à 1.500 marks. Voici les proportions qu'on trouve alors, pour deux sortes de viande caractéristiques, toujours par personne-unité :

	Ouvriers	Employés	Fonctionnaires
Bœuf.....	13,2 p. 100	14,5 p. 100	15,8 p. 100
Porc.....	16,6 —	16,1 —	15,5 —

Ici, les différences signalées ci-dessus subsistent. Mais il n'en serait pas de même pour le pain. Dans la même catégorie, voici quelle est la proportion de la dépense pour le pain blanc : ouvriers : 26,8 pour 100; employés : 25,5 pour 100; fonctionnaires : 25,8 pour 100. Ainsi, pour la viande, c'est la différence de classe, pour le pain, c'est la différence de revenus qui interviendrait (et aussi, nous le verrons, la grandeur inégale de la famille).

4. — Montant et destination des diverses dépenses pour le vêtement (ouvriers et employés).

Le montant, en argent, de la dépense pour l'habillement est, nous l'avons vu, à peu près le même pour des ménages d'ouvriers ou d'employés de même grandeur et de même revenu. Mais comment est-il employé ? D'abord, on peut distinguer l'habillement des parents, et des enfants, et, encore, du père et de la mère, des fils et des filles. On nous indique dans l'enquête allemande (p. 52 sq.) ces dépenses en montant absolu, par personne-unité. Supposons donc que le ménage comprend un nombre de garçons équivalent à une personne-unité, soit environ 2 1/2, et de même pour les filles. Nous trouvons que les employés consacrent près de 70 pour 100 de la dépense pour l'habillement aux parents, les ouvriers 66 pour 100. D'autre part, le père, dans les deux groupes, dépense à cet égard plus que la mère, mais nettement plus parmi les employés que dans le groupe ouvrier (17 pour 100 de plus, au lieu de 13 pour 100). C'est un premier caractère à retenir : un ménage ouvrier fait trois parts de la dépense pour l'habillement qui, sans être égales, sont nettement moins inégales, des enfants aux parents, et du père à la mère, que parmi les employés. Ajoutons que, chez ceux-ci, les enfants (réunis) dépensent ici moins que la mère :

c'est l'inverse, dans les ménages ouvriers. N'en concluons pas que les enfants des employés sont plus mal habillés; nous comparons les ensembles des ménages des deux groupes; or les employés ont un revenu plus élevé, et la dépense absolue pour l'habillement des enfants est plus grande chez les employés : c'est sa proportion à la dépense pour l'habillement de tout le ménage qui est plus faible, et il faut dire plutôt que, dans les ménages ouvriers, les parents, ne pouvant comprimer la dépense pour l'habillement de leurs enfants, sont empêchés de dépenser plus pour eux-mêmes à cet égard; et, aussi, que, la mère ne pouvant dépenser moins, le père ne peut dépenser plus qu'elle autant que dans le groupe des employés. — Indiquons, comme terme de comparaison (quant aux ouvriers), que M. William F. Ogburn, d'après 200 budgets de familles blanches prises dans le district de Columbia, aux États-Unis, en 1916, trouvait les rapports suivants : sur 100 (total de la dépense pour l'habillement dans un ménage), 34,5 pour le mari (ici, 35); 24 pour la femme (ici, 31), et 41,5 pour les enfants (ici, 34)[1] : en Amérique, la dépense est très abaissée pour la femme, très relevée pour les enfants : cependant les enfants, dans les ménages américains, ne représenteraient pas tout à fait une personne-unité de l'enquête allemande.

Dans celle-ci, ces rapports changent avec le revenu. A mesure que le revenu augmente, la part du père augmente, celle des enfants diminue, bien que le montant absolu de cette dépense pour les enfants augmente. C'est le signe qu'une avance plus grande permet aux parents de dépenser plus que les enfants, au père de dépenser plus que la mère. Mais, même dans la plus haute catégorie de revenus ouvriers, on reste encore nettement au-dessous de ce qu'est la répartition à cet égard dans le groupe des employés.

Ajoutons que, dans les deux catégories, on dépense plus en moyenne pour les filles que pour les garçons. Mais, dans les ménages peu fortunés, on réduit d'abord la dépense des filles. Quand l'aisance le permet, celle-ci remonte et dépasse la dépense des garçons. Quand l'aisance est plus grande encore, la dépense remonte, pour les garçons, au niveau atteint par les filles.

L'essentiel est que, chez les employés, la différenciation est plus grande que chez les ouvriers : différence entre les parents et les enfants, entre le père et la mère.

Distinguons, maintenant, le vêtement (au sens étroit), le linge, les souliers, et l'entretien (raccommodage, etc.), et calculons ce que représentent ces divers objets par rapport à la dépense totale pour

1. *Quarterly Publication of the American Statistical Association*, juin 1919.

l'habillement. — Pour le vêtement, les ouvriers dépensent nettement moins, en proportion, que les employés : 42 pour 100 au lieu de 47 pour 100 (cette proportion augmente des plus bas aux plus hauts revenus, mais, même pour les plus hauts revenus, reste légèrement inférieure à ce qu'elle est, en moyenne, pour l'ensemble des employés). Pour le linge, les ouvriers dépensent plus que les employés, et, pour les souliers, beaucoup plus. Pour le linge, la proportion de la dépense augmente très peu avec le revenu : pour les souliers, elle diminue nettement (ceci, dans les deux catégories), mais reste en général, à revenu égal, supérieure dans les ménages ouvriers. — Les ouvriers dépensent moins que les employés pour les vêtements proprement dits, plus pour le linge, nettement plus en chaussures. C'est, là encore, un trait caractéristique très défini de leur condition. — Pour les fonctionnaires, il en est à peu près de même que pour les employés, si ce n'est qu'ils dépensent un peu plus encore en proportion pour le vêtement, un peu moins pour les souliers et l'entretien.

Ainsi, que l'on considère les membres de la famille et la part qui revient à chacun dans cette dépense, ou qu'on décompose l'habillement en vêtements, linge, souliers, suivant le genre de besoin auquel il répond, on trouve que la distribution de cette dépense, et des biens qu'elle procure, n'est pas la même dans le groupe des ouvriers, des employés et des fonctionnaires. Répartition plus uniforme entre le père, la mère et les enfants ; importance moindre attachée au vêtement au sens étroit, à ce qui, au dehors, dans la rue, représente aux yeux des passants la situation sociale, le « standing » : tels seraient les traits les plus apparents de cette dépense, et de l'habillement lui-même, dans la classe ouvrière.

5. — Quelques détails sur le logement et les objets des « autres dépenses » (ouvriers, employés, fonctionnaires).

Après le loyer, qui est une somme d'argent, on peut étudier, de même, le logement, qui est un objet, dans ses caractères et sa consistance physique. Dans l'enquête allemande, on a calculé, par revenu, pour les trois classes, quelles étaient en mètres carrés, et aussi en mètres cubes, les dimensions du logement, plus exactement, la surface et le cubage d'air par habitant (ici un habitant représente une personne de plus de douze ans, ou deux personnes ayant moins que cet âge). Tenons-nous-en aux employés (les conditions où se trouvent les fonctionnaires sont au moins égales, en moyenne supérieures). Si la surface disponible est en moyenne de 100 par habitant parmi les ouvriers, on trouve 154 pour les

employés. Mêmes constatations quant au cubage d'air total, et aussi quant au cubage d'air des chambres où l'on couche, bien qu'ici l'écart soit un peu moins marqué. Au reste, les chambres à coucher occupent un peu plus de la moitié de la surface totale du logement, chez les ouvriers, nettement moins chez les employés (52 pour 100 et 42 pour 100). Enfin, il n'y a que deux personnes par chambre à coucher, ou moins, dans la moitié des cas, parmi les ouvriers, dans les deux tiers, parmi les employés. Par tous ces traits, il apparaît bien que c'est sur le logement que portent surtout les restrictions ouvrières, et qu'en cela ils se distinguent nettement des autres classes.

Mais il ne suffit pas de connaître les dimensions du logement. Quel est le degré de confort dont on y dispose ? Nous pouvons déjà nous en faire une idée, en examinant les prix du loyer par rapport aux dimensions du logement. Ainsi le loyer, par unité de surface, augmente chez les ouvriers, des plus bas aux plus hauts revenus, de 100 à 126; chez les employés, de 100 à 119; chez les fonctionnaires de 100 à 129 (en s'en tenant aux mêmes catégories de revenus que pour les employés; en allant plus loin, c'est-à-dire jusqu'aux revenus de 10.000 marks et plus, et à partir de 3.000 marks, le prix du mètre carré augmenterait de 100 à 150). On peut en conclure que la qualité des logements (et non pas seulement leurs dimensions) augmente avec le revenu, ou, encore, qu'à un accroissement du loyer correspond, à mesure qu'il s'élève, une augmentation plus que proportionnelle de la qualité du logement.

Comparons les logements des ouvriers et des employés sous ce rapport. A égalité de revenu, et bien que le montant du loyer soit plus élevé (de 18 à 29 pour 100) parmi les employés, le prix du mètre carré ne dépasse pour eux le prix payé par les ouvriers que de 5 pour 100. C'est donc que, jusqu'à une limite supérieure, ici : 4.300 marks, les logements, des employés aux ouvriers, se distinguent surtout par leurs dimensions. La qualité augmente (avec le prix du mètre carré) pour les revenus plus élevés, alors qu'on ne trouve plus assez de ménages ouvriers pour que la comparaison soit valable. Mais, d'autre part, dans les ménages ouvriers de bas revenus, alors qu'on ne trouve plus de ménages d'employés à leur comparer, la qualité du logement baisse très nettement, puisque le prix du loyer, rapporté à la même surface, diminue.

De tous ces faits il résulte bien que, dans l'ensemble, les logements des employés, pour des familles qui comptent d'ailleurs moins d'enfants, ont toujours des dimensions plus grandes, et l'emportent aussi en qualité de plus en plus à mesure que les revenus augmentent. Non seulement les ouvriers dépensent moins, en

proportion et en montant absolu, mais ils sont, pour le même loyer, moins bien logés. Cette observation se confirme, quand on s'arrête à quelques particularités du logement : sur 100 ménages ouvriers moins de 5 ont une salle de bain, contre 28 pour 100 des employés et 37 pour 100 de fonctionnaires. Un peu plus de la moitié des ouvriers, près des trois quarts des employés, et 83 pour 100 des fonctionnaires ont les W.-C. dans l'appartement. N'ont pas l'eau dans leur logement : 15 pour 100 des ouvriers, 7 pour 100 des employés et 3,4 pour 100 des fonctionnaires. N'ont pas l'électricité : 46 pour 100 des ouvriers, 29 pour 100 des employés et 19 pour 100 des fonctionnaires. Ces détails suffisent sans doute à caractériser les conditions du logement dans les deux groupes. Il faut remarquer toutefois que, pour les revenus inférieurs à 3.600 marks, ces différences, bien qu'elles subsistent, sont beaucoup moins marquées.

C'est aussi un trait caractéristique de la condition ouvrière que le changement d'habitation, ou, du moins, le déménagement d'habitations vieilles dans des habitations neuves, y paraît moins fréquent, durant la période considérée, que parmi les employés et les fonctionnaires[1]. On nous dit que 11 pour 100 seulement des ouvriers, contre 18 pour 100 des employés et près de 25 pour 100 des fonctionnaires, habitaient dans des maisons neuves, c'est-à-dire construites après le 1er juillet 1918. 7 pour 100 seulement des ouvriers, contre 10 pour 100 des employés et 9 pour 100 des fonctionnaires, ont déménagé, au cours de l'année d'enquête. Sans doute, cela doit s'expliquer en partie par la législation des loyers durant la guerre et l'après-guerre. Ce sont surtout les ménages jeunes, formés depuis la guerre, qui ont dû s'installer dans des maisons neuves. D'autre part, il semble bien que, même avant la guerre, le nombre des déménagements tendait à diminuer. M. Roberto Bachi reproduit, d'après les statistiques de Hambourg, les nombres suivants de déménagements par 1.000 habitants dans cette ville[2] :

1894	1896-1900	1901-1905	1906-1910	1911-1914	1915-1918	1919	1920-1924	1925-1929
36,1	31,5	30,6	31,7	27,3	18,4	22,8	14,9	15,9

Sans doute, depuis la guerre, il est plus difficile de déménager. Néanmoins on peut admettre que la tendance signalée ne s'en serait pas moins manifestée, parce qu'elle est déjà très nettement

1. *Die Lebenshaltung*, p. 67 sq.
2. *Abitazioni e luoghi di lavoro nelle grandi città* (*Economia*, vol. X, n° 2, Roma, 1932).

dessinée avant 1914. Cela peut être en rapport, comme le suppose M. Bachi, avec le développement des moyens de transport urbains, si bien que, même lorsque l'usine ou le bureau où ils sont occupés change et s'éloigne, ouvriers et employés trouvent qu'il est moins coûteux de s'y rendre en tramway, en métropolitain, en autobus, que de faire la dépense d'un déménagement, — surtout si leur logement actuel est assez confortable. C'est un fait général, souvent constaté, que l'accroissement de la distance moyenne entre le lieu du travail ou de l'occupation, et le logement, dans les grandes villes, au cours des dernières décades. Il en résulte que la dépense en moyens de transport augmente, et s'ajoute au loyer. Mais ce n'est pas une dépense massive : elle est plus facilement assumée pour cette raison même. Ainsi la mobilité plus grande de la population triomphe de l'inertie qui retenait autrefois les ouvriers dans de vieilles maisons voisines des chantiers et des usines où ils travaillaient.

Dans l'enquête allemande, on a comparé le prix du loyer, et son rapport à la dépense totale, dans les vieilles maisons, et dans les maisons neuves, pour les ouvriers, les employés et les fonctionnaires. Bien que ces données se rapportent, quant aux maisons neuves, à de petits nombres de ménages (30 à 40 par catégorie de revenus), ce rapprochement n'en est pas moins instructif. Dans les ménages ouvriers, le montant absolu et la proportion (par rapport à la dépense totale) du loyer sont toujours nettement plus élevés dans les maisons neuves que dans les vieilles, à égalité de revenu. Cette augmentation (quant aux proportions) est de 30 pour 100, 32 pour 100 et 34 pour 100, à mesure qu'on s'élève dans l'échelle des revenus. Mais ces proportions de la dépense pour le logement, bien qu'elles soient plus élevées que dans les ménages d'employés qui habitent de vieilles maisons, restent inférieures (pour les catégories comparables) d'environ 15 pour 100 à ce qu'elles sont parmi les employés logés dans des maisons neuves. Ainsi, dans cet exemple même, se vérifie la loi que nous avions formulée, c'est-à-dire que les ouvriers, à égalité de revenu, dépensent moins que les employés pour leur loyer.

On peut dire que ce n'est pas de plein gré, mais parce qu'ils y sont contraints et forcés, que ces ménages d'ouvriers consacrent au logement une part plus élevée de leur revenu, d'autant plus que d'autres dépenses aussi en sont accrues : pour le chauffage et l'éclairage (dans une faible proportion), plus nettement pour les moyens de transport, comme on pouvait s'y attendre, pour les meubles et le matériel de cuisine (mais cela peut-être parce qu'ils s'agit de ménages jeunes et qui s'installent), et aussi pour le paie-

ment des dettes. Inversement, ils doivent dépenser moins pour la culture (intellectuelle), les voyages et sports, surtout le vêtement et le linge, et aussi les secours et les dons. Ces réductions semblent être plus fortes encore dans le groupe des employés qui habitent des maisons neuves : mais ils ont des revenus plus élevés, et doivent les supporter plus aisément.

Quant au détail des « autres dépenses », qui, rappelons-le, représentent à peu près, pour des ouvriers et employés de même revenu, la même proportion de la dépense totale, voici ce qu'on observe. Si, à la dépense pour la maladie, on ajoute ce que les ouvriers paient aux assurances de ce chef, elle est nettement plus élevée pour eux que pour les employés. Le tabac absorbe aussi une part plus forte de leur revenu. Les employés dépensent un peu plus pour le coiffeur, l'école, les voyages et sports, les distractions. Pour les autres assurances que la maladie, les moyens de transport, les journaux et livres, le blanchissage, il n'y a entre les deux groupes que des différences minimes. — Dans ces petites différences, il apparaît bien que le genre de vie n'est pas le même. Mais il n'y a pas cependant d'opposition ou de contraste fortement marqué[1].

6. — Resserrement des dépenses et limitation des besoins, à mesure qu'augmente le nombre des enfants.

C'est encore par de tels résultats détaillés et concrets qu'on peut mettre en lumière une caractéristique de ces groupes, et plus particulièrement des ménages ouvriers, puisque ce sont eux qui comprennent le plus d'enfants[2]. Nous avons vu qu'on a calculé la dépense par personne-unité, en tenant compte de ce qu'un enfant en bas âge, en raison de sa constitution et de son degré de développement physiologique, a des besoins nutritifs moindres qu'un adulte. Mais, cette réduction faite, on a dû reconnaître encore que, suivant le nombre des enfants qu'il comprend, la consommation d'un ménage, même ramenée ainsi à un nombre d'unités réduit, varie par personne-unité. Cette variation est considérable.

A égalité de revenu, dans la classe des ouvriers, la dépense pour *la nourriture* par personne-unité s'abaisse, de 100 pour les ménages sans enfants, au-dessous de 50 pour les ménages de 4 enfants et plus. Il est intéressant d'observer comment s'opère cette réduction.

1. Au reste, pour près de 40 p. 100 des « autres dépenses », qui comprennent les impôts les cotisations aux sociétés, les taxes diverses (timbres, etc.), les secours et dons, etc., on ne nous donne pas d'indications détaillées.
2. *Die Lebenshaltung*, etc., p. 69 sq., et tableaux, p. 101 sq., 153 sq., 185 sq.

Bien que la loi du rendement croissant s'applique peut-être aussi dans ce domaine et qu'on puisse dire que « là où il y en a pour trois, il y en a pour quatre », on ne parviendrait point à restreindre ainsi la consommation par tête, de façon à ne point accroître trop la proportion de la dépense pour la nourriture (dépense par ménage), si l'on ne modifiait pas les éléments de cette dépense.

Reproduisons, en le complétant (par l'indication du montant absolu de la dépense dans les ménages sans enfant), un tableau qui figure dans l'enquête allemande (voir le diagramme I, p. 48, qui, comme les deux suivants, est emprunté à cette enquête).

Constatons que, dans la classe ouvrière le plus nettement, la dépense pour le beurre, à tous les niveaux de revenu, se réduit quand on passe des ménages sans enfants à ceux qui en ont 4 et plus : réduction considérable, en moyenne des trois quarts, ce qui est à remarquer d'autant plus que, dans les ménages d'ouvriers sans enfants, cette consommation, comme on peut le voir en comparant les trois dernières lignes du tableau, est déjà très faible : le taux de diminution augmente d'ailleurs, à mesure que les revenus diminuent, dans les trois classes. En revanche, et par compensation, la dépense pour la margarine augmente aussi le plus nettement dans la classe ouvrière : mais le taux d'augmentation s'accroît, à mesure que les revenus augmentent. Ainsi, les ménages ouvriers de bas revenus et qui ont beaucoup d'enfants doivent réduire de 80 pour 100 leur consommation de beurre par personne, et n'augmentent pas de 10 pour 100 leurs achats de margarine. En revanche, quand les ouvriers qui ont beaucoup d'enfants le peuvent, c'est-à-dire quand ils ont de hauts revenus, s'ils réduisent des deux tiers leur consommation de beurre, ils achètent deux fois et demi autant de margarine, par rapport à ce qu'ils consommaient et achetaient quand ils n'avaient pas d'enfants.

Il n'y a pas à s'étonner, lorsqu'il y a beaucoup d'enfants en bas âge, qu'on absorbe moins de viande. Mais la réduction est très forte, de plus de moitié pour toutes les catégories de revenus, dans la classe ouvrière. Elle l'est un peu moins (mais cela peut tenir en partie à ce qu'on s'y arrête aux ménages de 3 enfants et plus), parmi les employés; parmi les fonctionnaires elle n'est guère moindre que parmi les employés (sauf pour les plus bas revenus, où elle est presque moitié moindre : mais ici cette dépense, pour les ménages sans enfants, est très faible).

Sauf deux exceptions, parmi les employés et les fonctionnaires, c'est encore dans la classe des ouvriers que diminue le plus la consommation d'œufs (de plus de moitié), quand leur famille augmente. Ils mangent aussi moitié moins (par personne-unité)

Comment la dépense pour la nourriture, par personne-unité, change quand augmente le nombre des enfants.
Diminution (—) et augmentation (+) en % de cette dépense dans les ménages sans enfants[1].

	Beurre	Œufs	Fruits	Légumes	Pain blanc	Viande	Poisson	Margarine
Ménages d'ouvriers ayant 4 enfants et plus								
Moins de 3.000	— 78,9	— 58,8	— 54,7	— 50,6	— 21,2	— 57,6	— 39,5	+ 8,8
3.000 à 3.600	— 75,0	— 60,5	— 63,8	— 54,0	— 33,5	— 52,6	— 54,2	+ 71,5
3.600 et plus	— 68,1	— 48,7	— 47,9	— 38,7	— 60,0	— 61,7	— 73,0	+ 151,8
Ménages d'employés ayant 3 enfants et plus								
Moins de 3.600	— 75,0	— 62,3	— 44,9	— 54,3	— 1,3	— 46,7	— 73,5	— 4,3
3.600 à 4.300	— 50,2	— 29,5	— 41,1	— 28,2	— 26,3	— 55,5	— 60,6	+ 23,6
4.300 à 5.100	— 16,5	— 36,5	— 48,7	— 47,6	— 20,8	— 40,6	— 33,6	— 14,3
5.100 et plus	— 41,9	— 35,6	— 47,9	— 31,5	+ 1,2	— 42,8	— 48,4	+ 145,5
Ménages de fonctionnaires ayant 3 enfants et plus								
Moins de 3.600	— 55,2	— 33,1	— 35,2	— 47,1	— 24,3	— 23,5	— 46,6	+ 39,8
3.600 à 4.300	— 50,1	— 16,8	— 59,9	— 40,5	— 33,3	— 42,3	— 72,6	+ 68,1
4.300 à 5.100	— 74,6	— 55,8	— 81,3	— 61,2	— 55,6	— 47,4	— 23,4	+ 92,3
5.100 à 6.100	— 52,4	— 35,9	— 43,0	— 52,8	+ 14,2	— 45,6	— 50,6	+ 47,0
6.100 et plus	— 20,4	— 39,8	— 11,7	— 32,7	+ 0,2	— 41,3	— 38,1	+ 102,4
Montant absolu de la dépense, en R. M., dans les ménages sans enfants								
Ouvriers	44,20	29,08	26,46	24,87	20,08	161,89	9,89	12,41
Employés	59,20	28	35,94	29,58	20,34	165,14	13,06	12,34
Fonctionnaires	67,45	28,79	42,37	30,43	20,66	170,89	13,77	8,08

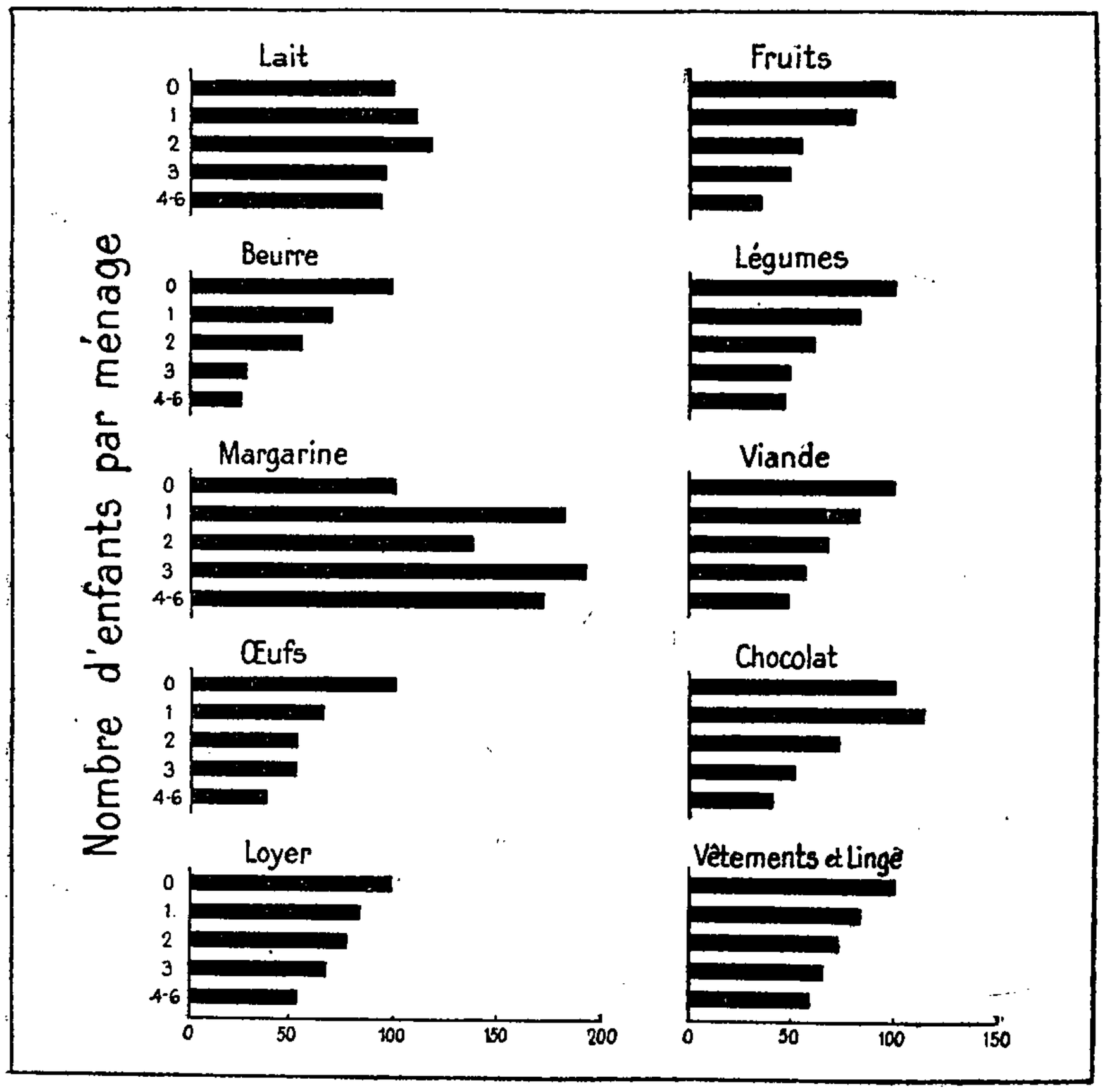
1. Ces nombres sont tirés des tableaux de l'Enquête allemande, pp. 72, 108, 162 et 196.

de fruits et de légumes, alors que, n'ayant pas d'enfants, ils en consomment déjà beaucoup moins que les employés et les fonctionnaires, et moitié moins de chocolat (ce que nous n'avons pas indiqué sur le tableau). Ils réduisent beaucoup moins la dépense pour les farineux et les pommes de terre, et consomment plus de lait (ce qui est naturel dans des familles où il y a plus d'enfants en bas âge). Si, pour le poisson, on trouve quelques réductions particulièrement fortes, c'est qu'elles correspondent à des dépenses, dans des ménages sans enfants, exceptionnellement élevées :

DIAGRAMME I

Variation des dépenses par personne-unité suivant le nombre des enfants.

(Ménages d'un revenu annuel compris entre 3.000 et 3.600 R. M.)
Dépense des ménages sans enfants = 100.

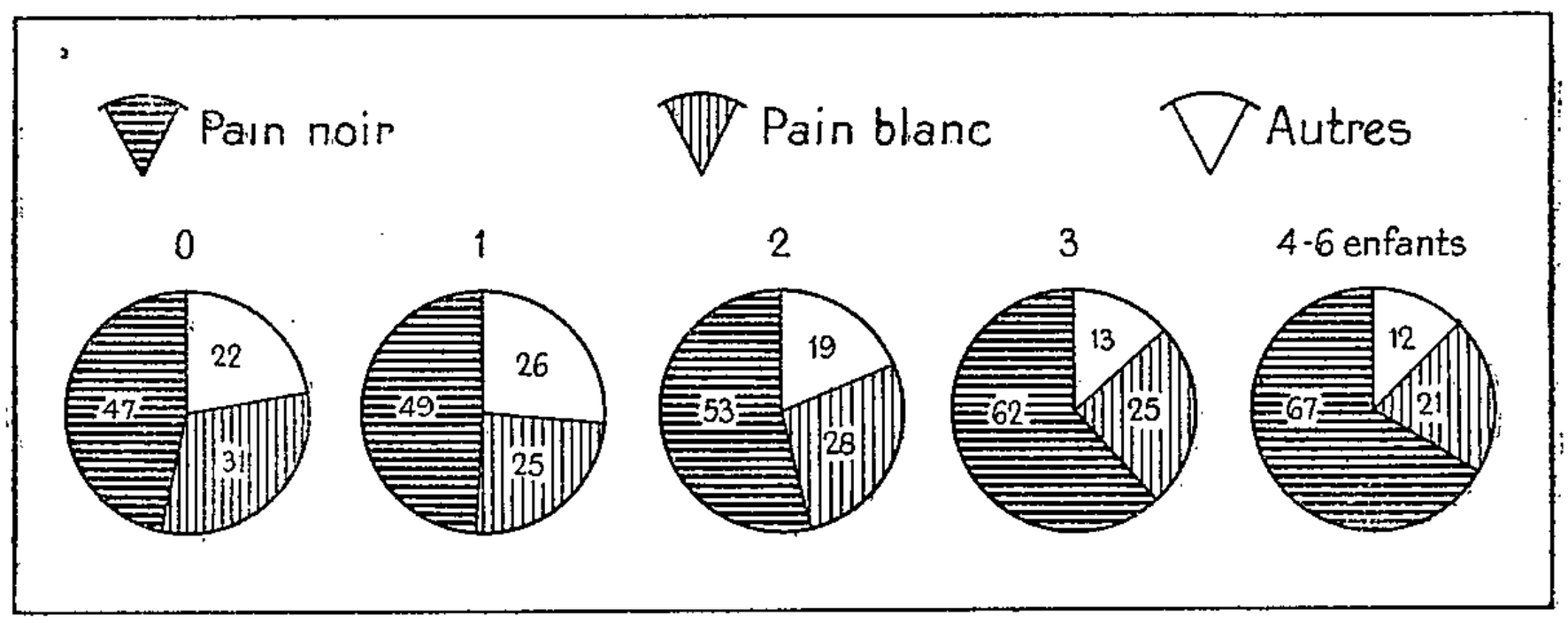


l'effort de réduction à cet égard, pour faire face à un nombre de bouches accrues, paraît être un peu plus élevé, dans la classe des ouvriers, parce que, même sans enfants, on y achète nettement moins de poisson.

Mais arrêtons-nous au pain. Nous n'avons pas indiqué la réduction, dans la classe ouvrière par exemple, pour le pain et les produits de boulangerie de toute espèce : elle est faible, d'à peine 10 pour 100 par personne-unité, dans les ménages de 4 enfants et

DIAGRAMME II

Proportion de la dépense en pain de diverses espèces suivant le nombre des enfants.



plus. Considérons maintenant les ménages ouvriers qui ont un revenu compris entre 3.000 et 3.600 marks. Appelons 100 la dépense pour le pain de toute espèce. Voici comment augmente, par rapport à ce total, *la proportion de la dépense en pain noir* :

Nombre d'enfants.....	0	1	2	3	4 et plus
Pain noir. % de la dépense en pain...	47	49	53	62	67

On trouve moyen, quand le nombre des enfants augmente, de ne réduire que faiblement et même d'augmenter les quantités de pain achetées par tête. Cependant la « multiplication des pains » n'est pas un miracle. Elle s'obtient par un simple changement de qualité. Si nous pouvions entrer davantage encore dans le détail des dépenses alimentaires, il nous apparaîtrait que de telles substitutions d'espèces et de qualités permettent, et permettent seules, de les réduire, en cas de nécessité, si fortement.

Lorsque le nombre des enfants augmente, nous venons de voir que la consommation de denrées alimentaires par personne-unité diminue. Mais il en est de même des autres dépenses. Qu'on se

reporte au tableau ci-dessous qui donne une idée de l'effort de compression auquel elles sont alors soumises :

Dépenses par personne-unité dans les ménages de 3 enfants et plus[1]. Nombres relatifs (100 = dépense dans les ménages sans enfant).

	Dépense dans les ménages sans enfants En Reichsmarks			Dépense dans les ménages de 3 enfants et plus En nombres relatifs			
	Ouvr.	Empl.	Fonct.	Ouvriers		Empl.	Fonct.
Nourriture	631	701	742	66	(58,5)	65	68
Loyer	161	286	301	72,5	(58,8)	65	69,5
Meubles et entretien	84	164	203	42,4	(43,5)	47,5	50
Vêtement	193	246	315	68,5	(63)	92	79
Autres dépenses	378	711	805	57	(45)	55	52,5

On le voit : la dépense pour la *nourriture* diminue, avec le nombre des enfants, suivant des rapports très voisins dans les trois classes, bien qu'un peu moins parmi les ouvriers et les employés que chez les fonctionnaires : ceux-ci ont d'ailleurs des revenus plus élevés en moyenne. En tout cas, l'effort de compression de la part des ouvriers doit être plus grand, puisque la dépense pour la nourriture chez ceux d'entre eux qui n'ont pas d'enfants est nettement plus faible que dans les deux autres classes.

D'autre part, la dépense pour le *vêtement* est réduite (à mesure que s'accroît la famille) bien plus nettement dans les ménages ouvriers que dans les autres. Cependant, parmi les ménages qui n'ont pas d'enfants, elle est déjà nettement plus faible pour les ouvriers que pour les employés, et le rapport d'infériorité est d'ailleurs ici bien plus grand que quant à la dépense nourriture, toutes choses égales. Les ménages ouvriers sans enfants consacrent 26 pour 100 de moins au vêtement, et 11 pour 100 de moins à la nourriture que les employés sans plus de charges de famille. Or ils réduisent d'environ 32 pour 100 la dépense pour le vêtement, et, pour la nourriture, de 34 pour 100, quand ils ont trois enfants et plus : dans les mêmes conditions, la dépense pour le vêtement, chez les employés, n'est réduite que de 8 pour 100, et, pour la nourriture, de 35 pour 100. Dans le groupe des fonctionnaires,

1. Les nombres entre parenthèses représentent, toujours en valeurs relatives, les dépenses dans les ménages d'ouvriers comprenant 4 enfants et plus. Les nombres des trois premières colonnes sont tirés des tableaux de l'enquête allemande, p. 108, 162 et 196. Ceux des quatre dernières colonnes ont été calculés par nous d'après les mêmes tableaux.

on réduit un peu plus que dans le groupe des employés la dépense pour le vêtement, soit de 21 pour 100 : c'est qu'elle est, quand il n'y a pas d'enfants, beaucoup plus forte : mais on la réduit toujours beaucoup moins que dans la classe ouvrière. Rappelons-nous qu'à égalité de revenu, la proportion de la dépense pour le vêtement par rapport à la dépense totale nous a paru être la même dans les ménages d'ouvriers et d'employés, et être nettement plus élevée dans les budgets de fonctionnaires. On comprend que ceux-ci puissent sans trop de peine la réduire d'un cinquième, quand leur famille augmente. Pour que les ouvriers, dans les mêmes conditions, l'abaissent d'un tiers, il faut qu'ils exercent en ce sens un effort considérable de compression. Il serait exagéré de dire qu'on n'observe rien de semblable dans les ménages d'employés : mais la réduction de la dépense pour le vêtement, dans les catégories de revenus où on l'observe, est toujours moindre, et très nettement, que dans n'importe quelle catégorie de revenus pour les ouvriers.

Un petit tableau, reproduit p. 74 de l'enquête allemande, permet de calculer comment, avec le nombre des enfants, diminue la dépense pour le vêtement (au sens étroit), pour les souliers, pour le linge, et, dans chaque cas, pour le père, la mère, et les enfants, à mesure qu'augmente le nombre de ceux-ci. Il ne s'agit que de familles d'ouvriers dont le revenu est compris entre 3.000 et 3.600 marks. Résumons-le ci-dessous, en substituant au montant de la dépense (en Reichsmarks) des nombres relatifs que nous avons calculés.

Dépenses pour le vêtement selon le nombre des enfants.
Nombres relatifs (100 = la dépense dans les ménages avec un enfant).

	Ménages	Sans enfant	Avec un enfant	Avec 4 enfants et plus
Vêtement	Homme	164	100	55
	Femme	116	100	54
	Enfants	—	100	203
	TOTAL	111	100	85
Souliers	Homme	88	100	80
	Femme	125	100	74,5
	Enfants	—	100	269
	TOTAL	72,5	100	138
Linge	Homme	127	100	79,5
	Femme	142	100	69,5
	Enfants	—	100	205
	TOTAL	106	100	105

La dépense indiquée doit s'entendre cette fois *par ménage* et non par personne-unité. On voit d'abord que la réduction porte avant tout sur le vêtement (*stricto sensu*) qui, des ménages sans enfant aux familles de 4 enfants et plus diminue en montant absolu (alors qu'il devrait augmenter) de 23 pour 100. Elle augmente, au contraire, pour les souliers, et double presque. Pour le linge, elle demeure stationnaire. — Tenons-nous-en alors à la dépense pour le vêtement (*stricto sensu*). Dans les ménages sans enfant, elle est bien plus élevée pour l'homme que pour la femme : mais la venue d'un enfant la réduit bien plus pour l'homme : il n'y a plus entre les deux époux, à cet égard, qu'une faible différence. Quant à l'enfant, il oblige à une dépense pour le vêtement égale à peu près à la moitié de ce qu'elle est pour l'un de ses parents. — Passons aux ménages avec 4 enfants et plus. La réduction est à peu près la même, de 45 pour 100, près de moitié moins, pour l'homme comme pour la femme (à partir des ménages avec un enfant), c'est-à-dire qu'elle est considérable. Il fallait s'y attendre, puisque alors que la famille augmentait, la dépense pour le vêtement (*stricto sensu*) diminuait de plus de 8 pour 100. Pour les enfants, elle double. Mais, comme on a passé de 1 à 4 enfants, elle aurait dû quadrupler : en réalité, elle a diminué de moitié pour un enfant. C'est un peu plus, mais à peine plus que la compression à laquelle elle est soumise pour les parents. — Nous pourrions ajouter que, quant au linge, la diminution de la dépense est beaucoup moindre pour les parents que pour les enfants, et plus grande pour la femme que pour l'homme. — Elle est beaucoup moindre encore, pour l'homme, quant aux souliers (la seule partie de cette dépense qui augmente) et à peu près du même ordre pour les enfants que pour les parents.

En résumé, nous pouvons constater, ici encore : 1° que la réduction porte surtout sur la partie de l'habillement qui est le plus ostensible, et le moins sur les souliers, c'est-à-dire sur ce qui est sans doute le plus « nécessaire »; 2° que, par suite de l'accroissement de la famille, les sommes consacrées à l'habillement de ses divers membres sont de moins en moins inégales (en admettant qu'un enfant compte ici pour la moitié d'un parent) : la différenciation qui se marquait d'abord à cet égard tend à s'effacer.

Quant à la dépense pour le *loyer* par personne-unité, jusqu'aux ménages de trois enfants inclusivement, elle diminue nettement moins dans la classe ouvrière que parmi les fonctionnaires et surtout dans les groupes d'employés. Mais il faut remarquer d'abord à quel point elle est faible, dans les ménages d'ouvriers sans enfant : inférieure de 44 pour 100 au loyer des employés, de

47 pour 100 au loyer des fonctionnaires, également sans enfants : la marge supplémentaire de diminution possible doit être bien plus étroite pour les ouvriers que dans les deux autres groupes. D'autre part, si nous poussons jusqu'aux ménages qui ont quatre enfants et plus, la dépense pour le logement dans les groupes ouvriers marque une diminution bien plus nette : non plus de 27,5 pour 100, mais de 41 pour 100 par rapport aux ménages sans enfants. Il est probable que le passage de 3 à 4 enfants représente comme une phase critique, dans la vie d'un ménage ouvrier. C'est ce qui ressort assez clairement du petit tableau suivant, où l'on indique comment diminue ou augmente le montant absolu du loyer, en Reichsmarks, *par ménage* (et non plus par personne-unité) dans les familles ouvrières chargées d'enfants. Nous avons remplacé les nombres absolus par des valeurs relatives (100 = le loyer dans les ménages sans enfant).

Loyer par ménage, groupe des ouvriers.
Nombres relatifs.

Revenus	Sans enfant[1]	3 enfants	4 enfants et plus
Moins de 3.000	100 (269)	107	97
De 3.000 à 3.600	100 (340)	105	92
3.600 et plus	100 (354)	115,5	124

On voit que le loyer (en montant absolu) a augmenté, jusqu'aux ménages de 3 enfants inclusivement, et qu'il a diminué, dans les ménages de 4 enfants et plus, — sauf dans la catégorie des revenus les plus élevés, où il a continué à monter.

En résumé, le loyer est si réduit, dans les ménages ouvriers sans enfant, les pièces doivent être si peu nombreuses et si petites, qu'il faut bien en payer un plus élevé, dès qu'on a deux ou trois enfants. Quand les enfants sont plus nombreux, si le revenu n'augmente pas, comme il faut nourrir un plus grand nombre de membres, et que la dépense pour les aliments a été déjà très réduite, il faut bien comprimer le loyer, le ramener au niveau où il était quand on n'avait pas d'enfant, et même au-dessous. — Ainsi, bien que, avec le nombre des enfants, la dépense pour les vêtements paraisse se réduire plus que le loyer, en réalité, comme on part d'un loyer très inférieur (sans enfant), c'est le prix du logement qu'il est le plus difficile de réduire, si bien que, si peu qu'il diminue, c'est le signe d'un sérieux sacrifice.

Cette remarque pourrait s'étendre à la dépense pour le *mobilier*

1. Les nombres entre parenthèses représentent le montant de la dépense en Reichsmarks.

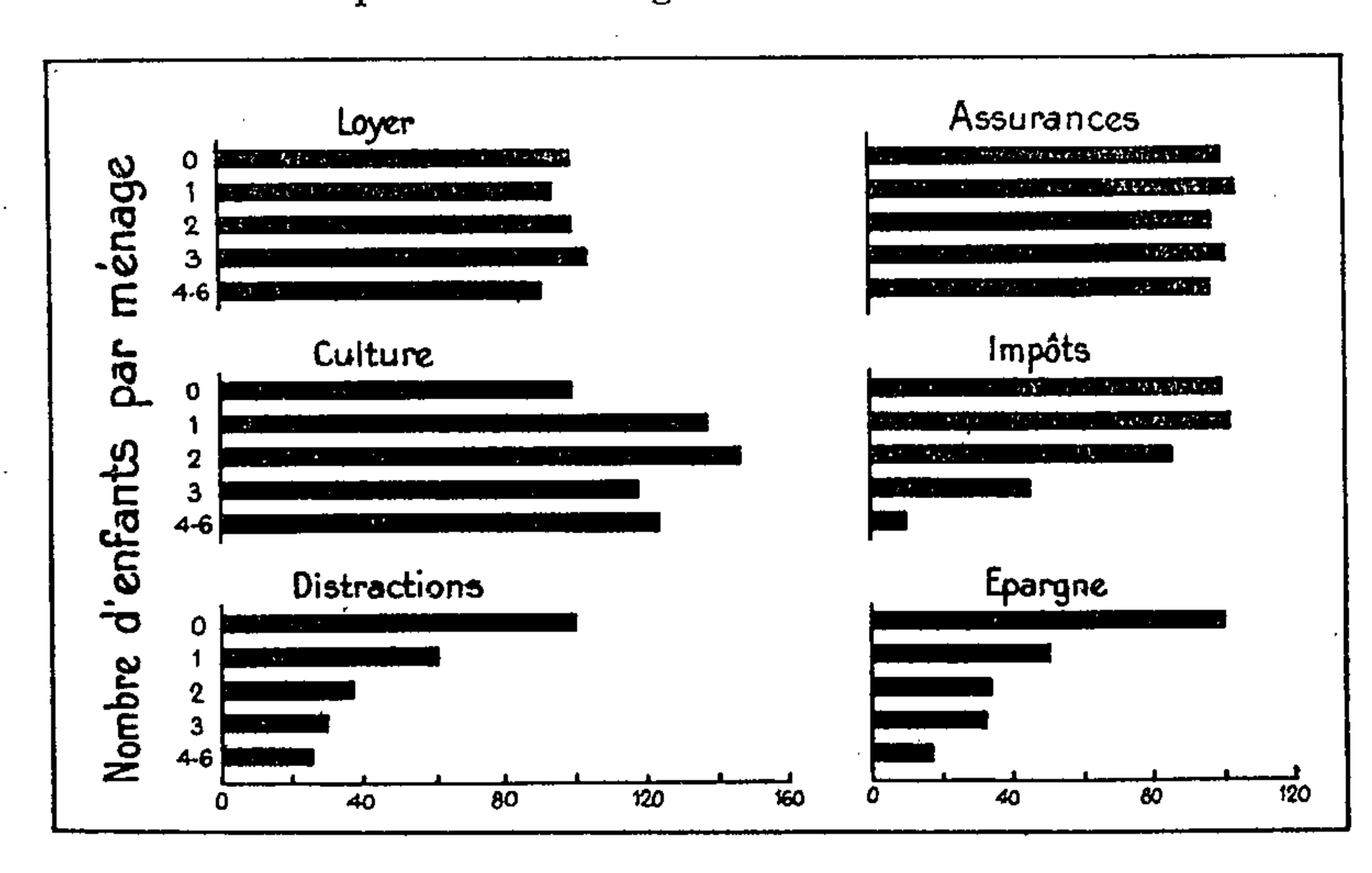
et l'*entretien du logement.* Elle est extrêmement réduite par rapport à ce qu'elle est chez les employés, à peine la moitié de celle-ci. Cependant, de toutes, c'est elle qu'on réduit le plus : de près de 58 pour 100 quand il y a 3 enfants. C'est sans doute un « minimum » absolu, car on retrouve à peu près le même montant consacré à cette dépense quand il y a 4 enfants et plus. Bien qu'employés et fonctionnaires aient plus de marge, ils la réduisent moins dans les mêmes conditions : mais c'est sur elle cependant qu'ils exercent, eux aussi, la plus forte pression.

Il n'en est pas tout à fait de même des « *autres dépenses* » : ici, à mesure qu'augmente le nombre des enfants, la diminution est nettement plus forte chez les fonctionnaires, et un peu plus forte chez les employés, que chez les ouvriers, si nous nous arrêtons, chez ceux-ci, à trois enfants : mais, de trois à quatre enfants et plus, les ouvriers diminuent beaucoup ces « dépenses diverses », sans doute plus, par rapport aux ménages sans enfant, que les familles de même composition dans les groupes d'employés et de fonctionnaires. En tout cas ici, comme dans le cas du loyer, le passage de 3 à 4 enfants représente bien, dans les groupes ouvriers, une phase critique.

On peut étudier comment évoluent les divers éléments compris sous la rubrique « autres dépenses », à mesure qu'augmente le

DIAGRAMME III

Variation des dépenses par ménage suivant le nombre des enfants.
(Ménages d'un revenu compris entre 3.000 et 3.600 R. M.).
Dépense des ménages sans enfant = 100.



nombre des enfants. Reportons-nous à un petit diagramme que nous reproduisons d'après l'enquête allemande (p. 73), où l'on a figuré (avec le loyer) le montant des dépenses pour la culture, les plaisirs et distractions, les assurances, les impôts, l'épargne, par ménage, dans des familles de grandeur différente, mais de même revenu (de 3.000 à 3.600 Reichsmarks). Quant aux dépenses de culture ou d'éducation, elles augmentent nettement avec le premier enfant, encore (mais un peu moins) avec le deuxième; elles diminuent nettement avec le troisième (et sont plus proches alors de ce qu'on dépense à cet effet quand on n'a pas d'enfant que lorsqu'on en a un); elles augmentent très faiblement (mais sans atteindre ce qu'elles sont quand il y a un enfant) lorsqu'il y en a de 4 à 6. C'est un peu ce que nous constations pour le loyer, avec cette différence que la phase critique commencerait dès le troisième enfant.

Pour les assurances, la dépense ne change pratiquement pas, par ménage, quel que soit le nombre des enfants. Mais, pour les impôts, elle diminue à partir d'un enfant, plus vite encore à partir de 2 et de 3 : avec 4 à 6 enfants elle est réduite des neuf dixièmes, par rapport à ce qu'elle était au début. Ce n'est qu'à partir de 3 enfants que la réduction est sensible.

La dépense pour les distractions, au contraire, diminue de plus du tiers dès qu'on a un enfant : elle continue à diminuer, mais suivant une progression moindre, de 1 à 2 enfants, moins encore de 2 à 3, moins, enfin, de 3 à 4-6 : c'est le type d'une réduction non progressive et même régressive (à l'inverse de ce que nous observions pour les impôts). Il en est de même, et plus nettement encore, de l'épargne (qui diminue de moitié dès qu'il y a un enfant et beaucoup moins ensuite), avec cette exception que, de 3 enfants à 4-6, la diminution est, de nouveau, de près de moitié.

Ajoutons que, lorsqu'on passe des ménages ouvriers sans enfants à ceux qui en ont 4 ou plus, la dépense pour cotisations aux sociétés, syndicats, etc., diminue assez peu, de 30 pour 100 quand le revenu est inférieur à 3.000 marks, de 7 et de 4 pour 100 seulement dans les catégories de revenus plus élevés. En revanche, les secours et dons sont fortement réduits, et d'autant plus que les revenus sont plus élevés, sans doute parce qu'au point de départ, dans les ménages sans enfants, ils augmentent aussi avec le revenu.

Tous ces calculs (quant aux « autres dépenses ») portent sur la réduction *par ménage*. Elle apparaîtrait beaucoup plus forte, naturellement, si on la calculait par personne-unité.

7. — Premiers résultats généraux. Les tendances consommatrices des ouvriers. Les besoins économiques : restrictions et extensions possibles.

En résumé, cette étude, qui a porté sur la consistance et les éléments de chacune des grandes catégories de dépenses, n'est pas sans nous apporter quelques indications complémentaires nouvelles sur les caractéristiques des deux classes observées. Entre l'une et l'autre, nous avons relevé des différences quant à l'alimentation, quant aux espèces d'aliments, les plus recherchés et ceux aussi qui coûtent le plus cher se rencontrant plus souvent chez les employés, tandis que les ouvriers leur substituent des denrées moins appréciées. Différences aussi quant à l'habillement : la différenciation est plus grande à cet égard chez les employés que chez les ouvriers ; la dépense se répartit plus inégalement chez les premiers que chez les seconds, entre les enfants et les parents, entre le père et la mère ; elle n'est pas la même non plus dans les deux classes, pour les diverses parties de l'habillement : vêtements, linge, chaussures. Différence encore quant au logement : non seulement le loyer, mais encore les dimensions, le cubage d'air, le confort, varient quand on passe d'un groupe à l'autre. Différences enfin, moins tranchées, mais caractéristiques aussi, quant à l'emploi des « autres dépenses », à la part faite aux distractions, à l'école, aux soins du corps, aux voyages, etc. Ainsi, les résultats auxquels nous arrivions, comparant, dans les ménages d'ouvriers et d'employés, les grandes catégories de dépense, se trouvent confirmés et renforcés, par l'examen des objets auxquels elles s'appliquent.

Il importait de reconnaître que la classe ouvrière, par ses habitudes consommatrices, se distingue de toutes les autres. Ce n'est pas seulement parce que les ménages, en moyenne, ont des revenus moins élevés que les familles d'employés ou de fonctionnaires, qu'ils répartissent autrement leurs dépenses. Puisque ces différences se manifestent, ou subsistent, alors même que l'on compare les membres des deux classes dont les revenus sont semblables, c'est qu'elles tiennent à la nature même de la profession ouvrière, à la fonction que cette catégorie d'hommes remplit dans la société, et, sans doute aussi, à ce que, échappant en partie à l'influence des autres milieux, ils n'attachent pas la même importance qu'eux aux mêmes objets, et ne ressentent pas exactement les mêmes besoins. En particulier, si les ouvriers consacrent une part nettement moindre de leur dépense totale au loyer que les employés, à égalité de revenus, n'est-ce point parce que, tandis que, dans nos

grandes cités modernes, les coutumes s'uniformisent dans toutes les classes quant à la nourriture et au vêtement, qui se présentent à tous les passants dans les mêmes boutiques et les mêmes magasins, au contraire il est rare qu'un ouvrier aille dans un logement d'employé, un employé dans un logement d'ouvrier ? D'autre part, s'il y a dans les deux classes un niveau de vie moyen dont tendent à se rapprocher, parce qu'ils s'influencent les uns les autres, tous les membres de chacun de ces groupes, ne s'établira-t-il pas plus bas dans la classe ouvrière, qui dispose, en moyenne, de revenus moins élevés ?

Toutefois, n'oublions pas que les proportions que nous avons reproduites sont elles-mêmes des moyennes, et que, si l'on descendait dans le détail de ces catégories humaines, on découvrirait sans doute une complexité bien plus grande qu'il ne paraît résulter des lois simples que nous avons formulées. Qu'on nous permette de rappeler qu'opérant sur les données, reproduites ménage par ménage, dans l'enquête de 1907, et rapprochant les familles en tenant compte de la façon semblable dont certaines d'entre elles répartissaient leurs dépenses, nous avons trouvé que, dans des groupes importants d'ouvriers ainsi constitués, et qui ne se distinguaient d'ailleurs sensiblement des autres ni par leur revenu ni par le nombre de leurs enfants, la dépense loyer apparaissait nettement plus élevée, et au moins égale à ce qu'elle était dans des ménages non ouvriers[1]. Il y a donc certainement des exceptions, beaucoup d'exceptions à la règle, à celle-ci, et aux autres encore. C'est que les ménages ouvriers n'ont pas tous la même origine et la même histoire. Ils se rattachent à des milieux différents, qui n'ont pas tous subi dans le passé les mêmes restrictions, ou connu la même aisance relative. Si nous pouvions isoler ces groupes, les suivre dans leur évolution, certainement nous apprendrions beaucoup.

Mais nous devons retenir un autre résultat de l'enquête que nous avons étudiée, et qui a une portée plus générale encore. C'est que, dans une même classe, non seulement lorsqu'on descend dans l'échelle des revenus, mais surtout lorsque, à égalité de revenus, on passe à des ménages qui comprennent un plus grand nombre d'enfants, la répartition des dépenses se modifie, et certaines d'entre elles sont soumises à une compression extrêmement forte. Sans doute, le fait en lui-même n'a rien de surprenant, et pouvait aisément être prévu. Mais c'est le degré de ces réductions,

1. Voir notre livre, déjà cité, *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, p. 293 sq.; notamment, comparer les tableaux des p. 295 et 296.

non seulement par ménage, mais surtout par personne ou par personne-unité, qui n'est pas sans étonner. Que, lorsqu'on passe des ménages ouvriers sans enfants aux ménages avec 4 enfants, la dépense pour la nourriture en montant absolu par personne-unité diminue en moyenne de 41 pour 100, et la dépense pour l'habillement de plus de 37 pour 100, et qu'on note des réductions non moins grandes quand on descend dans le détail de l'alimentation et du vêtement, qu'enfin les « autres dépenses » soient abaissées de 55 pour 100, cela nous révèle que ces besoins sont singulièrement élastiques et compressibles. Si la dépense pour le logement diminue d'abord (jusqu'à 3 enfants inclus) dans une moindre proportion, et, à partir de 4 enfants, dans le même rapport que la nourriture, c'est qu'elle peut paraître d'abord incompressible, et qu'elle s'abaisse cependant encore quand la nécessité y contraint. Mais ces réductions, qu'impose l'accroissement de la famille, puisqu'elles sont possibles, ne résulteraient-elles pas aussi de l'élévation des prix, ou de l'abaissement des salaires ? Ces dépenses, très compressibles, ne sont-elles pas aussi très extensibles, et quelle serait l'influence à cet égard d'un abaissement des prix, d'une augmentation des revenus ? Quelle serait la variation du loyer dans de telles circonstances ? A ces questions, nous ne pouvons répondre, tant que nous nous en tenons au tableau des dépenses en une année.

CHAPITRE III

L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES ET LES CIRCONSTANCES ÉCONOMIQUES

1. — Les phases de la vie d'une famille ouvrière et ses vicissitudes; expansions et compressions alternatives des revenus et des dépenses.

Toutes les enquêtes par budgets de ménages que nous venons de passer en revue ont ce trait commun : elles portent sur une période limitée, un an au maximum, c'est-à-dire qu'elles nous font connaître le montant et la répartition des dépenses (en même temps que le montant et l'origine des revenus), et aussi le genre de vie, les marchandises achetées, les biens et services utilisés, dans un ou plusieurs groupe de ménages, durant un intervalle de temps très limité. Il n'est même point question de suivre l'évolution des revenus et des dépenses pendant une année, de mois en mois; mais ce qu'on calcule, c'est une moyenne valable pour toute l'année. Tout se passe comme si on immobilisait les ménages à un moment de la durée, qu'on placera indifféremment au début ou à la fin de l'année, de préférence au milieu; peu importe, puisqu'ils sont supposés ne point changer, quant à leurs revenus et à leurs dépenses, pendant les douze mois. On a, sans doute, dans l'enquête allemande de 1927, consacré une étude spéciale à un certain nombre de ménages qui ont été sans travail pendant une partie de ces douze mois, et l'on a comparé leurs revenus et leurs dépenses avant, pendant et après la période de chômage. C'est bien là l'amorce d'une étude de l'évolution des revenus et dépenses des ménages, et nous devinons quel en est l'intérêt. Mais ce n'est qu'une exception. Les budgets de familles, jusqu'à présent, tendent à fixer des états plutôt qu'à suivre des mouvements ou des transformations.

On pourrait soutenir cependant que, puisqu'on étudie comment varie la répartition des dépenses et le genre de vie à mesure

que le revenu augmente, ou à mesure que s'accroît le nombre des enfants, ou, encore, lorsqu'on passe d'une localité à une autre, ou d'un métier, d'une situation sociale (ouvrier, employé, etc.) à une autre, ce sont bien des changements qu'on s'efforce de suivre, et qu'on explique, par exemple, l'accroissement ou la diminution de telle dépense par l'augmentation de la famille, de son revenu, ou par le fait qu'elle sort de ce groupe-ci pour entrer dans celui-là. Mais il n'en serait ainsi que dans l'hypothèse où, en effet, les employés que l'on compare avec les ouvriers auraient été des ouvriers et seraient devenus des employés, et, encore, où les ouvriers d'un revenu élevé auraient reçu, auparavant, un salaire inférieur. C'est exact, peut-être, pour quelques-uns d'entre eux, mais nous ne savons pour combien, et il est vraisemblable que c'est inexact pour le plus grand nombre. Certes, les groupes comparés ne sont pas séparés les uns des autres par des barrières aussi nettes que les représentants d'autant d'espèces animales différentes. Si, lorsqu'on ne s'arrête pas aux moyennes, et qu'on étudie un à un les divers membres du groupe, on trouve des différences, dont quelques-unes s'étendent à de véritables sous-groupes, ou groupes secondaires, dans leur comportement, cela tient sans doute à ce qu'ils n'ont pas la même origine, ni le même passé. Il y a des ouvriers qui sortent des milieux paysans, d'autres qui étaient hier de petits artisans (et l'inverse aussi). Dans la classe ouvrière, il se produit des migrations intérieures, des changements de situation, des ascensions et des descentes. Il n'en est pas moins vrai que les groupes tels qu'on les distingue dans ces enquêtes ont en général un certain degré de stabilité, assez grand pour que s'y développent des tendances et s'y fixent des habitudes durables : ceux-là même qui y pénètrent du dehors les contractent vite et s'y soumettent au moins en partie. Il ne serait donc pas légitime de transposer dans le temps l'échelle ou la diversité des situations telle qu'on l'observe à un moment donné. C'est tout autre chose que de comparer à lui-même un groupe ouvrier dont les salaires ont nettement augmenté durant une suite d'années, et deux groupes distincts qui, à un moment donné, en une année donnée, ont des salaires différents.

Il y a pourtant un aspect sous lequel ces enquêtes, faites à un moment ou pour une durée très limitée, peuvent prétendre à nous faire connaître des changements étendus sur une partie appréciable du temps. Lorsqu'on y distingue, dans un même groupe, les ménages suivant le nombre de leurs enfants, il est clair que les chefs des familles les plus nombreuses (c'est-à-dire qui comprennent le plus grand nombre de membres) sont aussi les plus âgés.

Ce n'est pas non plus par hasard que ces ménages où les enfants sont plus nombreux ont aussi en général des revenus un peu plus élevés. Or quand on passe, dans un même groupe, des ménages moins âgés (ou présumés tels, d'après le petit nombre de leurs enfants) à d'autres qui le sont plus, c'est comme si on atteignait un même ménage à des moments successifs du temps. Une telle présomption n'est cependant pas toujours fondée, car un ménage peut rester pauvre, ou passer dans une catégorie de revenus plus élevés, quand le nombre de ses enfants augmente : c'est seulement en les suivant au cours de leur vie qu'on pourrait savoir ce qui en est. Il est regrettable, en tout cas, qu'on n'ait pas élaboré les données de ce point de vue, et classé par exemple les dépenses d'après l'âge du chef de famille. On aurait pu déterminer ainsi comment ils se répartissent entre les différentes catégories de revenus aux différents âges, et aussi comment, aux différents âges encore, dans une même catégorie de revenus, se répartissent les dépenses. De telles recherches nous apporteraient sans doute plus d'un enseignement.

Il se pourrait que, des cadres qui comprennent les bas revenus, les revenus moyens, les revenus élevés, tel ou tel soit inégalement rempli suivant l'âge des ouvriers-chefs de famille. Un grand industriel anglais, Mr. Rowntree, avait étudié par la méthode des budgets de ménages la population ouvrière de la ville d'York[1]. Il observait que, parmi les personnes les plus pauvres, c'est-à-dire dont le gain permet à peine de couvrir les besoins physiques essentiels, ce revenu n'y suffisait même pas quand les ouvriers-chefs de ménage étaient très jeunes (moins de 20 ans). Entre 20 et 25 ans, au contraire, ils disposent de moyens suffisants pour atteindre cette limite de l'indispensable. Puis, dès qu'ils se marient, et surtout dès qu'ils ont un enfant, puis deux, ce revenu est de nouveau insuffisant. C'est seulement ensuite, et vers la fin de leur vie, quand leurs enfants sont assez âgés pour gagner à leur tour, qu'il y a correspondance meilleure entre les ressources et les besoins.

Reybaud, dans son livre : *Le Coton*, publié en 1862, distinguait déjà plusieurs phases dans la vie d'une famille ouvrière. « La première phase, celle du jeune ménage, est dure lorsqu'il vient plusieurs enfants, surtout si les naissances se succèdent rapidement; le temps de la mère est absorbé, en totalité si elle peut rester chez elle, en partie si elle ne peut renoncer à son salaire, par l'allaitement, le soin des enfants, la préparation de la nourriture; au mari incombe la charge de faire vivre le ménage. Quand les enfants sont

1. *Poverty, a study of town life*, London, 1902.

devenus assez grands pour aller à la fabrique, ils rapportent au lieu de coûter; alors commence une deuxième phase pendant laquelle la famille jouit de plus d'aisance. Ensuite vient le temps où elle se disperse; les jeunes gens veulent vivre pour eux-mêmes, les parents dont l'âge a affaibli la force n'ont plus qu'un salaire amoindri et sont exposés aux infirmités : c'est la troisième phase, et parfois la plus pénible. »

M. Simiand dit, dans le même sens[1] : « Un ensemble d'observations, établies sur la population ouvrière importante de Gand, dans la filature et le tissage de coton, permet de suivre, pour ainsi dire, l'existence d'un ouvrier de ce milieu, à la fois pour son revenu propre et pour le revenu de la famille dans laquelle il compte, selon les âges de la vie et les diverses circonstances qui y correspondent[2]. En même temps on a calculé pour les diverses périodes ce qu'on appelle « le revenu disponible par unité de consommation », c'est-à-dire non pas seulement par personne, mais par personnes d'âges divers de l'un et de l'autre sexe ramenées à une seule unité. Ainsi l'on tient compte des consommations et dépenses qui varient suivant l'âge et le sexe. » C'est ainsi, nous l'avons vu, qu'on a procédé dans l'enquête allemande de 1927-28, en calculant la dépense par personne-unité.

On peut alors comparer les variations du revenu suivant l'âge. « Dans les premières années, la personne ouvrière que nous allons suivre n'a pas jusqu'à présent de revenu propre, puisqu'elle ne travaille pas encore, et vit donc sur le revenu de la famille dans laquelle elle compte. Celui-ci se trouve diminuer dans cette période parce que, par exemple, il vient de nouveaux enfants, et que la mère ne peut plus travailler. Dans cette phase, le disponible par unité de consommation s'abaisse progressivement de 4 à 1. Puis le jeune homme commence à gagner à partir de 13 ans; il gagne de plus en plus, jusqu'à 20 et 25 ans. En même temps ses frères, sœurs, se mettent à travailler. La mère peut également recommencer à travailler. C'est une période dans laquelle le revenu familial va croissant au total, et aussi le revenu disponible par unité de consommation : nous voyons ce dernier remonter de 1 jusqu'à près de 4. A ce moment, notre ouvrier se marie et sort de la famille à laquelle il appartenait jusque-là. Nous atteignons et suivons donc maintenant le revenu du nouveau ménage qu'il vient de fonder, formé de son gain à lui, et du gain de sa femme qui va diminuer si elle a des enfants, et ne peut plus travailler tant qu'ils sont en

1. *Cours d'économie politique*, 1929-30, 3e année, p. 256.
2. VARLEZ, *Les salaires dans l'industrie gantoise*, I, p. 195-197.

bas âge. Dans cette période où il est le seul de la famille à travailler, alors que le nombre de personnes qu'elle comprend augmente, on aperçoit une restriction notable du revenu total, et plus considérable encore du disponible par unité de consommation, qui retombe de 4 jusqu'à près de 1. Puis de nouveau, dans cette nouvelle famille, les enfants viennent en âge de gagner, la femme recommence à travailler : nous trouvons une période de la vie de notre ouvrier, qui s'étend jusqu'à 55 ou 60 ans, dans laquelle le total des gains de la famille augmente, et en même temps aussi le disponible par unité de consommation qui monte de 1 à 4. Puis les enfants s'en vont, se marient, sortent de ce groupe familial. L'ouvrier que nous suivons gagne lui-même de moins en moins. De nouveau, alors, nous avons une diminution par unité de consommation jusqu'à 70 ans. Au delà de 70 ans on pense que, vraisemblement, il ne vit plus sur son travail propre, et n'a de ressources, si possible, que sur des revenus d'autres personnes. »

Notons, ajoute M. Simiand, que les indications ci-dessus ne sont pas « en l'air », et simplement fondées sur des vraisemblances. Elles procèdent toutes de constatations de budgets effectives. Mais on a « projeté pour ainsi dire dans le temps les constatations opérées à une même enquête sur des familles où se trouvait un ouvrier aux divers âges spécifiés... et on a considéré que la série ainsi formée pouvait représenter le cours d'existence d'un même ouvrier ». On découvre ainsi que, par le seul fait du développement normal (peut-on dire) de l'existence, « le rapport entre les revenus et les dépenses change »; il se produit « tantôt des expansions, tantôt des resserrements, soit pour le revenu familial dans son ensemble, soit quant aux disponibilités pour chacun des participants ».

Bien entendu, ce tableau des alternatives par lesquelles passerait une famille ouvrière n'en reste pas moins hypothétique. D'abord, puisque toutes les données sur lesquelles il repose se rapportent à une même année, on fait abstraction des changements qui se sont produits dans le milieu économique, ou qui s'y produiront, durant la période qui correspondrait à la durée de vie du ménage. D'autre part, certains ménages n'ont pas d'enfants et n'en auront pas; d'autres n'en ont ou n'en auront qu'un, deux; les enfants peuvent être tous des garçons, tous des filles, ou de sexe différent; l'écart d'âge entre les parents peut être très variable, si bien que, quand le père est très âgé et incapable de travailler, la femme, et aussi les enfants, peuvent encore gagner. Il y a des moyens de suppléer à l'insuffisance des ressources : non seulement le travail de la femme, et des enfants; mais encore on peut louer une partie du logement, prendre des pensionnaires. Or le degré

où il est fait appel à ces moyens peut varier, suivant l'âge du chef de famille. Enfin, il y a possibilité, au moyen des institutions de prévoyance, de s'assurer un supplément de ressources, pour le temps où les revenus normaux décroîtront. Ici encore, c'est en combinaison avec l'âge du chef de ménage que ces particularités et ces démarches pourraient et devraient être étudiées.

Voici maintenant qui permet d'apercevoir quelles possibilités s'offrent au ménage d'accroître ses ressources, quand elles sont trop resserrées, par le travail de la femme et des enfants.

Dans l'enquête déjà mentionnée, faite à Gand, on a calculé, non point par ménage, mais par individu, « la proportion de disponibilités monétaires qui provient du travail propre de l'ouvrier (ou ouvrière), celle qui provient de l'épouse (ou époux), celle qui provient des enfants, ou des parents. Pour les mineurs (d'âge), le revenu tenant au travail propre n'est que de 25 pour 100. Ils vivent donc, pour la plus grande part, sur les gains des parents, comme nous pouvions nous y attendre. Mais, entre les adultes, les majeurs masculins ont un peu plus de la moitié des disponibilités qu'ils utilisent en provenance de leur propre travail, et ensuite une proportion de l'ordre de 10 à 15 pour 100 qui vient de la femme. Le reste vient d'autres personnes travaillant dans le ménage ou y apportant quelque contribution. Pour les majeures féminines, au contraire, le gain propre ne donne que 40 pour 100, et une proportion presque aussi forte vient du mari. Mais il y a des différences à cet égard, suivant le métier ou l'industrie, et suivant le niveau du revenu. »

Dans l'enquête allemande de 1927-28, si l'on considère seulement les revenus du travail (dans les ménages ouvriers), le gain du père est de beaucoup le plus important; mais la proportion de ce gain à l'ensemble des revenus du travail diminue beaucoup, à mesure qu'on s'élève dans l'échelle des revenus : de 97,7 (au-dessous de 2.500 marks) à 74,9 (au-dessus de 4.300). Le gain de la femme passe (en proportion) de 1,9 pour 100 à 6,6 pour 100; le gain des autres membres du ménage (presque exclusivement des enfants), de 0,4 pour 100 à 18,5 pour 100. Remarquons tout de suite qu'en même temps que le revenu, le nombre des enfants augmente aussi, et, en moyenne, leur âge. Dans la classe des plus bas revenus, il n'y a que des enfants de moins de 10 ans : il est naturel qu'ici la femme travaille très peu, très irrégulièrement. Dans les deux dernières classes, le nombre des enfants de plus de 15 ans, par ménage, passe de 0,2 à 0,4, et de 0,4 à 1, et la proportion du gain des enfants s'élève de 2,6 à 6,9, et de 6,9 à 18,5, tandis que le gain de la femme représente environ 7 pour 100 du revenu total du travail, au lieu

de 4,4. Il n'est pas douteux qu'ici, lorsqu'on passe d'une classe à l'autre, c'est parce que le chef du ménage est, en moyenne, plus âgé, et les enfants aussi, que la part du gain de ceux-ci, et de la femme, augmente si rapidement. Cependant, il faut remarquer que, même dans les deux classes de revenus supérieures, près de la moitié des femmes ne travaillent pas.

Ces familles allemandes ne sont pas très grandes en moyenne : parmi les ouvriers, il n'y en a que 26,44 pour 100 qui comptent au moins trois enfants, 42,4 pour 100 n'ont pas d'enfants ou n'en ont qu'un.

Il n'en est pas de même de 100 familles d'ouvriers américains dont on a établi les budgets en 1923-24. Il s'agit de ménages pris dans deux ou trois villes moyennes de 40 à 50.000 habitants[1]. Si on les range suivant le revenu croissant et qu'on les divise en trois parties égales, 33 ménages dans chaque catégorie de revenus, on trouve les résultats suivants :

	Nombre de personnes par ménage	Nombre de ménages où la femme travaille	Gain de la femme en % du revenu tota
Revenus les plus bas...	4	14	12,4 %
Revenus moyens.....	5	14	20,6 %
Revenus les plus hauts.	7	10	15,2 %

Si le gain de la mère représente dans le troisième tiers une proportion plus faible du revenu total que dans le deuxième, il est au moins égal, et même un peu plus élevé, en valeur absolue. Il semble, en tout cas, que, dans les deux premiers tiers, la mère travaille parce qu'il n'y a pas trop d'enfants. Mais, d'autre part, on nous dit : « Le revenu de la mère ne comprend pas le revenu des enfants, mais comprend celui d'autres pensionnaires (*boarders*) et tout ce que la mère gagne. » On peut, en effet, considérer que, la présence des pensionnaires imposant à la mère un travail supplémentaire, tout gain qui a cette source lui doit être attribué. Il se peut alors que les pensionnaires se rencontrent surtout dans les ménages à hauts revenus.

On ne nous indique pas, proprement, le gain des enfants, mais la contribution payée aux parents par ceux d'entre eux qui prennent leurs repas à la maison (ils s'entretiennent eux-mêmes pour le reste). Indiquons ce gain, en divisant toujours l'ensemble des ménages en trois tiers, dont chacun comprend 33 ménages.

1. Lynd (Robert S. and Helen Merrell), *Middletown*, xii-550 p., in-8°, New-York, 1929.

	Nombre de ménages où les enfants contribuent au revenu	Gain des enfants dans ces ménages en % du revenu total
Revenus les plus bas....	5	10,4
Revenus moyens.....	3	15,6
Revenus les plus hauts..	8	20,15

La proportion du gain des enfants (défini comme ci-dessus) augmente avec le revenu, mais en même temps, comme il est naturel, avec le nombre des enfants par ménage.

Dans l'enquête que nous avons organisée en France en 1907, sur 57 ménages d'ouvriers, nous trouvions, dans ces ménages, les proportions suivantes pour les diverses sources de revenus (100 = le revenu total) :

Salaire de l'homme.....	78	p. 100
Gain de la femme.....	12	—
Gain des enfants.....	10,2	—

Les gains des enfants nous paraissaient (comme dans l'enquête Lynd) augmenter avec la grandeur de la famille. Distinguant les ménages en trois catégories, suivant que le père gagne seul, ou la mère avec le père (salaire de l'homme : 73,5 pour 100; gain de la femme : 21,3 pour 100), ou les enfants avec le père (salaire du père : 65 pour 100; gain des enfants : 34,5 pour 100), nous calculions le revenu moyen dans chacune d'elles. Il était à peu près le même dans les deux premières, nettement plus élevé, par ménage, dans la troisième, mais à peu près le même si l'on suppose les ménages composés de même. On voit bien que, si la mère, dans une partie des ménages, et les enfants, dans les autres, ne travaillaient pas, le revenu par tête, ce que nous appelions ci-dessus le disponible par unité, diminuerait très fortement (d'un quart et même plus).

Ainsi, même si l'on s'en tient à des enquêtes qui ne couvrent qu'une année, il est possible d'apercevoir par quels traits se distinguent ces ménages, quant à leurs revenus et à leurs dépenses, suivant que le chef de famille est jeune et les enfants encore en bas âge, ou suivant que ceux-ci sont déjà capables de travailler, et cessent même d'être une charge pour leurs parents. Mais ce ne sont là que des constatations très générales, et l'on ne sait pas si ces différences, qui correspondent aux phases successives de la vie d'une famille ouvrière, ne s'atténueraient pas ou ne prendraient pas plus de relief à d'autres époques, en d'autres conditions économiques[1].

1. Nous possédons bien quelques budgets qui ont été tenus pendant une longue période, par exemple ceux que nous avons reproduits dans notre livre, *La classe ouvrière et les niveaux*

2. — Peut-on suivre l'évolution des dépenses dans le temps, pour une même classe et un même pays ? Les deux enquêtes allemandes de 1907 et 1927-28 : essai de rapprochement.

A défaut de données suivies, s'étendant sur une série d'années, pour des groupes comprenant les mêmes ménages, ou des ménages semblables, nous possédons, il est vrai, des ensembles de budgets établis à certains intervalles, et (ce qui est évidemment essentiel) dans le même pays. N'est-il donc point possible de les rapprocher, et de reconnaître, dans des groupes d'ouvriers de même nationalité, d'une même région, et semblablement constitués, comment d'une période à l'autre revenus et dépenses ont changé, dans leur montant et leur répartition, s'ils ont changé ? Sans doute, entre ces deux moments, il y aura une lacune dans nos informations. On pourra peut-être la combler à l'aide de données partielles. Peut-être aussi des données plus anciennes encore, mais assez proches, nous permettront de fixer d'autres points d'une courbe que nous pourrons tracer, s'il apparaît qu'il y a trace d'une évolution continue dans un certain sens. Dès lors, nous atteindrons non pas seulement un état, ou plusieurs états, mais le passage de l'un à l'autre, et il nous sera possible d'étudier ces changements de l'économie des ménages dans leur rapports avec les fluctuations d'autres éléments, également économiques, et qu'on suit de façon continue d'une année à l'autre.

Dès qu'on essaie de faire de tels rapprochements, on est exposé soit à conclure trop vite, sur des données très différentes d'une époque à l'autre, soit à refuser de poursuivre la comparaison, parce qu'on est surtout sensible à ces différences. Il paraît naturel que les deux enquêtes allemandes de 1907 et de 1927-28, organisées toutes deux dans le même pays, et par le même Office statistique, puissent être placées en quelque sorte à la suite l'une de l'autre. Entre les deux, il y a eu la période 1908-1914, apparemment de grand essor économique, puis la guerre, puis l'après-guerre, la crise de 1921, l'inflation en 1923, le relèvement temporaire dans les années qui ont suivi (avant qu'en 1929 on n'entre de nouveau en dépression). Comment, dans ces vingt années si remplies, se sont comportés les revenus, les dépenses ? Si on ne peut le savoir, du moins essaiera-t-on de déterminer les trains de vie et les genres de vie, tels qu'il résultent des deux enquêtes, aux deux années extrêmes, 1907 et 1927.

de vie (p. 143 sq.), qui s'étendent sur une vingtaine d'années. Mais ils sont trop peu nombreux.

Pourtant, dans les deux volumes publiés par l'Office de statistique du Reich, la comparaison avec l'avant-guerre occupe à peine une page et demi. C'est qu'entre les deux dates, nous dit-on, on a réalisé de grands progrès dans ces méthodes d'enquête : les procédés n'étant plus les mêmes, comment tenter un rapprochement ? En 1907 on n'a atteint que des ouvriers de revenus inférieurs ; en 1927, de tous revenus ; au reste le « pouvoir d'achat » de la monnaie a trop changé d'une époque à l'autre ; les prix des divers biens et services se sont aussi modifiés très inégalement. Comme s'il n'était pas possible de ne retenir, pour la comparaison, dans l'enquête de 1927, que les ménages de revenu inférieur correspondant ; et comme si, précisément, avec le changement du « pouvoir d'achat » de la monnaie, ou mieux, les mouvements du change, et les fluctuations des prix de détail, nous n'atteignions pas des facteurs dont il serait essentiel de déterminer l'action sur l'emploi des revenus et sur l'espèce et la quantité des biens achetés !

Essayons donc de faire cette comparaison, en tenant compte de la variation du salaire nominal en Allemagne de 1907 à 1927, qui est en forte augmentation, de plus de moitié. Sans entrer dans le détail, disons seulement qu'entre les trois catégories de revenus : moins de 1.600 marks, de 1.600 à 2.000, et de 2.000 à 2.500, en 1907, et : moins de 2.500 marks, de 2.500 à 3.000, et de 3.000 à 3.600, la correspondance paraît s'établir dans des conditions telles qu'en tout cas nous ne risquions pas de prendre en 1927 des ménages qui, en 1907, auraient eu un revenu plus élevé que les familles retenues à cette date : le risque serait plutôt inverse. Nous tenons compte d'ailleurs de ce que les ménages de 1907 comprennent 4,5 personnes en moyenne, au lieu de 4 en 1927. Nous tenons compte surtout de ce que les dépenses pour l'assurance paraissent bien être indiquées de façon très incomplète en 1907 (les enquêteurs eux-mêmes nous le disent, et, d'ailleurs, par rapport aux « autres dépenses », celle-ci aurait augmenté en proportion de 20 pour 100 à 34, ce qui est inadmissible), en supprimant cette dépense aux deux enquêtes, et réduisant d'autant la dépense totale, et surtout les « autres dépenses ». Toutes ces précautions prises, nous trouvons d'une époque à l'autre (en vingt ans) des changements dans la façon dont se distribuent les dépenses qui subsisteraient alors même que les nombres trouvés devraient être un peu modifiés encore.

La plus forte diminution porte sur le loyer, ce qui peut s'expliquer par les conditions spéciales du marché des logements, par les moratoires successifs qui ont empêché leurs prix de monter autant que les autres. Les loyers, en montant absolu, n'ont pas changé (se retrouveraient plutôt un peu plus bas) d'une époque à l'autre

(dans notre enquête). — La dépense pour la nourriture a augmenté en montant absolu, de près de 40 pour 100. C'est moins que l'accroisement du coût de la vie ou des prix de détail (d'après le Reichsindexziffer für Ernährung, en 1927-28), qui est de 54 pour 100, certainement moins que l'augmentation des salaires. La proportion de cette dépense a donc certainement diminué un peu (de 6 pour 100 au maximum, de 3 pour 100 au minimum). — En revanche, en 1927, on dépense plus pour le vêtement, et surtout pour les « autres dépenses »; ici, l'on passe de 12,9 pour 100 à 16,5 pour 100, c'est-à-dire que la proportion augmente de 28 pour 100, et le montant absolu de 88 pour 100, certainement bien plus que le salaire nominal.

Si le plan général de répartition des dépenses s'est trouvé ainsi sensiblement remanié à vingt ans de distance, nous trouverons de même quelques changements dans la distribution du montant consacré à la nourriture entre les divers articles d'alimentation. Ainsi, en 1927 on dépense (en proportion) à peu près autant en viande et « Würste », mais nettement moins en viande, et plus en saucisses. Beurre et graisse ont un peu fondu, si l'on peut dire, mais surtout le beurre : on en achetait bien plus que de graisse en 1907 : à présent, c'est l'inverse; la dépense en montant absolu, pour le beurre, a diminué de près de 18 pour 100, alors que pour l'ensemble de l'alimentation elle a augmenté de 40 pour 100. Ont augmenté nettement plus que cette moyenne les achats d'œufs, de pommes de terre, surtout de légumes verts et de fruits, et beaucoup moins, la dépense pour le pain : ici d'ailleurs, il est possible (mais on ne faisait pas la distinction en 1907) que la consommation de pain noir ait augmenté, par rapport au pain blanc, ce qui expliquerait que la dépense correspondante se soit un peu resserrée. Lait et sucre s'achètent en même quantité. On dépense un peu plus pour la boisson, beaucoup plus (le double) pour le tabac ; ce sont des chiffres assez bas, et d'une exactitude discutable, mais peut-être aussi également inexacts aux deux époques, ce qui fait que la comparaison reste possible. A tous ces signes on reconnaît un effort en vue de limiter la dépense pour l'alimentation, par substitution de produits moins chers, et peut-être de même valeur alimentaire, à d'autres de prix plus élevé; — mais, cependant, il est fait une part plus grande aussi à telles consommations plus dispendieuses, qui, sans doute, flattent le goût, donnent quelque jeu à la fantaisie, et répondent en somme à des besoins nouveaux.

Quant aux « autres dépenses », les divers éléments qu'elles comprennent n'occupent pas, non plus, la même place qu'avant la guerre. Les impôts doublent presque, en proportion, et les dettes,

en proportion aussi, augmentent de près de moitié : cela est en rapport avec la situation économique nationale, et aussi, peut-être, avec les difficultés particulières traversées dans les années précédentes (alors que les salaires étaient plus faibles, qu'on subissait encore l'influence de l'inflation). La plus grande de ces dépenses : journaux, livres, associations, n'a que légèrement augmenté (elle n'est pas décomposée, et, si on la décomposait, on trouverait peut-être qu'on dépense notablement plus pour les associations, syndicats, etc.). La dépense pour la santé et les soins du corps n'a pas changé au total : mais elle a augmenté pour les soins du corps, et diminué pour la santé. Pour les transports, réduction de près de moitié; pour plaisirs, distractions, etc., augmentation assez nette. Il s'agit, en tout cela, des proportions, et il reste entendu que, d'ensemble, l'augmentation est, en valeur absolue, bien plus grande que pour les aliments. Mais nous tenions à reconnaître, en même temps, si tous les éléments de cette dépense participaient également à cet accroissement : or il est bien plus grand pour les impôts, mais aussi les plaisirs et distractions, et il l'est nettement aussi (bien qu'un peu moins), pour le plus gros élément de cette rubrique; journaux, livres, associations. Cela se vérifierait encore, même si l'on admettait (comme il est vraisemblable), que tous ces items ont été enregistrés avec plus d'exactitude en 1927. Mais l'essentiel est que les « autres dépenses » augmentent à ce point. En éliminant les assurances, nous n'avons pas tenu compte d'ailleurs de ce que là aussi il semble bien qu'il y ait eu quelque augmentation proportionnelle : n'en ayant pas tenu compte, nous pouvons admettre que cette suppression compense, au moins, l'exactitude plus grande des relevés en 1927, — pour une comparaison avec 1907.

On voit tout ce qu'un tel rapprochement, le premier qu'il nous soit donné de tenter dans ce domaine, pour un grand pays, sur des données aussi bien établies, peut nous apprendre sur les possibilités de remaniements d'ensemble ou partiels, d'extensions et de restrictions sur le tout, ou sur tel détail, que comportent les budgets ouvriers, — et, aussi, tout ce qu'il manque, pour qu'on s'élève à la connaissance des causes qui expliquent ces changements dans l'économie domestique de la classe la plus nombreuse. Entre 1907 et 1927 il y a eu la guerre et l'inflation. Calculons comment a varié le salaire nominal dans quelques catégories d'ouvriers en Allemagne, en appelant 100 le salaire en 1913 dans chacune d'elles : dans l'industrie des métaux, pour les ouvriers qualifiés, il fléchit à 63 en janvier 1924 (en Reichsmarks) et remonte à 138 en 1929; pour les manœuvres, de 59 en 1924 il se relève à 140, la même année.

Dans l'industrie textile, voici les nombres correspondants : pour les ouvriers qualifiés, 75 et 150; pour les manœuvres, 91 et 140. A travers la crise de l'inflation, comment se sont présentés les budgets des ménages allemands ? Nous n'en savons rien. Telles restrictions ou resserrements de telles dépenses, telles substitutions d'articles, d'espèces et qualités, que nous avons relevés en 1927, viennent-ils de là ? Et telles expansions, au contraire, ne sont-elles apparues que lors de la première hausse très forte des salaires nominaux de janvier ou mars 1924 à octobre 1925, ou de la reprise de hausse à partir d'avril 1927 (il ne faut pas oublier que l'enquête de 1927-28 est faite en période de hausse des salaires, qui montent de 136,9, par rapport à 100 en 1924, à 146,9, dans cet intervalle de douze mois) ? Il faudrait, pour nous en assurer, que nous puissions nous reporter à des enquêtes comparables faites dans l'intervalle.

Or, au début de la guerre, les Offices statistiques de plusieurs grandes villes allemandes ont bien recueilli un certain nombre de budgets de ménages, mais surtout en vue d'établir des statistiques des prix[1]. Dans la période d'inflation, toutes ces enquêtes furent suspendues. A partir de 1924 l'Office de statistique de Hambourg a réuni de nouvelles données sur les dépenses des ménages de condition modeste, sur les dépenses de 300 familles en 1926, de 294 en 1927 (146 d'ouvriers, 102 d'instituteurs et 46 d'employés). On nous dit que, de ces derniers, 209 avaient tenu leur budget en 1926, mais qu'on ne peut comparer les deux années, parce que dans l'intervalle la méthode de relevé a été modifiée (Hambourg se conformant aux nouvelles directives de l'Office de Statistique du Reich). En 1927 et dans les années qui ont suivi, ont été publiés les résultats d'autres enquêtes faites surtout par des organisations syndicales : employés du commerce, travailleurs agricoles, personnel des chemins de fer, travailleurs du bâtiment : elles portent sur les années 1927-1931. Il n'est guère possible, sans s'exposer à de graves erreurs, de rapprocher des résultats qui portent sur tout un pays, d'autres obtenus pour une ville, pour une industrie, et par des méthodes souvent très diverses. Retenons seulement que, de l'enquête faite en 1929 par la Fédération du bâtiment sur 896 ménages de maçons qui ont tenu le compte de leurs dépenses pendant toute l'année, il résulte que la proportion de la dépense pour la nourriture était alors de 44 pour 100. Dans l'enquête de 1927, la proportion, pour les ouvriers de même profession, s'élevait à 49,5 pour 100, et,

1. La liste de ces enquêtes faites en Allemagne, de 1924 à 1930, est reproduite dans : *Die Lebenshaltung*, etc. (*op. cit.*), p. 7, note 1.

en 1907, à 53,4 pour 100. Le revenu moyen par ménage, de 1.943 marks en 1907, atteignait 3.989 marks en 1927, et 2.978 en 1929 (mais, en 1927, il ne s'agit que de 34 ménages). On aperçoit bien une tendance à réduire la dépense pour la nourriture, mais on ne peut la mesurer exactement. L'Office de Statistique du Reich lui-même a reproduit pour 1927-28 les budgets de 26 ménages qui ont tenu leurs comptes pendant cinq ans, de 1925 à 1929. Le revenu total par ménage a augmenté dans cet intervalle de 37 pour 100, et de 50 pour 100 par « personne-unité ». La proportion de la dépense nourriture a passé de 48 pour 100 à 43 pour 100 en 1929. Ici encore, et bien qu'on nous dise qu'il n'est pas certain qu'en 1925 on ait atteint tous les revenus, nous trouvons une baisse assez marquée sur cette dépense pour que, même après correction, il en subsiste assez pour confirmer ce que nous trouvions, savoir, que de la guerre à 1927 on s'est habitué dans les ménages allemands à dépenser moins pour la nourriture.

Mais il faut presque regretter que les auteurs et organisateurs de la nouvelle grande enquête allemande par budgets de ménages que nous venons d'étudier aient atteint, en 1927, un tel degré de précision et d'exactitude, puisqu'il est très difficile et presque impossible, alors, d'en rapprocher les résultats antérieurs. C'est le cas de dire que « le mieux est, quelquefois, l'ennemi du bien ».

Post-scriptum.

Ce chapitre était terminé, quand nous avons eu connaissance d'une étude publiée par M. Max Gottschalk, où l'auteur a comparé les résultats de trois enquêtes par budgets de ménages, faites en Belgique en 1853 et 1891 (déjà étudiées et rapprochées par Ernst Engel, dans : *die Lebenskosten belgischer arbeiter Früher und Jetzt*, 1895), et une autre, dans ce même pays, en 1928-29, par le Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, dont les résultats ne sont pas encore publiés (l'auteur a pu en avoir communication)[1]. Cette dernière a porté, quant aux divers chapitres de dépense, sur 116 ménages ouvriers et 57 de petits bourgeois : elle a été poursuivie toute l'année. Reproduisons le tableau où l'on a comparé la proportion des diverses dépenses dans ces trois enquêtes, pour les ménages ouvriers. La grandeur des ménages est calculée en quets (1 homme = 3,5 quets, 1 femme = 3 quets, 1 enfant de 10 ans = 2 quets, etc. Ici, il faut compter en moyenne 4 enfants).

1. *Le pouvoir d'achat et la consommation des ouvriers belges à différentes époques.* Revue internationale du travail, juin 1932, vol. XXV, n° 6, p. 823.

Les dépenses ménagères en Belgique. % de la dépense totale.

Années	1853	1891	1929
Nombre de ménages	199	188	116
Grandeur des ménages	14,1	15,2	12,4
Alimentation	64,2	61,3	58,2
Habillement et blanchissage	14,6	14,5	15,4
Logement, ameublement, etc	7,5	9,6	9,1
Eclairage et chauffage	5,5	5,2	4,9
Santé, toilette, hygiène	1	1,2	1,3
Besoins intellectuels et moraux	1,7	1,9	3,9
Divertissements	3,9	5,7	5,4
Divers	1,6	0,6	1,8
TOTAL	100	100	100

Ces intervalles sont très vastes : chacun d'eux s'étend sur 38 ans. Les dates correspondantes se placent : 1853, au début d'une phase d'essor et de hausse des prix et salaires; 1891, vers la fin d'une phase de resserrement; 1929, à la fin d'une nouvelle phase d'essor. Aucune de ces enquêtes ne permet de suivre le mouvement des dépenses pendant une phase tout entière (même pour deux ou trois années, situées à intervalles, dans la même phase). Tenons-nous-en à observer que la proportion de la dépense pour la nourriture diminue lentement (de 5 pour 100 de la première enquête à la seconde, et de la seconde à la troisième). Pour l'habillement, même proportion dans les deux premières années, ce qui semble confirmer que cette dépense est peu compressible; elle a augmenté dans la dernière période d'essor. On ne nous indique pas séparément le loyer, mais on additionne ensemble loyer, dépenses d'ameublement, pour articles de ménage; or il se peut que les deux derniers item augmentent plus vite que le loyer lui-même : le fléchissement de cette proportion, en 1929, doit s'expliquer par la législation spéciale qui, depuis la guerre, arrête ou ralentit la hausse des loyers. Enfin, si l'on fait la somme des proportions correspondant aux quatre dernières rubriques (soit : « autres dépenses », ou : dépenses diverses), on trouve les valeurs suivantes : 8,2 pour 100 en 1853; 9,4 en 1891; 12,4 en 1929; soit une première augmentation relativement faible, de 13 pour 100, et une seconde, nettement plus grande, de 32 pour 100. Il en est peut-être ainsi

parce que la première se produit au cours d'une double phase (essor, suivi de resserrement), et la seconde, pour l'essentiel, au cours d'une phase d'essor seulement. Nous ne pouvons dépasser ces conclusions très générales : il nous manque des données plus rapprochées. Il importe assez peu que les deux intervalles successifs soient égaux, puisque, dans l'un et l'autre, se sont déroulés des mouvements économiques très différents. Nous ne pouvons présumer, par exemple, que la proportion de la dépense a diminué de façon continue pour l'alimentation, et a augmenté de façon continue, pour les dépenses diverses, de 1853 à 1891. Nous reviendrons d'ailleurs sur les tableaux comparatifs, reproduits dans le même article, quant à la consommation par ouvrier (en quantités d'aliments de diverses sortes) aux mêmes époques.

3. — L'évolution des dépenses aux États-Unis depuis la fin du XIXe siècle. Dépenses, prix, salaires.

Peut-on tirer meilleur parti, à cet égard, des enquêtes par budgets de ménages aux États-Unis[1] ? Ici, la méthode est tout autre : on emploie des questionnaires, et c'est l'enquêteur qui les remplit, sur réponses verbales. Par exemple, on nous dit, dans l'une des plus récentes : « Le revenu fut déterminé en s'appuyant sur la comptabilité de l'usine en même temps que sur les réponses du mari. Quant aux dépenses, on s'adressa exclusivement à la femme. Le questionnaire contenait 480 demandes : on a fait appel principalement aux souvenirs de la femme, contrôlés quand cela a été possible par les notes et livres de comptes. » L'essentiel est que, dans les deux grandes enquêtes que nous comparerons d'abord, on s'est adressé à 11 ou 12.000 ménages, si bien que les irrégularités et erreurs accidentelles ont plus de chances de s'annuler. Tous ces budgets ayant été d'ailleurs recueillis (même dans la troisième enquête, la plus limitée en même temps que la plus récente) par le *Bureau of Labor Statistics* ou l'administration qui l'a précédé, on peut supposer que les agents ont procédé de la même manière, et que s'il s'est introduit des inexactitudes et des omissions, il en a été de même chaque fois, quant au sens ou à l'importance des erreurs, si bien que la comparaison demeure possible. En tout cas, il n'y a lieu de retenir que les grandes variations.

Notre observation peut s'étendre sur les trente premières années

1. Pour toute cette étude des dépenses aux États-Unis, se reporter à notre article cité plus haut : *Les budgets de familles ouvrières aux Etats-Unis.*

du siècle, et même remonter jusqu'à 1895[1]. Les deux enquêtes les plus importantes dont nous disposions, faites l'une en 1902, l'autre en 1918-19, séparées par douze années de paix et cinq années de guerre, se plaçaient à des époques assez différentes quant au mouvement des prix. Sans doute, à l'une et à l'autre, on se trouve dans la grande période de hausse qui commence en 1895. Mais considérons les années qui précèdent chacune de ces enquêtes : de 1895 à 1902 (en six ans), les prix augmentent de 20 pour 100, et, de 1913 à 1918 (en cinq ans) de 53 pour 100, donc près de trois fois aussi vite. La hausse est beaucoup plus rapide avant 1918 qu'avant 1902. L'enquête 1918-19 se plaçant dans les mois qui précèdent et qui suivent la fin de la guerre, comment les prix ont-ils évolué de cette date jusqu'à 1930 (date de l'enquête faite à Detroit, à la demande de la Ford Motor Co., par le *Bureau of Labor Statistics*, sur 100 familles : nous l'appellerons désormais l'enquête Ford)?[2] Dans cet intervalle, les prix ont subi diverses fluctuations. Ils passent de 164 en 1918 (base : 100 en juillet 1914) à 215 en 1920, soit une augmentation de 32 pour 100 en deux ans, plus rapide encore que dans les cinq années précédentes. Mais, au moment de la crise de 1921, ils baissent, en un an, de 215 à 145, soit de près de 33 pour 100 (un tiers). Ils restent très bas (aux environs de 140) jusqu'à 1925, se relèvent cette année, mais de peu, et se fixent, en 1926-29, entre 150 et 156. En 1929, année à laquelle correspond l'enquête Ford, avant l'année de crise de 1930, ils se trouvent au même niveau presque qu'en 1918 : 156 au lieu de 164. En somme les deux enquêtes

1. L'enquête de 1901-02, entreprise par le Bureau fédéral du Travail, s'est étendue à 25.440 familles et à 33 États de la république américaine. Elle a porté sur une année. Nous nous en tenons au tableau V qui donne les revenus et les dépenses de 11.156 familles dites normales (c'est-à-dire comprenant le père, la mère et cinq enfants de moins de quatorze ans). Voir : *Eighteenth annual report of the Commissionner of Labor. Cost of living and retail prices of food.* Washington, Printing Office, 1903, 865 p., et : *Bulletin of the Bureau of Labor*, n° 54.904. Voir aussi : L. Dugé de Bernonville, *Budgets de familles en divers pays.* Bulletin de la Statistique générale, etc., avril 1914, et : Simiand, *op. cit.*, p. 252 (sur le rapport entre excédents et revenus, par distinction de pays d'origine). — Les résultats de l'enquête faite en 1918-19 ont été publiés dans la *Monthly Labor Review* (mai, juin, juillet, août 1919). Voir un résumé de ces données dans le Bulletin de la Statistique générale, etc., 1919-20, p. 363. Voir aussi : *Bulletin of the U. S. Bureau of Labor Statistics*, n° 357, *Cost of living in the United States*, mai 1924, où l'on a reproduit, pour toutes les familles en moyenne, le détail des « dépenses diverses ». Le terme de l'année d'enquête était compris entre la fin de juillet 1918 et la fin de février 1919.

2. *Standard of living of employees of Ford Motor Co. in Detroit. Monthly Labor Review*, juin 1930. La traduction française (presque intégrale) de cet article se trouve, sous le titre : *Niveau de vie des ouvriers de la Compagnie Ford, à Detroit*, à la fin de : *Contribution à l'étude de la comparaison internationale du coût de la vie*, etc., *Bureau international du Travail*, 1932 (ouvrage cité ci-dessus). *Ibid.*, p. 219, on observe qu'il s'agit uniquement de familles dont le chef touchait le plus faible salaire payé en 1929 dans l'usine Ford : soit 7 dollars par jour. La durée du travail ayant été en moyenne de 250 jours, le gain moyen par an s'élevait à 1.694 dollars. — Dans une enquête par budgets de ménages faite sur 82 ouvriers typographes de San-Francisco en 1921, on trouvait un salaire annuel moyen de 2.487 dollars (Peixotto, Jessica B., *How workers spend a living wage.* Berkeley, University of California Press, 1929. University of California Publications in Economics, vol. V, n° 3, p. 161-245).

1917-18 et 1930 se placent l'une et l'autre à la veille d'une crise, au moment où la courbe des prix est près de marquer un sommet, et toutes deux en une phase de prospérité de longue durée. L'enquête de 1902 vient tout de suite après le début de cette phase. L'enquête de 1895 marque le point le plus bas, au moment où se produit le passage d'une phase à l'autre[1]. De 1895 à 1929 la période de prospérité se trouve ainsi jalonnée par quatre enquêtes dont aucune ne paraît se placer en une année de crise.

Nous reproduisons, dans le tableau ci-contre, le montant et la proportion à la dépense totale des dépenses telles qu'on les distingue généralement, aux quatre époques : 1902, 1906, 1918-19 et 1930[2].

Comme l'enquête de 1930 ne portait que sur Detroit, c'est avec Detroit en 1918-19 (qui était compris dans l'enquête générale faite à la même date) que nous établissons la comparaison. Nous verrons qu'en effet les conditions à Detroit étaient particulières quant au prix des logements, et qu'il y avait donc toutes raisons de ne pas rapprocher les dépenses telles qu'on les observait dans cette ville à une date, et dans toute l'étendue des États-Unis à une autre.

Quelques faits très gros nous frappent tout de suite : c'est que la dépense pour la nourriture a beaucoup diminué, et de façon continue (nous verrons que l'exception apparente de 1907 s'explique par le nombre plus élevé qu'en 1902 des personnes par ménage). La proportion de cette dépense s'est réduite, en 28 ans, de 18,5 pour 100. Celle de la dépense vêtement a beaucoup augmenté en 1918-19 (de 27 pour 100), mais a diminué un peu plus encore, de là à 1930. Le loyer a suivi un mouvement inverse : forte diminution de 1902 à 1918-19 (de 26 pour 100), mais augmentation plus forte (calculée à Detroit seulement : de 29 pour 100) de là à 1930. Enfin, la proportion des autres dépenses (y compris le mobilier et les ustensiles, etc., qu'on calcule séparément à partir de 1918) a augmenté de 31 pour 100 jusqu'à 1918-19, et (à Detroit) de 11 pour 100, de là à 1930, soit, au total, de 45 pour 100. En résumé : de 1902 à 1930, diminution (quant aux proportions) de près d'un cinquième pour la nourriture, et augmentation de près de moitié pour les autres dépenses; très légère augmentation pour le vête-

1. Enquête faite dans le Wisconsin, sur 423 familles. Voir : LEVASSEUR, *L'ouvrier américain*, 1898.

2. L'enquête de 1906, qui relève en partie de la méthode monographique, fut entreprise à New-York par la *New York State Conference of Charities and Correction*. Sur 652 questionnaires retournés, 391 seulement furent retenus. Voir : CHAPIN (Robert Coit), *The standard of living among workingmen's families in New York City*, New-York, 1909, et notre compte rendu de ce livre, *Année sociologique*, t. XI, p. 665-671.

Répartition des dépenses aux États-Unis.

	1902		1907 (Chapin)		1918-1919		1918-1919 Detroit		1930 Detroit	
	11.156 ménages 4 personnes par ménage		383 ménages 5,4 personnes par ménage		12.096 ménages 4,9 personnes par ménage		288 ménages 4,8 personnes par ménage		100 ménages 4,5 personnes par ménage	
	En dollars	P. 100	En dollars	P. 100	En dollars	P. 100	En dollars	P. 100	En dollars	P. 100
Nourriture	265	43,1	366	43,9	548,50	38,2	535,64	35,2	556,12	32,3
Vêtement	82	13	115	13,8	273,60	16,6	251,98	16,6	210,67	12,2
Logement	112	18,1	169	20,2	191,37	13,4	266,75	17,5	388,81	22,6
Chauffage-éclairage	35	5,7	41	4,9	76,15	5,3	96,15	6,3	103,20	6
Mobilier, ustensiles, etc	124	20,1	143	17,2	73,22	5,1	89,62	5,9	88,55	5,2
Dépenses diverses					306,10	21,4	278,38	18,3	372,48	21,7
Total	618	100	834	100	1.434,36	100	1.520,74	100	1.719,83	100

ment, plus nette pour le logement. Mais, vers le milieu de la période, au moment où se termine la guerre, augmentation forte pour le vêtement, et diminution nette pour le logement.

Le nombre de personnes par ménage n'est, il est vrai, pas le même dans les trois premières enquêtes. Mais reportons-nous, dans celle de 1902, au tableau des dépenses d'après la grandeur de la famille. Il est reproduit dans notre étude déjà citée, p. 404, et aussi dans l'étude citée de M. Dugé de Bernonville. Celles qui correspondent aux ménages de 5 personnes semblent mieux comparables aux données générales pour 1918-19 où le nombre moyen de personnes est de 4,9. Reproduisons-les :

	Nourriture	Vêtement	Logement	Autres dépenses
5 personnes.....	44,6	13,2	17,4	19,3

La proportion de la dépense pour la nourriture en 1902, dans le groupe des ménages de 5 personnes, soit 44,6, est donc un peu plus élevée que dans notre tableau, ce qui ferait, de là à 1918-19, une diminuation de 100 à 85,5 (au lieu de 100 à 88,5), donc plus grande encore que nous ne l'avions calculée. Les proportions pour le logement et le vêtement restent sensiblement les mêmes que dans notre tableau. Mais la proportion pour les « autres dépenses » perd ce que gagne la dépense pour la nourriture. Elle aurait augmenté d'une période à l'autre de 37 pour 100 au lieu de 31 pour 100. Ainsi, de cet examen, où l'on élimine la différence de grandeur des ménages, il résulterait, plus nettement encore que dans notre première observation, qu'on consacre beaucoup moins à la nourriture, beaucoup plus aux « autres dépenses ».

Cette évolution a-t-elle commencé plus tôt ? Pour la période antérieure à 1902, nous ne disposons que du livre de M. Levasseur, *L'Ouvrier américain* (1898) : les budgets de dépenses qui y sont reproduits ne s'accompagnent pas en général d'indications suffisantes pour qu'il soit facile d'en tirer parti. En particulier, pour 24 des 33 budgets (budgets moyens) qui s'y trouvent, il n'y a aucun renseignement sur la grandeur de la famille. Nous nous en tiendrons aux résultats de l'enquête faite dans le Wisconsin en 1895-96 sur 423 familles ayant un revenu moyen de 536 dollars, et qui, par le nombre de personnes qu'elles comprennent, se rapprochent de très près de la moyenne des ménages enquêtés en 1902. Reproduisons les proportions des dépenses dans ces deux enquêtes.

	1895-1896 Wisconsin 423 familles 4,2 personnes par famille	1902 États-Unis 11.156 familles 4 personnes par famille
Nourriture	46,2	43,1
Vêtement	13,9	13
Logement	17,3	18,1
Chauffage-éclairage	6,5	5,7
Autres dépenses	16,1	20,1
TOTAL	100	100

Les années 1895-96 sont bien choisies, en ce qu'elles marquent le début de la période d'expansion qui se prolongera jusqu'à 1929-30. Or nous constatons bien que, de là à 1902, la proportion de la dépense pour la nourriture a commencé son mouvement de baisse, et les « autres dépenses », leur mouvement de hausse. Pour le vêtement, de même, il y a un commencement de baisse, et pour le logement, un commencement de hausse (baisse et hausse qui ne seront interrompues qu'en 1918-19, à la fin de la guerre et sans doute plus tôt, mais qui paraissent avoir repris depuis). Ainsi, l'évolution des dépenses, de 1895 à 1930, présenterait un sens défini, et (sauf l'accident de la guerre) une réelle continuité. Il semble que, pour la première fois, nous puissions suivre, au cours d'une période de 35 ans, à intervalles assez peu distants, la variation des dépenses et du niveau de vie dans la classe ouvrière d'un grand pays.

4. — Réduction et transformation des besoins alimentaires dans la classe ouvrière américaine.

Comment s'expliquent ces variations ? Tenons-nous-en, d'abord, à la dépense pour la nourriture. Pourquoi a-t-elle ainsi diminué ? Est-ce parce que les prix ont haussé ? Le fait qu'ils étaient très élevés en 1918-19 pourrait expliquer en partie qu'on ait beaucoup réduit le montant de la dépense pour la nourriture, entre l'avant-guerre et la fin de la guerre. Mais regardons au coût de la vie tel qu'il a été calculé, pour la nourriture seule, en admettant un genre de vie uniforme. Nous l'avons reproduit ci-dessous, page 91. Il augmente jusqu'à doubler presque, de 1914 à 1919, surtout de 1915 à 1918 (accroissement de 87 pour 100), mais, après la forte baisse de 1921-1922, et une remontée en 1925, il baisse de 1925 à 1929, très au-dessous de son niveau en 1918-19. Or la proportion de la dépense pour la nourriture continue à décroître au moins aussi vite.

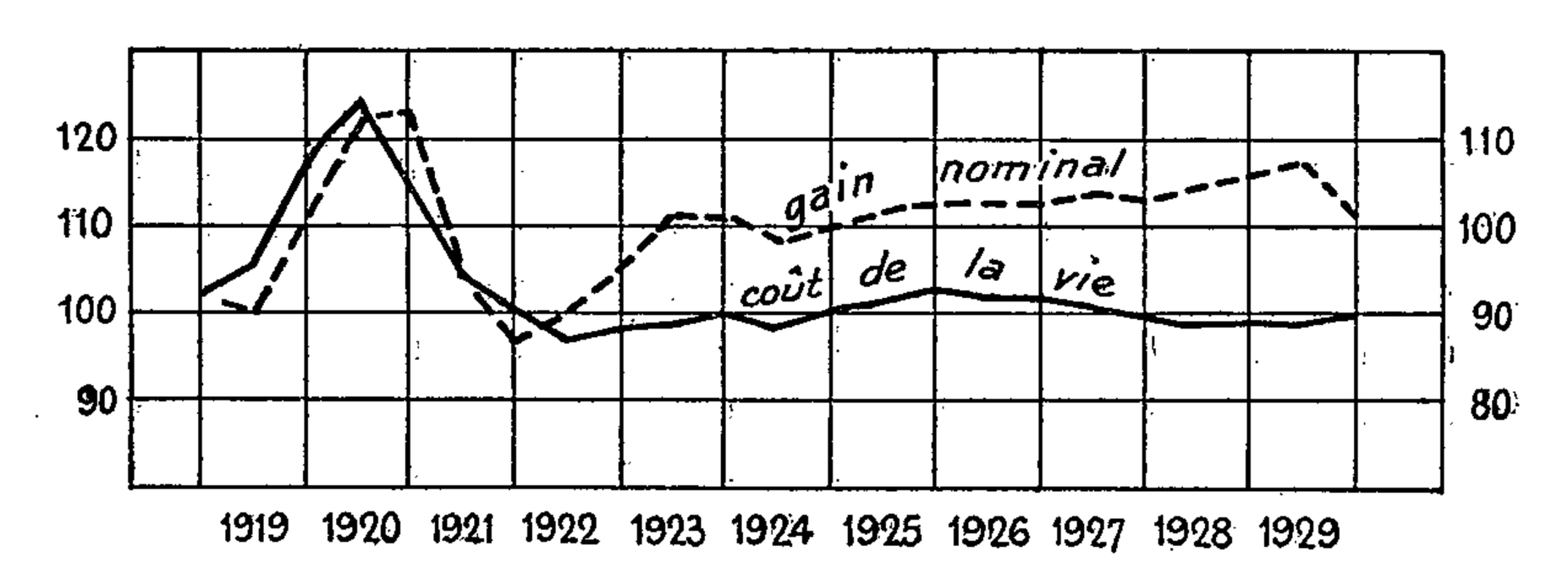
Mesurons en effet, à travers toute cette période de 35 ans, avec quelle rapidité diminue la dépense pour la nourriture, puisque cette diminution paraît bien être continue. Elle diminue de 0,40 pour 100 en moyenne, par année, de 1895 à 1907; de 0,92, entre 1907 et 1917-18; d'un peu moins de 1 pour 100 (à Detroit), de cette date à 1929; c'est-à-dire suivant une progression qui a dû s'accélérer pendant la guerre et depuis. Cependant, le coût de la vie pour la nourriture, qui a fortement haussé jusqu'en 1917-18, baisse ensuite très nettement, et surtout dans les années qui précèdent 1930. Si la dépense pour la nourriture baisse, ce ne peut être tantôt par l'effet de l'élévation du coût de la vie, tantôt malgré l'abaissement du même coût.

Mais, aux variations du coût de la vie on sera plus ou moins sensible, suivant que les salaires hausseront ou baisseront. Est-ce donc parce que les salaires baissent que l'on dépense moins pour la nourriture, alors même que les prix des aliments diminuent ? Il nous faut examiner d'un peu près les mouvements du coût de la vie et des salaires dans cet intervalle de 1918 à 1929, où, comme nous l'avons montré, la dépense pour la nourriture continue à se réduire, alors que le coût de la vie diminue.

M. Denuc a reproduit pour chaque mois, de mars 1919 à décembre 1929, les indices du gain nominal par unité ouvrière,

GRAPHIQUE I

Le coût de la vie et les salaires aux États-Unis de 1919 à 1929[1].



Les divisions de l'échelle verticale correspondent, à gauche, à l'indice du coût de la vie, à droite, à l'indice du gain nominal (base 1923-25 = 100).

1. Notre graphique et celui qu'a établi M. Denuc sur les mêmes données (*Bulletin de la Statistique générale*, avril-juin 1930, p. 360) ont une allure très différente pour les trois premières années (1919, 1920, 1921). C'est que, dans le graphique de M. Denuc, il semble bien qu'il y ait une erreur : pour ces trois années, au lieu du gain nominal, on a représenté (en ligne pointillée) le gain dit réel, et réciproquement.

du coût de la vie, et du gain réel ou pouvoir d'achat du gain nominal, aux États-Unis[1].

Nous avons calculé la moyenne annuelle de ces nombres mensuels jusqu'à 1929 inclusivement (l'enquête Ford a été faite « dans les premiers mois de 1930 », et obtenu les nombres qu'on trouvera dans le tableau suivant.

Etats-Unis. Nombres indices (base : 1923-25 = 100)

	Gain nominal	Coût de la vie	Gain réel
1919	91,3	109,6	86
1920	109	121,3	89,5
1921	96	103	89,5
1922	89	97	91
1923	98,5	100	99,5
1924	99,5	100	100
1925	101	102,3	99,5
1926	102,5	101,9	100,5
1927	103	100,5	102
1928	104	99,3	105
1929	107	99,4	107,5

De 1920 à 1922, par l'effet de la très forte crise qui s'est produite en 1921, gain nominal et coût de la vie baissent sensiblement, mais le gain nominal un peu moins que le coût de la vie, si bien que le gain réel augmente assez nettement. De 1922 à 1925 l'un et l'autre remontent, mais le gain nominal plus vite que le coût de la vie (surtout la première année) : le gain réel se relève encore de façon sensible. A partir de 1925, les deux mouvements divergent : le coût de la vie non seulement cesse d'augmenter, mais baisse légèrement; le gain nominal continue à monter, d'un mouvement lent et continu; si bien que, depuis 1925 aussi, le gain réel augmente suivant un rythme plus rapide. Ainsi, au moment où se place l'enquête Ford, depuis quatre ou cinq ans les salaires haussent (ils ont recommencé à hausser depuis sept ou huit ans), tandis que le coût de la vie baisse. Ce n'est donc pas non plus le mouvement des salaires qui explique qu'on continue à réduire la dépense pour la nourriture. — Nous serions arrivé d'ailleurs au même résultat

1. Denuc (J.), *Les fluctuations comparées du chômage et des salaires dans quelques pays de 1919 à 1929.* Bulletin de la Statistique générale de la France, avril-juin 1930, p. 356. Ces indices sont établis avec les données des feuilles de paie recueillies par le Bureau of Labor Statistics, par le département du travail de certains États et par le Bureau du recensement. Elles proviennent de 50 industries différentes, représentant 78 p. 100 des ouvriers de l'industrie manufacturière. On a divisé l'indice des sommes payées en salaires par l'indice de l'emploi et multiplié le résultat obtenu par 100, ce qui a donné un indice du gain nominal. On a ensuite divisé celui-ci par l'indice du coût de la vie, et multiplié le quotient par 100, ce qui a donné un indice du gain réel. Les nombres mensuels reproduits sont des moyennes mobiles de trois mois.

si, au lieu du coût de la vie en général, nous avions suivi les variations du coût de la vie pour la nourriture seulement (reproduit ci-dessous, p. 9)[1].

Examinons maintenant plus en détail, quant aux quantités aussi bien que quant à la dépense, comment ont varié les divers éléments du budget de l'alimentation. Nous reproduisons ci-dessous deux tableaux indiquant les quantités moyennes et le coût des principales denrées alimentaires consommées par an aux États-Unis, tels que nous les avons établis d'après les enquêtes déjà étudiées.

Dans l'enquête américaine de 1902, qui s'étendait à 11.156 familles, on n'a donné le détail des dépenses, en particulier pour la nourriture, des quantités de denrées en poids, de leur coût, que pour 2.567 ménages : 1.578 d'Américains, et 989 d'étrangers. Les différences entre les unes et les autres tiennent surtout à ce que celles-ci comprennent en moyenne plus de personnes que celles-là (5,76 au lieu de 5,03). Nous avons reproduit, pour les quantités, les données qui se rapportent à tous les ménages, et, pour le montant et la proportion des dépenses, aux seules familles américaines.

L'enquête de 1918-19 a porté également sur la nourriture. Mais il ne semble pas que le détail en ait été publié dans la *Monthly Labor Review*, où nous ne l'avons pas retrouvé. La même revue a reproduit, par contre, les données détaillées sur cette dépense (poids et coût)[2] d'après une autre enquête faite à la même époque par le *Bureau of Labor Statistics* en liaison avec l'*Emergency Fleet Corporation*, pour chacune des 41 villes situées au bord de l'Atlantique, du Pacifique et des Grands Lacs. Nous avons retenu, pour les comparer avec ceux de 1902, les chiffres de cette enquête de 1917-18 pour la ville de Philadelphie (512 familles blanches), parce que la composition de ces familles est, en moyenne, la même qu'en 1902 (5,3 personnes par ménage ici et là, dans la première partie du tableau : dans la seconde, la différence n'est que de 0,3).

Ici encore, de 1917-18 à 1930, nous nous en sommes tenu à Detroit, pour les raisons indiquées déjà. Comme, à ces deux époques,

1. L'indice du coût de la vie aux États-Unis est calculé deux fois par an par le *Bureau of Labor Statistics*, au moyen des prix, relevés dans 32 grandes villes, d'articles se rapportant aux six groupes : nourriture, habillement, logement, combustible et éclairage, mobilier, articles divers. C'est uniquement sur les chiffres publiée par la *Monthly Labor Review* que nous avons calculé nos moyennes annuelles (ci-dessous).

2. *Monthly Labor Review*, mars à décembre 1918. Le numéro de décembre contient la moyenne, pour chaque ville, des dépenses alimentaires, dans un grand détail et avec beaucoup de subdivisions. L'enquête s'est étendue aux principaux districts où se trouvent des chantiers de construction maritime. Elle portait sur l'année qui se terminait le 31 décembre 1917, ou le 31 mars 1918, soit sur une année antérieure d'un peu plus de 6 mois en moyenne à l'enquête 1918-19.

le nombre des personnes par ménage n'est pas le même, et varie même beaucoup (de 1,2), nous avons, du moins pour les quantités, rapproché les chiffres indiquant aux deux époques la consommation par unité, c'est-à-dire par adulte mâle. Nous avons reproduit les quantités par famille, à Detroit, en 1917-18, pour qu'on puisse comparer à cette époque Detroit et Philadelphie. — Il ne faut pas oublier, quand on se reporte au tableau du coût des denrées consommées, que la composition des familles n'est pas la même à Detroit aux deux années considérées (voir tableaux pages 84 et 85).

Rappelons que, dans la période qui s'étend de 1902 à 1917-18, les prix de détail ont beaucoup augmenté. De 1902 à 1913, ils ont passé de 114,6 à 163,4 (calculé sur 15 articles, base : 100 en 1890-1899, d'après *Statistical Abstract of the United States*, p. 504), soit de 100 en 1902 à 142 en 1913. De 1913 à 1918, augmentation de 100 à 153 (base : 100 en 1913, pour 22 denrées alimentaires, d'après *Monthly Labor Review*, août 1919, p. 90), soit 101 en 1915, 108 en 1916, 124 en 1917, 153 en 1918. L'augmentation a été la plus forte de 1916 à 1918, c'est-à-dire dans les deux années qui ont précédé et qui comprennent même l'enquête (faite en 1917, ou de mars 1917 à mars 1918). Au total, de 1902 à 1917-18, les prix ont passé de 100 à 232, soit une augmentation de 132 pour 100.

Or, pendant la même période, dans des ménages à très peu près de même composition, nous trouvons que la dépense pour la nourriture a passé de 313 à 601 dollars par an, soit une augmentation de 92 pour 100 seulement. Il faut donc s'attendre à ce que les quantités de denrées achetées aient diminué. C'est bien ce qui résulte de la comparaison des deux première colonnes de notre tableau (quantités). Sauf pour le fromage, le café, le thé, le riz, les pommes de terre et le pain, il y a diminution, toujours nette, souvent très forte, pour toutes les denrées. Pour la viande (les cinq premières rubriques) les quantités ont passé de 700,7 à 429,63, soit de 100 à 61, diminution des deux cinquièmes. Pour les œufs et le beurre, la diminution est plus faible, de 100 à 81,5 (notons, en passant, qu'en 1918 les indices des prix des œufs et du beurre sont : 123 et 132, au lieu de : 154 pour 17 articles alimentaires). Diminution plus faible aussi pour le lait : de 100 à 84,5; pour le sucre : de 100 à 80. Pour la farine et les farineux (céréales, etc.) elle serait considérable : de 100 à 39, tandis que le pain aurait augmenté de 100 à 260. Mais il faut tenir compte sans doute de ce qu'il y a 30 ou 35 ans la plus grande quantité du pain consommé aux États-Unis était fait à la maison, et qu'on n'a pris que récem-

Quantités moyennes (en livres) des principales denrées consommées par an aux États-Unis.

	1902 2.567 ménages 5,3 personnes en moyenne Quantité par ménage	1917-1918 PHILADELPHIE 512 ménages 5,3 personnes en moyenne Quantité par ménage	1917-1918 DETROIT 256 ménages 5,7 personnes en moyenne Quantité par ménage	1930 DETROIT 100 ménages 4,5 personnes en moyenne Quantité par ménage	1917-1918 DETROIT Quantité moyenne par adulte mâle	1930 DETROIT Quantité moyenne par adulte mâle
Bœuf frais	349,7	232,84	207,97	130,9	54,17	39,98
— salé	48,6	10,70	6,43	2,8	1,68	0,86
Porc frais	114,2	74,27	111,39	66,65	29,01	20,30
— salé	110,5	48	58,71	54,4	15,29	16,65
Autres viandes	77,7	63,82	64,09	102	26,39	31,08
Volaille	67,7	37,08	22,55	26,8	5,87	8,19
Total viande	768,4	466,71	471,14	383,55	132,41	117,06
Œufs	85,2	74,30	91,82	83	24	25,4
Beurre	117,1	91,66	120,50	66,1	31,39	20,21
Lait	354,5	299,29	324,28	367	84,46	114
Fromage	16	17,67	19,29	16	5,02	4,88
Lard	84,4	55,42	71,11	82,1	18,52	25,05
Thé	10,6	11,79	17,91	5,1	4,66	1,56
Café	46,8	50,51	48,74	32,7	12,69	9,99
Sucre	268,5	215,03	196,09	195,4	51,07	65,23
Farine, etc.	680,8	267,47	401,71	256,7	104,64	90,21
Pain	252,7	660	596	697,9	157	197,44
Total farine, etc. et pain	933,5	927,47	997,71	954,6	261,64	287,65
Riz	25,1	32,76	37,49	12,3	9,1	3,77
Pommes de terre[1]	14,7	64,72	85,61	121	22,30	37

1. En pecks. 1 peck = 9 litres 08.

Coût des principales denrées alimentaires consommées annuellement par ménage, aux États-Unis.

	Enquête de 1902 (1.578 ménages) Dépenses		1917-18 Philadelphie Dépenses		1917-18 Detroit Dépenses		1930 Detroit Dépenses	
	Dollars	P. 100	Dollars	P. 100	Dollars	P. 100	Dollars	P. 100
Viande	86,09	27,6	124,23	20,7	139,19	21,4	104,37	18,8
Volaille	9,13	2,9	11,98	2	7,16	1,1	10,16	1,8
Poisson	6,67	2	15,27	2,55	15,62	2,4	9,50	1,7
Œufs	16,03	5,1	35,23	5,9	40,38	6,2	36,57	6,6
Lait, crème / Beurre, fromage	48,88	15,6	92,64	15,4	111	17,1	120,83	21,8
Lard	9,71	3,1	16,02	2,7	21,47	3,3	15,52	2,8
Thé	4,62	1,48	6,23	1,05	9,48	1,46	3,75	0,7
Café	11,03	3,65	13,50	2,25	14,38	2,2	12,85	2,3
Sucre	14,81	4,75	22,71	3,8	17,71	2,71	12,67	2,25
Farine, farineux	17,84	5,7	48,40	8	46,75	7,2	29,65	5,35
Pain	11,69	3,75	67,03	11,2	73,77	11,4	57,38	10,4
Pommes de terre	11,84	3,8	33,88	5,6	34,38	5,28	15,53	2,8
Autres légumes	20,27	6,5	48,88	8,1	49,95	7,7	35,67	6,4
Fruits	16,98	5,43	29,36	4,9	33,89	5,2	42,30	7,6
Glace	—	—	7,46	1,2	3,29	0,5	6,94	1,25
Lunchs	—	—	10,59	1,75	8,05	1,46	19,68	3,5
Autres denrées	27,09	8,7	17,53	2,9	23,78	3,65	22,88	4,1
Total	312,68	100,01	600,94	100	650,25	100,26	556,24	100,15

ment l'habitude de l'acheter chez le boulanger[1]. Ainsi s'expliquerait la diminution si considérable des quantités de farine et l'augmentation de la quantité de pain relevée de 1902 à 1917. Si l'on additionne pain et farine, on trouve que les quantités de ces denrées ont passé de 934 à 927 livres, c'est-à-dire qu'elles n'ont en tout cas pas augmenté. En revanche, on mange plus de riz, et surtout de pommes de terre (le chiffre indiqué pour cette denrée en 1902 est si faible qu'il nous paraît suspect). Dans l'ensemble l'ouvrier américain, en 1917-18, mange beaucoup moins, surtout moins de viande, de volaille, mais aussi d'œufs, de beurre, et bien moins de lait. La diminution est, suivant les denrées, de 40 à 20 pour 100.

Reportons-nous au tableau des dépenses. Nous noterons que, pour tous les articles, on dépense plus en 1917-18 que seize ans plus tôt, ce à quoi on pouvait s'attendre. Mais regardons aux proportions. Il y a une réduction notable de la proportion de la dépense pour la viande : de 27,6 à 20,7 pour 100, soit de 100 à 75; une augmentation assez forte pour les légumes et pommes de terre : de 10,3 à 13,7; surtout pour le pain, la farine et les farineux (où nous comprenons maintenant le riz, les pâtes, etc.) : de 9,45 à 18,2, soit de 100 à 192; une diminution pour le thé, le café, le sucre : de 9,88 à 7,10; et peu de changement pour le reste.

Quant aux boissons alcooliques, elles ne sont pas mentionnées dans l'enquête de 1902. Peut-être figurent-elles sous la rubrique : autres aliments, qui représenterait 8,7 pour 100 de la dépense totale pour la nourriture. Dans l'enquête Chapin, en 1907, nous avons calculé qu'aux boissons alcooliques on consacre en moyenne de 9 à 10 pour 100 de la dépense pour la nourriture. Il n'en est pas question en 1917-18, au moment où commence le régime sec.

De 1918 à 1929, à travers des fluctuations déjà rappelées, les prix diminuent, mais seulement de 10 à 12 pour 100, beaucoup moins qu'ils n'augmentent de 1914 à 1917. C'est presque une stabilisation. De fait, la dépense pour la nourriture par adulte mâle, à Detroit, est exactement égale, en montant absolu, à ce qu'elle était en 1917-18, douze ans avant.

Il devrait en résulter que les quantités achetées ne diminuent pas, et même augmentent un peu. C'est exact pour quelques denrées : volaille, lard, sucre (augmentation de 100 à 128), farine et pain (de 100 à 110). Mais, pour ce qui est de la viande, les quan-

1. Voir : Lynd (Robert S. and Helen Merrell), *Middletown*, New-York, 1929. M. Levasseur dit, de son côté, d'après le témoignage d'un ouvrier américain, que, dans les familles ouvrières de ce pays, « la femme fait elle-même son pain ». *L'ouvrier américain*, 1898, t. II, p. 8.

tités achetées ont diminué de 127 livres à 109, soit de 100 à 86, alors que déjà de 1902 à 1917-18 elles s'étaient réduites de 100 à 61[1]. De même on achète sensiblement moins de beurre (diminution : de 100 à 65), et moins de thé et de café (diminution : de 100 à 67). Notons que, pour le beurre, les quantités avaient déjà diminué de 100 à 78. Au total, depuis 1902, la consommation de viande aurait diminué de 100 à 52, et la consommation de beurre, de 100 à 50,9. On achète d'autre part beaucoup moins de thé, de café et de sucre, moins de farine et farineux, et, en revanche, plus de fruits.

Il se peut, il est même vraisemblable que l'inégale augmentation des prix explique en partie ces déplacements. Par exemple, d'après les chiffres des enquêtes elles-mêmes, de 1902 à 1930 le prix de la viande a haussé de 100 à 205, le prix du pain, seulement de 100 à 169. Il se peut aussi que les ouvriers américains aient obéi aux conseils des médecins et auteurs de diétaires, qui leur recommandaient une alimentation plus rationnelle. Un commissaire de la Statistique du Travail, M. Royal Meeker, n'écrivait-il pas, en 1919 : « Ce serait un grand progrès, si l'on pouvait exiger par la loi que toutes les denrées alimentaires fussent exprimées en calories, de même qu'en Grande-Bretagne et en partie chez nous le charbon est vendu non à la tonne, mais d'après la quantité d'unités thermiques qu'il contient, et qu'on vendît le bœuf, le pain, les œufs, par 100 ou 1.000 calories[2] ». Tout est possible, en Amérique. Ce qui nous paraît cependant assez remarquable en cette expérience, et ce que nous en retiendrons surtout, c'est qu'on ait réduit à ce point la dépense pour la nourriture, et, de plus, modifié ainsi le genre de l'alimentation, alors que ni le coût de la vie qui dimi-

1. L'indice de la consommation par tête aux États-Unis (en quantités) a varié comme il suit, dans la période 1919-1931 (100=1925) :

	1919	1921	1923	1925	1927	1929	1930	1931
Farine et farineux.	108	92,2	96,5	100	95,9	98,9	— 9	— 13
Produits de laiterie.	84,9	90,9	97,1	100	101,8	101,3	98,2	+ 1
Viande.....	90,5	92,8	103,7	100	97,2	95,2	91,5	92,7

D'après Lynd, dans le chapitre : *Consumers*, de l'ouvrage cité : *Recent social trends*, II, p. 897. Pour la viande, le fléchissement des quantités dans les deux premières années peut être en rapport avec la crise de 1921. En tout cas, à partir de 1923 jusqu'à 1930, la diminuation est continue et progressive. Rappelons que l'indice du coût de la vie pour la nourriture passe par un grand maximum (197) en 1919, et, après le minimum de 1922 (146,6), augmente de nouveau de cette date à 1925 (jusqu'à 165,5), puis baisse dans les années suivantes. On ne constate pas qu'il y ait un rapport toujours de même sens entre les variations des quantités de viande consommées, et du coût de la vie, les quantités en 1919 correspondant à un maximum de ce coût, et, en 1930, à un minimum, et baissant tandis qu'il augmente, puis diminue.

2. *Monthly Labor Review*, juillet 1919. A partir de 1920, on parle moins de calories mais les vitamines prennent le pas : on mange plus de fruits et de légumes.

nuait ni les salaires qui augmentaient, ne paraissaient exercer une pression en ce sens.

Nous avons tort, peut-être, de parler de restriction, au sens de réduction et resserrement pénible. Certes, la proportion de la dépense pour la nourriture s'est abaissée d'avant la guerre à 1917, et aussi bien ensuite (la diminution signalée en Allemagne, pour la même dépense de 1907 à 1927, est insignifiante en comparaison). Mais le montant absolu de cette dépense (en dollars) a augmenté, durant cet intervalle, passant de 100 à 205, tandis que pour le total des dépenses (qui correspond à peu près au revenu) l'accroissement était de 100 à 233. La différence, on le voit, n'est pas très grande. Il ne semble pas d'ailleurs que, depuis 1902, les prix des denrées alimentaires aient augmenté plus vite que le salaire. Si le ménage américain consomme moins d'aliments, s'il consomme moins de viande et plus de lait (il n'est pas rare, dans les rues de Chicago, de croiser des ouvriers qui vont à leur travail, une bouteille de lait à la main), ce n'est pas l'effet d'un renoncement pénible, mais d'un aménagement nouveau de ce genre de dépense, qui, malgré ce qu'on suppose, se prête sans trop de peine à bien des compressions et des remaniements.

Afin que le lecteur s'en rende compte, nous reproduirons d'abord la liste suivante, qui indique quelle était, en 1917-18, la proportion de la dépense pour la viande à la dépense totale pour la nourriture, dans 21 grandes villes américaines. Nous l'avons dressée d'après l'enquête d'où sont tirées les données sur la dépense pour la nourriture à Philadelphie et l'on verra que cette ville est assez représentative, par sa position moyenne ou médiane.

Proportion de la dépense pour la viande

Cleveland (Ohio).....	25	Philadelphie (Pensylvanie).....	20,7
Jacksonville (Floride)....	24	San Francisco (Californie)	19,5
Baltimore (Maryland)....	23	Houston (Texas).....	19,4
New York (N. Y.).....	22,2	Tampa (Floride).....	18,3
Newport (Virginie).....	22	Mobile (Alabama).....	19,2
Chicago (Illinois).....	21,95	Los Angeles (Calif.).....	18,5
Norfolk (Virginie).....	21,6	Tacoma (Washington)...	18,6
Detroit (Michigan).....	21,4	Portland (Oregon).....	17,6
Boston (Massachusetts)..	21	Pensacola (Floride).....	17,8
Savannah (Georgie).....	21	Slidell (Louisiane).....	17,8
Bath (Massachusetts)....	20,9		

D'ensemble, et sauf plusieurs exceptions, ces proportions diminuent à mesure qu'on passe du Nord et du Centre au Sud et à l'Ouest. En tout cas, elles varient, à partir de la moyenne, soit 20,7

pour 100 de la dépense totale pour la nourriture, s'élevant jusqu'à 25 pour 100, mais s'abaissant aussi jusqu'à 17,8 pour 100. Nous ne savons d'ailleurs quelle part il faut faire ici à l'influence du climat, des conditions locales, et, aussi, aux pays d'origine des ouvriers immigrés. Si nous avons calculé les quantités des denrées consommées sur tous les ménages, pour le montant et la proportion des dépenses nous nous en sommes tenu aux familles américaines. Or les mêmes changements apparaissent dans celles-ci que dans l'ensemble, tant pour les dépenses que pour les quantités. Il ne semble donc pas que cette évolution s'explique par les habitudes des ouvriers immigrés plus ou moins récemment.

Rappelons-nous maintenant quelles étaient les dépenses pour les diverses denrées alimentaires dans l'enquête allemande, et mettons-les en regard des résultats trouvés en Amérique en 1917-18. Rapprochons-en également les données du même ordre que nous trouvons dans une enquête par budgets de familles faite sur 114 ménages de fonctionnaires et d'ouvriers en Hollande, en 1917, 1918, 1919 et 1922 (les enquêtes de 1917 et de 1922 ne portaient que sur 4 semaines, les autres, sur 8 mois). Aux États-Unis, en 1917-18, la dépense pour la nourriture représentait 38,2 pour 100 de la dépense totale; en Allemagne, en 1927, 45,3 pour cent par ménage (45,9 par personne-unité); en Hollande, en 1919, 53 pour 100. Quelle part de cette dépense était consacrée à la viande (y compris les « Würste »), dans ces trois pays, pris dans cet ordre? 22,7 pour 100 aux États-Unis; 22,8 pour 100 par ménage (23,3 par personne-unité) en Allemagne; 12,4 pour 100 en Hollande (pour les trois autres années, on trouve dans ce dernier pays : 10,9; 6,9 et 14,8). Ainsi, après ce qui nous a paru une très forte diminution de la dépense pour la viande, depuis 1902, les ménages américains, en 1917, consacrent à cette denrée, en proportion, exactement autant que les Allemands en 1927 (à peine moins qu'en 1907), et beaucoup plus que les Hollandais. La plus grosse part de la dépense, dans les ménages hollandais, est consacrée au pain, au biscuit, au pain d'épice, soit : 23,6 pour 100. Aux États-Unis, le pain compte pour 11,2 pour 100 seulement de la dépense pour la nourriture, et, en Allemagne, pour 15 pour 100. Prenons maintenant, ensemble, le lait, la crème, le beurre et le fromage. On trouve pour cette dépense : aux États-Unis 15,4 pour 100 en 1917-18, mais 21,8 pour 100 en 1930; en Allemagne, en 1927, 16,75 pour 100 (au lieu de 18 pour 100 en 1907); en Hollande, 13,6 pour 100 en 1919. Enfin, on dépense beaucoup plus pour les fruits aux États-Unis qu'en Allemagne et surtout en Hollande, et aussi pour les légumes verts, et pour les farineux.

Cela n'est qu'une comparaison un peu rapide, entre des enquêtes bien différentes quant à la méthode. Elle suffit cependant pour que nous nous rendions compte des variations considérables que comportent les dépenses alimentaires prises dans le détail, quand on passe d'un groupe national à l'autre, alors même que ces nations sont toutes de race blanche et qu'il y a entre elles beaucoup d'affinités. Comment parler d'un minimum irréductible, du nécessaire ou de l'indispensable, dans ce domaine où tant de combinaisons sont possibles ?

La tentation est forte, il est vrai, de considérer que, malgré les formes très variées sous lesquelles ils se présentent, les types d'alimentation peuvent se ramener à une commune mesure, comme le disait le commissaire de la Statistique du Travail qui proposait de vendre des calories. Ce genre de préoccupation a dû passer au premier plan dans l'esprit des enquêteurs allemands en 1927, qui ont fait peser les aliments consommés, et calculé avec un soin extrême leur contenance en divers éléments chimiques, et leur valeur énergétique. Landouzy et Labbé, dans leur Enquête sur l'alimentation d'une centaine d'ouvriers parisiens, remarquaient déjà : « Sur les 1 fr. 25 employés en moyenne par le travailleur à l'achat de sa nourriture, il dépense 0 fr. 75, c'est-à-dire 60 pour 100, en viande; mais ces 200 grammes de viande donnent à peine 3,8 pour 100 de la ration calorifique totale nécessaire pour un travail modéré. » Nous ne chercherons pas cependant, et l'économiste n'a pas à se demander quelle alimentation convient le mieux à telle ou telle catégorie d'ouvriers. Chaque pays, chaque groupe, a ses habitudes et ses préférences, et ce n'est point par des considérations de cet ordre qu'on les peut expliquer, bien que, d'ailleurs, les représentations sociales dominantes à cet égard puissent s'accorder avec les idées des savants et des hygiénistes, et puissent même être modifiées par elles. Elles n'en tirent pas moins leur force et leur autorité de ce qu'elles sont communes à un groupe ou à une société.

Sans chercher davantage les raisons de cette transformation des habitudes alimentaires dans la classe ouvrière américaine, retenons seulement le fait du changement, d'où il résulte qu'une même dépense pour la nourriture (en montant absolu) peut recouvrir des réalités très différentes. Retenons aussi qu'en une période où les salaires paraissent avoir haussé plus que les prix, la dépense pour la nourriture, loin d'augmenter en proportion, a nettement diminué, et que le surplus disponible du revenu s'est employé à satisfaire d'autres besoins.

5. — La dépense pour le vêtement et le mouvement des prix de détail aux États-Unis, de l'avant-guerre jusqu'à présent.

L'évolution de la dépense pour le vêtement, en Amérique, pose un problème un peu différent. Nous avons vu qu'en 1929 elle se retrouve à peu près la même en proportion qu'en 1902. Mais, en 1929, nous nous appuyons uniquement sur les budgets de ménages recueillis à Detroit, où la dépense pour le logement est, nous aurons à expliquer pourquoi, nettement plus forte que dans les autres villes des États-Unis. Il est probable que, dans ces autres villes, le vêtement absorbe une part plus forte du revenu[1]. Mieux vaut nous en tenir à la période 1902-1918. Or, dans cet intervalle, la proportion de cette dépense augmente beaucoup : de 13 pour 100 en 1902 (13,8 en 1907) à 16,6 pour 100 en 1918. Comment peut-on l'expliquer ?

Voici comment on a calculé le changement du coût de la vie aux États-Unis depuis 1914 jusqu'à une des années les plus récentes (prix d'un genre de vie uniforme) :

	Nourriture	Vêtement	Logement
Décembre 1914	105	101	101,5
— 1915	105	104,7	—
— 1916	126	120	—
— 1917	157	149,1	—
— 1918	187	205,3	—
— 1919	197	268,7	—
— 1920	178	258,5	—
— 1921	149,9	184,4	—
— 1922	146,6	171,5	—
— 1923	150,3	176,3	—
— 1924	151,5	171,3	—
— 1925	165,5	169,4	—
— 1926	161,8	166,7	—
— 1927	155,9	162,9	—
— 1928	155,8	161,9	—
Juin 1929	154,8	161,3	153,7

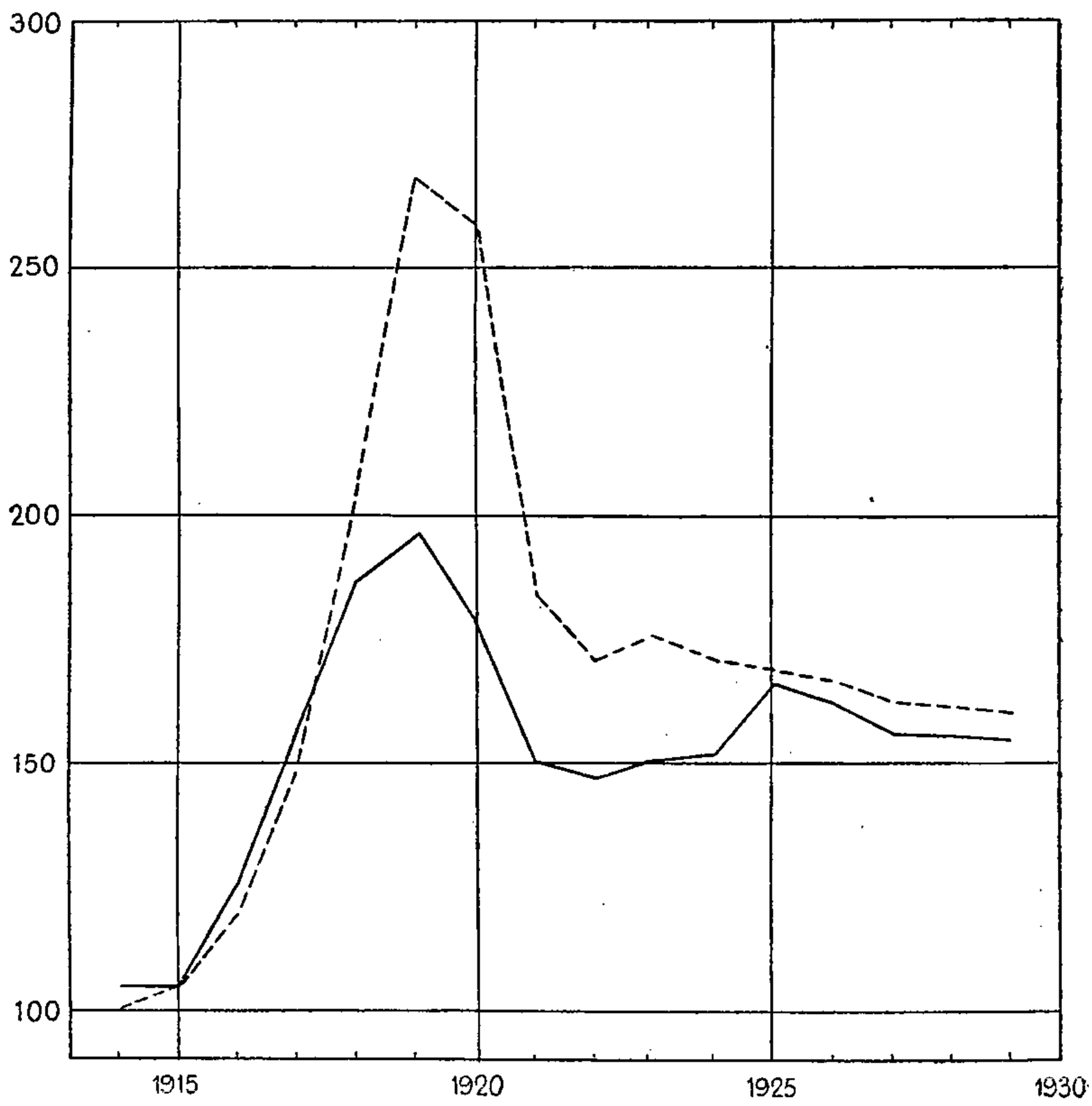
Ainsi, l'indice du coût de la vie pour le vêtement augmente considérablement de 1914 à 1919, de 168 pour 100, et le plus fort accroissement se place de 1916 à 1918, soit 71 pour 100. Or la

1. Dans une évaluation des dépenses annuelles d'une famille ouvrière comprenant cinq personnes, dans la région de la baie de San Francisco, en novembre 1931, on a trouvé que la proportion de cette dépense était 13,8 pour 100 (au lieu de 12,2 dans l'enquête Ford, et de 13 en 1902). Enquête faite par Jessica B. Peixotto (comité Heller, Université de Californie). D'après Lynd, ouvrage cité, II, p. 895.

dépense en montant absolu pour le vêtement, de 1907 à 1918-19, a augmenté suivant un rythme très comparable, soit de 137 pour 100. Est-ce l'augmentation des prix du vêtement qui explique l'accroissement de cette dépense ? Mais l'indice du coût de la vie

GRAPHIQUE II

Les indices du coût de la vie pour la nourriture et pour le vêtement aux États-Unis de 1914 à 1929.



Indice du coût de la vie pour la nourriture : en trait plein.
— — pour le vêtement : en trait pointillé.

pour la nourriture a augmenté dans la même période, moins sans doute, mais, sans interruption, de 82 pour 100. Or le montant absolu de la dépense pour la nourriture s'est élevé beaucoup moins : de 55 pour 100 seulement. Certes, quand les prix augmentent, la dépense pour une même quantité de denrées ou d'objets d'usage s'élève aussi. Mais, ce dont l'augmentation des prix ne

peut rendre compte, c'est de ce que, dans un cas (nourriture), les quantités des denrées consommées diminuent, et, dans l'autre (vêtement), de ce que les quantités d'objets achetés ne diminuent pas, et même augmentent.

Sans doute, il y a ceci de particulier, dans la dépense pour le vêtement, qu'elle paraît suivre (en ce sens qu'elle évolue parallèlement) le mouvement des prix. Considérons, en effet, les années qui viennent après. De 1919 à 1929, l'indice du coût de la vie pour le vêtement diminue de 40 pour 100 : or, à Detroit, le montant absolu de la dépense pour le vêtement baisse, dans le même intervalle, de 15 pour 100. Elle avait augmenté quand les prix des vêtements haussaient, elle diminue quand ils baissent.

N'est-ce point parce qu'elle est moins élastique, et qu'elle résiste davantage à la compression, que la dépense pour la nourriture ? C'est ce que nous avions pu constater déjà dans l'enquête allemande. S'il en était ainsi, on comprendrait que l'élévation des prix n'exerce pas la même action dans les deux cas. Mais dire que des deux dépenses l'une est moins élastique que l'autre, ce n'est qu'une autre façon de constater ce que nous venons de reconnaître, quant au rapport entre les prix et les dépenses : cela ne nous apprend rien de nouveau.

D'ailleurs, il n'est nullement assuré que, quand les prix sont élevés et quand ils sont bas, on achète les mêmes quantités de ces articles, et de la même qualité. De telles comparaisons ne sont pas aisées. Bornons-nous à rappeler cependant ce que nous constations, rapprochant à cet égard l'enquête de 1918-19 (pour le nord des États-Unis seulement) et l'enquête Ford de 1929 (à Detroit)[1]. « En 1918-19, les hommes ont acheté, en moyenne, trois chapeaux de feutre en deux ans (au lieu de deux en 1929), un complet de laine tous les deux ans (et non tous les deux ans et demi). Ils ont acheté une fois et demi autant de pardessus qu'en 1930, et surtout beaucoup plus de cols (4,8 par année au lieu de 0,39), plus de cravates aussi, mais en revanche moins de chaussettes, plus de souliers hauts, moins de souliers bas, etc. Quant aux femmes, elles

1. On trouve, dans la *Monthly Labor Review* de novembre 1919, une étude détaillée sur la dépense pour le vêtement (montant de la dépense, nature et nombre des articles achetés), telle qu'elle ressort de l'enquête de 1918-1919, séparément pour le Nord et le Sud. Voici quel en a été le montant, en dollars, dans ces deux régions :

	Nord	Sud
Hommes	68,33	75,79
Femmes	55,75	62,08

soit, en appelant 100 cette dépense pour les femmes, pour les hommes : dans le Nord, 123; dans le Sud, 121. Elle est nettement plus élevée, dans le Sud, pour les deux sexes, d'environ 10 pour 100.

achetaient un chapeau par an (au lieu de trois en deux ans en 1929), deux robes de coton tous les ans (au lieu d'une), pas de robe de soie (au lieu d'une par an), un jupon par an (au lieu de trois en deux ans), plus de bas de coton, mais beaucoup moins de bas de soie, une paire de souliers hauts par an, et une paire de souliers bas tous les deux ans (au lieu de deux paires de souliers bas tous les deux ans) et un peu moins de gants. » Sans doute il faut tenir compte de ce que les coutumes vestimentaires ont évolué, de ce que certains articles, jugés indispensables dix ans plus tôt, ne le sont plus, — mais aussi, inversement, de ce que, par exemple, ce n'était pas alors une privation, pour les femmes, de n'avoir point de bas de soie. Dans l'ensemble, il nous paraît bien qu'en période de hauts prix, c'est-à-dire en 1918-19, l'on achetait un peu plus largement, étant donné le niveau des besoins, qu'en 1929, et que, loin d'être identique à travers le temps, et rebelle à toute compression, l'ensemble des achats qui viennent sous cette rubrique, en quantité et qualité, comporte au contraire bien des variations.

Reconnaissons, maintenant, qu'en tant que bien économique, un vêtement, pièce de linge, pardessus, col, etc., se distingue d'un aliment en ce que la consommation qu'on en fait s'étend sur une période plus longue. Sans doute, le terme « provisions » s'applique plutôt aux denrées alimentaires : mais cela répond à des coutumes anciennes. Dans les ménages ouvriers, les provisions alimentaires sont assez réduites. Il paraît plus naturel d'acheter à l'avance et de garder dans son armoire du linge et des effets d'habillement. Il est plus facile aussi d'en suspendre l'achat, quitte à porter plus longtemps des vêtements usés, du linge usagé, au prix des raccommodages et rapiéçages nécessaires. Plaçons-nous alors en une période où les prix des articles d'habillement sont en hausse, et où rien ne permet de prévoir quand ce mouvement s'arrêtera. Quand les prix haussent, c'est le signe qu'on achète beaucoup. Si l'on achète alors beaucoup de vêtements, n'est-ce pas parce qu'on se hâte, dans la prévision d'une hausse plus forte encore ? C'est ce qui a pu se produire en 1918. Inversement, quand les prix baissent, c'est le signe que la demande se resserre. Mais, si l'on achète alors moins de vêtements, n'est-ce point parce qu'on suspend les achats qui ne sont point pressants, dans l'attente d'une baisse plus grande ? Quoi d'étonnant, alors, si les variations de la dépense, en proportion, suivent le mouvement des prix des vêtements, comme nous l'avons vu à travers la guerre, et depuis, aux États-Unis ?

Pourtant, ce n'est point encore là une explication suffisante. En effet, pour qu'on puisse acheter, et accroître proportionnellement sa dépense, en période de hausse des prix, encore faut-il

qu'on en ait la possibilité, c'est-à-dire qu'on dispose de moyens monétaires suffisants. Bien plus, pour qu'on accroisse ainsi une dépense, et non, en même temps que celle-ci, toutes les autres, il est nécessaire que, brusquement, le revenu augmente, et qu'on se trouve disposer d'une somme globale assez importante qui dépasse ce qui couvre les achats usuels. En a-t-il été ainsi dans cette période ?

Nous avons suivi précédemment les mouvements du coût de la vie et du salaire de 1919 à 1929. Ici, où nous essayons d'expliquer la forte augmentation de la dépense pour le vêtement (et, d'ailleurs, aussi, pour les « autres dépenses ») en 1918-19, il faut remonter un peu plus en arrière. Contentons-nous de constater qu'en Amérique, même avant la guerre, les variations du coût de la vie et des salaires paraissaient étroitement liées, qu'il s'agisse d'un salaire horaire syndical, ou hebdomadaire, ou même d'un salaire annuel. Or, à partir de 1915, le coût de la vie part en hausse, et les salaires aussi. Mais, pendant deux, trois et quatre années même, c'est-à-dire jusqu'en 1919, le coût de la vie a manifestement haussé plus, et avant même que le salaire haussât. En conclurons-nous qu'il n'y avait pas de marge de revenu disponible, vers 1918 ?

Comparons, cependant, les deux grandes enquêtes de 1902, et de 1918-19. Calculons quelle a été, de l'une à l'autre, l'augmentation des diverses espèces de dépenses et de leur total, en montant absolu.

Montant des dépenses en 1918-19.

En nombres relatifs (100 = la dépense en 1902).

Nourriture	205
Vêtement	334
Logement	170
Chauffage-éclairage	218
Autres dépenses	305
DÉPENSE TOTALE	233

Le total des dépenses doit correspondre au revenu effectif, compte tenu du chômage, etc. Il a augmenté considérablement, mais, sans doute, surtout depuis 1915. Nous pouvons comparer l'accroissement des diverses dépenses, et de ce total. C'est pour le vêtement qu'il est de beaucoup le plus fort ; mais les « autres dépenses » suivent de près. Au contraire, il est nettement inférieur pour le reste, notamment pour la nourriture, et plus encore pour le logement : il est hors de doute que ces deux dépenses n'ont pas augmenté, tant s'en faut, aussi vite que le coût de la vie. Dès lors, il nous est permis de conclure qu'il y a bien eu un excédent de

revenu disponible, mais qui s'explique par la diminution, ou plutôt par l'augmentation ralentie, des dépenses pour la nourriture et surtout pour le loyer. C'est de cet excédent qu'on a disposé, pour le vêtement et les « autres dépenses ».

6. — La dépense pour le loyer, aux États-Unis, dans la classe ouvrière, pendant et depuis la guerre.

Nous avons dit que la modération de la dépense pour le logement est un trait caractéristique de la condition ouvrière. De ce qu'elle paraît avoir été si faible, pendant la guerre, aux États-Unis, on ne peut pas conclure cependant que la population ouvrière a fait en ce sens un effort d'économie, de restriction, et un effort pénible. De tout temps cette dépense présente cette particularité qu'elle est fixée pour une période assez longue. A plus forte raison en a-t-il été ainsi pendant la guerre, pour des raisons bien connues. Un sociologue américain écrivait en 1919 : « Dans la plupart des localités, les loyers ont haussé beaucoup moins rapidement que les autres objets de dépense tels que la nourriture et les vêtements. Dans quelques villes l'augmentation des loyers a été tout à fait négligeable, et dans un petit nombre d'endroits ils ont augmenté de 40 pour 100 par rapport à l'avant-guerre, tandis que les denrées alimentaires haussaient de plus de 90 pour 100, et les vêtements, de plus de 100 pour 100[1] ».

Le loyer a fort peu varié, de 1914 à 1918, alors que, cependant, le gain ouvrier par famille et par année haussait très vite. Il faut reconnaître, d'ailleurs, que ce n'est pas parce qu'ils l'ont ainsi voulu, et par libre choix, que, dans cette période, les ménages ouvriers paient de si bas loyers. Remarquons, encore, que nous nous en tenons à la moyenne : mais, suivant les villes et les régions, même dans cette période, le mouvement des prix des loyers a été très différent. Précisément, la ville de Detroit, où se place l'enquête de 1929, mais où se trouvent 288 des familles étudiées en 1918-19, nous offre l'occasion d'un rapprochement instructif. Alors que, dans 9 grandes villes américaines prises au hasard, en 1918, la proportion de la dépense pour le loyer varie entre 12,4 et 14,9 pour 100 de la dépense totale, elle est de 17,5 pour 100 à Détroit. Il y a eu dans cette ville, de 1910 à 1920, un énorme accroissement de population. « Il faut noter, dit encore le sociologue cité plus haut, que la grande diversité dans la hausse des loyers suivant les villes

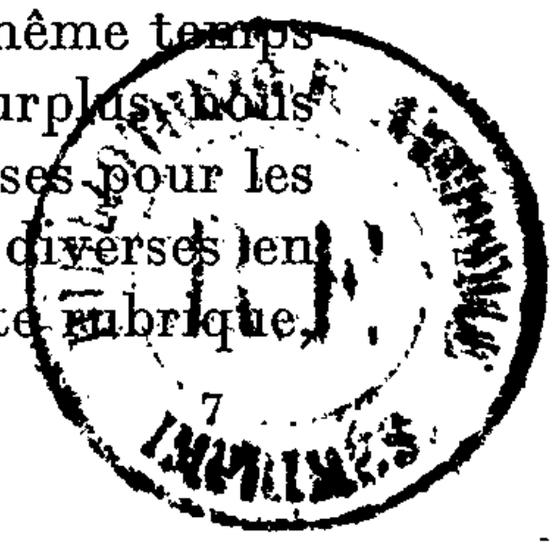
1. Ogburn, *A study of rents in various cities*. Monthly Labor Review, septembre 1919.

est due pour une part considérable aux industries de guerre. Tandis que certains centres de munitions et de fabrication maritime ont vu s'accroître très vite leur population, dans d'autres endroits, en particulier dans certaines villes du Midwest où il n'y avait pas d'importantes industries de guerre, il y a eu sans doute diminution de population, les ouvriers s'en allant dans d'autres centres, ou passant dans l'armée. »

Il est certain, en tout cas, qu'à partir de 1919 les loyers ont haussé nettement. Dans le tableau des variations du coût de la vie reproduit ci-dessus (p. 91) le logement est à l'indice 101,5 en décembre 1914, et 153,57 en 1929. Dans nos enquêtes, la dépense (en dollars) pour le logement, dans la ville de Detroit, augmente, entre 1918-19 et 1929, de 45 pour 100. On nous dit, il est vrai, dans l'enquête Ford, qu'un certain nombre des familles possédaient leur maison, ou étaient en train de l'acquérir, et qu'alors on a considéré la valeur locative de la maison comme équivalente aux loyers. Ces valeurs locatives pourraient être plus élevées que les loyers normaux. Mais, en fait, pour 68 familles qui payaient un loyer, il était, en moyenne, de 391 dollars, et, pour les 32 familles qui possédaient ou étaient en train d'acheter leur maison, la valeur locative s'élevait seulement à 375 dollars, c'est-à-dire était moins forte. On a considéré comme une épargne la différence, soit 135 dollars, entre la valeur locative, et les paiements faits dans l'année au compte de la maison. En effet, c'est une avance sur ce qui doit être payé les années suivantes, et il faut retenir, d'ailleurs, que, dans cette période, le montant en a été si élevé. La dépense pour le loyer semble bien être la moins élastique de toutes : elle suit les prix en baisse et en hausse, sans se dilater dans le premier cas, sans se resserrer dans le second. Elle obéit aux fluctuations du marché des logements, commandées par des circonstances extérieures à la volonté de l'ouvrier.

7. — L'accroissement des « autres dépenses » aux États-Unis ; le surplus disponible.

Si, pendant une telle période, alors que tout augmente, les prix des loyers ne changent pas ou n'augmentent que modérément, c'est une partie du revenu qui devient disponible, en même temps que le supplément de salaire obtenu par l'ouvrier. Ce surplus, nous avons montré qu'il se reportait en partie sur les dépenses pour les vêtements. Mais les « autres dépenses » ou dépenses diverses en peuvent être aussi augmentées sensiblement. Sous cette rubrique,



on réunit d'ordinaire tout ce qui ne rentre pas sous les autres. C'est la part du budget qui, de 1902 à 1929, a le plus augmenté : en montant absolu, de 205 pour 100 entre 1902 et 1918-19, et de 26 pour 100 encore entre 1918-19 et 1930. Quant à la proportion de ce chapitre à la dépense totale, voici comment elle a varié. Nous avons calculé en même temps des nombres relatifs correspondants.

Les dépenses diverses aux Etats-Unis.

	Proportion à la dépense totale	Nombres relatifs (100 = proportion en 1902)
1895	16,1	80
1902	20,1	100
1918-1919	26,6	130
Id. (Detroit)	24,2 (26,6)	120 (130)
1930 (Detroit)	26,9 (29,5)	134 (145)

A Detroit, en raison du prix exceptionnellement élevé des logements, les dépenses diverses sont réduites d'autant. Comme nous ne disposons que de budgets de ménages établis à Detroit en 1930, et comparons cette ville à elle-même de 1918-19 à cette date, nous avons, pour suivre la progression des dépenses diverses de façon continue, supposé que leur montant était le même en 1918-19 que dans le reste des États-Unis, et calculé l'augmentation en nombres relatifs à cette date et en 1930 : nous avons reproduit ces nombres relatifs entre parenthèses. Il en résulte que, depuis 1902, la proportion des dépenses diverses a augmenté de 45 pour 100 (et, depuis 1895, de 80 pour 100) : accroissement considérable, et qui s'est consolidé dans les dix dernières années couvertes par notre période (alors que la proportion de la dépense pour le vêtement, très accrue en 1918, rebaissait très vite)[1]. C'est une raison pour que nous étudiions d'un peu plus près, et dans ses éléments, ce chapitre un peu composite du budget.

Dans les dépenses diverses sont compris les achats de mobilier et d'ustensiles domestiques (assiettes, verres, couteaux, fourchettes, balais, nappes, serviettes, ampoules électriques, radios, phonos, malles, valises, machines à coudre, etc.). Ils représentaient, en 1918-19, 18,3 pour 100 des dépenses diverses, et 19 en 1930. C'est dire qu'ils ont augmenté autant et même un peu plus vite que

1. Il faut noter cependant que, dans une enquête faite en 1891 sur 2.562 familles d'ouvriers du coton, de la laine et du verre (*U. S. Commissioner of Labor, Seventh Annual Report*, 1892), la proportion des « autres dépenses » était de 22,7 pour 100. Reproduit par LYND, ouvrage cité, II, p. 892. On ne nous indique pas, il est vrai, quelle était la grandeur moyenne de ces familles.

celles-ci. Nous aurons l'occasion d'en reparler[1]. Pour le moment, étudions les « dépenses diverses » non compris le mobilier et les ustensiles. Dans la *Monthly Labor Review*, novembre 1919, on a reproduit le détail des dépenses diverses pour 30 villes (non compris Detroit). Nous avons calculé la moyenne de ces dépenses pour 4 grandes villes de cette enquête : Boston, Chicago, New-York, Philadelphie; soit 1.574 familles comprenant en moyenne personnes, au lieu de 4,5 à Detroit, mais dont les « dépenses diverses » sont au total du même montant que dans cette ville à cette date; c'est d'ailleurs pour cette raison, et pour que la comparaison puisse se faire avec Detroit, que nous les avons choisies parmi les autres. Nous reproduisons en regard le détail des dépenses diverses dans l'enquête Ford.

	BOSTON, CHICAGO, ETC., 1918-19 Dépenses diverses		DETROIT (FORD) 1929 Dépenses diverses		RANG	
	En dollars	En p. 100	En dollars	En p. 100	1918-1919	1929
Automobile	2,2	0,7	76,78	20,5	10	1
Maladie	53,5	18,6	64,73	17,3	1	2
Assurance	44,1	15,4	59,16	16	2	3
Moyens de transport	32	11,1	37,40	10	3	4
Tabac	18,2	6,3	19,08	5,1	5	5
Blanchissage	22	7,6	16,64	4,5	4	6
Journaux, magazines	9,8	3,4	13,52	3,6	7	7
Coiffeur	8,2	2,8	12,37	3,3	8	8
Eglise	10,6	3,7	9,62	2,6	6	9
Ecole	5,35	1,8	6,41	1,7	9	10
Autres	82,53	28,6	56,77	15,2		
TOTAL	288,48	100	372,48	99,8		

Il y a, d'une enquête à l'autre, quelques interversions, mais une seule est notable : l'automobile, au dernier rang en 1918-19 (encore, à cette époque, a-t-on confondu dans la même catégorie autos, bicyclettes et motocycles), au premier en 1929 et absorbant le cinquième des dépenses diverses. Ajoutons que, sur les cent familles enquêtées à Detroit, 47 possédaient une voiture auto-

1. Dans l'enquête Lynd, la dépense moyenne pour le mobilier est de 97 dollars, très voisine de ce qu'on trouve dans l'enquête Ford, soit 88 dollars 55 : respectivement : 6,5 et 5,2 p. de la dépense totale.

mobile, et que, dans l'enquête Lynd, faite de même sur 100 familles d'ouvriers, en 1923-24, dans deux ou trois « villes moyennes » de 40 à 50.000 habitants, on trouvait exactement la même proportion : 47 pour 100[1]. Dans une autre enquête, que nous avons déjà mentionnée, et qui fut faite en 1929-30 sur 506 familles d'employés fédéraux dans cinq grandes villes des Etats-Unis, bien qu'il s'agît de ménages disposant de revenus plus élevés que les ouvriers de Detroit (environ d'un tiers), et dont les dépenses diverses étaient deux fois aussi fortes, 23 pour 100 seulement possédaient une automobile. Ainsi, en 1929, la part la plus importante des dépenses diverses correspond à un besoin entièrement nouveau, qui ne s'est développé que depuis une dizaine d'années : besoin, d'ailleurs, qui ne se confond pas avec la nécessité d'emprunter un moyen de transport pour se rendre à l'usine : sur les 47 familles en question, 8 seulement, nous dit-on, se servaient de leur voiture de façon régulière à cette fin (et 13, de temps en temps).

D'autre part, à Detroit, on dépense en 1929 relativement moins pour le blanchissage et pour l'église qu'en 1918 : 79 familles, nous dit-on, ont donné en moyenne 12 dollars à leur église : c'est ce qu'on dépense en moyenne pour les journaux et magazines. Dans l'enquête Lynd, 92 familles ont donné en moyenne 26 dollars à leur église, soit plus du double. C'est qu'il s'agit de villes moyennes, où l'on est peut-être plus religieux, ou plus tenu en tout cas par la coutume. Il y a d'ailleurs, dans l'enquête Lynd, beaucoup de petites cotisations, car la médiane = 14 dollars seulement. Quant aux autres chapitres, ils conservent le même rang qu'en 1918-19. La maladie et l'assurance représentent à elles seules exactement le tiers (33,3 pour 100, au lieu de 34 en 1918) des dépenses diverses. Il n'y a pas d'assurance obligatoire aux États-Unis. Mais si l'on considère qu'en Allemagne, par exemple, la plus grande partie des

1. Il est instructif de rapprocher les deux enquêtes, parce qu'on pourrait supposer que les ouvriers de Ford représentent à cet égard une exception. Or, dans l'enquête Lynd, la dépense moyenne pour l'automobile, par famille, s'est élevée dans l'année à 129 dollars (163 dans l'enquête Ford). Ajoutons que, dans l'enquête Lynd, si l'on classe les familles par revenus, on trouve ceci :

Nombre de familles possédant une voiture.

Bas revenus.....	33 familles	9
Revenus moyens.....	—	15
Hauts revenus.....	—	23

Dans une enquête plus récente, faite en 1931 par R. L. Polk and Co., pour le Sun Telegraph (*Pittsburgh and the Surrounding Trade Area*), on a réparti les 218.980 familles de Pittsburgh en trois catégories : classe A (plus hauts revenus, 5 pour 100 de la population), classe B (ouvriers qualifiés, petits marchands, employés moyens, 45 pour 100 de la population), classe C (autres ouvriers, employés, domestiques, 50 pour 100). On a trouvé que 83 familles pour 100 de la classe A avaient une automobile, 48 pour 100 de la classe B, et 17 pour 100 de la classe C. (Lynd, ouvrage cité, II, p. 896.)

dépenses pour la maladie est couverte par l'assurance qui représente 32,3 pour 100 des dépenses diverses, on constate que la même proportion se retrouve aux États-Unis pour l'assurance et la maladie (on trouve le même montant, pour l'assurance, dans l'enquête Lynd). La plus grosse part de la dépense pour la maladie est imputée au médecin et au chirurgien et représente, par an, 38 dollars 17, soit 954 francs, près de mille francs en moyenne, ce qui paraîtra élevé à des Européens. Ajoutons que, pour des maladies graves survenues dans 19 de ces familles, la dépense annuelle a dépassé 100 dollars, soit 2.500 francs. Ensuite viennent les moyens de transport (10 pour 100 des dépenses diverses), le tabac et le blanchissage (pour chacun, environ 5 pour 100), soit d'ensemble 19,6 pour 100, au lieu de 25 onze ans plus tôt.

Quant aux journaux, magazines, etc., ils représentent 3,6 pour 100 des dépenses diverses, comme précédemment, à peine plus que le coiffeur. La moitié des familles, avec les journaux, reçoivent aussi des magazines. 7 familles seulement ont acheté des livres pendant l'année, dépensant chacune, de ce chef, 2 dollars 88 (soit 0,2 dollars, et 0,2 livres, par famille, pour les 100 familles) : dans l'enquête Lynd, on en trouve 24 (toujours sur 100) qui ont dépensé à cet effet chacune en moyenne 9 dollars 60 : il est vrai que 6 d'entre elles seulement ont consacré 10 dollars et plus à de tels achats[1].

0,2 dollars par famille, pour l'achat de livres, au lieu de 0,46, dix ans plus tôt, cela laisse supposer que si, pratiquement, chaque ménage reçoit un journal du dimanche, on lit moins de livres proprement dits. Au reste, pour les étagères à livres, l'indice des quantités par tête a passé de 115,4 en 1923 à 76,6 en 1929 (pour l'ensemble des États-Unis).

Nous n'avons point mentionné séparément les articles de toilette, etc., qui entraînaient une dépense moyenne de 6 dollars 45 en 1918-19, et de 14 dollars en 1929, soit une très grosse augmentation, et le cinématographe : 8 dollars 45 en moyenne en 1918-19, 5 dollars 55 en 1929.

On remarquera que le « reste », quand on a retranché des dépenses diverses tous les items distingués dans le tableau, est bien plus élevé en 1918-19. Mais la plus grande part de la différence est imputable : 1° aux boissons : soit 5,2 pour 100 des dépenses

1. En 1918-19, dans les quatre grandes villes retenues, on a dépensé en moyenne 0,46 pour achat de livres. C'est à New-York que cette moyenne est le plus élevée : 0,67 (0,17 seulement à Boston). Si nous nous reportons au tableau d'ensemble, nous trouvons que cette dépense est plus élevée dans des villes moins importantes : 2,12 à Bisbee (Arizona), 2,43 à Butte (Montana), 1,77 à Wilmington (Delaware), 1,46 à Charlotte (New Carolina), 2,68 à Salt Lake City (Utah), 3,13 à Seattle (Washington). Le minimum, 0,03, se relève à La Nouvelle-Orléans (Louisiane).

diverses; 2° aux souscriptions d'emprunts (patriotic purposes), soit près de 2 pour 100; 3° aux cotisations pour les organisations ouvrières, soit 1,56 pour 100; c'est-à-dire, au total : 8,76 pour 100. correspondant à des dépenses qui n'existent pas dans l'enquête Ford,

Le commissaire américain des Statistiques du Travail nous dit : « Il est regrettable à bien des égards que cette enquête ait dû être conduite en 1918-19, quand les prix étaient anormaux, ce qui rendait anormales les dépenses, et quand on a insisté nettement sur la nécessité de souscrire à l'emprunt des Bons de la Liberté. La répartition des dépenses a été entièrement troublée par le rapide changement des prix et des salaires. La campagne pour l'emprunt a incité les ouvriers à resserrer leurs dépenses pour les vêtements, le mobilier et les ustensiles (furnishings), les distractions, et peut-être même pour le combustible, le logement et la nourriture, afin de placer leur argent en bons. C'est pourquoi les économies prennent une place si large dans les budgets, alors que les autres dépenses ont été réduites au niveau le plus bas dans tous les cas où cela a été possible[1] ». En fait, la dépense pour le vêtement ne paraît pas avoir été réduite, au contraire. Si l'on a payé proportionnellement peu pour le loyer, c'est que le prix des logements est demeuré très bas. Mais retenons que les ouvriers ont souscrit aux emprunts de guerre. C'est le signe qu'ils ont eu des disponibilités monétaires. En tout cas, les années suivantes, et jusqu'à 1929, la classe ouvrière américaine a représenté une puissance d'achat accrue en toutes sortes d'articles et de biens, et, particulièrement, en des objets nouvellement introduits et mis en vente, et qui répondaient à des besoins jusqu'alors inconnus.

Ce n'est point par hasard qu'un mode de vente relativement nouveau, lui aussi, la vente à tempérament, s'est, précisément dans cette période, si vite répandu en Amérique. M. Edwin R. A. Seligman, qui a étudié dans un gros ouvrage, par des méthodes très précises, cette forme moderne du crédit à la consommation, écrivait en 1926 qu' « il y a bien longtemps qu'on pratique ce mode de vente à l'égard des marchandises courantes : plus d'un siècle dans le commerce du mobilier, plus de trois quarts de siècle dans celui des machines à coudre, et une bonne cinquantaine d'années dans celui des pianos et des livres. Enfin, il y a environ vingt-cinq ans que l'on vend à tempérament les menus objets d'usage personnel. L'adoption de ce système de vente dans le commerce des automobiles, il y a une dizaine d'années, marque le commencement d'une ère nouvelle... Le colossal développement

1. *What is the American standard of living.* Monthly Labor Review, septembre 1919.

de l'industrie automobile et la multiplication des sociétés de crédit au cours des cinq dernières années aboutit à l'adoption de la vente à tempérament dans toutes sortes d'industries, si bien qu'aujourd'hui les objets durables et les articles qu'on ne vend pas à tempérament sont devenus l'exception. On peut donc dire que la vente à tempérament a amené une véritable révolution dans les affaires[1] ».

Bien des évaluations ont été présentées, quant au pourcentage des ventes à tempérament. M. Seligman les a soumises à une critique sévère, et voici les chiffres auxquels il s'arrête : pour les pianos : 85 pour 100 (par rapport à toutes les ventes au détail) étaient vendus à tempérament ; pour les phonographes : 80 pour 100 ; pour les appareils de T. S. F. : 75 pour 100 (chiffre un peu exagéré, dit M. Seligman) ; pour les lessiveuses mécaniques et les aspirateurs : 80 pour 100 ; pour les vêtements : 5 pour 100 seulement (d'après le système dit : « des dix versements »). Pour les automobiles : en 1925, d'après 24.357 transactions, M. Seligman en a trouvé 59 pour 100 à tempérament, et, en 1926, d'après 34.381 transactions, 57 pour 100. Pour le mobilier : 80 pour 100. Sur un total de vente au détail de biens de consommation d'environ 38 milliards, M. Seligman en compte 4 milliards et demi, soit près de 12 pour 100, vendus à tempérament[2].

Qu'on ne dise pas qu'une bonne partie de ces objets ne sont pas achetés par des ouvriers. Dans l'enquête Ford (1929), sur les 100 familles ouvrières étudiées, 36 avaient un radio, 13 avaient un piano, 45 un phonographe, 76 une machine à coudre, 21 un vacuum cleaner, 51 une machine à laver, 98 un fer électrique, 6 un appareil électrique pour griller les toasts. 94 avaient des tapis dans leur living room, et 90 dans leur salle à manger. Enfin, 47 familles possédaient une automobile, ce qui représentait pour chacune une dépense d'entretien égale à 4,5 pour 100 de la dépense totale. 17 d'entre elles avaient acheté une voiture dans l'année, dont 14 à crédit (ce qui est bien plus que la proportion indiquée par M. Seligman). Au reste, on nous dit : « Sur les 100 familles englobées dans l'enquête, 59 procédaient à des achats par cette méthode. Pour la majorité d'entre elles (35), il s'agissait d'achats conclus en 1929. Dans 11 cas ils avaient été conclus en 1928 et 1929. Le système de l'achat à tempérament s'emploie surtout pour l'acquisition de mobilier (ameublements complets ou meubles séparés) et

1. Seligman (Edwin R. A.), *Etude économique de la vente à tempérament. Etude du crédit à la consommation avec référence spéciale à l'automobile.* Edition française, 2 vol., viii-359 p. et xlii-666 p. Paris, Rivière, 1930.

2. Lynd (ouvrage cité, II, p. 862) dit qu'aujourd'hui les ventes à tempérament représentent de 12 à 15 pour 100 des ventes au détail, et que le montant (en dollars) en a plus que quintuplé depuis 1910.

de certains articles de ménage. Pour 16 familles, il s'agissait principalement de meubles détachés tels que divan, chaises, glacière, dressoirs, tapis, matelas et sommiers; cependant 13 familles employaient cette méthode pour l'achat de mobiliers complets de « living room », salle à manger et chambre à coucher. »

Revenons aux « dépenses diverses ». Dira-t-on qu'elles se distinguent des autres en ce qu'elles sont facultatives, ou qu'elles représentent le luxe par opposition au nécessaire (bien que, d'ailleurs, la nourriture, le vêtement et le logement comportent aussi une part de luxe) ? Il est vrai que l'on conçoit très bien que chacune prise à part, et même que leur ensemble, disparaisse. Dans les plus anciens budgets de ménages, qui correspondent à des conditions de vie très réduites, ce qui reste, après énumération des dépenses principales, n'est qu'un montant monétaire infime; c'est la part du glaneur, après que ceux qui moissonnent, ici les besoins essentiels, ont pris ce qu'il leur fallait, et de l'emploi qui en est fait, les enquêteurs ne s'inquiétaient même pas. Cependant, la distinction entre le luxe et le nécessaire est toute relative : beaucoup de dépenses, apparemment de luxe, sont au moins aussi nécessaires que les autres. Nous dirons plutôt que toutes ces dépenses ont pour trait commun de répondre à des besoins artificiels ou acquis, bien plus que les autres. Ceux auxquels correspondent la nourriture, le logement, le vêtement, ne sont sans doute pas entièrement naturels : ils ont été modifiés, raffinés et compliqués par tout un dressage social. Du moins, les racines de ces besoins plongent dans le terreau des appétits primitifs. Les autres, au contraire, doivent leur naissance même à la société dans laquelle ils se sont développés.

L'accroissement considérable des « autres besoins » dans les ménages américains, à partir de 1918, se comprend bien dans le pays des hauts salaires, où l'on a prêché, en même temps, l'évangile de la consommation. Sans doute, les prix paraissent avoir haussé d'abord plus vite que les salaires, mais inégalement suivant les produits. Au reste il a été possible de réduire dans des proportions notables la dépense pour la nourriture, et aussi pour le logement (quelque temps du moins). Mais, ensuite, les salaires ont monté, tandis que les prix baissaient. L'augmentation des « autres dépenses » s'est consolidée dans les années qui ont suivi, jusqu'à 1929. Naturellement ces nouveaux besoins ne sont pas nés, ne se sont pas développés tout seuls. Il a fallu que l'industrie américaine fabrique en masse les objets qui devaient les satisfaire. Mais il a fallu surtout qu'il existe un surplus disponible sur lequel diverses organisations de crédit ont même permis d'anticiper.

8. — Interprétation finale de l'expérience américaine : transformation des besoins dans la classe ouvrière, et civilisation nouvelle.

Il y a environ deux ans, à la fin de 1930 (que le lecteur nous permette d'évoquer ici ce souvenir), nous nous apprêtions à quitter les États-Unis après un séjour de quelques mois. A Washington, où nous passions, le secrétaire d'une grande Fédération syndicale nous remit un petit fascicule en forme de tract, en nous disant : « Vous trouverez là les statistiques les plus récentes des revenus et des dépenses dans la classe ouvrière de notre pays. » En effet, c'était l'enquête Ford, qui portait sur l'année 1929, mais qui ne fut faite que dans les premiers mois de 1930. Document précieux, puisqu'il enregistre en quelque sorte l'avance extrême de la classe ouvrière, les salaires les plus forts et le niveau de vie le plus élevé qui aient été atteints par des travailleurs manuels depuis que l'industrie existe. Cependant nous arrivions à New-York où, en grandes lettres, sur les murs, ou sur des placards lumineux, on pouvait lire : « Give a job for Christmas. » « Donnez du travail pour Noël. » Le chômage commençait à sévir. On était déjà en pleine crise. Nous apprenons, maintenant, que de juin 1929 à juin 1932 les salaires hebdomadaires ont baissé, par suite de la chute des prix, de 43 pour 100, et les salaires horaires, de 15 pour 100. Dans le même temps, la durée du travail a été réduite de 33 pour 100. On évalue le nombre des chômeurs à 11 millions, ce qui fait, sur la base moyenne de trois personnes par famille ouvrière, en tenant compte des célibataires et des familles nombreuses, 33 millions de personnes atteintes dans leur capacité d'achat. Toute l'industrie est profondément ébranlée. La production d'acier, de fonte, a diminué de plus de moitié. Les chemins de fer réduisent leur trafic. La fabrication des automobiles s'arrête. Combien compterait-on maintenant d'ouvriers sur cent qui peuvent acheter une voiture ? L'industrie du bâtiment est paralysée. Combien d'ouvriers pourraient acheter une maison, même en payant par acomptes très espacés ? La consommation de viande de bœuf par tête, déjà si réduite, a encore diminué, de 1926-1928 à 1931, de 16 pour 100. Que nous apprendrait une enquête par budgets de ménages, faite aujourd'hui, à Detroit, sur les mêmes catégories d'ouvriers ? Comment la répartition des dépenses a-t-elle changé ? Celles qui s'étaient accrues au cours de la prospérité ont-elle diminué dans la mesure où a disparu le surplus disponible ? Ou bien a-t-on comprimé les autres, pour leur laisser encore quelque champ ?

Mais nous devons, en ce moment, nous en tenir à ce que nous connaissons, aux enquêtes que nous avons étudiées ci-dessus. Quelque jugement qu'on porte sur cette période, et quand bien même, à la base de ce système de hauts salaires, liés aux prix élevés, il y aurait eu quelque illusion ou quelque absurdité fondamentale, toujours est-il que toute une catégorie de besoins, nouveaux, ou éprouvés jusqu'ici à une faible degré, ont reçu en quelques années un développement très grand. Nous avons eu déjà l'occasion de montrer jusqu'à quel point certaines dépenses, et les tendances consommatrices qui leur correspondent, peuvent être réduites. Ici nous avons pu observer une extension considérable d'autres dépenses. Faut-il parler d'une sorte d'éclosion artificielle et forcée de besoins et d'appétits orientés vers des consommations inutiles ? Le problème de la consommation a été souvent traité et discuté par les économistes américains, dans cette période, et l'on a beaucoup disserté sur le luxe. Mais nous savons bien que toute extension des besoins a soulevé d'abord les mêmes critiques. « Lorsqu'on inventa, dit Voltaire, les ciseaux, qui ne sont certainement pas de l'antiquité la plus haute, que ne dit-on pas contre les premiers qui se rognèrent les ongles et qui coupèrent une partie des cheveux qui leur tombaient sur le nez!... Ce fut bien pis quand on inventa les chemises et les chaussons. On sait avec quelle fureur les vieux conseillers qui n'en avaient jamais porté crièrent contre les jeunes magistrats qui donnèrent dans ce luxe funeste. » Après les chemises et les ciseaux, c'est aux autos, aux radios, qu'on pourrait s'en prendre. Mais, dès maintenant, nous lisons, dans le livre cité plus haut de M. Seligman : « L'automobile est-elle l'indice d'un bon ou d'un mauvais emploi de la richesse ? A l'égard d'un individu donné, il se peut que l'acquisition d'une automobile l'oblige à modifier le train ordinaire de ses affaires; mais qu'importe ? Qu'une famille choisisse de réduire ses dépenses pour les articles d'alimentation les moins nécessaires, qu'elle préfère avoir moins de domestiques et s'acquitter elle-même des besognes ménagères, qu'elle fasse des économies diverses afin d'acheter une automobile, y a-t-il là quelque chose de vraiment blâmable ? Ne serait-il pas scabreux de refuser à l'individu le droit d'établir l'échelle de ses propres plaisirs ? » Il faut lire tout ce chapitre où le professeur de l'Université de Columbia énumère les bienfaits de l'automobile, et retenir en tout cas ces quelques propositions, qui sont aussi comme une apologie des formes les plus modernes du luxe : « De même que Carlyle affirmait qu'aucun de nous ne croyait ce qu'avait cru son père, ainsi les sciences sociales modernes nous apprennent qu'il y a probablement un progrès dans le fait

qu'aucun homme ne consomme les mêmes biens que consomma son père. » Et, encore : « Il ne faut pas oublier que la création du bien-être sous sa forme la plus élevée est intimement liée à la production de la richesse matérielle... Une collectivité pauvre est peu propre à devenir une société raffinée... La richesse matérielle et la richesse immatérielle sont solidaires. »

Il se cache peut-être une obscure sagesse, derrière cet acte de foi, si fréquent dans la littérature américaine de ce temps, en la richesse matérielle, en la civilisation mécanique, et en le nouvel avenir qu'elles nous préparent. Essayons de l'éclairer et de l'approfondir. Ce qui nous a frappé dans cette période, c'est que, dans la population ouvrière des États-Unis, tandis qu'on réduisait beaucoup la dépense pour la nourriture, et que les loyers ne montaient que lentement, bien plus lentement que les prix, des besoins nouveaux, qui n'existaient pas jusqu'ici, ou qui ne jouaient qu'un rôle très modeste, brusquement prenaient leur essor. N'exagérons pas cependant, et ne nous figurons point que tout le surplus disponible du revenu a été consacré à ce genre d'objets ou d'activités qui représentent en Amérique le luxe matériel des classes moyennes. Les ouvriers se sont aussi assurés de plus en plus, ils ont recouru davantage aux soins du médecin. Arrêtons-nous ici un moment, et considérons qu'on pourrait classer les besoins en deux catégories : ceux qui ont leur racine dans les nécessités organiques et qui prennent naissance en nous, alors même qu'ils trouvent leur satisfaction au dehors; et ceux qui consistent simplement dans la possession et l'usage de tous les objets et dispositifs mécaniques que l'industrie et le commerce ne cessent point de nous apporter. N'est-ce point cette différence qui expliquerait qu'on n'a pas développé, qu'on paraît même avoir réduit, tandis que la richesse augmentait, les dépenses en vue d'alimenter, d'entretenir, d'abriter, de reposer le corps, et qu'au contraire une extension si rapidement croissante ait été donnée aux achats d'objets et services fabriqués ou organisés en série, et dont on pouvait augmenter les quantités presque sans limites ? Tout ce qui est organique est limité; ce qui est mécanique ne l'est pas. C'est pourquoi, à des produits matériels accrus sans limites auraient correspondu des besoins accrus et capables de s'accroître presque indéfiniment.

Mais cette distinction ne tient pas compte de ce qu'entre le mécanique et le biologique la limite n'est, précisément, pas très tranchée, et en particulier de ce qu'on ne rechercherait point tels objets ou distractions qu'en effet, seuls, les progrès du machinisme et de la science physique ont pu produire, du moins en cette quantité, s'ils n'étaient réclamés, de quelque manière au moins, par

notre cerveau et par nos nerfs, et, si l'on veut, en un autre langage, si, en nous, aucun réaction affective ou sensible interne n'y répondait. Mieux vaut fixer notre attention sur ce fait que, dans la mesure où l'ouvrier satisfait ces besoins nouveaux, qu'ils aient pour objet des ustensiles, ou des objets de distraction d'un caractère mécanique, ou des avantages et services procurés par des organisations privées et publiques, elles-mêmes rationalisées et mécaniquement agencées, dans cette mesure aussi il participe à une civilisation qui le dépasse, et qui d'ailleurs le domine de toutes parts. Au contraire, d'autres besoins plus familiers, plus anciens, n'ont pas ou n'ont plus ce caractère. Autrefois, on a pu éprouver le sentiment que, lorsqu'on achetait des aliments, et quand on s'installait dans une maison, on participait aussi à la civilisation qui avait institué, suivant certaines règles, l'alimentation et l'habitation. Cette civilisation ancienne existe encore, sans doute. Mais elle a perdu de son prestige, parce qu'on sait bien qu'elle a rempli sa tâche, et qu'on est habitué depuis longtemps aux satisfactions qu'on lui doit. Ainsi, cette emprise qu'exercent les nouvelles inventions, les nouveaux produits, les formes modernes du confort, mais aussi les distractions collectives, les agences de voyages, les organisations de santé, d'hygiène, de prévoyance, d'assurance, de crédit, s'expliquerait non par le caractère mécanique de ces objets et de ces institutions, mais parce qu'on y reconnaît la marque de la société contemporaine et ses tendances maîtresses, et, plus généralement, qu'on aperçoit derrière eux une civilisation que l'on considère, à tort ou à raison, comme plus large, plus riche, et plus progressive que les autres. A de telles influences, la classe ouvrière obéit peut-être plus docilement encore, parce qu'elle était moins habituée et moins liée que les autres aux modes de vie anciens, aux types de civilisation qu'on peut croire dépassés. Elle n'a pas pu en éprouver les bienfaits, parce qu'elle ne disposait pas autrefois des moyens pécuniaires qui lui échoient aujourd'hui. Quoi d'étonnant si un rapport s'établit, dans sa pensée, entre l'accroissement de ses revenus, et les formes nouvelles de la vie sociale, et qu'elle soit dès lors moins sensible aux insuffisances de cette société ?

Ainsi, ce n'est pas dans l'organisme des individus que sont inscrits, en quelque sorte, les nouveaux besoins. Mais ce n'est pas une raison pour les considérer comme moins naturels que les autres. Ils résultent en effet de la nature et des tendances mêmes des groupes qui les imposent à leurs membres. C'est de là qu'ils tirent leur force, qui est grande, si bien qu'il n'y a pas lieu de nous étonner de ce que les dépenses qui correspondent à ces besoins

se soient accrues si vite en peu de temps, et de ce que ces besoins nous aient paru tellement extensibles.

Au reste, l'expérience américaine, dans les limites où nous l'avons observée, est courte. Nous n'en avons même atteint que quelques moments. C'est d'année en année qu'il aurait fallu pouvoir la suivre. Telle quelle, il nous semble qu'elle jette déjà quelque lumière sur le genre d'influence qu'exercent sur les dépenses et le genre de vie les variations des circonstances économiques.

CHAPITRE IV

LE MOUVEMENT GLOBAL DE LA CONSOMMATION NATIONALE ET LE DÉVELOPPEMENT DES BESOINS

1. — A défaut de budgets de ménages, comment l'étude du mouvement des consommations par tête, en France, depuis un siècle ou presque, peut révéler certaines variations de la dépense.

Les données que nous avons étudiées jusqu'ici, pour l'Allemagne et pour l'Amérique, sont sans doute les meilleures dont on dispose. Mais elles sont limitées. L'enquête allemande de 1927-28, à la fois étendue et précise, puisqu'elle repose sur des comptes effectivement tenus pendant douze mois, et par 2.000 familles, ne porte que sur une année. Pour les raisons que nous avons indiquées, il n'est guère possible de la comparer aux précédentes. Les enquêtes américaines jalonnent une période de 35 ans, et sont comparables l'une à l'autre, moyennant certaines précautions. Par elles, nous avons atteint une évolution, et mis en rapport les variations constatées d'une époque à l'autre dans les dépenses avec les mouvements des prix de détail, du coût de la vie, du gain ouvrier. Mais toutes se placent dans une seule phase d'expansion économique. Or, nous aimerions bien savoir si l'on retrouve les mêmes variations, les mêmes rapports, dans d'autres phases semblables, et, aussi, ce qui se passe, comment les dépenses évoluent, dans leur ensemble et leurs parties, en des phases opposées, de restriction, de baisse des prix soutenue pendant plusieurs décades. Mais on ne trouverait pas, avant 1895, dans n'importe quel pays, d'enquêtes par budgets de ménages qui présentent les mêmes garanties, par le nombre des familles observées, par la durée et l'exactitude des relevés.

Certes, en France, à diverses époques, les auteurs qui ont écrit sur la condition ouvrière nous présentent un petit nombre de budgets de ménages, tels que ceux qui ont été reproduits par Levasseur dans sa grande *Histoire des Classes ouvrières ou de*

l'Industrie en France de 1789 à 1870. Le Play et son école en ont établi quelques-uns dans leurs monographies. Mais on sait que dans le volume intitulé : *Salaires et Coût de l'Existence en France à diverses époques jusqu'en 1910*, publié par la Statistique générale de la France, il n'est fait état que de deux budgets, tenus l'un en 1856, l'autre en 1890[1]. Nous avons publié nous-même, dans le *Bulletin de la Statistique générale* (octobre 1914), les résultats d'une enquête (en France) par budgets de ménages faite en 1907 sur 87 ménages (dont 33 paysans, 54 ouvriers, ces derniers dans 16 villes), et qui portait sur 5 ou 6 semaines. Mais il n'a été organisé, à aucune époque, aucune autre enquête du même genre, si bien qu'il n'est pas possible de suivre une comparaison dans le temps. A quoi bon rapprocher des données de ce genre, dont beaucoup ne comprennent qu'un seul budget, alors qu'on voudrait étudier des tendances collectives, qui n'apparaissent et ne prennent corps que quand on étudie des groupes ?

Le coût de la vie, nous l'avons vu, calculé sur des quantités et qualités de produits qu'on suppose ne pas changer, ne nous apprend rien, et ne prétend d'ailleurs rien nous apprendre, sur la répartition des dépenses, non plus que sur la quantité et la qualité des biens ou services achetés, aux diverses périodes successives. Ne serait-il pas possible cependant, au moins pour quelques articles essentiels qui entrent dans les budgets ouvriers (tout au moins dans les budgets de la population urbaine, ou de toute la population française, soumise elle aussi, sans doute, aux mêmes grandes influences économiques que la classe des ouvriers), de déterminer comment ils ont varié en quantité, par tête, dans telle ou telle décade ?[2] Ce n'est là sans doute qu'une moyenne, et on ne peut la calculer que pour un petit nombre d'articles. Mais songeons que, par ailleurs, sur la variation des dépenses et du genre de vie dans tout le cours du XIXe siècle en France, nous ne possédons que des évaluations et estimations très incertaines, qui varient suivant les lieux et les milieux observés, et suivant les

1. Nous ne rappelons que pour mémoire l'*Enquête sur les conditions de la vie ouvrière en France*, faite par la Statistique générale de la France, par la méthode des questionnaires. Voir ci-dessus, p. 4.

2. Rappelons qu'au Canada cette méthode a été appliquée, par le *Dominion Bureau of Statistics*, à l'établissement de l'indice du coût de la vie, du moins quant aux dépenses d'alimentation. On a dressé la liste de 46 denrées, et attribué au prix de chacune d'elles un « poids » fixé d'après les quantités totales qui en ont été consommées dans tout le Dominion. Ainsi il ne serait pas impossible de calculer, pour chaque année, le budget effectif moyen de tous les habitants. D'autre part, M. Lynd, dans l'ouvrage cité : *Recent social trends*, tome II, p. 897 sq., a indiqué dans un tableau les quantités consommées par tête aux États-Unis, chacune des années 1919, 21, 23, 25, 27, 29, 30, 31, en distinguant 167 articles, dont 32 pour l'alimentation, les boissons, le tabac, et 35 pour le vêtement.

observateurs, si bien que, en toute précision et certitude, nous ne savons proprement rien. Le peu que nous apprendrons, en recherchant les variations de la consommation par tête, et qui ne comprendra que des données numériques recueillies aux années successives par les mêmes méthodes, vaudra certainement mieux que ce rien. Nous nous aiderons des rapprochements déjà présentés à ce sujet par M. Simiand[1], des chiffres rassemblés par Levasseur pour la période antérieure à 1870, et surtout des moyennes que nous avons calculées, par périodes décennales et quinquennales, d'après les données sur la consommation publiées par l'*Annuaire statistique de la France*, et d'autres sources encore.

2. — Le pain, la viande, le vin. A-t-on, ici, quant aux quantités par tête, atteint et dépassé le maximum ?

Les Français passent pour être de grands mangeurs de pain, et de pain blanc. Dans un des plus anciens budgets de ménage que nous possédions, qui n'est d'ailleurs, sans doute, qu'une estimation, le baron Bigot de Morogues estimait que, vers 1835, dans une famille de cinq personnes, le pain absorbait la moitié de la dépense pour la nourriture. Dans le budget du charpentier à Paris, établi par M. du Maroussem en 1890, cette proportion tombe au-dessous du quart. Dans notre enquête de 1907, elle oscillait, à Paris, entre 13,5 et 20 pour 100. Nous allons voir que ces chiffres ne donnent qu'une idée bien lointaine de ce qui s'est passé à cet égard, et qu'il vaut mieux renoncer à tirer quelque lumière de budgets de ménages dispersés et trop peu nombreux.

La consommation moyenne du froment a passé de 1 hectolitre 80 par tête en 1820-22 à 2 hectolitres 34 en 1852, et 2 hectolitres 84 en 1870. L'augmentation, en cinquante ans, aurait été de 58 pour 100 (et un peu plus rapide dans la seconde période que dans la première, c'est-à-dire dans la phase d'expansion et de prospérité qui commence en 1850, que dans la période précédente, période de prix maintenus bas et de salaires stationnaires).

Voici maintenant quelles sont les moyennes décennales des quantités de froment consommées par tête, en hectolitres, depuis 1850. Nous les avons calculées, d'après l'*Annuaire statistique de la France*.

1. Simiand, *Cours d'économie politique*, 1929-1930, 3e année, p. 309-317.

Quantités de froment par tête.

	En hectolitres	Nombres relatifs
1851-60.....	2,494	100
1861-70.....	2,7	108
1871-80.....	2,9	116
1881-90.....	3,230	129
1891-1900.....	3,194	128
1901-13.....	3,2	128
1921-30.....	2,839	114

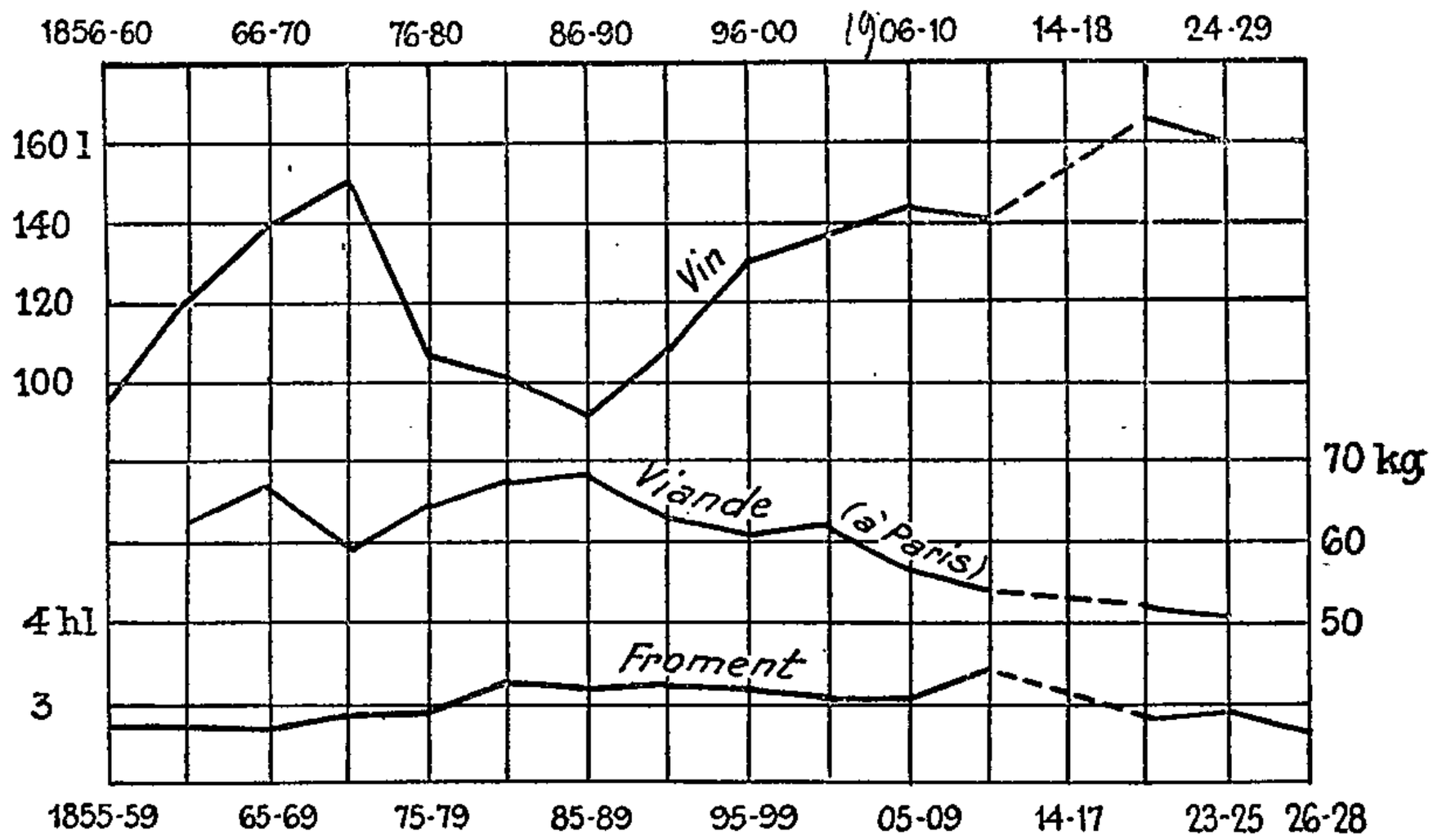
Jusqu'à 1881-90, la consommation de froment a augmenté de 30 pour 100 en trente ans. Mais que signifie cet accroissement ? Levasseur l'expliquait ainsi : « Ce n'est pas que, dans les grandes villes, chaque habitant mangeât plus de pain; car, à Paris, la consommation moyenne, qui était environ d'une livre (500 grammes) par jour en 1820, n'était évaluée en 1866-69 qu'à 426 grammes, et le prix était resté à peu près le même. C'est que la population, nourrie d'aliments plus variés, avait réduit sa ration de pain. Les citadins mangeaient plus de pain de froment que les campagnards. C'est l'accroissement de la population urbaine qui explique principalement l'accroissement de la consommation du blé. » Il ajoutait : « Le paysan, toutefois, avait aussi une part. » Il semble, cependant, que dans la population ouvrière, augmentée incessamment par des emprunts à la population rurale, le pain ait représenté dans toute cette période une part importante, et peut-être croissante en montant absolu, de l'alimentation.

Après 1881-90, où la consommation du froment paraît avoir atteint son maximum, elle demeure au même niveau pendant vingt années encore, avec à peine un léger fléchissement. Mais, après la guerre, elle retombe brusquement au-dessous du niveau atteint en 1870-80; et il ne s'agit pas d'une baisse de quelques années, puisque nous avons sous les yeux une moyenne qui correspond à plus de dix ans. Ici, il ne peut être question d'ouvriers qui redeviennent paysans, non plus que d'un arrêt qui se serait produit à partir de 1890 dans le développement de la population urbaine. Tout indique qu'après la guerre, en tout cas, et malgré la forte augmentation des salaires depuis 1900, l'on achète et l'on mange moins de pain. La dépense correspondante dans les budgets ouvriers a dû nettement se réduire en proportion[1].

1. En Belgique, d'après l'étude citée plus haut de M. Gottschalk, la consommation de pain, par ouvrier adulte, a passé, en nombres relatifs, de 100 en 1891 à 95 en 1910, à 91,6 en 1921 et à 78,5 en 1929.

GRAPHIQUE III

Consommation annuelle moyenne, par tête, de froment et de vin en France, et de viande à Paris, de 1855 à 1928.



Échelle verticale : à gauche, consommation en litres pour le vin, en hectolitres pour le froment; à droite, consommation en kilogrammes pour la viande.
Échelle horizontale : périodes quinquennales, en haut, pour le froment et le vin; en bas, pour la viande (l'échelle supérieure est décalée d'une année par rapport à l'échelle inférieure).

Si l'on s'était demandé il y a cinquante ans à quel signe se reconnaissait l'abondance de la table, et quel genre d'aliment était le plus recherché, on aurait pensé tout de suite à la viande. Dans plus d'une société féodale, nous savons que les viandes de choix étaient réservées aux nobles, dont l'organisme passait pour être ainsi nourri de meilleurs principes. Il n'y a pas longtemps encore qu'en disant de quelqu'un (et peut-être continue-t-on à le dire aujourd'hui) : « Il ne mange pas de la viande tous les jours », on laissait entendre que, faute de moyens, il se nourrissait médiocrement. Aussi sera-t-il intéressant d'observer comment cette consommation a varié depuis près d'un siècle. Nous nous en tiendrons à Paris, où l'octroi enregistre très exactement les quantités de viande provenant des abattoirs, et arrivant de l'extérieur.

On nous rapporte que la quantité moyenne de viande de boucherie et de porc consommée par tête était de 71 kg. 69 en 1809-1818, de 61,48 en 1831-40, et 61,77 en 1841-50 : soit une diminution d'environ 18 pour 100, quand on passe de la période 1809-18, qui

marque la fin d'une longue période d'expansion, à une phase de resserrement, jusqu'après 1850. Cependant, « Paris, remarque Levasseur, était toujours le plus grand foyer de consommation [de viande]. On y mangeait encore, en moyenne, 60 kilogrammes de viande par année, pendant que la moyenne des autres villes était de 50 kilogrammes à peine, et celle des campagnes, de 6 kilogrammes. » Si cette consommation, d'ailleurs, a augmenté nettement, de 1839 à 1849, dans les villes de plus de 10.000 habitants (au contraire de ce qui se passait à Paris, où elle demeurait alors stationnaire), cela tient sans doute à ce qu'un certain nombre d'entre elles ont vu leur population augmenter, et passer à un genre de vie plus nettement urbain. Mais ne sortons point de Paris : la consommation moyenne s'est relevée à 79 en 1860, soit, dans la période d'expansion où on est entré, par rapport à la phase antérieure, une augmentation de 28 pour 100 (il s'agit toujours de Paris avant l'annexion de la banlieue). Avec cette annexion, la quantité de viande par habitant baisse à 71, parce qu'il s'agit d'une population un peu différente : mais elle remontera très vite.

Suivons maintenant le mouvement de cette consommation, dans Paris qui a annexé sa banlieue, à partir de 1860, en nous en tenant à présent à la viande de boucherie.

Dans un mémoire intitulé : *Essai sur une forme d'industrie. L'Industrie de la Boucherie à Paris au XIX*e *siècle*[1], p. 64-65, M. Hubert Bourgin avait reproduit année par année, pour toute la période 1860-1900, les nombres indiquant les quantités totales en kilogrammes de viande de boucherie entrée à Paris (voir, à ses *Observations*, les sources dont il a fait usage). Nous avons complété cette série jusqu'à 1928, d'après l'*Annuaire statistique de la Ville de Paris*, en ajoutant, comme l'avait fait l'auteur de ce mémoire : 1° les quantités de viande de boucherie provenant de l'abattoir, et 2° les quantités de viande de boucherie provenant de l'extérieur[2]. Pour obtenir la consommation par tête, nous avons divisé

1. *Année sociologique*, huitième année (1903-1904), Paris, Alcan, 1905.

2. Dans un rapport à la XVIe session de l'*Institut international de statistique* (Rome, 1925), publié à part sous le titre : *Statistiche internazionali sul consumo della carne con speziale riguardo al consumo delle grandi città* (Milan, 1926, 83 p. in-8°), M. Alessandro Molinari remarque qu'à Paris une partie de la viande qui sort des abattoirs est envoyée hors de la ville, quantité qui s'élèverait à plus d'un quart (p. 15, note). Cela ne s'applique pas au second élément de nos sommes, la viande venue de l'extérieur, ce qui réduit peut-être à un huitième ce qui ne reste pas à Paris. Ainsi, les nombres reproduits représenteraient un peu plus que la consommation par tête. Comme on ne voit pas de raison, du reste, pour que cette cause d'erreur ne soit pas à peu près constante d'une année à l'autre, elle n'empêche point que les comparaisons dans le temps ne restent valables : c'est ce qui nous importe surtout ici. Il en est de même d'une autre cause d'erreur, d'ailleurs peu importante, savoir que les abats et issues et les abats de choix ont été compris en partie dans le poids de la viande jusqu'à une date très récente. Ils sont pesés et mentionnés à part depuis 1920; mais, de toute façon, la forte baisse signalée depuis 1890 continue après la guerre et jusqu'à présent.

tous ces nombres par la population à Paris pour chaque année. On trouvera ci-dessous la série complète de ces nombres annuels. Enfin, nous avons calculé des moyennes quinquennales, depuis 1860[1].

Consommation annuelle de viande de boucherie à Paris par tête.
En kilogrammes.

1860-64.....	62,7	1895-99.....	61,2
1865-69.....	67	1900-04.....	62
1870-74.....	59	1905-09.....	57
1875-79.....	64	1910-13.....	54,5
1880-84.....	67,5	1918-22.....	52
1885-89.....	68,5	1923-28.....	51
1890-94.....	63,7		

Rappelons qu'en 1860, dans le Paris qui vient de s'agrandir, la consommation par tête de viande de boucherie et de porc est tombée à 71 kilogrammes par tête au lieu de 79, et à 61,5 pour la viande de boucherie seulement, au lieu de 69. Elle remonte les années suivantes, jusqu'à retrouver presque les valeurs précédentes, se réduit beaucoup, plus encore qu'en 1860, au moment de la guerre de 1870-71 et dans les années qui suivent. Elle remonte cependant au niveau précédemment atteint en 1880-84, le dépasse même et atteint le maximum auquel elle s'était élevée dans la période d'expansion précédente. Mais, cette fois, on se trouve en une phase de baisse des prix et de resserrement des salaires. Il semble que les ouvriers n'acceptent pas, à ce moment, de renoncer à des habitudes de consommation déjà anciennes. Cependant, dès 1890-94, la quantité de viande baisse brusquement, et de nouveau en 1895-99. Elle demeure au même niveau pendant trois ans encore, 1900-1902 (avec un relèvement en 1900,

1. M. Molinari a publié, en données décennales ou quinquennales jusqu'à 1855, en données annuelles jusqu'en 1872, les quantités de viande de boucherie, de viande de porc, et le total, consommées par tête à Paris, d'après : Maurice Block, *Statistique de la France comparée avec les divers pays de l'Europe*, Paris, 1875. Or tous ces nombres, depuis 1860, et aussi ceux que M. Molinari a calculés lui-même par périodes discontinues jusqu'à 1920, sont (sauf pour 1903-1907) notablement plus élevés que ceux de M. Bourgin et que les nôtres. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que nous nous sommes assuré, par quelques sondages, que nous suivions, dans nos relevés, la même méthode que M. Bourgin, nous en tenant aux rubriques qui concernent la viande de boucherie au sens étroit (voir les *Observations* jointes à son tableau). Ajoutons que, pour 1860 (Paris dans sa nouvelle enceinte), M. Molinari indique : viande de boucherie et de porc : 79,6 (en augmentation sur Paris ancien), ce qui ne s'accorde pas avec ce que nous avons dit plus haut, d'après Levasseur : « après l'annexion de la banlieue, la quantité de viande (de boucherie et de porc) baisse, par habitant, à 71, parce qu'il s'agit d'une population un peu différente ». Avec les chiffres de M. Molinari, le maximum se placerait en 1865 (viande de boucherie : 72), et la baisse que nous signalons paraîtrait, dans l'ensemble, encore plus sensible : mais nous avons toutes raisons de penser que M. Block et lui-même ont compris, dans leurs relevés, des catégories que nous en avons exclues à dessein.

Les quantités de viande de boucherie consommées à Paris.

	Quantité totale entrée à Paris en milliers de kilogr.	Consommation par tête en kilogr.		Quantité totale entrée à Paris en milliers de kilogr.	Consommation par tête en kilogr.
1860.....	101.328	61,5	1895.....	149.392	59,9
1861.....	102.790	61,7	1896.....	150.170	59,9
1862.....	105.544	62,1	1897.....	155.740	61
1863.....	109.348	63,4	1898.....	161.071	62,5
1864.....	113.482	64,9	1899.....	163.772	62,8
1865.....	115.873	65	1900.....	178.774	68
1866.....	120.140	66,9	1901.....	166.139	62,5
1867.....	124.987	68,6	1902.....	165.506	62
1868.....	123.740	67,1	1903.....	161.762	59
1869.....	127.438	68,5	1904.....	159.137	59
1870.....	104.582	56,1	1905.....	159.424	59
1871.....	—	—	1906.....	165.181	61
1872.....	113.219	59,1	1907.....	161.490	59
1873.....	111.990	58	1908.....	157.459	53
1874.....	121.940	62,3	1909.....	158.434	53
1875.....	129.601	65,6	1910.....	160.054	56,5
1876.....	132.095	61,3	1911.....	152.080	52,5
1877.....	131.903	64,7	1912.....	157.660	54,5
1878.....	136.755	65,4	1913.....	160.598	54,5
1879.....	136.917	64	1914.....	131.220	45,5
1880.....	146.928	67	1915.....	—	—
1881.....	155.597	69,5	1916.....	—	—
1882.....	156.447	69,9	1917.....	—	—
1883.....	149.729	66,7	1918.....	121.629	42
1884.....	149.049	66	1919.....	163.178	56
1885.....	149.495	66	1920.....	159.526	55
1886.....	152.006	67	1921.....	152.486	52,5
1887.....	159.493	69,8	1922.....	155.715	54
1888.....	161.933	69,5	1923.....	148.237	51,5
1889.....	166.856	70,8	1924.....	145.885	50,5
1890.....	152.107	63,9	1925.....	149.986	52
1891.....	155.750	64	1926.....	151.270	52,5
1892.....	158.105	65	1927.....	144.344	50
1893.....	160.325	65	1928.....	145.785	50,5
1894.....	148.639	60			

année d'Exposition universelle). Mais en 1903 commence un mouvement de baisse (au-dessous même des minima de 1861 et 1870), qui s'est accentué à travers la guerre et jusqu'aux années les plus récentes : baisse de plus d'un quart (de 100 à 74) par rapport au maximum de 1885-89.

De toute façon, il y a eu une grosse augmentation des quantités de viande consommées, des dernières années de la première moitié au troisième quart du XIXe siècle et jusqu'en 1889 inclus (ceci n'est d'ailleurs point spécial à Paris). Ajoutons que, dans cette période, le prix de la viande a fortement haussé. « Au marché de Poissy, dit Levasseur, le kilogramme de viande, qui avait valu en moyenne, de 1846 à 1850, 0 fr. 98, valait 1 fr. 39 en 1867-69. » La statistique agricole indique, pour le même intervalle, que le prix de la viande de bœuf a augmenté de 54 pour 100. Ainsi, à ce moment, une part certainement plus grande des dépenses est employée à des achats de viande. De 1889 à 1900, après 1901 encore et jusqu'à présent, il y a diminution des quantités. Mais de 1895 jusqu'à présent, le prix de la viande a beaucoup haussé, si bien que, jusqu'à la veille de la guerre, la proportion de la dépense pour la viande, vraisemblablement, n'avait pas diminué, et peut-être avait encore augmenté. Tout indique que, depuis la guerre et dans ces dernières années, elle s'est nettement réduite.

Indiquons en passant que c'est là une évolution qui s'observe dans d'autres pays, depuis vingt ou trente ans. D'après les tableaux publiés par M. Molinari, la consommation de viande de boucherie et de porc par tête a passé, aux États-Unis, de 76 kilogrammes en 1907 à 64,3 en 1914; et 55,8 en 1918; elle remonte à 68 en 1922, et à 75,8 en 1923; mais, de notre enquête de Detroit en 1929, il résulterait qu'elle a de nouveau et fortement baissé depuis. En Angleterre, la même consommation tombe de 61 kg. 48 en 1901 à 57,27 en 1913, et 53,80 en 1922; et, en Allemagne, de 52 kilogrammes en 1912 à 40,7 en 1924[1].

Passons à un article de dépense assez important et caractéristique dans la classe ouvrière en France : c'est le vin. On détermine la quantité totale de vin consommée en calculant la différence

1. En Belgique, d'après l'étude citée plus haut de M. Gottschalk, la consommation de viande a suivi l'évolution suivante : par ouvrier adulte, en nombres relatifs :

	1891	1910	1921	1929
Viande de bœuf	100	81,8	115,2	99,5
Viande de porc	100	420	353	338,6

Les quantités de viande de porc consommées représentent, en 1929, le tiers des quantités de viande de bœuf.

Ici encore, il semble que le maximum ait été dépassé.

entre la production, plus l'importation, de chaque année, et l'exportation. Il reste possible d'ailleurs que tout ce vin n'ait pas été bu dans l'année. En tout cas, nous notons ici de très fortes variations d'une année sur l'autre. Nous avons calculé les nombres suivants, par périodes quinquennales (consommation annuelle) :

Consommation de vin (calculée), en France, par habitant, en litres.

1831-35	89,5	1881-85	102
1836-40	83,5	1886-90	92
1841-45	80	1891-95	107,5
1846-50	119	1896-1900	130
1851-55	60	1901-05	139
1856-60	94,5	1906-10	144
1861-65	120	1911-13	142
1866-70	139	1914-18	—
1871-75	150	1919-23	166
1876-80	108	1924-29	163

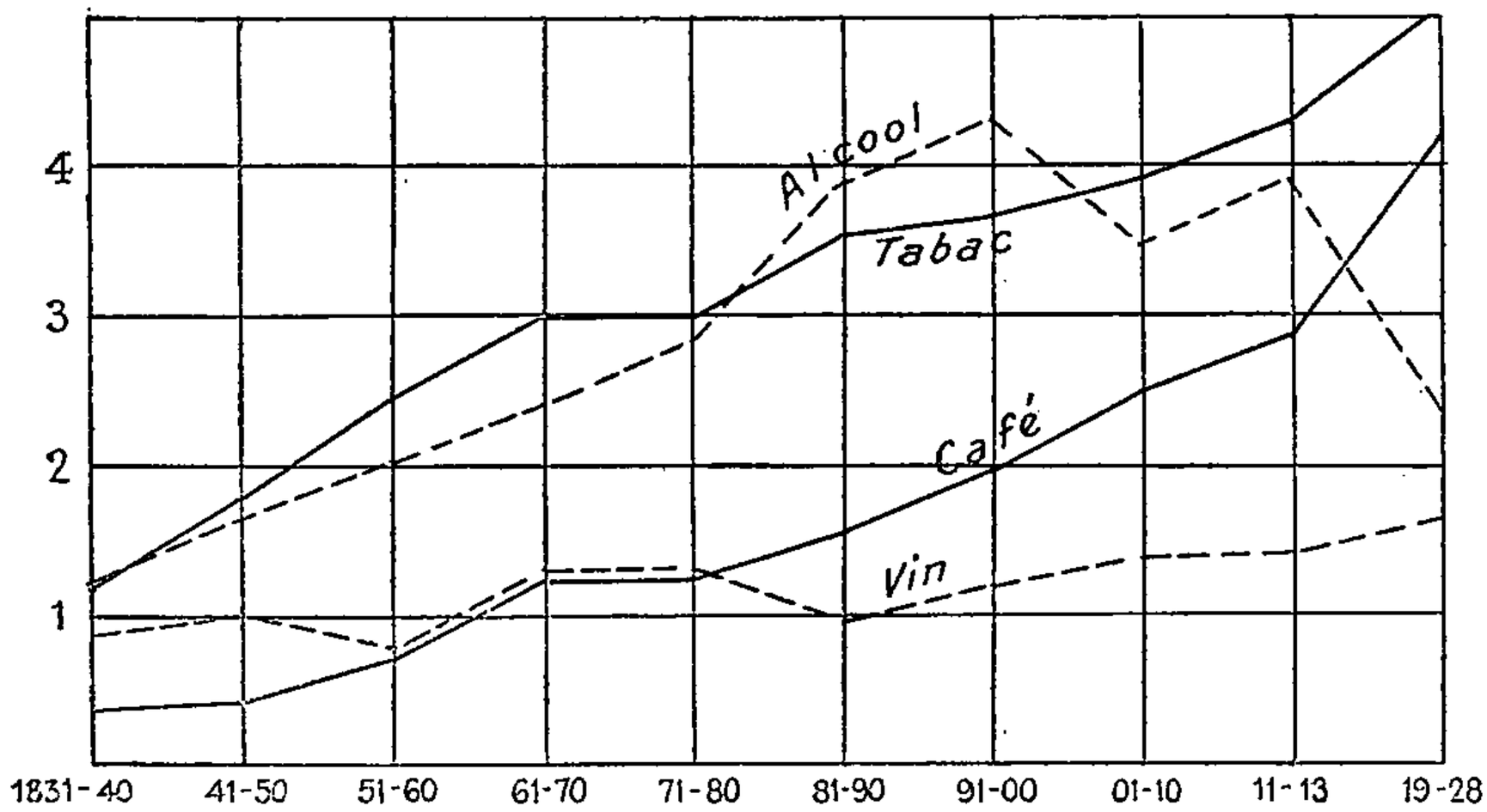
D'après Levasseur, la consommation moyenne de vin, par tête, était, en 1801-1808, de 156 litres : c'est un maximum dont on ne se rapprochera exceptionnellement qu'en 1871-75, et qu'on ne dépassera que de peu après la dernière guerre. En tout cas, jusqu'en 1841-45, en période de resserrement, cette quantité aurait diminué de près de moitié. Elle remonte à partir de là (exactement à partir de 1846 où il y a une brusque augmentation) et de façon continue jusqu'à 1871-75 : la moyenne pour 1846-1855 (pour dix ans, que nous calculons pour atténuer l'extrême irrégularité des variations annuelles dans cette période) est de 89,4, qui s'intercale de façon très normale entre 80 (en 1841-45) et 94,5 (en 1856-60). Cette augmentation, qui est presque du double, se poursuit ainsi à travers toute la période d'essor : 1850 à 1875. Levasseur observe que, de 1852 à 1870, la consommation moyenne de vin a passé de 73 litres à 135 : « mais, ajoute-t-il, il ne s'agit que des quantités déclarées; la quantité consommée est, en réalité, plus grande ».

Dans la période qui suit, jusqu'à 1890, les quantités diminuent. Cette baisse très nette et continue, qui, finalement, ramène la consommation de vin au niveau de 1856-60, peut être expliquée par le phylloxéra et les maladies de la vigne. En même temps, elle se produit en une phase de bas prix et de revenus plutôt réduits, alors que d'autres éléments du coût de la vie se trouvent diminuer. Mais le prix du vin augmente très nettement (comme il est naturel puisque les quantités mises en vente sont très réduites). On peut donc supposer que la dépense de vin a dû rester aussi forte, s'est peut-être accrue, bien que les revenus n'aient

pas beaucoup haussé, et a pris une place plus importante dans le budget.

GRAPHIQUE IV

Consommation annuelle moyenne d'alcool, de café, de vin (par tête), et de tabac (au total), en France, de 1831 à 1928.



Échelle verticale : pour l'alcool, en litres; pour le vin, en cent litres; pour le café, en kilogrammes; pour le tabac, en dix millions de kilogrammes (consommation totale).
Échelle horizontale : périodes décennales (sauf l'avant-dernière).

Après 1891-95, et surtout depuis le début du XXe siècle, à travers la guerre et jusqu'à présent, il y a eu augmentation manifeste des quantités. Si nous appelons 100 la consommation moyenne en 1891-95, nous trouvons les nombres suivants :

1891-95.....	100	1911-13.....	132
1896-1900.....	121	1919-20.....	146
1904-05.....	130	1921-26.....	167
1906-10.....	134	1927-31.....	163

La consommation de vin avait doublé de 1841-1845 à 1871-1875. Elle augmente de 80 pour 100 de 1886-90 à 1919-23 (pour l'essentiel, au cours de la dernière période d'expansion) [1]. Si, d'ailleurs, l'on tient compte de l'augmentation des prix depuis

1. On nous dit, dans : *Salaires et coût de l'existence à diverses époques jusqu'en 1910* (Statistique générale de la France), p. 57, que la consommation du vin dans le département de la Seine représente environ 230 litres par habitant, soit 920 litres pour une famille de 4 personnes, — alors que, pour toute la France, elle n'est, à la même époque, que de 140 litres par tête.

1907, il est certain que cette dépense a augmenté plus que proportionnellement aux revenus. Mais peut-être, quant aux quantités, le maximum est-il atteint et dépassé depuis quelques années, depuis 1921-26, comme il paraît l'avoir été pour la viande en 1885-89, pour le pain en 1881-90.

Pour l'alcool, on note une augmentation très forte des quantités consommées, dans les groupes d'années où la consommation du vin a beaucoup diminué : mais, puisque, par suite de l'augmentation des prix du vin, on dépense alors au moins autant pour moins de vin qu'auparavant, la dépense pour l'alcool vient, non en remplacement ou compensation de celle-ci, mais en supplément. A cet égard, si l'on avait des budgets d'ouvriers français tenus exactement ces dernières années, ils présenteraient un vif contraste avec ceux des ouvriers américains.

3. — Le sucre, le café, le cacao, le thé, le tabac. Accroissement considérable des quantités par tête, surtout depuis l'avant-guerre.

Voici d'autres aliments dont la consommation a beaucoup augmenté, surtout à travers la guerre et depuis, et ne paraît pas encore avoir atteint ou dépassé son maximum.

Quantités consommées en France.

	Consommation annuelle en kilogr. par tête		Consommation totale en millions de kilog.
	Sucre	Café	Tabac (1)
1831-40	2,71	0,33	133
1841-50	3,26	0,43	178
1851-60	4,51	0,70	245
1861-70	6,47	1,23	300
1871-80	7,07	1,24	301
1881-90	11,07	1,56	354
1891-00	11,41	1,94	368
1901-10	14,12	2,49	392
1911-13	17,50	2,84	430
1919-28	19,16	4,19	506

D'abord, le *sucre* qui, au XVIIIe siècle, n'entrait que très peu dans l'alimentation. Au début du XIXe siècle, en 1817-1821, la quantité

1. Nous avons, pour la période 1911-13, divisé par 3 et multiplié par 10 le nombre correspondant à ces trois années, pour que la comparaison puisse se faire avec les consommations des périodes décennales qui précèdent et de celle qui suit.

de sucre par tête est déjà de 1 kg. 33. Elle fera bien plus que décupler, elle s'élèvera à 20 kilogrammes en 1920-30. Suivons la moyenne décennale, depuis 1851-60. Nous trouvons qu'elle augmente de 56 pour 100 jusqu'en 1871-1880, en vingt ans, et de 57 pour 100, de là jusqu'en 1881-90, en dix ans. Ces accroissements considérables se produisent, nous dit M. Simiand, après la forte poussée des prix de 1850-56, « en une période de détente où les revenus monétaires accrus ne baissaient pas ou même haussaient encore, alors que le coût de certains produits baissait. Puis vient une période stationnaire (compte tenu d'un changement de droits considérables) entre 1883-85 et 1895-1900, où cette consommation n'augmente presque pas : c'est, d'ailleurs, une phase de resserrement. » De 1891-1900 à 1901-1910, l'accroissement des quantités reprend, de 27 pour 100 en dix ans, et de 1901-1910 à 1919-1928, de 36 pour 100, en vingt ans. Ceci en période d'expansion. On relève d'ailleurs, de l'avant-guerre à l'après-guerre, une augmentation notable des prix de ce produit, plus que pour nombre d'autres articles d'alimentation. Il est évident qu'on dépense bien plus, proportionnellement, pour le sucre, à présent qu'autrefois. Sans doute, ce n'est qu'une très petite part de la dépense pour la nourriture. Mais, sans même parler de sa valeur nutritive, il faut retenir que cette denrée, autrefois de luxe, s'est incorporée de plus en plus à l'alimentation des ménages ouvriers. Peut-être déplace-t-elle ou réduit-elle d'autres dépenses plus fortes, plus qu'en proportion de ce qu'elle représente elle-même en montant monétaire. Il n'en est que plus curieux que la rapidité inégale de ses mouvements de hausse paraisse être en relation régulière, en tout cas depuis 1850, avec l'alternance des phases générales d'expansion et de resserrement.

Si l'on consomme plus de sucre, c'est certainement, en bonne partie, parce qu'on boit plus de café, de thé et de cacao. La consommation de *café* n'était, nous dit Levasseur, que de 0 kg. 279 en 1837-1846. On l'évalue sous le Second Empire à un peu moins d'un kilo. Elle dépasse 4 kilos à présent. Suivons ses variations. Nous verrons que, de 1855 à 1881, en phase d'expansion principalement, elle augmente beaucoup, de plus du double. Elle se stabilise au contraire en 1881-1895, c'est-à-dire en phase de resserrement. En effet, voici quelles sont les quantités annuelles de café consommées par tête, dans cette période :

1881-85.....	1,76	kilogr.
1886-90.....	1,75	—
1891-95.....	1,83	—

Elles réaugmentent jusqu'à la guerre, et surtout à travers la guerre : de 68 pour 100 entre 1901-1910 et 1919-1928, c'est-à-dire, encore, en phase d'expansion[1].

Il en est de même, encore, du *cacao*, dont la consommation a à peu près décuplé dans les quatre-vingts dernières années. Les plus forts accroissements en quantité se placent dans des périodes d'expansion : d'abord, de 1851 à 1870; elle fait plus que doubler dans la première décade, et double presque, encore, dans la seconde. Elle n'augmente que de moitié entre 1875 et 1895, en phase de resserrement. Elle fait encore plus que doubler, de 1891-1900 à 1921-30, à travers toute la dernière phase de hausse des prix et des revenus.

La quantité de *thé* consommée par tête a sextuplé depuis 1850. Indiquons de combien elle augmente d'une décade à l'autre (l'année représente ici la décade qui la suit) : 1831-1841 : 34 pour 100; 1841-1851 : 22 pour 100; c'est la fin d'une période de resserrement; si nous le rappelons, c'est que cette quantité s'accroît notablement, dès qu'on entre en phase d'expansion : 1851-1861 : 42 pour 100. De 1861 à 1871-80, par suite de la guerre et du chiffre très réduit des années qui suivent, il y a à peu près arrêt : 7 pour 100 d'augmentation. Mais la montée recommence dès 1874-75, et, cette fois, au moment où l'on passe des prix élevés aux prix bas. Bien qu'un premier maximum (qu'on ne retrouvera qu'en 1907) ait été atteint en 1869, c'est à partir de 1875 que commence le grand mouvement d'augmentation qui se prolongera jusqu'à la guerre : de la décade 1871-80 à 1881-90, 54 pour 100; à 1891-1900, 42 pour 100; à 1901-10, 44 pour 100 : soit presque un doublement tous les dix ans. De là à 1911-13, et à 1919-28, 15 pour 100 et 18 pour 100, soit un ralentissement notable à travers la guerre, à la différence de ce que nous observions pour le sucre, et surtout pour le café. En somme, forte montée de 1851 à 1910, à peine interrompue, ralentie quelques années seulement au lendemain de 1870, et accélérée ensuite; puis, au delà de la dernière guerre, maintien au niveau atteint, d'ailleurs relativement élevé. Donc, acquisition rapide et durable d'un besoin nouveau, dont le développement se ralentit au moment où le café prend une avance bien plus forte. Au reste, il s'agit là d'une denrée qui n'occupe qu'une place très réduite dans l'alimentation des ouvriers français. C'est en Angleterre qu'il faudrait l'étudier.

Nous n'avons reproduit, pour le *tabac*, que les chiffres des quantités totales consommées en France par décade. « La consom-

1. En 1929-31 la consommation annuelle du café par tête a été de 4 kg.35.

mation du tabac, toute de luxe, dit encore Levasseur, a doublé de la fin du Premier Empire à la fin du Second : 400 grammes par tête en 1811-1820, et 822 grammes en 1866-69. » Aujourd'hui il faudrait compter à peu près 1.300 grammes. Examinons les quantités totales. Nous relevons une augmentation d'abord très forte et continue, de 47 pour 100 de 1851 à 1860 (période de hausse des prix et des salaires), assez faible ensuite, et jusqu'en 1894 : en 35 ans, les quantités totales n'augmentent que de 11 pour 100. De 1895 à 1913, la montée est plus rapide : en 18 ans, de 22 pour 100; et surtout de 1913 à 1919-18, en moins de 10 ans, de 18 pour 100 : ces deux dernières poussées, en période d'expansion[1]. Ajoutons que, de l'avant-guerre à l'après-guerre, il y a hausse à la fois des quantités et des prix. Or la dernière période d'expansion (hausse des prix et des revenus) commence, rappelons-le encore, en 1895. Les variations de la consommation du tabac sont en relation très nette avec ces phases alternées d'expansion et de resserrement. C'est ce que nous avons constaté également pour le sucre, le café et le cacao.

4. — Le coton, matière première des vêtements et du linge : variations des quantités par tête.

Est-il possible de poursuivre la même recherche sur des objets de dépense qui ne sont plus en rapport avec l'alimentation, par exemple les vêtements, le linge, etc. ? Les statistiques sur la consommation totale dans le pays entier ne peuvent s'appliquer ici qu'aux matières premières, du moins à quelques-unes, et encore avec une part d'approximation. « Pour certaines matières textiles entièrement importées, le coton par exemple, dit M. Simiand, l'excédent du total des importations sur le total des exportations (poids de matière en ses divers états) représente ce qui reste dans l'économie française, mais ne marque pas pour autant l'entrée en consommation sous forme de produits d'usage (tissus, vêtements, ou même fils de couture). Par suite, les oscillations extrêmement fortes et même capricieuses qu'on rencontre dans ces quantités ne s'appliquent sans doute pas pleinement à cette consommation d'usage, et reflètent plutôt, et d'abord, les fluctuations de la production agricole originaire. » Reproduisons cependant ces différences entre l'importation et l'exportation.

1. En 1929-30, la consommation totale annuelle du tabac a été de 55,850 milliers de kilogrammes.

Quantités de coton en laine par habitant, en kilogrammes.

1831-40.....	1,21	1881-90.....	2,92
1841-50.....	1,62	1891-1900.....	4,15
1851-60.....	2,14	1901-10.....	5,23
1861-70.....	1,87	1911-13.....	6,70
1871-80.....	2,38	1919-28.....	6,62

Levasseur nous dit qu'en 1816-21, la consommation de coton était d'un demi-kilo par tête. On voit qu'elle augmente assez régulièrement, environ d'un tiers par décade, jusqu'en 1860. Elle diminue (d'environ 15 pour 100) en 1861-70. C'est que, pendant et après la guerre de Sécession, les prix ont augmenté beaucoup. Elle remonte nettement ensuite, en 1871-80 (d'un tiers encore), mais un peu moins de là à 1881-90 (de 22 pour 100); ce ralentissement s'explique, peut-être, parce qu'on traverse une phase de resserrement. Mais, de là jusqu'à la veille de la guerre, en vingt-cinq ans, elle fait plus que doubler. En 1912 et 1913, notamment, elle s'élève à un maximum qu'elle ne retrouvera que dix ans plus tard. Après la guerre, en effet, elle reste à un niveau inférieur pendant cinq ans, puis, pendant les cinq dernières années, se relève fortement (soit de 20 pour 100 par rapport aux années 1912 et 1913). Ces fortes augmentations, qui portent les quantités moyennes par tête de 4 environ vers 1895 à 8,8 en 1930, se produisent en une période d'expansion.

Nous n'en conclurons pas que la dépense pour le vêtement a augmenté aussi rapidement, puisqu'il s'agit d'une matière première qui a d'autres emplois encore. En gros cependant, et de façon très approximative, ces mouvements donnent une idée du rythme suivant lequel elle a progressé aux diverses périodes.

5. — Les valeurs locatives : montée continue au cours du siècle.

Après l'alimentation et l'habillement, venons-en au logement. Ici, il n'est guère possible de suivre à travers le temps les conditions du logement en elles-mêmes, c'est-à-dire l'objet physique qu'est l'habitation, sans tenir compte du loyer, — que notre attention se fixe sur le nombre des pièces, leurs dimensions, le cubage d'air, etc. Il faut nous en tenir au loyer, soit des logements en général, soit de catégories de logements identiques à travers le temps. En d'autres termes, étant donné les deux éléments qui se combinent pour donner le loyer effectif : le logement tel qu'il varie à travers le temps pour une même classe, et le loyer, tel

qu'il varie à travers le temps pour un logement identique, c'est la seconde seule, c'est-à-dire le coût unitaire du logement, qu'on peut atteindre isolément, en France, pour une période qui s'étend sur quelques décades.

La Statistique générale de la France a calculé, vers 1910, la valeur locative moyenne par habitant, d'après les statistiques des Contributions directes, pour la France entière, et pour Paris, à diverses époques. Mais, dans les communes rurales, les évaluations sont trop incertaines, au moins dans le passé. Tenons-nous en au département de la Seine. Il y a eu augmentation continue, de 36 pour 100 entre 1828 et 1841, de 71 pour 100 entre cette dernière date et 1887-89; au total, de 130 pour 100. Mais que signifie cet accroissement ? En grande partie que, surtout dans les quartiers moyennement ou très riches de Paris, on a édifié des maisons plus confortables et mieux bâties. C'est pourquoi la même Statistique générale s'était proposé de rechercher « comment ont varié les prix des loyers indépendamment des changements survenus dans l'état des habitations, c'est-à-dire quel a été le mouvement dans des maisons qui sont demeurées les mêmes aux différentes époques ». On ne tient pas compte, il est vrai, de l'état de vétusté des immeubles, qui peut avoir une certaine influence sur le prix des loyers, et qui n'est pas exactement compensé par de nouvelles installations accessoires d'eau et d'éclairage. Quoi qu'il en soit, de cette enquête, qui a porté sur 2.526 loyers, dont 93 pour 100 étaient, en 1908, inférieurs à 500 francs, on peut retenir les résultats suivants :

Loyer annuel de logements d'un loyer inférieur à 1.000 francs, à Paris.
(2.526 logements, dont 2.340 d'un loyer inférieur à 500 francs.)

	Loyer moyen en francs	Augmentation %	
		au total	par année
1852	164		
		42 %	4,20 %
1862	233		
		10 %	0,72 %
1876	255		
		14 %	0,58 %
1900	290		
		4 %	0,50 %
1908	300		

Ainsi, très forte augmentation de 1852 à 1862, soit de 42 pour 100. Elle s'explique en partie par les grands travaux effectués à Paris dans cette période, et par la poussée générale des loyers, pour

toutes les catégories d'appartements d'un prix plus élevé, mais aussi par la grande poussée des prix de 1852 à 1856 environ. Elle est plus forte d'ailleurs, soit de 52 pour 100, pour les loyers compris entre 101 et 500 francs, c'est-à-dire pour la plus grande partie, de beaucoup, des ménages ouvriers. Ces loyers continuent à augmenter dans les décades qui suivent, mais nettement moins vite, et avec une rapidité qui paraît diminuer d'une période à l'autre (nous avons divisé l'augmentation totale pour 100, d'une année à l'autre, par le nombre d'années comprises dans l'intervalle plus une pour calculer l'augmentation par année).

Rapprochons maintenant ces prix des loyers des prix en général aux années correspondantes, et d'abord, depuis 1857, des prix de gros d'après les prix à l'importation (en prenant pour les loyers en 1857 une valeur intermédiaire entre 1852 et 1862). Nous trouvons que, tandis que les prix baissent de façon continue entre 1876 et 1896, les loyers ne cessent pas d'augmenter. Nous savons d'ailleurs que, de l'avant-guerre à l'après-guerre, tandis que les prix ont haussé dans de très fortes proportions, les loyers, en raison des moratoires et d'une législation spéciale, n'ont que fort peu augmenté. Une comparaison avec le mouvement des prix de détail nous conduirait au même résultat.

Nous pouvons bien conclure, avec M. Simiand, que « le prix de cette sorte de biens qu'est le logement nous apparaît être d'une nature économique assez spéciale, en ce sens qu'il hausse avec les autres catégories de biens (par exemple dans les années qui suivent 1850), et peut-être dans un ordre de grandeur un peu atténué au début, mais qu'ensuite il ne présente pas de baisses, et cela sauf pour les loyers les plus bas où nous avons simplement un palier, mais non pas, même dans ce cas, une baisse ».

Sans doute, notre enquête a porté sur l'agglomération parisienne : mais il en est de même de toute la France, comme il ressort des statistiques des Contributions directes. Quant à l'évolution de l'avant à l'après-guerre, c'est une exception qui, sans confirmer précisément la règle, en tout cas ne l'infirme pas.

Ainsi, depuis près d'un siècle, la dépense pour le loyer paraît avoir beaucoup augmenté, non seulement en montant absolu, mais en proportion, c'est-à-dire par rapport à la dépense totale. Cependant, nous savons qu'elle est très réduite dans les ménages ouvriers. On le constate dans les enquêtes allemande et américaine : il doit en être de même en France où nous trouvons, en 1907, qu'elle représentait de 9 à 11 pour 100 du revenu, dans les 53 familles ouvrières que nous avons pu étudier. Cette proportion devait donc être bien plus faible encore, autrefois, il y a trente ou soixante ans.

6. — Rapports entre les mouvements des quantités consommées par tête, et les phases économiques (de longue durée) d'expansion et de resserrement.

A défaut d'enquêtes par budgets de ménages, en France, les statistiques de la consommation nous apportent donc, sur les variations en quantité d'un certain nombre d'objets de dépense, des renseignements précis et continus, pour une durée de près d'un siècle. Il serait possible d'évaluer la dépense correspondante pour chaque année, en multipliant les quantités par les prix, et de reconstituer ainsi, de suivre même, dans son évolution, une partie importante du budget-dépenses du ménage moyen. Ici, nous nous en tiendrons, après cette revue, aux résultats généraux qu'on en peut tirer, et qui sont propres à nous faire mieux comprendre les habitudes de consommation des ménages.

D'abord, elles ont varié très fortement, puisque les quantités que nous venons de suivre ont toutes augmenté dans des proportions considérables. Quand nous étudions aujourd'hui, à l'occasion d'une enquête, les dépenses des ouvriers ou des employés, nous savons bien qu'elles dépendent de beaucoup de circonstances actuelles, en particulier des prix et des salaires, de la grandeur du ménage et de sa situation sociale, peut-être de la région où il vit et du métier qu'il exerce. Mais nous n'apercevons point que les besoins, leur espèce et leur intensité, représentent le point extrême d'une évolution qui s'étend sur un passé assez long, et en partie assez lointain. Il y a eu un moment où tels articles de consommation, du moins de telle qualité et en telle quantité, étaient appréciés et recherchés peut-être plus qu'aujourd'hui, parce qu'on se rappelait qu'on en avait été privé autrefois. Pour certains d'entre eux, nous l'avons vu, l'accroissement a été très rapide : mais il y a eu aussi de longs arrêts; quelquefois le terrain gagné a été reperdu, regagné de nouveau. Sans doute, les besoins nouveaux se sont consolidés, ont pris racine, mais à travers bien des vicissitudes. Nous ne connaissons cette histoire qu'en gros. Nous ne pouvons descendre dans le détail. Nous savons que la consommation de viande a augmenté, que la quantité de coton par tête d'habitant s'est accrue : mais il y a bien des espèces de viande, et le coton nous renseigne bien mal sur l'habillement. A chaque époque, c'est dans la pensée et les traditions des groupes ouvriers, c'est dans l'opinion et l'exemple, que se fixe l'idée du « nécessaire », tel qu'on le conçoit d'après les habitudes acquises et les progrès réalisés jusqu'à ce moment. Mais l'opinion n'est pas la

même à tous les endroits, dans tous les milieux. Elle est sujette à des fluctuations. Il n'y a pas un type de vie ouvrier bien déterminé pour chaque période, mais un ensemble de tendances plus ou moins anciennes, et, pour de nouveaux besoins, bien des possibilités de développement.

En second lieu, rappelons-nous que, pour la plupart des objets, en particulier pour les diverses parties de l'alimentation que nous pouvions étudier, il nous a semblé que les quantités par tête augmentaient très souvent et de préférence en phase d'expansion, augmentaient moins ou se stabilisaient en phase de resserrement économique. Cela peut paraître assez naturel, puisque, dans les premières, les revenus augmentent, et que, dans les secondes, tout au plus ils cessent d'augmenter. Mais quel est pour nous l'intérêt, quelle est la signification de cette alternance ? Il est bien explicable que, quand les revenus augmentent, alors même que les prix augmentent, mais surtout dès que leur mouvement de hausse se ralentit, les ménages sentent qu'ils disposent d'un surplus monétaire qui dépasse le montant de leurs dépenses habituelles, et qu'alors ils s'empressent de l'employer à satisfaire des besoins nouveaux, ou à satisfaire davantage des besoins anciens (ce qui, en un sens, revient à peu près au même). C'est ce que nous avons pu observer dans nos enquêtes américaines, qui se situaient en une période d'expansion, et surtout dans la revue que nous venons de faire des consommations par tête en France. Sans doute, il est concevable aussi qu'en de telles circonstances les ouvriers, sans modifier leurs dépenses, fassent des économies; ils s'y décident en partie : les dépôts dans les caisses d'épargne augmentent alors : et nous savons qu'en Amérique notamment des organisations spéciales se sont offertes à faire valoir leurs fonds disponibles en placements lucratifs et même en opérations de bourse. Mais, d'autre part, précisément parce qu'ils sortent d'une période qui s'est déroulée sous le signe de la restriction, on peut admettre aussi que bien des besoins qui ont été comprimés, et d'autres, qui aspiraient à naître, et qu'on a dû refouler, lèvent maintenant la tête.

Que se passe-t-il, cependant, dans ces autres phases, durant lesquelles les revenus sont resserrés ? Certes, alors, les prix baissent aussi, et les dépenses ne se développent pas, ou ne changent guère. Ici encore, on peut concevoir qu'il suffit, pour adapter les dépenses aux revenus, de les réduire uniformément, en tout cas de ne pas les augmenter, en même temps, bien entendu, qu'on renonce à mettre de l'argent de côté. C'est ce qui paraît bien avoir été pratiqué, au moins quelque temps et pour certains objets de

dépense, dans les phases de ce genre; nous avons remarqué, en effet, qu'alors les quantités consommées par tête augmentent moins, ou se stabilisent; comme les prix, en général, diminuent aux mêmes moments, ces dépenses doivent diminuer en montant absolu, et même, quelques-unes d'entre elles, en proportion. Il est vrai que pour certains aliments et certaines denrées, l'augmentation des quantités continue, même dans ces phases, et, en tout cas, la dépense augmente plutôt : qu'on songe à la dépense pour le vin, qui doit s'être élevée dans la dernière période de resserrement, et à laquelle, alors, s'est même ajoutée une dépense pour l'alcool très renforcée. Pour le coton, qu'on se reporte avant la guerre de Sécession, et même avant 1850, et à partir de 1918-1920, c'est-à-dire dans une phase de resserrement; on trouvera que la consommation qu'on en fait augmente néanmoins de façon continue, et très vite. Il en est de même du café, du cacao, du sucre, du tabac. La consommation de viande a continué, elle aussi, son mouvement ascendant au moins de 1880 à 1889, encore en une phase de bas prix. Il conviendrait de voir, il est vrai, si en même temps il n'y a pas eu passage à des qualités moins coûteuses, et si, au moyen d'un certain nombre de substitutions, on n'a pas réussi, augmentant les quantités, à ne pas réduire en proportion la dépense. En tout cas, on ne peut caractériser la répartition des dépenses, telle qu'elle tend à se faire quand les prix et les revenus n'augmentent plus, comme un retour à ce qu'il en était avant la période d'expansion d'où l'on sort, par renonciation automatique à toutes les avances réalisées. C'est donc à tort qu'on songerait à des villageois qui, après une bombance, retournent tristement à leur pain noir, à leur piquette aigre.

La phase de resserrement nouvelle se distingue de la précédente en ce que, dans l'intervalle, il y a eu expansion, que les besoins se sont tournés vers de nouveaux objets, détendus comme des ressorts qu'on ne presse plus. A présent, sous une pression nouvelle, on plie le dos, mais on serre contre soi ses acquisitions, et l'on s'efforce d'en sauver tout ce qu'on peut. Dès lors, quand même le revenu monétaire serait tel que dans la mauvaise période précédente, quand même son « pouvoir d'achat », ou, comme on dit, le « salaire réel », se retrouverait au même niveau qu'avant la phase d'expansion, les perspectives ne s'en seraient pas moins modifiées, plus étroites peut-être dans telles directions, élargies dans telles autres. Certes, l'élan est brisé, au moins pour quelque temps. Mais l'expérience qu'on a faite a modifié les appréciations du groupe quant aux objets qui répondent à ses besoins, quant à l'importance de ces besoins eux-mêmes. C'est pourquoi les dépen-

ses, développées dans la phase d'expansion, se consolident peut-être surtout quand la situation énonomique est plus tendue. Alors qu'on est contraint de les resserrer toutes d'ensemble, il se peut qu'on s'oppose plus fortement à l'accroissement de dépenses jugées autrefois et depuis longtemps nécessaires, pour laisser quelque champ aux autres. Inversement, l'expérience de telles restrictions possibles, en période de tension, laissera des traces : en phase de détente, c'est à la faveur de ces limitations maintenues que les besoins nouveaux prendront leur essor.

Enfin, et en troisième lieu, il nous a paru que les quantités consommées de telles denrées, qui ont de tout temps joué un rôle de premier plan dans l'alimentation, bien qu'elles aient augmenté dans des proportions élevées, et, presque, de façon continue, paraissaient comporter un maximum. C'est ce que nous avons remarqué pour le pain, la viande, et peut-être aussi pour le vin. Il y a des articles (mais assez peu d'aliments) dont les quantités et les valeurs consommées ou utilisées n'ont pas cessé de s'accroître, depuis qu'on peut les suivre : les vêtements, si l'on tient compte du coton qui y entre, et le logement, si l'on tient compte du loyer. Ces objets répondent-ils à des besoins indéfiniment extensibles ? En tout cas, si lesdits besoins comportent une limite, il ne semble pas qu'on l'ait atteinte, ni même qu'on en approche; c'est sans doute que ces objets se présentent sous des formes et avec des qualités très diverses, qu'il y entre des éléments d'art et de goût, que d'ailleurs ils ont une signification sociale qui peut se compliquer et s'approfondir; il y a là des possibilités d'extension et de variation presque indéfinies. Il n'en est peut-être pas de même, pas en tout cas au même degré, de la nourriture et des divers aliments. Certes, l'art de manger a derrière lui une longue et pittoresque histoire. Aujourd'hui encore, nous joignons aux traditions gastronomiques provinciales les raffinements et les exotismes de la cuisine moderne : on pensera que, dans cette direction aussi, on peut s'avancer encore loin. Cependant, à bien des signes on pourrait reconnaître que, malgré tout, l'alimentation tend plutôt à se simplifier. Est-ce parce qu'entre ses distractions et son travail le temps lui est mesuré ? En tout cas, l'ouvrier moderne reste peut-être moins longtemps à table qu'autrefois. Le loisir nécessaire pour goûter et déguster les mets est-il peu compatible avec le rythme plus précipité de la vie ? Le machinisme, en réduisant la part de travail musculaire et de force, en exigeant des ouvriers plus d'activité cérébrale ou nerveuse, les contraint-il à chercher des stimulants dans une alimentation plus concentrée, sinon plus succulente, et plus excitante ? Toujours est-il qu'au moins

depuis deux ou trois décades, une évolution semble se poursuivre : les objets de consommation le plus appréciés jusqu'ici, et qui constituaient comme la substance ou la base de la nourriture, le pain, la viande, peut-être le vin, ont passé par un maximum, mais l'ont dès maintenant dépassé; les quantités qu'on en consomme font mine de décroître, bien qu'ils conservent jusqu'à présent la plus forte part de leur avance. Est-ce parce que d'autres besoins que celui de manger et de boire absorbent une partie plus grande de la dépense ? Ou bien, et peut-être en même temps, parce que des aliments nouveaux entrent dans la consommation habituelle ? Nous n'avons pas parlé des fruits et des conserves exotiques. Mais ce qu'on appelait autrefois « les épices », et qui passait pour produit de luxe, est devenu denrée courante, et d'ailleurs qui entre de plus en plus dans le nécessaire : objets nouvellement introduits, ou jusqu'ici consommés en très petites quantités, qui répondent à de nouvelles habitudes alimentaires. Nous avons vu que, de l'avant-guerre à l'après-guerre, et jusqu'à présent, les quantités par tête de sucre, de café, de cacao, de thé, de tabac aussi, sont en plein accroissement. Mais on ferait des observations du même genre à propos de l'habillement, du mobilier, et, encore, des soins du corps (coiffeur, etc.). Ce n'est pas simplement que la mode change. La mode n'est ici que l'expression à la fois exagérée et superficielle d'une transformation profonde de la vie sociale.

CHAPITRE V

LE SENS ET LE RYTHME DE L'ÉVOLUTION DES BESOINS DANS LES CLASSES OUVRIÈRES

1. — Rappel de la marche suivie : de l'observation d'un état à l'étude d'une évolution, ou du statique au dynamique.

Toute cette étude et les réflexions auxquelles elle nous a conduit nous font regretter davantage que, dans les enquêtes par budgets de ménages, une fois achevés l'année, le mois ou la semaine du relevé, on considère ordinairement que tout est terminé. C'est au contraire à ce moment, et si l'on continuait, fût-ce avec un nombre réduit de familles, que cela aurait chance de devenir vraiment intéressant.

Ces enquêtes elles-mêmes, qu'on pourrait appeler statiques, puisqu'elles portent sur un état, non sur un mouvement, si l'on réussit cependant à en tirer des résultats, si l'étude que nous en avons faite a élargi notre connaissance de la condition des ouvriers, comme des employés et des petits fonctionnaires, n'est-ce point parce qu'elles se trouvaient, dans le cadre restreint d'une année, nous présenter cependant, comme sur un même plan, les éléments successifs d'une évolution qui s'étendrait sur beaucoup d'années ? Sans doute, lorsque nous comparons des ménages d'ouvriers, et d'employés ou de fonctionnaires, il est bien entendu que le plus grand nombre de beaucoup des uns et des autres ont été et resteront ce qu'ils sont toute leur vie. Mais il n'en est plus tout à fait ainsi, lorsque nous relevons des différences, quant à la répartition des dépenses, dans une même classe, à mesure qu'on s'élève dans la série des revenus. Nous savons bien, en effet, que le revenu d'un ouvrier, ou plutôt que son rang dans l'échelle des revenus, change souvent au cours de sa vie. Ici, nous pourrions presque dire que nous suivons une évolution. Nous le dirons plus légitimement encore, lorsque nous passerons de ménages sans enfant

à d'autres qui en ont un, deux, trois, etc. Cette série de ménages rangés suivant leur grandeur croissante, rien n'empêche que nous la projetions dans le temps. En un sens, toutes les étapes, toutes les phases de la vie d'un ménage ouvrier sont contenues dans un tableau qui nous présente en coexistence des situations qu'on peut envisager comme successives.

Il est vrai que si nous examinons les revenus et les dépenses des ménages dans leurs rapports avec les circonstances économiques, une année correspond toujours à un état momentané de ces circonstances. Il n'est même pas certain qu'en d'autres années la répartition des dépenses aurait varié de la même manière, avec le revenu, et avec le nombre des enfants, que dans une enquête annuelle donnée. C'est donc une succession véritable qu'il faudrait atteindre, c'est-à-dire que nous devrions nous appuyer sur des enquêtes faites en des époques successives. Il nous a été possible de suivre ainsi l'évolution de la façon dont les ouvriers emploient leurs revenus sur une période de près de 35 ans, à l'aide de 4 enquêtes assez espacées, mais aux États-Unis, et, aussi, seulement au cours de la dernière phase d'expansion économique qui a commencé vers 1895. Nous reviendrons d'ailleurs sur ce que nous en avons appris. Mais n'était-il pas possible d'aller plus loin, c'est-à-dire de remonter davantage en arrière, et d'apercevoir comment ont pu varier au moins certaines dépenses, depuis un siècle, suivant qu'on était en période de resserrement ou de prix plutôt élevés, et si telles expansions ou telles compressions de telle d'entre elles, en même temps qu'elles modifient l'équilibre général du budget, n'apparaissent pas en rapport avec les mouvements de longue durée, qui entraînent en hausse ou en baisse durable à la fois les revenus et les prix ? Pour quelques articles de consommation, d'ailleurs importants et caractéristiques, le pain, la viande, le vin, l'alcool, le sucre, le tabac, pour les matières premières textiles dont une partie entre dans la confection des vêtements, pour le logement enfin, il est possible de calculer, pour la population d'un pays tout entière, quelle a été, chaque année, ou, par année, dans chaque période, la consommation moyenne ou l'usage moyen par tête. Ici, il n'est plus question d'étudier un nombre plus ou moins étendu, mais toujours limité, de budgets de ménages. Par de tels calculs, n'est-ce pas en somme le budget de la nation, par exemple de la France, ou du Français tel qu'il se présente en moyenne, qu'on pourrait déterminer, au moins en gros, à chaque époque ? Certes, nous n'atteignons pas, de cette manière, les différences de genre de vie, et de dépenses, suivant les classes sociales, suivant le revenu, suivant le nombre des enfants,

non plus qu'un grand nombre d'autres caractéristiques des groupes distingués par métier, par région, etc., que la méthode des budgets de ménages vise à découvrir et mesurer. Mais, en l'absence de toutes autres données, n'importe-t-il pas de déterminer ces grandes variations bien apparentes dans l'emploi du revenu, suffisamment marquées pour qu'il soit assuré que tous les groupes, et en tout cas les classes les plus nombreuses, y ont participé ?

Or, des variations dans l'emploi du revenu, nous en avons trouvé et signalé à toutes les étapes de notre excursion à travers les enquêtes les plus récentes. Un même montant de revenu en monnaie ne recevra pas la même affectation, suivant qu'il est à la disposition d'un ouvrier ou d'un employé, d'un employé ou d'un fonctionnaire (bien qu'en ce second cas les différences soient plus réduites). Que le revenu augmente, que le nombre des enfants augmente, que l'un et l'autre augmentent à la fois, toutes les dépenses ne s'élèveront pas d'un même mouvement. Si le revenu par tête diminue, un effort de restriction s'ensuivra, mais qui s'exercera sur telles dépenses surtout, moins ou beaucoup moins sur telles autres. S'il augmente, du surplus disponible une faible partie se portera, peut-être, sur la nourriture et le logement, mais des besoins nouveaux, ou très faiblement développés et ressentis jusqu'ici, s'affirmeront, et seront satisfaits. A travers tout ce jeu de fluctuations, quelques lois simples interviennent-elles ? Sans doute, mais avec beaucoup d'irrégularités et d'exceptions. En d'autres termes, les variations dans l'emploi des revenus, suivant le gain, suivant le nombre des enfants, ne sont pas automatiques. Pour les comprendre, il faut tenir compte des changements généraux qui se sont produits antérieurement, ou qui sont en train de se produire, dans le montant des salaires, dans le niveau des prix. Nous avons affaire à des groupes humains dont les habitudes et les tendances se développent dans le temps. Il faut voir si, dans le temps aussi, les dépenses, et, derrière elles, les besoins, ont évolué, et comment.

Si nous replaçons alors les ménages ouvriers dans le courant économique, si, en l'absence de données plus continues, nous comparons tout au moins des groupes étendus de ménages ouvriers à des époques successives, et qui ne soient pas trop éloignées, d'autres différences nous apparaîtront. Des changements considérables dans les prix de détail et les salaires s'accompagnent de variations non moins notables dans les dépenses, leur montant, leur proportion, les qualités, et les quantités des produits auxquels elles s'appliquent. Remontons, maintenant, plus loin en arrière. Essayons de suivre tout au moins les mouvements de quelques

dépenses essentielles sur une durée d'un demi-siècle, ou d'un siècle, en faisant, en quelque sorte, un certain nombre de sondages. Plusieurs d'entre elles nous paraîtront varier en des sens différents, suivant qu'on se place en une phase où les prix haussent, ou tendent à demeurer à un niveau élevé, tandis que, dans l'ensemble, les revenus augmentent, ou bien en une phase de prix bas, où les revenus, en tout cas, n'augmentent plus.

2. — **Qu'il n'est point de partie de la dépense, dans les budgets ouvriers, qui ne puisse être comprimée ; que cependant la dépense, dans son ensemble, résiste à la baisse.**

Nous serions donc conduit à nous demander quels rapports existent entre ces mouvements simultanés, ou qui se succèdent de près, des prix, des revenus, en particulier des revenus ouvriers, des salaires, et des dépenses (dans les mêmes classes sociales des travailleurs manuels). Cependant, nous ne pouvons, dans le cadre de notre ouvrage, aborder ces questions que de biais, de façon indirecte; nous ne pouvons éclairer que quelques aspects de cette évolution des besoins ouvriers, et encore bien imparfaitement. Il nous manque surtout des données assez continues sur les dépenses. Les économistes n'ont pas hésité à expliquer, d'ailleurs de façons différentes et quelquefois opposées, de quelle manière, par quelle action de l'un sur l'autre, le salaire paraît correspondre à la dépense, et la dépense au salaire. En dehors même des économistes, les divers groupes, groupes des ouvriers, groupes des employeurs, et, plus généralement, l'opinion, interprètent aussi, et aussi en des sens divers, le même rapport. Prenons, non point à notre compte, mais comme point de départ, une de ces thèses, et abordons quelques-uns des problèmes qu'elle soulève.

On a souvent cité ce mot de Turgot : « En tout genre de travail, il doit arriver et il arrive que le salaire de l'ouvrier se borne à ce qui est nécessaire pour lui procurer sa subsistance », et cet autre, de Ricardo : « Le prix naturel du travail est celui qui fournit aux ouvriers en général les moyens de subsister et de perpétuer leur espèce sans accroissement ni diminution. » Ainsi, les salaires doivent assurer la subsistance de l'ouvrier. « Doivent » ne s'entend pas ici au sens moral : c'est d'une nécessité économique qu'il est question, car, si l'ouvrier ne peut subsister, où trouvera-t-on de la main-d'œuvre ? Au reste ces propositions ne sont pas sans quelque base positive, et on peut d'ailleurs les présenter sous une forme moins paradoxale. Supposez une population ouvrière dont les exigences soient extrê-

mement réduites, et qui ne réclame, en effet, que ce qui lui est nécessaire pour subsister. On pourra dire que les salaires se règlent sur les besoins des ouvriers. Or, à la fin du XVIIIe siècle et tout au début du XIXe, dans beaucoup de régions industrielles, la condition des travailleurs de fabrique paraît avoir été bien misérable.

Au cours du XIXe siècle et jusqu'à présent, à travers des périodes d'arrêt et même de fléchissement, les salaires ont augmenté, et le niveau de vie des ouvriers s'est élevé. Mais cela, qui est en désaccord apparent avec les affirmations de Turgot et de Ricardo, ne peut-il pas s'expliquer dans l'hypothèse où, en effet, les salaires se règleraient sur les besoins, c'est-à-dire sur la dépense habituelle ? Seulement, par besoins, on entendra non pas seulement ceux qui résultent de notre nature, et qui tendent à assurer le maintien de notre vie, et, aussi, la perpétuation de l'espèce. On y ajoutera ou on y comprendra les besoins fondés sur l'habitude et la coutume. Les salaires seront déterminés par l'intensité et la diversité des besoins, dans une classe donnée, à un moment donné. Ils s'adapteront nécessairement, à la longue, aux habitudes de consommation et de dépense des ouvriers.

On peut penser, en effet, qu'un ménage accoutumé à certaines dépenses a de la peine à les réduire, et que, d'une manière générale, l'avance de bien-être réalisée au cours des années par une classe tend à se consolider. Ainsi s'expliquerait que le mouvement des salaires, qui ont nettement haussé dans l'ensemble à travers le siècle, marque de temps en temps une période d'arrêt, mais ne baisse jamais de façon durable. Au reste, puisque les salaires ont augmenté, et qu'incontestablement le niveau de vie des ouvriers s'est élevé depuis qu'on peut l'observer, et quelquefois avec une grande rapidité, il faut admettre que la force de l'habitude, qui le retient sur la pente, et l'empêche de descendre, ne fait point obstacle à ce qu'il monte. En effet, il faut bien que les besoins satisfaits à un moment donné, et qui définissent alors le genre de vie des ouvriers, n'occupent pas toute la place, qu'en quelque sorte ils desserrent les rangs, ou qu'ils les resserrent, dès que d'autres désirs et aspirations se présentent, si d'ailleurs les conditions économiques les favorisent, pour leur faire place. Quand la civilisation matérielle se transforme suivant un rythme précipité, quelquefois on s'inquiète. On se demande si la nature humaine, la nature façonnée par l'habitude, qui a reçu depuis longtemps et qui porte, gravée profondément en elle, l'empreinte des coutumes traditionnelles, aura assez de souplesse et de plasticité pour s'adapter à de nouvelles formes de vie, et s'ouvrir à des besoins dont elle ne contenait pas le germe. Laissons, cependant, passer

quelques années, parfois quelques mois seulement. L'ancien journalier de la campagne ne s'étonnera plus d'être logé, nourri, vêtu comme on l'est à la ville, et se moquera même du paysan qui écarquille les yeux devant les vitrines des magasins. « Au temps de Louis-Philippe, raconte Levasseur, je me rappelle qu'on se pressait, les jours de fête nationale, dans la rue de Rivoli, pour voir l'illumination qui consistait en un bec de gaz sous chaque arcade; sous le Second Empire, ces gaz étaient allumés tous les soirs, et personne n'y faisait attention. » C'est ainsi que bien des satisfactions, ressenties d'abord comme inattendues, et sur lesquelles on ne comptait qu'à titre exceptionnel, s'incorporent peu à peu au train de vie d'une famille ou d'une classe, et font partie désormais du nécessaire.

Quelle que soit la force de l'habitude, suffit-il de l'invoquer pour que tout s'explique, pour qu'on comprenne que les besoins habituellement satisfaits continuent à l'être, et qu'ils résistent en tout cas à toute compression ? Mais un budget des dépenses, dans une famille ouvrière, se décompose, nous l'avons vu, suivant quelques grandes catégories de besoins. Envisageons celles-ci, chacune à part, et demandons nous si elles sont toutes irréductibles, et au même degré.

Voici, d'abord, le besoin de nourriture et les dépenses alimentaires. Si l'homme était une sorte de moteur mécanique, on pourrait calculer exactement la quantité de force qu'il faut lui fournir, pour qu'on en obtienne un rendement convenable ou suffisant. Mais, malgré le vœu, exprimé en ce sens par un commissaire de la Statistique du Travail en Amérique, et que nous avons reproduit, le moment ne paraît point venu où les ouvriers, au lieu de viande, de légumes, de sucre, de lait, de vin, etc., achèteront simplement, dans un magasin d'alimentation rationalisé, un certain nombre d'unités d'énergie. Pas plus que le vêtement ne répondrait qu'au besoin de disposer d'un enveloppe isolante, qui empêche la chaleur emmagasinée dans l'homme-machine de rayonner au dehors et de se perdre. Pas plus qu'on ne considère le logement comme un abri pour des bêtes de somme, ou comme un garage.

Viendra-t-il un jour où l'on appliquera des méthodes aussi « scientifiques » à la consommation qu'à la production, et où aucune partie de la vie du travailleur n'échappera au système Taylor ? En ce moment du moins, et depuis que nous pouvons les observer, on ne peut dire que, dans la pensée des ouvriers, l'idée de ce qui leur est physiquement nécessaire pour vivre soit au premier plan. On mange pour se nourrir, mais aussi parce qu'on a plaisir à manger. On laisse un certain jeu à la fantaisie, éventuellement

au soin de paraître. La dépense en aliments répond aussi à des besoins très divers, et dont beaucoup peuvent demeurer insatisfaits sans que l'organisme en souffre. Au reste, quand l'homme, la femme, les enfants, tous, ou l'un, ou les autres, seraient sousalimentés, les conséquences ne s'en feraient pas sentir immédiatement. Il arrive qu'on sacrifie sa santé, sa vie et celle des siens, à ce que nous appelons des vices, et encore à un besoin d'excitation, de changement, d'ostentation. C'est pourquoi, si un motif assez fort de réduire la dépense pour la nourriture se fait jour, nous verrons peut-être l'ouvrier sacrifier un peu plus le nécessaire, maintenir et même augmenter d'autant, ou de presque autant, les achats alimentaires de fantaisie, ou même de luxe. Mais l'inverse pourra aussi se produire : on peut dépenser moins pour la viande, pour le pain, et en consommer les mêmes quantités, mais en substituant la charcuterie à la viande de boucherie, et, comme nous l'avons vu en Allemagne, le pain noir au pain blanc, ou la graisse au beurre. Du fait que la somme consacrée à la nourriture se divise en une quantité d'achats partiels, bien des remaniements et des adaptations sont possibles dans le détail, qui se traduisent dans une diminution de la dépense totale.

Au reste, que la dépense pour la nourriture puisse être réduite, dans la classe ouvrière, c'est ce qui résulte de ce qu'elle l'est effectivement dans certaines conditions. Nous ne parlons pas de circonstances individuelles, bien qu'il vaille la peine de rappeler que les minima effectivement observés à cet égard « dépassent quelquefois toute attente. Dans des enquêtes, par exemple, sur le travail à domicile, qui présente assez généralement des cas de salaires les plus bas, on a trouvé, quelques années avant la guerre, des personnes qui, à Paris, vivaient à deux avec un litre et demi de lait et une livre de pain tous les deux jours; d'autres qui vivaient avec deux œufs, un litre de lait, une demi-livre de pain, un peu de légumes et un peu de beurre de temps en temps, et qui étaient contentes de leur sort et continuaient à travailler des journées de 14 et 15 heures, donc ne paraissaient pas au-dessous de ce qu'elles considéraient comme nécessaire, ou de ce qui se montrait suffire à la continuation de leur travail[1]. » Nous pourrions citer également le budget d'une ouvrière de vert-de-gris, observée à Montpellier en 1907, qui avait trois enfants, et a dépensé, en quatre semaines, 46 fr. 70 pour la nourriture, 6 francs seulement pour la viande et la charcuterie[2]. Mais tenons-nous-en à des changements généraux,

1. Simiand, *Cours d'économie politique*, 3e année, p. 273.
2. Ce budget, compris dans notre enquête de 1907, avait été obtenu et contrôlé par M. Rist (alors professeur à la Faculté de Droit de Montpellier).

qui se peuvent constater dans tout un groupe. Nous savons que, dans l'enquête allemande, dans les ménages ouvriers qui ont trois ou quatre enfants, le montant absolu de la dépense pour la nourriture est réduit nettement plus que ce que l'on consacre du revenu au vêtement ou au logement. Pourquoi d'autres circonstances que le grand nombre des enfants n'entraîneraient-elles pas une semblable compression ?

Il n'en est plus tout à fait de même du vêtement, du linge, de l'habillement en général. Les biens dont il s'agit, cette fois, d'abord représentent en général une dépense plus forte, en une fois, que les achats alimentaires, et sont d'un emploi plus durable, et qui peut être artificiellement prolongé. Sans doute, ici encore, on peut réduire la dépense en portant son choix sur des articles moins chers et de moins bonne qualité, ou en supprimant tous achats de luxe, ou l'inverse. Mais une autre méthode s'offre aussi, plus difficile à introduire en matière d'alimentation, ici fréquemment employée, qui consiste à suspendre et retarder des dépenses en articles de vêtement, à les concentrer en certaines périodes favorables, à les raréfier en d'autres où l'on est particulièrement « serré ». Ce qui limite cependant ces possibilités, ce qui explique qu'à travers bien des fluctuations le montant de ce qu'on dépense en vêtements paraît difficile à réduire, au moins sur une longue période, c'est peut-être que ceux de ces articles fabriqués pour la classe ouvrière le sont de plus en plus en série, et dans des conditions uniformes, si bien que le temps qu'ils peuvent durer est fixé entre d'étroites limites, et que, si l'on veut se plier aux convenances et conventions, la date de remplacement et renouvellement ne peut être beaucoup retardée. Au reste, les préoccupations sociales jouent ici un grand rôle, et c'est ce qui explique qu'en somme le besoin auquel répond la dépense en vêtements soit assez peu élastique, et que cette dépense, plus régulièrement que les autres, paraisse augmenter quand les prix augmentent, et baisser quand ils baissent. N'est-il pas vrai que, depuis vingt ou trente ans, et encore plus nettement depuis cinquante, les coutumes vestimentaires, dans nos grandes villes, se sont uniformisées de plus en plus, en même temps d'ailleurs que la tenue extérieure gagnait en élégance au moins relative et en correction ? Que l'on compare à cet égard le cocher de fiacre, à la fin du XIXe siècle, et le chauffeur de taxi contemporain, et qu'on songe surtout à l'ouvrier des pays anglo-saxons, qu'on ne distingue plus, dans la rue, des autres passants, une fois qu'il a terminé son travail. Tout ce qui est acquis dans cette direction, il faut des circonstances bien exceptionnelles, chômage prolongé, misère et accidents individuels, pour qu'une personne,

un ménage, un groupe, se résigne à le laisser remettre en question.

Au cours du XIXe siècle, en France, les loyers ont augmenté de façon presque continue, d'un mouvement plus rapide que les prix en général. Cependant la proportion de la dépense pour le logement, dans les budgets ouvriers, bien qu'elle ait sans doute augmenté aussi, demeure inférieure à ce qu'elle est dans les autres classes de la population. C'est que le loyer, même payé par termes successifs, représente une dépense massive, qui pèse assez lourdement sur une famille dont les ressources sont limitées. Sans doute, il y a, même dans les quartiers ouvriers, des catégories différentes de logements, entre lesquelles un ménage peut choisir. Mais, dès qu'il en occupe un depuis quelque temps, il ne se décide pas volontiers à le quitter. Il faudrait qu'il fût assuré d'en trouver un autre qui lui apporte à peu près les mêmes avantages, pour un loyer qui ne soit pas plus élevé. Puisque les loyers en général augmentent, il risque fort de tomber plus mal encore. Si l'ouvrier résiste ainsi à l'augmentation des loyers, il paraît en tout cas assez difficile de réduire encore ce genre de dépenses, alors que les locataires sont obligés d'accepter des prix qui leur paraissent fixés par des forces extérieures sur lesquelles ils n'ont aucune prise. Pourtant, nous avons constaté que des ménages de même situation, et comprenant autant de personnes, se comportent différemment à cet égard, et que certains d'entre eux consentent, pour être mieux logés, un sacrifice dont les autres ne sont point capables. Ce sacrifice est d'ailleurs plus difficile pour les familles nombreuses, et il ne manque pas cependant de ménages qui réduisent leur dépense pour le logement par personne-unité à mesure que le nombre de leurs enfants augmente. Si peu élastique qu'elle soit, cette dépense elle-même pourrait donc être ramenée aussi à un niveau moins élevé, mais au prix, de la part de beaucoup de ménages, d'une accommodation durable à des conditions de logement nettement inférieures, et dont ils étaient déshabitués.

Quant aux « autres dépenses », il y a une façon toute naturelle de les réduire : c'est de les supprimer. C'est bien à cela qu'on est obligé, dans les périodes de chômage, quand on ne travaille plus et qu'on doit s'endetter, ou vivre sur des indemnités et secours qui n'égalent pas le salaire; ou lorsque les charges du ménage augmentent, auquel cas, nous l'avons vu, le plus gros effort de limitation (plus gros encore que sur la nourriture) s'exerce sur cette part du budget. En effet, tandis que, d'une façon ou de l'autre, et si misérablement que ce soit, il faut bien manger, se vêtir, gîter quelque part, on peut ne plus acheter de meubles, ni d'ustensiles

de ménage, se priver de distractions, renoncer à toutes dépenses de culture. Non que tout cela soit nécessairement du luxe. Dans une nouvelle de Tchekhov nous est décrite la consternation d'une famille de moujiks, chez qui, parce qu'ils ne paient pas leurs impôts, on vient saisir le samovar. Les ouvriers américains de l'enquête Ford, si la dureté des temps les oblige à vendre leur auto, éprouveront peut-être eux aussi le sentiment d'une déchéance. Ils s'y résigneront pourtant, plutôt que de refuser du pain à leurs enfants, et de laisser leurs femmes et leurs filles sortir vêtues comme des pauvresses. Bien entendu, ce n'est pas sans résistance, et sans des retours, qu'on acceptera ces retranchements. Mais, ici encore, la preuve qu'ils sont possibles, c'est qu'on s'y soumet dès que les enfants sont trop nombreux, et que le revenu par tête diminue.

Ainsi, en fait, il n'est point de partie de la dépense qui, prise à part, ne puisse être comprimée, et qui ne le soit, quand on y est contraint. Mais nous savons aussi que ces compressions doivent se heurter à une résistance, puisqu'en fait une grande partie de l'avance acquise, au cours d'une période d'expansion, est conservée quand les prix baissent, et quand les patrons, pour maintenir leurs profits, devraient exiger que les salaires baissent davantage. Pourquoi, à ces moments, comme le pensaient et comme l'annonçaient les anciens économistes, les salaires ne sont-ils pas ramenés à ce qui serait tout juste nécessaire pour assurer la subsistance des ouvriers dont on a l'emploi ? Sans doute parce que les divers besoins auxquels correspondent les dépenses d'un ménage, et aussi les divers ménages dont se compose un groupe ouvrier, ne sont pas isolés, parce qu'ils ne se présentent pas en ordre dispersé, parce qu'ils opposent un front unique aux forces qui tendraient à les réduire. Des besoins individuels ne peuvent se réclamer que des nécessités physiques, de ce qui est physiquement nécessaire, — et nous savons qu'ici la limite peut être abaissée extrêmement,— ou de fantaisies et de goûts personnels, qui se laisseront toujours discuter. Mais il n'en est pas de même d'un niveau de vie, c'est-à-dire d'un plan de répartition des dépenses, surtout quand il est commun à tout un groupe. Cela ne veut pas dire qu'à la longue, et même en une période de stabilité apparente, ces besoins conserveront le même ordre d'importance ou d'intensité relative. L'essentiel est que ce que perdent les uns, les autres le gagnent, et que, d'ensemble, la situation ouvrière, telle qu'elle répond au sentiment du rang auquel le groupe ouvrier estime qu'il a droit dans la société, ne soit pas abaissée.

3. — Que les ménages ouvriers ne réagissent pas de la même manière à la hausse des prix, suivant qu'il s'agit d'objets nouveaux ou de luxe, ou de denrées et de dépenses familières.

L'extension des besoins, en une période de hausse des salaires et des prix, pose un autre problème. On conçoit que, quand les prix augmentent, les salaires augmentent aussi, s'il ne s'agit que de conserver au salaire nominal le même pouvoir d'achat. Mais il arrive, en de telles périodes, que si les salaires paraissent en effet augmenter d'abord un peu plus tard, ou un peu plus lentement que les prix, quand les prix s'arrêtent de monter, ou même baissent, les salaires continuent cependant à augmenter. Cette fois, ce n'est pas le coût de la vie, ce n'est pas la nécessité de ne point laisser s'abaisser le niveau de vie des ouvriers, qui explique cette continuation de la hausse du gain ouvrier. Mais, d'autre part, il est curieux aussi que, quand les prix augmentent, ce ne sont pas toutes les dépenses qui sont resserrées ou qui sont accrues dans le même rapport. Nous avons vu, notamment, dans l'expérience américaine, en 1918, à la fin de la guerre, qu'à l'augmentation des prix de la nourriture répond une diminution de la dépense relative en aliments, mais qu'en même temps, à l'augmentation des prix du vêtement correspond un accroissement de la dépense relative pour l'habillement. Comment expliquer cette différence de comportement, quant aux deux dépenses, ou quant aux deux besoins ?

Nous croirions volontiers qu'il faut tenir compte ici de ce qu'une même augmentation de prix se présente sous un jour assez différent, suivant qu'elle s'applique à des produits entrés depuis longtemps dans les habitudes de consommation des ouvriers, ou à d'autres dont les prix, en tout cas, leur sont moins familiers, parce qu'on les achète à intervalles relativement plus éloignés, parce qu'ils sont en partie nouveaux, au moins comme qualité, ou parce qu'ils ne sont entrés que depuis peu de temps, pour la classe ouvrière, dans la zone de ses possibilités d'achat. On s'étonne, quelquefois, de ce qu'une famille de travailleurs, dont les moyens financiers sont modestes, n'hésite pas à dépenser des sommes qu'un ménage de la classe moyenne jugerait excessives, chez le boucher, le marchand de volailles, l'épicier, la modiste, de ce que les ouvriers vont si souvent au cinéma, de ce qu'ils affrontent, au moins dans certains pays, la dépense nécessaire pour acquérir un gramophone, une auto, etc. Mais les mêmes ouvriers ou les mêmes ménagères, qui ne marchanderont pas quand il s'agit de tel objet ou de telles

distractions, ne se résigneront pas à une augmentation même modérée sur le prix du pain, du lait, du beurre, de la viande ordinaire, c'est-à-dire de tout ce qui fait partie de leur alimentation quotidienne. Ils ne se résigneront pas non plus, et peut-être moins encore, à une augmentation de leur loyer. Pourquoi ? N'est-ce point parce qu'une longue accoutumance fait qu'ils considèrent que le prix de ces denrées, comme le prix de ce logement, représentent bien leur valeur, autrement dit, que ces denrées et ce logement valent le prix auquel on les a payés jusqu'ici, et pas plus ? Il est naturel alors que ces dépenses augmentent moins que les autres, qu'elles diminuent en proportion, ou qu'une tendance se développe en ce sens, qui n'a pas toujours d'ailleurs un plein effet : car il y a des denrées indispensables ; et d'autre part si, pendant et après la guerre, les loyers n'ont guère augmenté, ce n'est pas sous la pression ouvrière, c'est en raison de circonstances exceptionnelles. Les autres objets d'achat, au contraire, les vêtements en une large mesure, et tous ceux qu'on groupe dans la catégorie des « autres dépenses », n'éveillent point dans l'esprit des acheteurs une association aussi nette avec leur prix habituel, parce qu'ils n'ont pas eu fréquemment l'occasion de les acheter à tel prix. Dans la mesure où il y consacre une part de son revenu, l'ouvrier a conscience de pénétrer dans un monde qui n'est pas le sien, et c'est pourquoi, d'ailleurs, il tient à ce qu'il lui soit possible, de temps à autre au moins, de faire de telles dépenses ; mais c'est une raison aussi pour qu'il n'ait pas une idée bien définie des prix de ce qu'il achète alors, et qui lui paraissent fixés pour d'autres acheteurs que lui, et que les membres de sa classe. Dirons-nous que certains objets attirent et sollicitent l'acheteur en raison même de leurs prix élevés, comme si le prix déterminait la valeur de l'objet, indépendamment des satisfactions qu'on en tire ? Mais la satisfaction de posséder un objet cher, de se donner le luxe d'une distraction dispendieuse, en est bien une. Ainsi s'expliquerait en tout cas qu'en période de hausse de prix, ce sont les augmentations sur des objets de consommation connus depuis longtemps et achetés presque chaque jour qui s'imposent surtout à l'attention et qui entraînent, en ce qui les concerne, certaines restrictions, tandis qu'on est moins sensible à la cherté accrue de produits et services que nous avons eu moins souvent, ou depuis moins longtemps, l'occasion de considérer, en tant qu'acquéreurs éventuels, sous l'angle économique.

Cette distinction est d'ailleurs toute relative, précisément parce que les conditions de vie de la classe ouvrière se sont transformées, au cours de tout le siècle, à mesure que des biens qui

n'étaient accessibles d'abord qu'à des classes restreintes de la société se multipliaient, et qu'on s'est habitué à tels articles de consommation qui autrefois ont pu passer pour luxueux parce qu'ils étaient nouveaux, au moins dans certains groupes. C'est ce qui apparaît assez clairement dans les courbes qui nous indiquent les quantités moyennes consommées par tête. Jusqu'à un certain moment, ou bien elles augmentent de façon continue, ou bien elle varient, diminuant ou cessant d'augmenter en période de resserrement, parce que, si les prix baissent, les revenus diminuent aussi, et augmentent quand la prospérité reparaît. Mais ensuite, elles tendent à se stabiliser, et, quelquefois, elles diminuent, même en période d'expansion. Peut-être y a-t-il pour chacune d'elles un point de saturation, qui est atteint quand on y est assez habitué, et quand elles paraissent assez communes pour qu'on les apprécie moins. Que de nouveaux besoins se fassent jour : il se peut que pour les satisfaire, non seulement on leur consacre tout le surplus disponible, mais encore on retranche sur ces objets de consommation déjà anciens, qui ont depuis trop longtemps perdu en quelque sorte la pointe de leur nouveauté. Nous devons en excepter, naturellement, ceux qui ne sont pas seulement des aliments, mais des excitants, les boissons alcooliques, les spiritueux, le café, le thé et le tabac, dont la privation est physiquement pénible et qui ne procurent la même satisfaction, en réalité, que si on en augmente progressivement la quantité ou la dose. Nous avons vu quel développement ils ont pris à travers la guerre et depuis, dans notre pays. Mais, pour la viande et le pain, en particulier, il n'y a guère eu augmentation, plutôt diminution, depuis vingt ou trente ans, et, peut-être, pour le vin lui-même, le maximum est-il dès maintenant atteint et dépassé.

Ce ne sont pas nécessairement d'autres produits alimentaires qui ont pris leur place. La compensation peut s'établir, non pas seulement à l'intérieur d'une même partie de la dépense, mais entre les dépenses de diverses espèces. Ce qu'a pu perdre, ce qu'a sans doute perdu la nourriture et, en tout cas, ce qu'elle n'a pas gagné, il est probable que le vêtement, et surtout (ou sinon) les « autres dépenses », l'ont absorbé, et au delà. Mais, dans la classe ouvrière en particulier, la proportion de la dépense pour le loyer n'en a pas été sensiblement augmentée. Tel est bien le résultat des enquêtes les plus récentes aux États-Unis aussi bien qu'en Allemagne : les ouvriers, à égalité de revenu, continuent à dépenser moins pour leur logement que les employés et les petits fonctionnaires. Peut-être cela tient-il à ce que, dans nos grandes cités modernes, des hommes de toutes classes s'approvisionnent et achètent dans les

mêmes grands magasins, dans les mêmes grandes épiceries, tandis qu'il y a un marché des appartements bourgeois, et un marché distinct des logements ouvriers. Tandis que les mêmes denrées alimentaires sont exposées aux yeux de tous, aux étalages, et que, dans les rues, ouvriers et employés, femmes et filles d'ouvriers et d'employés se coudoient, s'observent, et par conséquent s'imitent dans la façon de se vêtir, les ouvriers ne connaissent pas les logements des employés où ils ne vont pas, et les comparaisons à cet égard ne peuvent s'établir qu'à l'intérieur de chaque classe. Nous avons essayé de montrer, ailleurs, qu'en raison même de leurs conditions de vie et de travail, les ouvriers se trouvent moins sensibles aux inconvénients des logements médiocres à tous égards dont ils se contentent, que ne le seraient des employés de même revenu; c'est qu'ils ne se sentent pas trop dépaysés quand ils y rentrent, au sortir des locaux où ils travaillent. Il y a d'ordinaire plus de confort, et quelquefois d'apparence, dans un bureau que dans un atelier ou sur un chantier. Pour l'ouvrier, le logement fait partie du « nécessaire », et ne répond pas à ces besoins de fantaisie et d'ostentation, de distraction, ou de vie sociale élargie, auxquels, nous l'avons vu, il consacre, quand il le peut, tout le surplus disponible de son revenu. Il n'en est pas de même de l'employé, ni des fonctionnaires de revenus moyens, qui retrancheront sur les autres dépenses, pour ne pas réduire, pour maintenir à un niveau élevé celle qu'ils consacrent au loyer, parce que, de tous les éléments de leur condition, c'est le logement qui les « classe » le plus nettement, dans la mesure où, au delà de l'indispensable, il répond à certaines exigences sociales.

Au reste, quand nous parlons de besoins anciens et de besoins récents, c'est là une distinction un peu grosse, et dont il faut préciser le sens. Si nous nous attachons de plus en plus à tels biens et à tels services, c'est souvent parce que nous en faisons depuis quelque temps un usage continu et répété, en sorte que les satisfactions qu'ils nous apportent nous deviennent indispensables. Mais on peut supposer aussi que l'habitude, qui émousse les sensations, nous rend peu à peu insensibles à des biens dont, autrefois, il nous eût été pénible de nous passer, peut-être parce que nous gardions obscurément le souvenir d'un état antérieur où ils nous étaient refusés. Il se peut en effet qu'on se blase sur certains genres d'activité et de jouissance, jugés autrefois essentiels, qui le sont encore à beaucoup d'égards, mais qu'il nous est plus facile d'obtenir à présent, et qui perdent à nos yeux une forte part de leur valeur. Nous ne dirons point, cependant, que, dans la classe ouvrière, les besoins qui ont pour objet la nourriture et le logement aient atteint ce

point de saturation, et que, dans les périodes de prospérité et d'aisance économique, ils ne restent susceptibles l'un et l'autre de bien des développements. Pourquoi, cependant, durant ces mêmes périodes, voyons-nous apparaître et s'enfler d'autres dépenses, et s'affirmer des besoins nouveaux qu'on n'éprouvait pas, ou qu'on n'éprouvait qu'à un degré bien plus faible, auparavant ?

Est-ce, simplement, par une sorte d'engouement aveugle pour ce qui est nouveau, ou par une sorte de stimulation exercée sur les hommes du fait que leur sont présentés par les commerçants, et recommandés par la réclame, une grande variété de produits qui sollicitent leur curiosité ? Cela suffit-il à expliquer un entraînement si général et si durable, et ne faut-il pas reconnaître, plutôt, dans cette orientation nouvelle des goûts et des besoins, un élément de pensée ou de sentiment collectif ? Nous l'avons dit : au delà des objets particuliers auxquels ils s'attachent, ces besoins soudain développés témoignent d'une préférence bien accusée pour des formes de vie qui n'existaient pas autrefois. Passons encore une fois en revue la série de ces dépenses diverses, dont la proportion a beaucoup augmenté, en Allemagne, mais surtout aux États-Unis, de l'avant-guerre à l'après-guerre : automobile, maladie, assurance, moyens de transport absorbent, aux États-Unis, près des deux tiers de leur montant; en Allemagne, il faudrait ajouter les cotisations aux sociétés, qui, en Amérique, n'apparaissent pas dans l'enquête Ford, bien que nous sachions qu'elles occupent une place importante dans le budget d'autres catégories d'ouvriers; tenons compte aussi de ce qui est dépensé pour les sports, les excursions et voyages, le cinéma, naturellement, et le radio; n'oublions pas, encore, un certain nombre d'ustensiles de ménage, de cuisine, d'entretien, des pianos, des machines à coudre, achetés par acomptes, le gaz, l'électricité, et déjà quelquefois le téléphone. Nous apercevrons à combien d'institutions modernes, qui sont nées et qui fonctionnent hors des cadres de la famille, et qui ne plongent par aucune de leurs racines dans la civilisation traditionnelle, telle qu'elle se suffisait encore il y a cinquante ans, la vie de l'ouvrier est maintenant suspendue, et quelle part croissante de ses dépenses absorbent les services qu'il en attend.

Ainsi, en période de prospérité et de hausse des salaires, il se produit une sorte de décalage entre les besoins. Le centre de gravité du budget se déplace. L'ancien plan de répartition des dépenses est en pleine refonte.

4. — Que l'évolution des besoins se développe à travers des phases alternées d'extension et de consolidation.

Mais suffit-il, pour expliquer que l'ensemble des dépenses s'enfle alors, d'invoquer la pression de nouveaux besoins ? Nous avons constaté que ceux-ci se développent, prennent de l'avance, et que, sans sacrifier la nourriture et le logement, on limite les sommes qu'on leur consacre, pour être en mesure d'augmenter les autres dépenses. Il faut donc que le salaire y suffise, et qu'on dispose, en tout cas, d'un surplus, par rapport à ce qu'on pouvait dépenser auparavant. Dira-t-on que les ouvriers obtiennent un accroissement de salaire, ou la disposition d'un surplus, parce qu'ils font pression sur leurs employeurs, ou font un effort de restriction quant aux dépenses accoutumées, et que cette pression, ou cet effort, ou l'un et l'autre, ne peuvent s'exercer que parce qu'ils prennent leur point d'appui sur les besoins nouvellement sentis ? En d'autres termes, si les salaires augmentent, ou si le niveau de vie des ouvriers s'élève, est-ce parce que ceux-ci ne veulent pas renoncer à certaines dépenses ?

Nous ne croyons pas, cependant, après avoir réfléchi sur les faits et enquêtes analysés précédemment, que, dans les périodes d'expansion, les seules sur lesquelles nous disposions de données à peu près suivies quant aux budgets de ménages, le salaire se règle sur les dépenses. Considérant l'unité économique qu'est une famille ouvrière, il ne nous semble pas que les sommes d'argent qui en sortent sous forme de paiement des achats déterminent ce qui y entre en gains et revenus monétaires. Rappelons qu'aux États-Unis notamment, de l'avant-guerre à l'après-guerre et jusqu'en 1928, si les salaires montent d'abord plus lentement que ne haussent les prix, il arrive un moment où les prix cessent de hausser, et tendent à baisser, et où les salaires continuent à augmenter. Il semble qu'avant qu'il en soit ainsi, la hausse des prix entraîne, de la part des ouvriers, un effort en vue de limiter les dépenses auxquelles ils sont habitués, et qu'ils n'acceptent pas aisément d'y consacrer un montant monétaire nettement plus élevé qu'autrefois. Ainsi se trouve créé déjà, à condition que les salaires montent, plus lentement sans doute que les prix, mais montent en tout cas, et sensiblement, un surplus disponible. Qu'ensuite les salaires continuent à monter, et que l'avance soit plus forte pour eux que pour les prix (ce que nous avons en effet constaté) : de nouvelles disponibilités monétaires s'offrent aux ouvriers, dont on ne peut dire qu'elles aient répondu à l'appel de

besoins qui ne s'étaient pas encore développés. Ainsi, les variations du salaire en hausse ne résulteraient pas directement de la press on exercée par le montant global des dépenses, tel qu'il résulte de la satisfaction des divers besoins, anciens ou nouveaux, mais dépendraient d'autres facteurs économiques, sans rapport apparent avec ceux-ci. Une augmentation de salaire surviendrait, dans les ménages d'ouvriers, comme un événement extérieur, et qui ne trouve point sa raison d'être dans un accroissement récent des besoins et des dépenses, à peu près comme une ouverture de crédits, qu'on n'avait pas escomptée, ni peut-être demandée, et qu'il faut songer tout de suite à employer.

N'imaginons point, cependant, que les ouvriers soient pris en quelque sorte au dépourvu et embarrassés pour trouver l'emploi du surplus monétaire qui ressort de la comparaison entre leurs dépenses d'hier et leur revenu d'aujourd'hui. Nous parlons de besoins nouveaux. Mais cela doit s'entendre en un sens relatif. De plus, s'il est nouveau, pour l'ouvrier, de satisfaire ces besoins, il les éprouve peut-être, au moins en a-t-il senti quelquefois l'aiguillon, depuis quelque temps, et bien avant que la hausse des revenus ne leur ait permis de se préciser, et de prendre corps. Mais, précisément parce qu'on ne pouvait les satisfaire, au moins assez souvent, à un degré suffisant, et dans toute l'étendue d'un groupe, comment en aurait-on mesuré la force ? Un ouvrier ne réclamera avec énergie, du moins quant aux biens économiques, que ceux dont il sait qu'ils font partie du niveau de vie de sa classe, en telle qualité et telle quantité. S'agit-il de biens qui, sans y être compris dès maintenant, pourraient y pénétrer, si le revenu ouvrier s'élevait, mais auxquels on ne consacre jusqu'à présent, en moyenne, qu'une part réduite de la dépense : les convoitises qu'ils éveillent, chez tels ou tels ménages, n'ont point encore la force des besoins collectifs. Plus tard, lorsqu'ils auront été satisfaits longtemps, et par l'ensemble des ménages, ils prendront la forme de besoins de groupes. Mais, avant qu'il en soit ainsi, des deux limites qui enferment les besoins, limite où ils se resserrent, quand ils sont aussi comprimés qu'ils peuvent l'être, limite qu'ils atteignent lorsqu'ils arrivent à toutes les satisfactions qu'ils réclament, les ménages ouvriers eux-mêmes savent-ils de laquelle ils sont le plus proches, lorsqu'ils y consacrent telle part de leur dépense ? Que peut penser un ménage qui consulte les autres, s'inspire de ce qui se dit et s'éprouve à ce sujet autour de lui, et se trouve livré à bien des incertitudes, ne sachant si, dans ses dépenses, il ne reste pas trop au-dessous, ou s'il ne s'élève pas trop au-dessus du niveau de vie de sa classe ? Comment, sur une base aussi mouvante, trouver un point d'appui

assez résistant pour exercer une pression sur les employeurs, et obtenir, au nom de ses besoins, un relèvement substantiel de son gain ?

Ainsi, en période d'expansion, la condition nécessaire pour que de nouveaux besoins se développent semble bien être, à la fois par suite d'un relèvement du salaire, et parce que les dépenses antérieures n'augmentent pas aussi vite que les prix, l'existence dans les ménages ouvriers d'un surplus monétaire disponible.

En résumé, on peut admettre que, dans l'ensemble, les habitudes de consommation et de vie des familles ouvrières représentent une force d'inertie considérable. Autrement on ne s'expliquerait pas que l'essentiel des avances dont les salaires ont bénéficié au cours du siècle se soit consolidé. Mais plaçons-nous en une phase de hausse des prix et d'accroissement des revenus. Des possibilités nouvelles s'offrent, et l'accroissement des diverses catégories de dépenses ne se fait pas suivant un même rythme. Mais des besoins différents, qui reposent sur des habitudes plus ou moins anciennes, qui répondent inégalement aux goûts et préoccupations actuelles des ménages, ne constituent pas une masse résistante vraiment homogène, et capable d'entraîner la hausse des salaires. En réalité les salaires sont partis en hausse d'eux mêmes, sans obéir à la poussée des besoins, et c'est, précisément, l'augmentation des revenus qui a déterminé alors un déséquilibre entre les gains maintenant accrus, et les habitudes de dépense et de consommation anciennes en correspondance avec des ressources inférieures. Ce déséquilibre est, sans doute, la condition nécessaire de l'avance que prennent alors certains besoins, ignorés ou peu satisfaits jusqu'ici, et qui, désormais, se dilatent librement, parce qu'ils ne sont plus contenus par la nécessité de ne point troubler l'ordonnance du budget.

Nous ne disposons pas d'enquêtes suivies sur les dépenses en périodes de resserrement. Mais il est probable que, quand les salaires cessent de hausser, le déséquilibre fait place à l'équilibre, mais à un équilibre nouveau, qui n'est plus le même qu'avant la hausse. Comme les dépenses doivent se régler sur des salaires qui ne haussent plus, et comme il n'y a plus de champ libre où se puissent développer les besoins nouveaux, il faut supposer que ceux-ci se limitent. Mais, sans doute, ils ne disparaissent pas, et gardent au moins une part de leur avance. Si d'ailleurs, alors, les salaires ne baissent pas (au moins comme taux), ou ne baissent que peu, moins que les prix, c'est que les efforts des employeurs en vue de réduire le gain des ouvriers se heurtent à une résistance. Certes, dans ces périodes de stabilité apparente, les besoins

doivent évoluer encore. Étudiant, à travers le dernier siècle, comment ont varié en France les quantités par tête de certains produits, nous constations qu'en phases de resserrement plusieurs d'entre eux se réduisaient en quantité, cependant que d'autres ne diminuaient pas, et même, aussi bien en période de prix bas que de prix élevés, de salaires stabilisés que d'accroissement des revenus, ne cessaient pas d'augmenter. En tout cas, puisque le salaire baisse moins que les prix, c'est le signe que le groupe ouvrier réussit à défendre et maintenir son niveau de vie.

Ainsi, de même que le mouvement des salaires, comme l'a montré récemment M. Simiand, l'évolution des dépenses aussi se développe sans doute à travers des phases alternées d'extension et de consolidation, avec ceci de particulier, toutefois, que certaines dépenses continuent à augmenter dans les secondes (alors que les autres paraissent se stabiliser, ou se resserrent), ou à décroître dans les premières, au moins relativement et quant à la part qu'elles absorbent de la dépense totale. L'essentiel est que, depuis que nous pouvons l'observer, d'une consolidation à la suivante, le niveau de vie des ouvriers s'élève, comme si chacune d'elles était la condition d'un nouveau départ, d'une poussée nouvelle en extension. D'où l'on peut conclure qu'en ces phases de stabilité apparente un reclassement s'opère entre tous les besoins, qui permet aux acquisitions nouvelles de s'incorporer durablement au niveau de vie des ouvriers.

Nous ne nous demanderons point, d'ailleurs, si l'augmentation des biens que peuvent acheter les ménages ouvriers a été aussi rapide qu'elle aurait pu l'être, en quantité, qualité et variété, étant donné l'accroissement général de la production et de la richesse. Nous ne porterons pas un jugement, non plus, sur l'espèce et l'ordre des préférences dont témoignent leurs budgets de dépense aux diverses époques, et surtout de notre temps. Mais rappelons-nous notre point de départ, dans ce chapitre, et les déclarations pessimistes ou résignées des économistes d'il y a cent ans, qui croyaient que le salaire tendra toujours à se régler sur ce qui est nécessaire pour la subsistance, sans rien au delà. Certes, si le salaire n'eût pu prendre son point d'appui que sur les besoins physiques les plus réduits, il lui eût été aussi impossible de s'élever jusqu'à son niveau actuel, qu'à Monsieur de Crac de monter jusqu'à la lune avec une échelle trop courte. En fait, l'échelle ne paraissait s'allonger ou s'élever toute seule que par une fantasmagorie. Il aurait fallu qu'elle fût attirée par l'astre. C'est ce qui s'est réalisé pour les besoins, au fur et à mesure de l'augmentation des salaires. Ils ont grandi progressivement, à la mesure des possibilités qui

naissaient du développement de la richesse, et c'est parce que les revenus se sont élevés que les dépenses elles-mêmes ont pu s'accroître.

Mais cela impliquait que les besoins étaient capables d'extension, ou que l'homme était capable de nouveaux besoins. A s'en tenir à l'homme physique individuel, on pouvait douter qu'il fût possible de créer en lui tant d'exigences et de désirs dont il ne contenait pas les germes, et on eût été tenté de donner raison aux anciens économistes; ils ne voyaient pas plus loin, en effet, que l'homme à l'état de nature du XVIIIe siècle, dont les besoins sont nécessairement bornés. Mais l'homme réel vit dans la société. Il est formé et dressé par elle, et c'est elle qui lui ouvre sans cesse de nouvelles perspectives. Si nous envisageons les besoins comme des tendances nées de la vie sociale, et évoluant avec elle, ils nous apparaîtront, au contraire, comme extensibles presque indéfiniment.

Songeons à ce qui s'est passé, lorsqu'a été introduite la limitation de la journée de travail à huit heures, c'est-à-dire lorsqu'un surplus de temps disponible a été dégagé dans la journée ou la semaine de l'ouvrier. On ne s'est pas dit alors qu'il serait employé à prolonger la période de la journée et de la nuit où l'ouvrier dort, celles où il prend ses repas, celles où, simplement, il se repose. Mais on s'est demandé : comment l'ouvrier utilisera-t-il ses loisirs ? Il en est de même à ces moments où, par suite d'un relèvement des salaires, ou d'un retard des dépenses à monter aussi vite que les prix, il se crée un surplus monétaire disponible. Comment l'employer, puisque, jusqu'ici, on s'en est passé ? Le résultat ne sera-t-il pas que l'existence de l'ouvrier sera remplie d'occupations factices, et que s'éveilleront en lui des désirs dont la satisfaction signifie, surtout, gaspillage inutile de temps et d'activité ? Ce qui mettrait en garde contre de telles inquiétudes, c'est qu'elles se sont manifestées chaque fois que la condition ouvrière a été en voie de s'améliorer. On se les épargnerait sans doute si l'on avait une idée moins étroite de la nature humaine, et de toutes les extensions dont elle est capable dans et par la société.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Études sur la méthode des budgets de familles et sur le calcul du coût de la vie (depuis 1914).

IRVING FISHER. — *The making of index-numbers.* — Boston, 1922. — [Sur les nombres-indices en général, nous ne mentionnons que cet ouvrage, et renvoyons le lecteur à la note bibliographique sur la théorie des nombres-indices, annexe à l'étude de M. U. Giusti citée ci-dessous.]

BOWLEY (A. L.). — *The measurement of changes in the cost of living.* — Journal of the Royal Statistical Society, mai 1919, p. 343-361.

BARNETT (G. E.). — *Index-numbers of the total cost of living.* — Quarterly Journal of Economics, février 1921, p. 240-263.

En 1923, le Ministère britannique du Travail institua une enquête sur le niveau relatif des salaires réels dans diverses professions et dans un certain nombre de grandes villes. Le compte rendu en fut publié périodiquement dans la *Ministry of Labour Gazette.* En 1924, le soin de poursuivre cette enquête fut confié au B. I. T., qui, depuis juillet 1924, a procédé à cette comparaison des salaires, d'abord tous les trimestres, puis tous les semestres. Les résultats en ont été publiés dans la *Revue Internationale du Travail,* ainsi qu'un exposé sur la portée des investigations et la méthode adoptée. *Revue Internationale du Travail,* vol. X, n° 4, octobre 1924, p. 662-687.

DUGÉ DE BERNONVILLE. — *Note sur les méthodes d'établissement des indices des prix de détail et du coût de la vie.* XVe session de l'Institut Intern. de Statistique (Bruxelles). Bulletin de l'Institut Intern. de Statist., 1924, Bruxelles, tome XXI, p. 43.

PRIBRAM (K.). — *Note sur les nombres-indices du coût de la vie. Ibid.,* p. 54.

Première, Deuxième, Troisième, Quatrième Conférences internationales des statisticiens du Travail. Études et documents, série N, nos 4, 8, 12 (résumés dans Revue Internationale du Travail, janvier 1924, p. 3-23; juillet 1925, p. 1-25; janvier 1927, p. 1-25); et juillet 1931, p. 1 à 26, Genève, 1923, 1925, 1926, 1931.

GIUSTI (U.). — *Les nombres-indices du coût de la vie.* — Bulletin de l'Institut International de Statistique, tome XXII, 2e livraison, p. 280-298. Rome, 1926.

Rapport présenté par M. Giusti au nom de la Commission mixte constituée par l'I. I. de St. en avril 1925, d'accord avec le B. I. T., pour examiner les résolutions des deux premières Conférences internationales des statisticiens du travail à Genève (1923-25).

HUBER (M.). — *Rapport sur la comparaison internationale des salaires*

réels. XVIIe session de l'Institut Internat. de Statist. Le Caire, 1927-28. — Bulletin de l'Institut Internat. de Statist., tome XXIII, 2e livraison, p. 693-78.

A la session de Rome de 1925, l'Institut I. de St. avait décidé de renvoyer à une Commission spéciale l'étude de cette question, suivant les conclusions de la Commission mixte ci-dessus mentionnée. C'est au nom de cette Commission spéciale qu'a été présenté le rapport de M. Huber.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL. — *Les méthodes d'enquête sur les budgets familiaux.* — Genève, 1926, 107 p.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL. — *Contribution à l'étude de la comparaison internationale du coût de la vie.* Enquête sur le coût de la vie de certains groupes d'ouvriers à Detroit (États-Unis) et dans quatorze villes européennes. Études et documents, Série N (statistique), n° 17. — Genève, 1923, in-8°, VII-262 p.

STAEHLE (H.). — *Une enquête internationale sur les coûts de la vie.* Revue Internationale du Travail. Vol. XXVI, 1932.

Reproduit presque entièrement dans : B. I. T. *Contribution à l'étude*, etc.

DENUC (J.). — *Les fluctuations comparées du chômage et des salaires dans quelques pays de 1919 à 1929.* — Bulletin de la Statistique générale de la France, avril-juin 1930, p. 356.

DOUGLAS (P. H.). — *Real wages in the United States, 1890-1926.* — Boston, Houghton Mifflin Co., 1930, XXVIII-682 p., in-8°.

L'auteur a étudié spécialement les données dont on dispose aux États-Unis pour le calcul du coût de la vie.

DOUGLAS (P. H.) and JENNISON (F. T.). — *The movement of money and real earnings in the United States, 1926-28.*

SIMIAND (François). — *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie.* Essai de théorie expérimentale du salaire. — Paris, Alcan 1932. Tome II, p. 388-413.

SIMIAND (François). — *Cours d'économie politique professé en 1929-30* (3e année). — Paris, Domat Montchrestien, 1930. — Notamment : Budgets de ménages, p. 246-293; Coût de la vie, p. 293-323.

International wage comparisons (*Social Science Research Council of New York*). — Manchester University Press, 1932.

Documents sur les salaires et le coût de la vie dans plusieurs pays, rassemblés à la suite de conférences au Bureau International du Travail en janvier 1929 et mai 1930.

II. — Les enquêtes par budgets de familles.

1. *Les budgets de familles avant 1914.*

Nous nous en tenons à indiquer trois ouvrages et études d'auteurs français où l'on trouvera des données historiques et bibliographiques suffisantes sur le développement de ce genre d'enquête dans les divers pays, les principales applications de cette méthode, et les difficultés qu'elle présente.

PORTE (Marcel). — *Budgets de familles et consommations privées.* — Grenoble, 1913, 119 p., in-8°. [Historique assez nourri, et qui remonte assez loin en arrière.]

HALBWACHS (Maurice). — *La classe ouvrière et les niveaux de vie. Recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines.* — Paris, Alcan, 1913. Notamment : sur les méthodes, p. 136-193, et Bibliographie méthodique, p. 457-487.

DUGÉ DE BERNONVILLE (L.). — *Budgets de familles en divers pays.* — Bulletin de la Statistique générale de la France, avril 1914, p. 297-336. [Classification méthodique des enquêtes surtout récentes, avec beaucoup de données essentielles groupées en tableaux.]

Voir aussi :

Handwörterbuch der Staatswissenschaften, t. VI, 3e édit., 1910, *Vo*, *Konsumtion.*

ALBRECHT. — *Haushaltungsstatistik.* — Berlin, 1912.

Et, dans l'*Année sociologique*, nos comptes rendus des ouvrages de Elsa G. HERZFELD, de SCHNAPPER-ARNDT, 10e année (1905-06), p. 605; de Coit CHAPIN et de Henriette FUERTH, 11e année (1906-09), p. 665; de Georg BRAND, 12e année (1909-12), p. 747.

2. *Les budgets de familles depuis 1914.*

a) Allemagne.

Die Lebenshaltung minderbemittelter Familien in Hamburg. Sonderbeitrag in den Hamburger statistischen Monatsberichten für Oktober 1925. — Hamburg, 1925.

Die Lebenshaltung von 300 Hamburger Familien im Jahre 1926. — « Aus Hamburgs Verwaltung und Wirtschaft ». Jahrg. 1927, nr 5, et 1928, nr 9, 10, 11.

300 Haushaltungsrechnungen von Arbeitern der Schuhindustrie und des Schuhmacher-Gewerbes in Deutschland. Bearbeitet vom Vorstand des Zentralverbandes der Schuhmacher. — Nürnberg, 1928.

Der Haushalt des Kaufmannsgehilfen. Eine Erhebung und Untersuchung des deutsch-nationalen Handlungs-Gehilfen-Verbandes. — Zweite Schriftenreihe des deutsch-nat.-Handl.-Gehilf.-Verbandes, nr 14, Hamburg, 1927.

Die Lebenshaltung des deutschen Reichsbahnpersonals. Ergebnisse einer Erhebung von Wirtschaftsrechnungen unter den Arbeitern und Beamten der deutschen Reichsbahngesellschaft. — Berlin, 1930.

Die Lebenshaltung der Bauarbeiter nach Wirtschaftsrechnungen aus dem Jahre 1929. — Verlag deutscher Baugewerbsbund. — Berlin, 1931.

Die Lebenshaltung von 2.000 Arbeiter-, Angestellten- und Beamtenhaushaltungen. Erhebungen von Wirtschaftsrechnungen im deutschen Reich vom Jahre 1927-28. Einzelschriften zur Statistik des deutschen Reichs, nr 22I, 22II. Teil I, Gesamtergebnisse. Teil II, Einzelhaushaltungen. — Berlin, 1932. — [Les résultats principaux de cette enquête ont été publiés d'abord dans Wirtschaft und Statistik, Jahrgang 1929, nr 20, 22, 24, Jahrg. 1930, nr 2, 3, 5, 7, 8.]

b) États-Unis d'Amérique.

A la fin de l'année 1916, le Bureau of Labor Statistics put obtenir plus de 2.000 budgets de familles vivant dans le district de Columbia, couvrant l'année 1916. Une analyse de cette enquête fut publiée dans la *Monthly Review of the U. S. Bureau of Labor Statistics*, octobre et novembre 1916. Ces budgets correspondaient à des familles de revenus bas et modérés, blanches et de couleur, de toutes nationalités et occupations, et de toutes grandeurs.

OGBURN (William F.). — *Analysis of the standard of living in the district of Columbia in* 1916. — Quarterly publications of the American Statistical Association, juin 1919. [Étude sur l'enquête précédente.]

Enquête faite en 1918 par le *Bureau of Labor Statistics*, en liaison avec le *Wage Adjustment Board of the Emergency Fleet Corporation*, sur 4.900 familles blanches, et 200 de couleur, établies sur la côte de l'Atlantique, du Pacifique et des Grands Lacs. — *Monthly Labor Review*, mars à décembre 1918.

Enquête faite en 1918-19 par le *Bureau of Labor Statistics*, en liaison avec le *National War Labor Board*, sur 12.096 familles blanches, et 741 de couleur. *Monthly Labor Review*, mai, juin, juillet, août 1919, et *Cost of living in the United States*, dans le *Bulletin of the U. S. Bureau of Labor Statistics*, n° 357, mai 1924. Voir un résumé de ces données dans le *Bulletin de la Statistique générale de la France*, tome IX, 1919-20, p. 363.

NESBITT (Florence). — *The Chicago standard budget for dependent families*, janvier 1925, edited by the Chicago Council of social agencies [Budget modèle, préparé en 1912, revisé en 1918, puis en 1925.]

HOUGHTELING. — *Income and standard of living.* XVII-224 p. University of Chicago Press, 1927. [Enquête sur 476 familles (voir notre article : *Les budgets de familles ouvrières aux États-Unis*, Bulletin de la Statistique générale, avril-juin 1931, p. 398).]

LYND (Robert S. and Helen Merrell). — *Middletown.* — New-York, 1929, XII-550 p. [Contient les résultats d'une enquête faite en 1923-24 sur 100 familles d'ouvriers (y compris 9 contremaîtres). On a reproduit en annexe les budgets individuels avec tous leurs détails.]

LYND (Robert S.). — *The people as consumers.* — Recent Social Trends in the United States. Report of the President's Research Committee on Social Trends, New-York, Mc Graw-Hill Book Co., 1933, tome II, p. 857-911.

Standard of living of employees of Ford Motor Co. in Detroit. Monthly Labor Review, juin 1930. [Enquête faite, à la demande de la *Ford Motor Co.* et du *B. I. T.*, sur 100 familles. Traduction française presque intégrale dans la publication du B. I. T. citée : *Contribution à l'étude de la comparaison* etc., *in fine.*]

Cost of living of federal employees in five cities. Monthly Labor Review, août, septembre et novembre 1929. [Enquête faite par le *Bureau of Labor Statistics* en liaison avec le *Personnel Classification Board*, en 1928, sur 506 familles d'employés fédéraux dans cinq grandes villes des États-Unis.]

PEIXOTTO (Jessica B.). — *Cost of living studies.* II. *How workers spend a living wage.* — University of California Publications in Economics, vol. 5, n° 3, p. 161 à 245. Berkeley, University of California Press, 1929. [Enquête sur les revenus et dépenses de 82 membres de l'Union typographique de San Francisco (skilled workers), faite entre septembre et novembre 1921, et portant sur une année. Voir : *Monthly Labor Review*, vol. 30, n° 3, mars 1930.]

Même série :

Cost of living studies. IV. *Spending ways of a semiskilled group.* Berkeley, 1931. [Enquête sur 98 familles d'employés de tramways (street-carmen). Voir : *Monthly Labor Review*, vol. 32, juin 1931.]

c) France.

HALBWACHS (Maurice). — *Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907.* — Bulletin de la Statistique générale de la France, tome IV, fasc. I, octobre 1914. [Enquête organisée par nous, sur les indications et pour le compte de M. B. Seebohm Rowntree, en avril et mai 1907, sur 52 ménages ouvriers et 33 familles de paysans : budgets effectivement tenus par les ménages, pendant six semaines.]

Conditions de la vie ouvrière ou rurale en France en 1913-1914. — Statistique générale de la France, 100 p., Paris, 1919 [publié d'abord dans le *Bulletin de la Statistique générale,* en 1916-1917].

HALBWACHS (Maurice). — *Revenus et dépenses de ménages de travailleurs. Une enquête officielle d'avant-guerre.* — Revue d'économie politique, janvier-février 1921. [Essai de comparaison entre les deux enquêtes précédentes.]

Les Commissions régionales instituées pour étudier les changements du coût de la vie ont utilisé des statistiques de la consommation familiale comme base des pondérations pour le calcul des nombres-indices du coût de la vie. Nous ne savons si et où elles ont été publiées. Nous avons été chargé nous-même d'organiser en Alsace deux enquêtes par budgets (effectivement tenus) sur 25 ménages en janvier et en mai 1921, pour la Commission régionale d'Alsace et de Lorraine. Voir : *Office de Statistique d'Alsace et de Lorraine,* 3e année, 1921, fasc. 5.

ANTONELLI. — *Une enquête régionale sur le coût de la vie.* — Revue d'économie politique, 1921, p. 606.

Lors d'une enquête officieuse faite en 1923 par l'*Union sociale d'ingénieurs catholiques*, on nous dit (B. I. T., *Les méthodes d'enquêtes*, etc., *op. cit.*) que « des renseignements sur les budgets familiaux ont été obtenus pour diverses régions. *Écho de l'Union sociale d'ingénieurs catholiques*, 1923, p. 136-139 et 227-293. » Voir aussi : *Réforme sociale* et l'*Écho des syndicats* (il s'agit surtout de monographies).

d) Autres pays.

— Belgique. — *Une enquête sur la nature et le coût de l'alimentation des classes laborieuses.* — Revue du Travail, 1922, 5, Bruxelles, 1922. — [Une autre enquête a été faite en 1928-29, dont les résultats ne sont pas encore publiés : elle a porté, quant aux dépenses alimentaires, sur 809 familles d'ouvriers de l'industrie, et 244 ménages de petits bourgeois, observés pendant quatre quinzaines prises chacune dans une saison différente. D'autre part, 116 ménages ouvriers et 57 de petits bourgeois ont noté toutes leurs dépenses pendant une année. Voir : MAX GOTTSCHALK, *Le pouvoir d'achat et la consommation des ouvriers belges à différentes époques.* Revue Internationale du Travail, juin 1932. L'auteur a eu communication des résultats de l'enquête en question et les a rapprochés de ceux obtenus en 1853 et 1891 dans le même pays.]

— Hollande. — *Les dépenses de 114 ménages de fonctionnaires et d'ouvriers.* Amsterdam, 1924. [Présente les résultats de trois enquêtes faites à intervalles, en 1918-19, qui ont porté au total sur 82 ménages de fonctionnaires et 146 d'ouvriers. On n'a retenu que les dépenses, non les revenus. Budgets effectivement tenus, pendant 4 semaines par les ouvriers, une année par les fonctionnaires. — Une nouvelle enquête a été effectuée en 1923-24. Elle a porté sur 212 ménages, de toutes situations sociales, qui ont tenu leurs budgets pendant la même période

(à la différence des précédents). *Communications statistiques du Bureau statistique de la commune d'Amsterdam*, n° 80, 1927. Voir : *L'indice du coût de la vie du Bureau statistique de la ville d'Amsterdam.* Revue d'économie politique, 1921, p. 165 et 335.]

— Suède. — Deux enquêtes, en 1920 et 1923. Voir : *L'enquête suédoise de 1923 sur les budgets familiaux.* Revue Internationale du Travail, 1926, vol. XIV, p. 510-527, et : *Suède, — Enquête sur les budgets de familles en 1923.* Bulletin de la Statistique générale de la France, juillet-septembre 1930, p. 463 (et, sur les enquêtes suédoises précédentes, le même *Bulletin* d'octobre-décembre 1927 et janvier 1918).

— Norvège. — Deux enquêtes, qui portaient chacune sur une année, 1918-19 et 1927-28. *Statistique officielle norvégienne*, année 1921, nr 13, et année 1929, nr 103.

— Pologne. — *Résultats de l'enquête sur les budgets de familles de travailleurs à Varsovie, au mois de novembre 1922.* Statistique du Travail, année 1923, 3. Varsovie, 1923. — *Les conditions de vie des ouvriers à Varsovie, Lodz, et dans le bassin de Dabrowa, d'après les enquêtes de 1927.* Institut d'économie sociale. Varsovie, 1929.

— Suisse. — *Haushaltungsrechnungen schweizerischer Familien aus dem Jahre 1919. Schweiz. statist. Mitteilungen*, Jahrg. 1922, 1, Berne, 1922. — *Id.* aus dem Jahre 1920-1921. *Sozial-statist. Mitteilungen.* Jahrg. 1923, 1 u. 2., Berne, 1923. — D'autres enquêtes sont signalées à Bâle, 1910 à 1923 : *Mitteil. des statistisch. Amtes des Kantons Basel-Stadt*, nr 45, Bâle, 1925; à Zurich en 1919, à Winterthur en 1919, 1920, 1921-1922.

— Tchécoslovaquie. — 4 enquêtes, en 1922 (10 familles d'ouvriers), 1923 (18 familles d'ouvriers et 25 de fonctionnaires), 1924 (13 familles d'ouvriers et 18 de fonctionnaires), 1925 (15 familles d'ouvriers et 11 de fonctionnaires). Sur une période de 12 mois. *Communications de l'Office statistique de la République tchécoslovaque*; 1922, n° 9; 1923, nos 1 et 77; 1924, n° 105; 1925, n° 115. Voir aussi : *République tchécoslovaque. La charge fiscale sur la consommation en 1925, d'après les budgets de ménages de familles d'ouvriers et d'employés.* Bulletin de la Statistique générale de la France, juillet-septembre 1930, p. 458.

— Hongrie, Bulgarie, Danemark, Esthonie, Finlande, République Argentine. — Références dans : *B. I. T. Les méthodes d'enquête*, etc., Genève, 1926, *op. cit.*, et dans l'*enquête allemande* de 1927-28 déjà citée, p. 8.

— Angleterre, Australie, Autriche, Canada, Inde, Irlande, Italie, Lettonie, Nouvelle-Zélande, Russie, Union Sud-Africaine. Références dans *B. I. T. Les méthodes d'enquête*, etc., 1926, *op. cit.* Une nouvelle enquête a été faite depuis en Nouvelle-Zélande. Voir : *Monthly Labor Review.*, vol. 32, n° 2, février 1931.

— Chine. — *Quelques enquêtes budgétaires récentes à Changaï.* Revue Internationale du Travail, 1931, 4. Genève (Enquêtes faites en 1927-28). Une nouvelle enquête a été faite à Changaï en 1929. Voir *Monthly Labor Review*, vol. 32, n° 3, mars 1931.

— Japon. — T. Matsuda. *The family budget enquiry in Japan, 1923-27.* Communication à la XIXe session de l'Institut international de Statistique, Tokio, 1930. Bulletin de l'Institut international de Statist., tome XXV, 2e livraison, p. 265-301. Tokio, 1931.

III. — Autres études sur la consommation et le genre de vie utilisées dans ce livre.

LEVASSEUR (E.). — *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France de 1789 à 1870*, 2 vol. Deuxième édition. — Rousseau, Paris, 1903.

STATISTIQUE GÉNÉRALE DE LA FRANCE. — *Salaires et coût de l'existence à diverses époques jusqu'en* 1910. — Paris, Imp. Nat., 1911.

STATISTIQUE GÉNÉRALE DE LA FRANCE. — *Annuaire statistique*, 1878 à 1931. (Tableaux rétrospectifs.)

BOURGIN (Hubert). — *Essai sur une forme d'industrie. L'industrie de la boucherie à Paris au XIX*e *siècle.* Année sociologique, huitième année (1903-1904). — Paris, Alcan, 1905.

Annuaire statistique de la Ville de Paris. — Paris, Imp. munic., 1901 à 1931.

BLOCK (Maurice). — *Statistique de la France comparée avec les divers pays d'Europe.* — Paris, 1875.

MOLINARI (Alessandro). — *Statistiche internazionali sul consumo della carne con speziale riguardo al consumo delle grandi città.* — Milan, 1926, 83 p. (Rapport à la XVIe session de l'Institut international de Statistique, Rome, 1925.)

SELIGMAN (Edwin R.-A.). — *Étude économique de la vente à tempérament.* Étude du crédit à la consommation avec référence spéciale à l'automobile. Édition française, 2 vol., VIII-359 p. et XLII-666 p. — Paris, Rivière, 1930.

BACHI (Roberto). — *Abitazioni e luoghi di lavoro nelle grandi città.* — Economia, vol. X, nº 2, Roma, 1932.

TABLE DES DIAGRAMMES ET GRAPHIQUES

DIAGRAMME I. — Variation des dépenses par unité suivant le nombre des enfants (ménages ouvriers allemands, en 1927-28)..... 48

DIAGRAMME II. — Proportion de la dépense en pain de diverses espèces suivant le nombre des enfants (*idem*)... 49

DIAGRAMME III. — Variation des dépenses par ménage suivant le nombre des enfants (*idem*)..... 54

GRAPHIQUE I. — Le coût de la vie et les salaires aux États-Unis, de 1919 à 1929..... 80

GRAPHIQUE II. — Les indices du coût de la vie pour la nourriture et pour le vêtement aux États-Unis, de 1914 à 1929..... 92

GRAPHIQUE III. — Consommation annuelle moyenne par tête de froment et de vin en France, et de viande à Paris, de 1855 à 1928..... 114

GRAPHIQUE IV. — Consommation annuelle moyenne d'alcool, de café, de vin (par tête), et de tabac (au total), en France, de 1831 à 1928..... 120

TABLE DES MATIÈRES

PAGES

AVANT-PROPOS..... V

CHAPITRE PREMIER

LE COÛT DE LA VIE ET LES BUDGETS DE MÉNAGES

1. — Indices du coût de la vie et consommations effectives... 1
2. — Les enseignements que l'économie politique peut tirer des enquêtes sur les budgets de ménages..... 10

CHAPITRE II

LES DÉPENSES DANS LEUR RAPPORT AVEC LA SITUATION SOCIALE, LE REVENU ET LE NOMBRE DES ENFANTS.

1. — La répartition des dépenses. Comment il faut rectifier les lois d'Engel..... 16
2. — Ouvriers, employés et fonctionnaires. Limitation de la dépense pour le loyer dans la classe ouvrière..... 27
3. — Espèces et quantités des aliments (ouvriers, employés et fonctionnaires)..... 34
4. — Montant et destination des diverses dépenses pour le vêtement (ouvriers et employés)..... 39
5. — Quelques détails sur le logement et les objets des « autres dépenses » (ouvriers, employés et fonctionnaires). 41
6. — Resserrement des dépenses et limitation des besoins à mesure qu'augmente le nombre des enfants..... 45
7. — Premiers résultats généraux : les tendances consommatrices des ouvriers. Les besoins économiques : restrictions et extensions possibles..... 56

CHAPITRE III

L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES ET LES CIRCONSTANCES ÉCONOMIQUES

1. — Les phases de la vie d'une famille ouvrière et ses vicissitudes ; expansions et compressions alternatives des revenus et des dépenses 59
2. — Peut-on suivre l'évolution des dépenses dans le temps, pour une même classe et un même pays ? Les deux enquêtes allemandes de 1907 et de 1927. Essai de rapprochement. Post-scriptum 67
3. — L'évolution des dépenses aux États-Unis depuis la fin du XIXe siècle. Dépenses, prix, salaires 74
4. — Réduction et transformation des besoins alimentaires dans la classe ouvrière américaine 79
5. — La dépense pour le vêtement et le mouvement des prix de détail aux États-Unis, de l'avant-guerre jusqu'à présent 91
6. — La dépense pour le loyer, aux États-Unis, dans la classe ouvrière, pendant et depuis la guerre 96
7. — L'accroissement des « autres dépenses » aux États-Unis ; le surplus disponible 97
8. — Interprétation finale de l'expérience américaine : transformation des besoins dans les classes ouvrières, et civilisation nouvelle 105

CHAPITRE IV

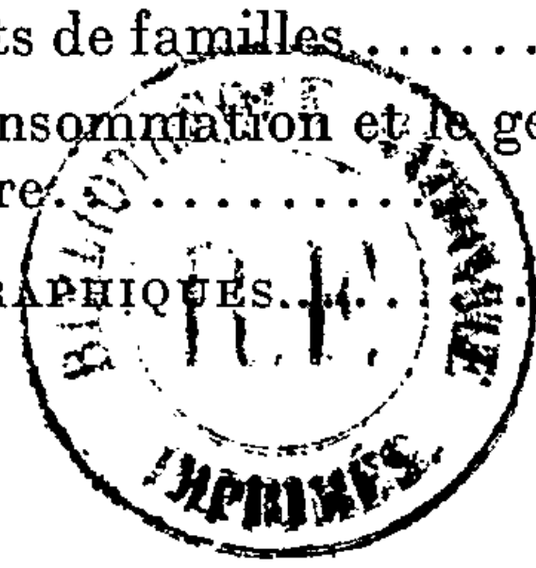
LE MOUVEMENT GLOBAL DE LA CONSOMMATION NATIONALE ET LE DÉVELOPPEMENT DES BESOINS

1. — A défaut de budgets de ménages, comment l'étude du mouvement des consommations par tête, en France, depuis un siècle ou presque, peut révéler certaines variations de la dépense 110
2. — Le pain, la viande, le vin. A-t-on ici, quant aux quantités par tête, atteint et dépassé le maximum ? 112
3. — Le sucre, le café, le cacao, le thé, le tabac. Accroissement considérable des quantités par tête, surtout depuis l'avant-guerre 121
4. — Le coton, matière première des vêtements et du linge : variation des quantités par tête 125

5. — Les valeurs locatives par tête : montée continue au cours du siècle..... 125
6. — Rapports entre ces mouvements des quantités consommées par tête, et les phases économiques (de longue durée) d'expansion et de resserrement..... 128

CHAPITRE V

Le sens et le rythme de l'évolution des besoins dans les classes ouvrières

1. — Rappel de la marche suivie : de l'observation d'un état à l'étude d'une évolution, ou du statique au dynamique..... 133
2. — Qu'il n'est point de partie de la dépense, dans les budgets ouvriers, qui ne puisse être comprimée; que cependant la dépense, dans son ensemble, résiste à la baisse..... 136
3. — Que les ménages ouvriers ne réagissent pas de la même manière à la hausse des prix, suivant qu'il s'agit d'objets nouveaux ou de luxe, ou de denrées et dépenses familières..... 143
4. — Que l'évolution des besoins se développe à travers des phases alternées d'extension et de consolidation..... 148

Bibliographie..... 153
I. — Études sur la méthode des budgets de familles et sur le calcul du coût de la vie (depuis 1914)..... 153
II. — Les enquêtes par budgets de familles..... 154
III. — Autres études sur la consommation et le genre de vie utilisées dans ce livre..... 159
Table des diagrammes et graphiques..... 160